

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE



CIÉTÉ D'AMENAGEMENT  
D'EQUIPEMENT DU GARD



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE  
PETITE CAMARGUE

## COMPTE-RENDU À LA COLLECTIVITÉ AU 31/12/2023

### Concession d'aménagement

pour la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique et commerciale à VAUVERT

N° 262

|                     |       |               |
|---------------------|-------|---------------|
| CRAC CPA            | R. MJ | 31/12/2023    |
| AF/73 V1 - 01/02/05 | V. PP | Page 1 sur 49 |



## PRÉAMBULE

Le présent compte rendu d'activité a été établi conformément à la convention publique d'aménagement.

Le rapport vise à présenter à la Communauté de Communes de Petite Camargue, une description de l'avancement de l'opération, sur le plan physique comme le plan financier, pour lui donner les moyens de suivre, en toute transparence, le déroulement de l'opération, et pour lui permettre de décider, le cas échéant, des mesures à prendre pour maîtriser l'évolution de l'opération.

\*\*\*\*

\*

|                     |       |               |
|---------------------|-------|---------------|
| CRAC CPA            | R. MJ | 31/12/2023    |
| AF/73 V1 – 01/02/05 | V. PP | Page 2 sur 49 |





# SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION .....          | 4  |
| AVANCEMENT DE L'OPÉRATION .....            | 7  |
| I – ETUDES PREALABLES .....                | 8  |
| II - FONCIER .....                         | 12 |
| III – ETUDES TECHNIQUES .....              | 16 |
| IV - TRAVAUX .....                         | 20 |
| V - COMMERCIALISATION .....                | 31 |
| VI – AVANCEMENT FINANCIER .....            | 40 |
| ÉTAT FINANCIER .....                       | 47 |
| BILAN PRÉVISIONNEL .....                   | 48 |
| CONVENTION / DÉLIBÉRATIONS / ANNEXES ..... | 49 |

|                     |       |               |
|---------------------|-------|---------------|
| CRAC CPA            | R. MJ | 31/12/2023    |
| AF/73 V1 – 01/02/05 | V. PP | Page 3 sur 49 |

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE



# PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

|                     |       |               |
|---------------------|-------|---------------|
| CRAC CPA            | R. MJ | 31/12/2023    |
| AF/73 V1 - 01/02/05 | V. PP | Page 4 sur 49 |

ans le cadre de ses compétences « Aménagement de l'espace » et « Développement économique », la Communauté de Communes de Petite Camargue a fait valiser en 2005 une étude d'aménagement visant à étudier l'ensemble des conditions et des contraintes de réalisation d'une zone d'activités à vocation économique et commerciale située à l'entrée Nord de la Commune de VAUVERT.

ite aux conclusions de cette étude, la Communauté de Communes de Petite Camargue a envisagé d'initier cette opération d'aménagement sous forme de Zone Aménagement Concerté (ZAC) sur un périmètre initial de 24 ha.

Un aménagement doit permettre, à terme, de recevoir les constructions suivantes :

- Activités et annexes ;
- Bureaux et locaux professionnels ;
- Surfaces commerciales ;
- Équipements et services ;
- Équipements publics ;
- Éventuellement hôtels ;

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux d'espaces libres et d'installations diverses, à réaliser ou faire réaliser pour répondre aux besoins des futurs usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération ; ces travaux étant réalisés dans le cadre de la présente concession d'aménagement.

Par délibération en date du 26 octobre 2005, la Communauté de Communes de Petite Camargue a souhaité confier les études préalables et autorisations de la zone concernée, puis la réalisation de l'opération d'aménagement à la SEGARD dans le cadre d'une concession d'aménagement.

La convention a été signée le 25 novembre 2005 et déposée au contrôle de légalité de la Préfecture du Gard le 30 novembre 2005 ; sa durée prévisionnelle était fixée à 5 années à compter de sa date de prise d'effet.

Cette opération connaissant les difficultés suivantes :

- Concernant les acquisitions foncières, celles-ci se sont effectuées à l'amiable pour la majorité d'entre elles, mais les négociations avec les propriétaires concernés par le périmètre de cette ZAC se sont avérées plus longues que prévues initialement. En effet, un recours a été intenté par certains propriétaires. Aujourd'hui, un accord amiable a été trouvé mais l'opération a pris du retard. Par ailleurs, une partie des acquisitions n'a pu se faire à l'amiable et a nécessité l'engagement d'une procédure d'expropriation ;
- Et enfin, le contexte économique étant plus incertain 4 ans après la signature de la concession, la phase de commercialisation sera nécessairement plus longue.

|                     |       |               |
|---------------------|-------|---------------|
| CRAC CPA            | R. MJ | 31/12/2023    |
| AF/73 VI – 01/02/05 | V. PP | Page 5 sur 49 |





Un avenant n° 1 a donc été signé le 11 mai 2010 et approuvé par une délibération n°2009/07/64 en date du 22 juillet 2009, dont l'objet était de prolonger la durée prévisionnelle de la concession de 5 années afin de la mettre en adéquation avec le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération d'aménagement suite au texte défavorable à la commercialisation. La durée prévisionnelle a été portée au 1<sup>er</sup> décembre 2014.

Un avenant n° 2 a été signé le 11 mai 2010 et approuvé par une délibération n°2010/05/37 en date du 19 mai 2010 a eu pour objet de modifier le périmètre, afin de d'englober une emprise foncière non prévue initialement afin de permettre la bonne réalisation du rond-point de desserte de la présente ZAC, et d'autre de réduire certaines emprises afin de répondre aux observations émises par un hydrogéologue agréé par le Ministère chargé de la Santé.

Un avenant n° 3 a été signé le 10 novembre 2010 et approuvé par une délibération n° 2010/10/78 en date du 27 octobre 2010, dont l'objet était de prolonger la durée du traité de concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2018, afin que la Collectivité puisse garantir l'emprunt contracté par la SEGARD dont la dernière mensualité est prévue fin 2018.

Un avenant n° 4 a été signé le 30 juillet 2013 et approuvé par une délibération n°2013/07/52 en date du 24 juillet 2013 dont l'objet était de prolonger la durée du traité de concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2020, afin que la Collectivité puisse garantir l'emprunt contracté par la SEGARD dont la dernière mensualité est prévue fin 2019.

Un avenant n° 5 a été signé le 07 novembre 2017 et approuvé par une délibération n°2017/09/85 en date du 27 septembre 2017 dont l'objet était de prolonger la durée du traité de concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2025. En effet, en raison des difficultés de trésorerie dues au rythme de commercialisation trop faible, il était indispensable de reconduire à nouveau la durée du traité de concession pour pouvoir contractualiser auprès des banques cette prolongation de la durée de remboursement.

Un avenant n° 6 a été signé le 24 novembre 2020 et approuvé par une délibération n°2020/11/87 en date du 18 novembre 2020 dont l'objet était de reconduire l'avance d'un montant de 2 600 000 € et de définir les nouvelles modalités de remboursement de celle-ci.

\*\*\*

\*

|                     |       |               |
|---------------------|-------|---------------|
| CRAC CPA            | R. MJ | 31/12/2023    |
| AF/73 VI – 01/02/05 | V. PP | Page 6 sur 49 |

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE



# AVANCEMENT DE L'OPÉRATION

|                     |       |               |
|---------------------|-------|---------------|
| CRAC CPA            | R. MJ | 31/12/2023    |
| AF/73 VI - 01/02/05 | V. PP | Page 7 sur 49 |

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE



# I - ETUDES PREALABLES

|                     |       |               |
|---------------------|-------|---------------|
| CRAC CPA            | R. MJ | 31/12/2023    |
| AF/73 V1 - 01/02/05 | V. PP | Page 8 sur 49 |



**SITUATION D'AVANCEMENT DES ÉTUDES – ZAC 1ÈRE TRANCHE**

**Rappel :** L'Avant-Projet des travaux d'aménagement de la ZAC a été approuvé le 7 novembre 2007 par le Conseil Communautaire.

dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau, déposé pour instruction auprès de la Délégation Inter-Services de l'Eau (DISE) en mai 2007, a abouti, à l'issue d'une enquête publique qui s'est déroulée en 2007, à la délivrance d'un arrêté préfectoral d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau le 12 février 2008.

dossier de réalisation de la ZAC remis en décembre 2007 à la Communauté de Communes de Petite Camargue a été approuvé le 13 février 2008 par le Conseil Communautaire.

Le recours a été déposé le 8 avril 2008 contre cette délibération du 13 février 2008 portant approbation du dossier de réalisation et du programme des équipements publics par quatre propriétaires de parcelles situées dans le périmètre de la ZAC, dont trois sont localisées dans la pointe Sud (les consorts RIOS, LOMBARDI et VOLPELLIERE); le dernier étant M. DUGUET propriétaire d'une parcelle située en partie Nord de la ZAC en bordure de la RD 56.

Le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et le dossier d'enquête parcellaire remis en octobre 2007 à la Communauté de Communes de Petite Camargue ont été approuvés le 19 décembre 2007 par le Conseil Communautaire.

**ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE****Rappel :**

En date du 3 mars 2008, un arrêté préfectoral portant ouverture d'enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire a été pris.

En date du 9 avril 2008, date de notification du recours à la SEGARD, de nombreux contacts ont été engagés avec les personnes ayant déposé ce recours et leur avocat.

Un accord a été obtenu fin 2008 avec les 3 propriétaires de la pointe Sud : les consorts LOMBARDI, VOLPELLIERE et RIOS sur le principe d'un retrait du recours déposé en contrepartie de la révision du projet d'aménagement de la ZAC excluant la pointe Sud, et par voie de conséquence de la non-acquisition de leurs terrains dans le cadre de la réalisation de la ZAC.

|                     |       |               |
|---------------------|-------|---------------|
| CRAC CPA            | R. MJ | 31/12/2023    |
| AF/73 VI – 01/02/05 | V. PP | Page 9 sur 49 |



## PROTOCOLE D'ACCORD

termes de la négociation avec les 4 propriétaires concernées de la pointe Sud, le protocole a été signé entre la Communauté de Communes de Petite Camargue, la SEGARD et les 4 propriétaires (consorts DUGUET, Madame RIOS, Monsieur LOMBARDI et les consorts VOLPELIERE) permettant ainsi, le retrait du permis administratif et donc de solliciter l'arrêté préfectoral déclarant l'utilité publique du projet revu au niveau de l'aménagement de la pointe Sud tel que demandé par le commissaire-enquêteur, et d'initier cette opération.

Les études de Projet des travaux d'aménagement de la ZAC, suspendues suite au dépôt du recours, ont pu reprendre grâce à la signature de ce protocole d'accord intégrant la révision du projet au niveau de la pointe Sud conformément à l'avis du commissaire-enquêteur.

Le protocole prévoyait des obligations à la charge de la Communauté de Communes de Petite Camargue et de la SEGARD, notamment :

- La renonciation définitive à l'expropriation de ces 4 propriétaires et le retrait de la pointe Sud du projet d'aménagement de la ZAC ;
- La réalisation d'une clôture sur la parcelle limitrophe au projet de ZAC, notamment la parcelle appartenant à Madame RIOS aux frais de l'opération ;
- L'acquisition de la parcelle de Monsieur DUGUET dans les termes fixés au sein de la promesse unilatérale de vente signée en date du 3 mars 2009 ;
- La desserte des accès des terrains de la pointe Sud conformément au plan annexé au protocole.

En contrepartie, les propriétaires avaient pour obligation :

- Le désistement et l'engagement à renoncer à tout contentieux ;
- La renonciation aux droits de délaissement ;
- L'acceptation de la desserte des terrains de la pointe Sud proposée en annexe du protocole.

Suite au retrait administratif, Monsieur le Préfet a délivré en date du 4 mai 2009 l'Arrêté de déclaration d'utilité publique et cessibilité.

### GIRATOIRE SUR LA RD 56

En date du 18 décembre 2009, déposé en Préfecture du Gard le 21 décembre 2009, une convention de co-maîtrise d'ouvrage a été signée entre la SEGARD et le Département du Gard concernant la réalisation du giratoire sur la RD 56 desservant la ZAC Côté Soleil à VAUVERT. Cette convention ne donne lieu à aucune subvention du Département du Gard.

Une convention tripartite entre la Commune de VAUVERT, la Communauté de Communes de Petite Camargue et la SEGARD a été signée le 27 décembre 2010, afin que la Commune participe financièrement au coût pour la réalisation du giratoire RD56 desservant la ZAC mais aussi à terme, la zone d'habitat du Moulin de l'Aure, dont le réseau d'adduction eau potable a été dimensionné en conséquence (cf. convention jointe).

|                     |       |                |
|---------------------|-------|----------------|
| CRAC CPA            | R. MJ | 31/12/2023     |
| AF/73 V1 – 01/02/05 | V. PP | Page 10 sur 49 |



## PERMIS DE DÉMOLIR

La demande de permis de démolir a été déposée à la Mairie de VAUVERT en date du 30 juillet 2009 et délivré le 4 septembre 2009.

Le permis de démolir concerne les parcelles AC 01- AC 76 et AB 303 (anciennement cadastré 222), appartenant initialement aux conjoints BAGAGLI avant cession à SEGARD en date du 31 mars 2009 (AB303) et 10 novembre 2009 (AC 01 et AC 76).

Les bâtiments d'exploitations ainsi que la maison d'habitation situés sur les parcelles cadastrées AC 1 lieudit « Le Massacre », AC 76 et AB 303 « route de NÎMES », ont bien été détruits respectivement le 17 mai et le 20 d'octobre 2010.

|                     |       |                |
|---------------------|-------|----------------|
| CRAC CPA            | R. MJ | 31/12/2023     |
| AF/73 V1 – 01/02/05 | V. PP | Page 11 sur 49 |

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

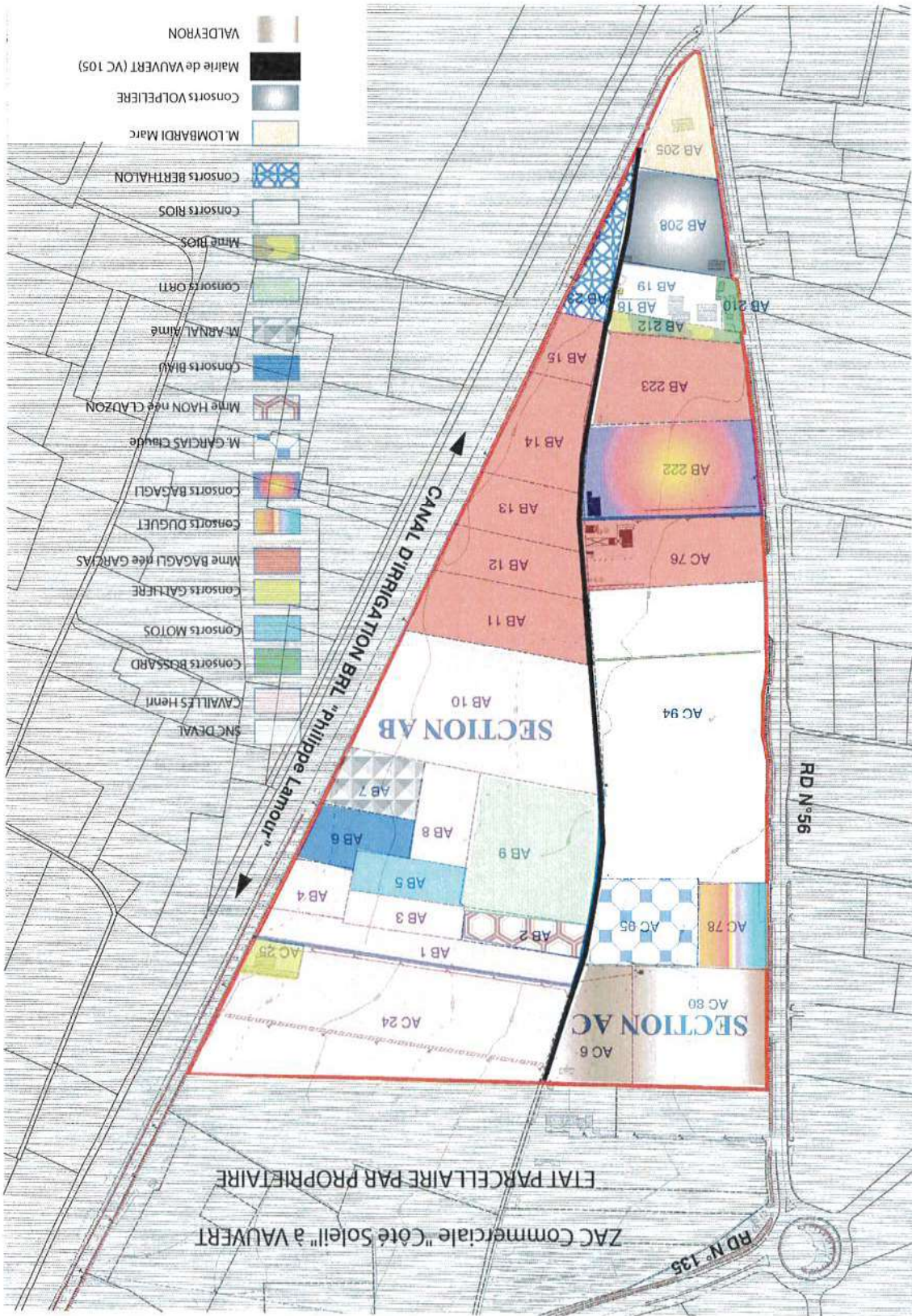
ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE



## II - FONCIER

|                     |       |                |
|---------------------|-------|----------------|
| CRAC CPA            | R, MJ | 31/12/2023     |
| AF/73 V1 - 01/02/05 | V, PP | Page 12 sur 49 |





Plan de situation par propriétaire





## des acquisitions foncières au 31/12/2018

| Propriétaires                   | Parcelles  | Superficie totale/m2 | PRIX TERRAIN | Indemnité de réemploi | PRIX HT               | Date acte authentique |
|---------------------------------|--|----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| VALDEYRON                       | AC 6-80  | 14 820               | 185 250,00 € |                       | 185 250,00 €          | 18-déc-09             |
| Mme MOTOS José Maria            | AB 5   | 2 652                | 33 415,20 €  | 4 341,52 €            | 37 756,72 €           | 27-nov-09             |
| Mme BAGAGLI née GARCIAS         | AC 1-AC 76-AB11-12-13-14-15-223                                | 37 045               | 643 790,00 € | 65 379,00 €           | 709 169,00 €          | 10-nov-09             |
| Mme et M. BAGAGLI               | AB 303 (anciennement cadastrée AB222p)                         | 2 500                | 209 000,00 € |                       | 209 000,00 €          | 31-mars-09            |
| Mme et M. BAGAGLI               | AB 304 (anciennement cadastrée AB 222p)                        | 7 500                | 101 250,00 € | 11 125,00 €           | 112 375,00 €          | 10-nov-09             |
| M. et Mme DUGUET Christian      | AC 78  | 3 547                | 89 384,40 €  | 9 938,44 €            | 99 322,84 €           | 10-nov-09             |
| M. GARCIAS Claude               | AC 95  | 5 550                | 74 857,50 €  | 8 485,75 €            | 83 343,25 €           | 08-déc-09             |
| Mme CLAUZON Jeannine Veuve HAON | AB 2   | 2 483                | 31 285,80 €  | 4 128,58 €            | 35 414,38 €           | 23-juil-09            |
| BIAU/ROUVIN                     | AB 6   | 3 020                | 38 052,00 €  | 4 805,20 €            | 42 857,20 €           | 14-oct-09             |
| M. ORTI Octavio                 | AB 9   | 10 176               | 128 217,60 € | 13 821,76 €           | 142 039,36 €          | 18-déc-09             |
| M. BERTHALON René               | AB 23  | 2 511                | 31 638,60 €  | 4 163,86 €            | 35 802,46 €           | 27-nov-09             |
| VC 105                          | AB323 –AB 322 – AC 108 – AC109                                 | 2164                 |              | 1 € symbolique        |                       | 08 avril 2010         |
| Ste DEVAL                       | AC 94  | 30 148               | 448 697,80 € |                       | 448 697,80 €          | 14 juin 2010          |
| M. BOSSARD                      | AB210 – Fonds commerce garage – Fonds commerce Station-Service |                      | 450 000,00 € |                       | 450 000,00 €          | 29 juin 2010          |
| M. ARNAL                        | AB 07  | 3 053                |              | 43 315,00 €           |                       | 26/11/2011            |
| M. CAVAILLES                    | AC 7-24 AB 1-3-4-8-10  | 77 369               |              | 856 411,34 €          |                       | 26/02/2013            |
| Mme CURATI                      | AB349 ET AB351   | 144                  | 6 480,00 €   |                       | 6 480,00 €            | 30/09/2013            |
| VC 105                          | AB386  | 134                  |              | 1 € symbolique        |                       | 22/09/2015            |
| <b>TOTAL HT</b>                 |  |                      |              |                       | <b>3 497 234,35 €</b> |                       |

CRAC CPA

R. MJ

V. VD

RD / LG / 31/12/2023

Page 14 sur 49





aménagement de la ZAC ayant été confié à la SEGARD par un traité de concession, elle dispose à ce jour de la maîtrise foncière sur la -totalité du foncier inclus dans le périmètre de l'opération, à l'exception de la parcelle AC 25.

Par ailleurs, le chemin communal concerné dont une grande partie a déjà fait l'objet par le passé d'une procédure de déclassement traversant le périmètre de l'opération et notamment de la première tranche, il convient, dans l'intérêt du projet, de céder la partie concernée à l'aménageur.

En effet la cession au profit de M. DAMIAO qui a déjà fait l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire a entériné le principe de cette cession d'une partie de chemin communal afin de permettre à cette personne de disposer d'une unité foncière plus importante et ainsi construire la surface de plancher nécessaire à l'implantation de son projet d'école de Danse.

Dans cette perspective de cession à l'aménageur, il a été réalisé au préalable la désaffectation et le déclassement du domaine public communal dudit chemin vers le domaine privé communal.

L'acte authentique d'achat de la voie communale VC 105 dite de Candiac situé dans le périmètre de la ZAC à la Commune de VAUVERT a été signé le 22 septembre 2015.

L'ensemble du foncier est maîtrisé, soit par la concession, soit par un constructeur qui devra s'acquitter du versement de la participation en fonction des m2 de planchers déjà réalisés.

Seule la parcelle AC 25 n'a pas été acquise et ne le sera pas, étant habitée.

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 15 sur 49       |

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024



ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

## III – ETUDES TECHNIQUES

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 16 sur 49       |

### 3. ÉTUDES TECHNIQUES

#### MARCHÉS D'ÉTUDES ZAC « CÔTÉ SOLEIL » - 1<sup>ère</sup> TRANCHÉ

##### Récapitulatif des marchés d'études et autres prestations engagés depuis le démarrage de la concession

| 1 <sup>ère</sup> Tranche de Travaux       |  |                                    |                      |   |             |                  |
|---|--|------------------------------------|----------------------|---|-------------|------------------|
| N° marché                                 | ÉTUDES   | Société                            | Date de notification | Marché de base HT                             | Avenants    | Montant Total HT |
| <b>Marchés d'études attribués en 2006</b> |  |                                    |                      |   |             |                  |
| 2005.147                                  | Géomètre   | RELIEF GE (anciennement B3R CEAUR) |                      | 3 200,00 €                                    |             | 3 200,00 €       |
| 2006.059                                  | Assistance acquisitions foncières                                  | SAFIT                              |                      | 7 500,00 €                                    |             | 7 500,00 €       |
| 2006.063                                  | Études de sols   | FUGRO GÉOTECHNIQUE                 |                      | 6 254,05 €                                    |             | 6 254,05 €       |
| 2006.111                                  | Hydrogéologue agréé  | M. REILLE                          |                      | 1 033,34 €                                    |             | 1 033,34 €       |
| 262.01                                    | Maître d'œuvre   | RELIEF GE (anciennement B3R CEAUR) |                      | 243 600,00 €                                  | 15 093,39 € | 258 693,39 €     |
| 262.02                                    | Urbaniste  | COSTE ARCHITECTURE                 |                      | 51 000,00 + TC forfaitaire par surface et lot | 14 050,00 € | 66 450,00 €      |
| <b>Marchés d'études attribués en 2007</b> |  |                                    |                      |   |             |                  |
| 2007.1032                                 | Panneau (Enquête au titre de la loi sur l'eau)                     | ALIZÉ CONCEPT                      |                      | 214,14 €                                      |             | 214,14 €         |
| 2007.1033                                 | Huissier de Justice (constat affichage enquête loi sur l'eau)      | SCP VILLEFRANQUE                   |                      | 193,33 €                                      |             | 193,33 €         |
| 2007.1034                                 | Étude impact acoustique  | ACOUSTIQUE AEI                     |                      | 3 200,00 €                                    |             | 3 200,00 €       |
| 262.03                                    | Géomètre   | RELIEF GE (anciennement B3R CEAUR) |                      | 35 350,00 €                                   | 5 680,00 €  | 41 230,00 €      |
| <b>Marchés d'études attribués en 2008</b> |  |                                    |                      |   |             |                  |
| 2008.1009                                 | Panneau (enquêtes conjointes DUP et parcellaire)                   | AMEGA PUB                          |                      | 125,00 €                                      |             | 125,00 €         |
| 2008.1011                                 | Huissier de Justice (constat affichage enquête DUP et parcellaire) | SCP PELERIAUX                      |                      | 210,50 €                                      |             | 210,50 €         |

CRAC CPA

R. MJ  
V. VD

RD / LG / 31/12/2023

Page 17 sur 49





| 2 <sup>ème</sup> Tranche de Travaux       |   |                                    |                      |                |          |                          |
|---|---|------------------------------------|----------------------|----------------|----------|--------------------------|
| N° marché                                 | ÉTUDES  | Société                            | Date de notification | Marché de base | Avenants | Montant Total HT         |
| <b>Marchés d'études attribués en 2009</b> |   |                                    |                      |                |          |                          |
| 262-19.1034                               | Panneau de commercialisation CSPS                         | AMEGA PUB<br>BUREAU VERITAS        | 16.07.2009           | 2 930,00 €     |          | 2 930,00 €<br>2 080,00 € |
| <b>Marchés d'études attribués en 2010</b> |   |                                    |                      |                |          |                          |
| LC 010/1002                               | Huissiers de Justice Associés                             | SCP PELERIAUX-GISCLAR-BADAROUX     |                      |                |          | 201,38 €                 |
| LC 010/1033                               | Architecte  | André BERARDI                      |                      |                |          | 11 200,00 €              |
| LC 010/1034                               | Géomètre  | B3R CEAUR                          |                      |                |          | 5 000,00 €               |
| <b>Marchés d'études attribués en 2014</b> |   |                                    |                      |                |          |                          |
| 262-20                                    | Coordinateur Sécurité Protection de la Santé CSPS         | Olivier FAURE                      | 24.12.2014           |                |          | 1 890,00 €               |
| 262-19                                    | Maintenance surveillance pompe relevage                   | SAUR                               | 27.01.2015           |                |          | 2 050,00 €               |
| <b>Marchés d'études attribués en 2015</b> |   |                                    |                      |                |          |                          |
| LC 2015/1005                              | Assistance technique suivi travaux réseau                 | BRL EXPLOITATION                   |                      |                |          | 2 500,00 €               |
| LC 2015/1009                              | Raccordement au réseau Télécom                            | ORANGE                             |                      |                |          | 2 669,00 €               |
| LC 2015/1011                              | Fourniture et pose panneau commercialisation              | ALIZÉ CONCEPT                      |                      |                |          | 1 200,00 €               |
| LC 2015/1016                              | Convention de raccordement BT                             | ERDF AVIGNON                       |                      |                |          | 2 775,50 €               |
| LC 2015/1019                              | Remise en état des espaces verts et du système d'arrosage | JARDINS ESPACES VERTS -JC GROLLIER |                      |                |          | 800,00 €                 |
| LC 2015/1021                              | Branchement PVC   | SAUR                               |                      |                |          | 11 749,44 €              |
| LC 2015/1036                              | Prise de pressions et débits poteaux incendies            | SAUR                               |                      |                |          | 750,00 €                 |
| <b>Marchés d'études attribués en 2018</b> |   |                                    |                      |                |          |                          |
| LC 2018/1004                              | Mission de maîtrise d'œuvre                               | RELIEF GE                          | 08.02.2018           |                |          | 3 900,00 €               |
| 262-20 bis                                | Coordinateur Sécurité Protection de la Santé CSPS         | PRECO                              | 22.02.2018           |                |          | 2 760,00 €               |

CRAC CPA

R. MJ  
V. VD

RD / LG / 31/12/2023

Page 18 sur 49

**PANNEAU DE COMMERCIALISATION**

Le 14 octobre 2009, une consultation en vue de la réalisation d'un panneau de commercialisation de la ZAC « Côté Soleil » à VAUVERT a été lancée. Les prestataires ont été consultés par télécopie : REPLIQUE VISUELLE à Nîmes, AMALGAME à Nîmes, AMEGA à Caveirac.

Le critère d'attribution est le critère unique de prix. Après analyse, le marché n°2009.1034 a été notifié en date du 21 avril 2010 à la Société AMEGA pour un montant de 2 930.00 € HT. Le panneau de commercialisation a été mis en place sur le chantier de la ZAC, en janvier 2010 (panneau ci-après).

Le 2 mars 2010, une consultation en vue de la réalisation d'un deuxième panneau de commercialisation de la ZAC « Côté Soleil » à VAUVERT a été lancée. Les prestataires ont été consultés par télécopie : REPLIQUE VISUELLE à NÎMES, AMALGAME à NÎMES, AMEGA PUB à CAVEIRAC et ATELIER PUBLIMARK à NÎMES. Le critère d'attribution est le critère unique de prix.

Après analyse, le marché n° 2010/1012 a été notifié en date du 21 avril 2010 à la Société DECOR ADER pour un montant de 2 782.00 € HT. Le panneau de commercialisation a été mis en place fin avril 2010 à l'entrée de VAUVERT, en bordure de route.

En 2019, suite à une consultation, une commande a été passée pour réactualiser le panneau de commercialisation de la ZAC : lettre de commande n°2019.1024, notifiée en date du 4 décembre 2019 à la Société MARQUE D'IMAGE pour un montant de 1 490.00 € HT.

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 19 sur 49       |

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024



ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

## IV - TRAVAUX

|          |       |  |                      |
|----------|-------|--|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ |  | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD |  | Page 20 sur 49       |



### Récapitulatif des marchés de travaux engagés depuis le démarrage de la concession

#### 1ÈRE TRANCHE

| N° Marché                                   | Entreprise      | Intitulé du lot   | Date de notification du marché | Montant de base HT | Avenants    | Total HT     | Date de réception des travaux |
|---|-----------------|---|--------------------------------|--------------------|-------------|--------------|-------------------------------|
| <b>Marchés de travaux attribués en 2009</b> |                 |   |                                |                    |             |              |                               |
| 262-11                                      | ACCABAT LOPEZ   | 1 - Terrassement, démolitions                           | 26.11.2009                     | 238 650,00 €       | 6 276,00 €  | 244 926,00 € | 01.12.2010                    |
| 262-12                                      | EIFFAGE TP      | 2 - Voirie, maçonnerie, mobilier urbain                 | 26.11.2009                     | 633 908,80 €       | -           | 633 908,80 € | 01.12.2010                    |
| 262-13                                      | CISE TP SUD EST | 3 - Réseaux humides                                     | 26.11.2009                     | 615 525,00 €       | 67 309,45 € | 682 834,45 € | 01.12.2010                    |
| 262-14                                      | ALLEZ/SPIE      | 4 - Réseaux secs  | 26.11.2009                     | 277 124,50 €       | 7 643,60 €  | 284 768,10 € | 01.12.2010                    |
| 262-15                                      | MANIEBAT        | 5 - Plantations et arrosage                             | 26.11.2009                     | 54 207,00 €        | 7 360,00 €  | 61 567,00 €  | 01.12.2010                    |
| <b>Marchés de travaux attribués en 2013</b> |                 |   |                                |                    |             |              |                               |
| 262-16                                      | EIFFAGE TP      | Lot unique : Terrassement, démolitions Voirie, Clôtures | 24.09.2013                     | 28 579,80 €        | 3 084,50 €  | 31 664,30 €  |                               |

#### Marchés de prestations engagés depuis le démarrage de la concession

| N°        | ENTREPRISES   | OBJET                            | DATE       | MONTANT HT  |
|-----------|---------------|----------------------------------|------------|-------------|
| 2010/1048 | ACCABAT LOPEZ | Pose de deux blocs de pierre     | 10.12.2010 | 500,00 €    |
| 2010/1029 | COPRAMEX      | Démantèlement cuves TOTAL        | 26.08.2010 | 16 280,00 € |
| 2010/1042 | SAUR          | Pose compteur d'eau              | 18.11.2010 | 299,10 €    |
| 2010/1051 | PHILIP René   | Terrass. - décaissement masse 6  | 20.12.2010 | 2 856,00 €  |
| 2011/1007 | GRDF          | Modification de raccordement gaz | 11.03.2011 | 552,96 €    |



|                        |                    |   |            |             |
|------------------------|--------------------|---|------------|-------------|
| 2011/1008              | ERDF               | Déplacement d'ouvrage   | 18.03.2011 | 676,34 €    |
| 2011/1009              | SPIE SUD OUEST SAS | Ouverture et fermeture d'une fouille gaz                          | 11.03.2011 | 1 335,00 €  |
| 2011/1011              | ACCABAT LOPEZ      | Prestations déblais mis en remblais zone jouxtant masse 6         | 01.04.2011 | 7 522,50 €  |
| 2011/1012              | SPIE SUD OUEST     | Modification réseaux secs masse 6                                 | 01.04.2011 | 2 905,00 €  |
| 2011/1016              | ACCABAT LOPEZ      | Pose 2 blocs + ouverture tranchée + fermeture d'accès ZAC         | 21.04.2011 | 2 170,00 €  |
| 2011/1025              | SPIE SUD OUEST     | Liaison BT + Têlé relève par câble ERDF de la station de relevage | 01.07.2011 | 317,50 €    |
| 2011/1040              | SPIE SUD OUEST     | Liaison BT – FT Réseau fibre masse 9                              | 16.11.2011 | 7 000,89 €  |
| 2012/1009              | SPIE SUD OUEST     | Remise en état du câblage de l'éclairage                          | 27.04.2012 | 19 319,50 € |
| 2012/1011              | LETTRE M           | Parution 1/2 page publicitaire spécial zones d'activités          | 18.06.2012 | 750,00 €    |
| 2012/1022              | REPLIQUE VISUELLE  | Réparation panneau commercialisation                              | 26.10.2012 | 1 250,00 €  |
| 2013/1007              | B3R                | Morcellement parcelles AB210 - AB298 - AB 299 RIOS                | 16.07.2013 | 1 250,00    |
| 2013/1015              | MANIEBAT           | Débroussaillage 6000 m <sup>2</sup> de terrain                    | 27.07.2013 | 2 400,00 €  |
| 2013/1016              | MANIEBAT           | Remise en état du système d'arrosage                              | 29.08.2013 | 1600,00 €   |
| 2013/1018              | 2D EXPERTISE       | Diagnostic amiante vente garage RIOS                              | 10.09.2013 | 152,00 €    |
| 2013/1019              | 2D EXPERTISE       | Diagnostic amiante avant démolition local Bossard                 | 14.10.2013 | 90,00 €     |
| 2013/1021              | DE CECCO PUBLICITE | Déplacement panneau publicitaire                                  | 05.11.2013 | 1 550,00 €  |
| 2013/1023              | SAUR               | Branchement assainissement lot 23                                 | 08.11.2013 | 1 995,48 €  |
| 2014/1005              | SAUR               | Branchement eau potable particulier                               | 21.02.2014 | 1 626,90 €  |
| 2014/1012              | JDE                | Débroussaillage d'une partie de la ZAC + nettoyage allée centrale | 30.06.2014 | 2 083,33 €  |
| 2014/1012 <sup>b</sup> | JDE                | Débroussaillage bassins   | 31.07.2014 | 833,33 €    |

CRAC CPA

R. MJ  
V. VDRD / LG / 31/12/2023  
Page 22 sur 49

|          |                |                                 |            |            |
|----------|----------------|---------------------------------|------------|------------|
| 014/1022 | SPIE SUD OUEST | Remise en état éclairage public | 21.10.2014 | 3 144,00 € |
|----------|----------------|---------------------------------|------------|------------|

### 2ÈME TRANCHE

| °  | Marché | Entreprise       | Intitulé du lot                            | Date de notification du marché | Montant de base € HT | Avenants  | Total € HT | Date de réception des travaux |
|--|--------|------------------|--|--------------------------------|----------------------|-----------|------------|-------------------------------|
| <b>Marchés de travaux attribués en 2015 (deuxième tranche phase 1/3)</b> |        |                  |  |                                |                      |           |            |                               |
| 262-21   |        | EIFFAGE TP       | 1 – Terrassements généraux                 | 30.03.2015                     | 412 104,00           | 18 685,00 | 412 104,00 | 06.10.2015                    |
| 262-22   |        | E.H.T.P.         | 2 – Réseaux Humides                        | 30.03.2015                     | 294 981,65           | -4270,60  | 290 711,05 | 06.10.2015                    |
| 262-23   |        | GPT ALLEZ / SPIE | 3 – Réseaux secs                           | 30.03.2015                     | 210 260,50           | 3 920,00  | 210 260,50 | 06.10.2015                    |
| 263-24   |        | MANIEBAT         | 4 – Plantations, arrosage espaces communs  | 30.03.2015                     | 23 978,50            | /         | 23 978,50  | 06.10.2015                    |
| 262-19   |        | SAUR             | Maintenance et surveillance pompe relevage | 27.01.2015                     | 2 050,00             | /         | 2 050,00   |                               |

### Marchés de travaux attribués en 2018 (deuxième tranche phase 2/3)

|        |  |                    |   |            |              |          |              |            |
|--------|--|--------------------|---|------------|--------------|----------|--------------|------------|
| 262-31 |  | EUROVIA            | 1 – Terrassements généraux                | 03.08.2018 | 343 784,50 € | 4 179,66 | 347 964,16 € | 18.06.2019 |
| 262-32 |  | CISE TP            | 2 – Réseaux humides                       | 13.09.2018 | 173 576,00 € | 8 500,00 | 182 076,00 € | 18.06.2019 |
| 262-33 |  | DAUDET ELECTRICITE | 3 – Réseaux secs                          | 13.09.2018 | 121 331,00 € | 6 150,00 | 127 481,00 € | 18.06.2019 |
| 262-34 |  | GRC PAYSAGES       | 4 – Plantations, arrosage espaces communs | 13.09.2018 | 17 988,50 €  | /        | 17 988,50 €  | 18.06.2019 |

### Marchés de prestations engagés depuis le démarrage de la concession

| N°        | ENTREPRISES               | OBJET                                    | DATE       | MONTANT HT |
|-----------|---------------------------|--|------------|------------|
| 2015/1004 | ESPACES VERTS JC GROLLIER | Débroussaillage, désherbage et nettoyage | 18.03.2015 | 1 300,00   |

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 23 sur 49       |





|           |                            |  |            |           |
|-----------|----------------------------|--|------------|-----------|
| 2015/1005 | BRL EXPLOITATION           | Assistance technique et suivi travaux réseau d'eau     | 17.03.2015 | 3 500,00  |
| 2015/1009 | ORANGE                     | Etude et suivi travaux de raccordement                 | 30.04.2015 | 2 669,00  |
| 2015/1011 | ALIZÉ CONCEPT              | Fourniture et pose panneau commercialisation extérieur | 13.05.2015 | 1 200,00  |
| 2015/1016 | ERDF AVIGNON RÉSEAU        | Convention de raccordement BT                          | 07.07.2015 | 2 775,60  |
| 2015/1019 | ESPACES VERTS JC GROILLIER | Remise en état des espaces verts et système d'arrosage | 22.07.2015 | 850,00    |
| 2015/1021 | SAUR FRANCE                | Branchement PVC et raccordement EU-AEP                 | 30.07.2015 | 11 749,44 |
| 2015/1036 | SAUR FRANCE                | Prise de pressions et débits sur les poteaux incendies | 30.11.2015 | 750,00    |
| 2016/1006 | ENEDIS                     | Travaux d'alimentation BT                              | 25.01.2016 | 1 433,60  |
|           | JEV                        | Entretien espaces verts allées et bassin               | 14.06.2016 | 1 300,00  |
|           | SCP GISCLARD BADAROUX      | Constat présence gens du voyage                        | 23.11.2016 | 320,71    |
| 2017/1001 | SEE MICHEL                 | Déplacement terre et rebouchage tranchée               | 12.01.2017 | 1 500,00  |
| 2017/1008 | ALLEZ ET CIE               | Remise en service du réseau EP                         | 03.03.2017 | 1 116,00  |
| 2017/1016 | MANIEBAT                   | Entretien espaces verts                                | 02.06.2017 | 6 500,00  |
| 2017/1019 | MANIEBAT                   | Débroussaillage zones inoccupées                       | 02.06.2017 | 4 200,00  |
| 2018/1017 | ORANGE                     | Réseaux fibre / cuivre                                 | 20.03.2018 | 1 456,00  |
| 2018/1028 | ESPACES VERTS DU MIDI      | Entretien espaces verts 2018-2019                      | 27.06.2018 | 6 600,00  |
| 2018/1031 | ENEDIS                     | Raccordement phase 2                                   | 24.07.2018 | 2 484,77  |
| 2018/1034 | CISE TP                    | Mise en épreuve réseau BRL                             | 05.10.2018 | 4 648,00  |
| 2019/1001 | EFFISSENS                  | Panneau commercial                                     | 07.01.2019 | 645,00    |

CRAC CPA

R. MJ  
V. VD

RD / LG / 31/12/2023

Page 24 sur 49

|            |                          |   |            |          |
|------------|--------------------------|---|------------|----------|
| 2019/1003  | SAUR                     | Pose de compteur eau potable  | 29.03.2019 | 448,53   |
| 2019/1004  | ESPACES VERTS DU<br>MIDI | Fauchage  | 02.04.2019 | 1 800,00 |
| 2019/1007  | SCP LAGET<br>CHRISTOPHE  | Constat voirie  | 29.05.2019 | 250,40   |
| 2019/1014  | SCP LAGET<br>CHRISTOPHE  | Constat travaux lot 17  | 30.07.2019 | 236,21   |
| 2019/1019  | EUROVIA<br>MEDITERRANEE  | Réalisation rampe d'accès aux<br>bassins  | 02.10.2019 | 4 590,00 |
| 2019/10245 | MARQUE D'IMAGE           | Panne de commercialisation  | 04.12.2019 | 1 490,00 |
| 2020/1004  | SAUR                     | Surveillance et entretien poste de<br>refoulement                               | 28.04.2020 | 6369,55  |
| 2021/1008  | SAUR                     | Prise débit pression poteau incendie  | 12.05.2021 | 150,00   |
| 2021/1011  | ENEDIS                   | Travaux raccordement réseaux  | 01.06.2021 | 1 439,84 |
| 2021/1014  | RELIEF                   | Piquetage limite lots   | 07.07.2021 | 2 621,40 |
| 2021/1017  | RELIEF                   | Réalisation plan de vente   | 02.09.2021 | 990,00   |
| 2021/1026  | SAUR                     | Raccordement réseau AEP   | 22.10.2021 | 6 169,28 |
| 2022/1001  | RELIEF                   | Réalisation du bornage des lots –<br>Etablissement plans de vente<br>définitifs | 13.01.2022 | 5830,00  |
| 2022/1005  | DAUDET<br>ELECTRICITE    | Candélabre accidenté  | 22.02.2022 | 2076,00  |
| 2022/1012  | BRL                      | Raccordement réseaux eau brute  | 27.04.2022 | 3537,00  |
| 2022/1017  | SCI FALCO                | Débroussaillage parcelle de 2401m2  | 08.09.2022 | 800,00   |
| 2022/1018  | DAUDET<br>ELECTRICITE    | Dysfonctionnement de l'éclairage<br>public                                      | 06.10.2022 | 600,00   |

|          |       |  |
|----------|-------|--|
| CRAC CPA | R. MJ |  |
|          | V. VD |  |



**AMENAGEMENT DES TRAVAUX DE LA DEUXIEME PHASE D'AMENAGEMENT DE LA TRANCHE 2**

La seconde tranche de la ZAC Côté Soleil est scindée en 3 phases d'aménagement. La première phase, réalisée en 2015 a permis de desservir le terrain 2 bis cédé à la société VALDEYRON, le lot 1 cédé à M. DAHMANI, le lot 15, le lot 16 cédé à M. BOUISSEREN et la masse 10.

La nouvelle phase de travaux engagée en 2018 (tranche 2 - phase 2) a permis de desservir 7 lots supplémentaires sur la tranche 2. Sa réalisation était indispensable puisqu'aucun terrain n'était disponible à la commercialisation fin 2017, et que la demande porte pourtant exclusivement sur les lots de la tranche 2, la masse 10 de 1,8ha n'ayant pas été cédée jusqu'à présent.

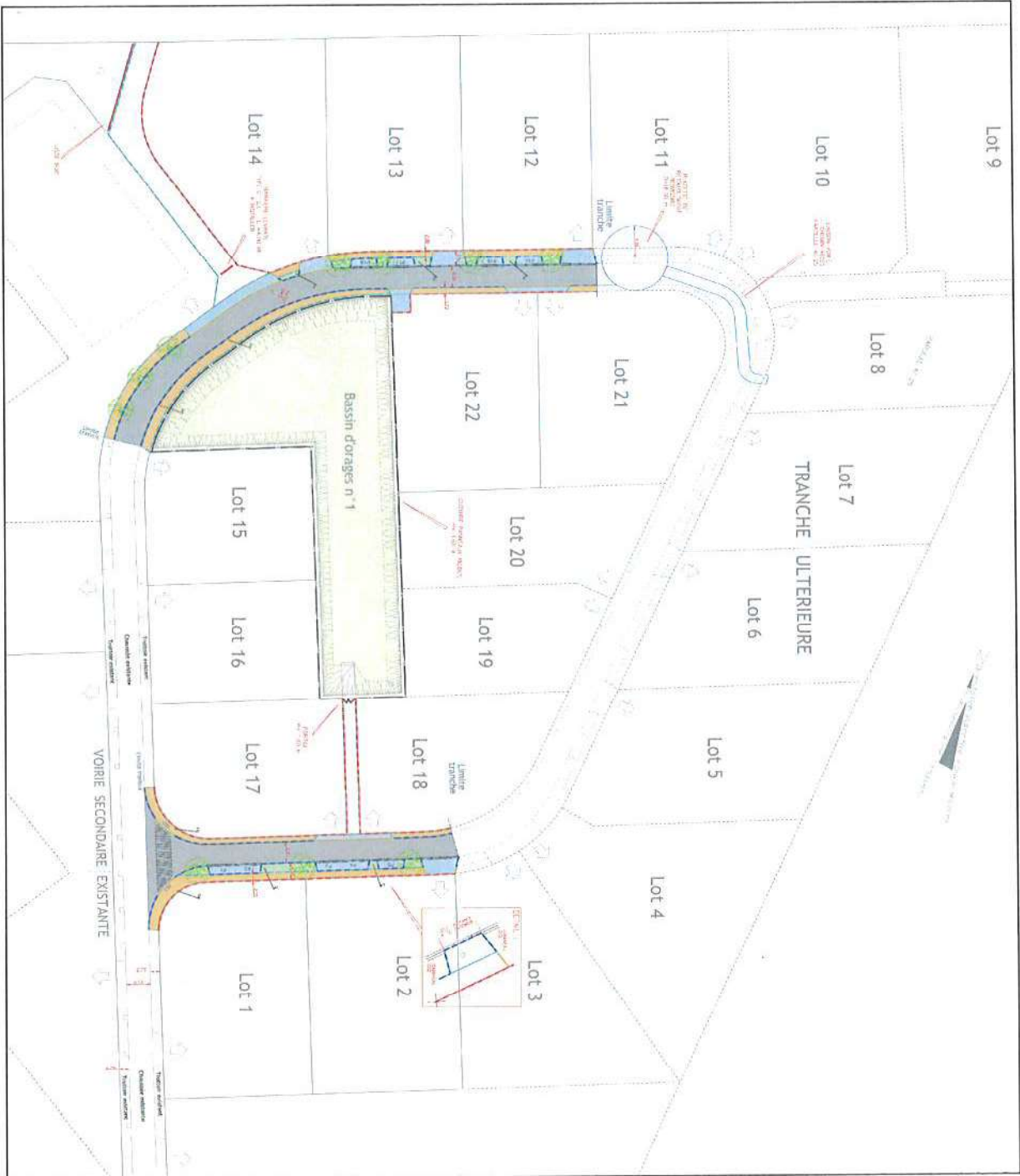
Les plans des deux pages suivantes présentent le programme des travaux dans la deuxième tranche de travaux.

Une troisième et dernière phase de travaux sera ensuite nécessaire pour finaliser l'aménagement de la ZAC, celle-ci permettra de desservir les 11 derniers lots.

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 26 sur 49       |











## DEUXIEME TRANCHE – 3 EME PHASE

| Entreprise  | Intitulé du lot           | Date de notification du marché | Montant de base € HT | Avenants  | Total € HT | Date de réception des travaux |
|---|---------------------------|--------------------------------|----------------------|-----------|------------|-------------------------------|
| <b>Marchés de travaux attribués en 2021 (dernière phase de travaux)</b> |                           |                                |                      |           |            |                               |
| EUROVIA LR  | 1 – Terrassements voirie  | 11.05.2021                     | 242 563,00           | 17 436,00 | 259 999,00 |                               |
| GARDOISE TRAVAUX PUBLICS  | 2 – Réseaux Humides       | 11.05.2021                     | 124 319,00           | 3000,00   | 127 319,00 |                               |
| DAUDET ELECTRICITE  | 3 – Réseaux secs          | 11.05.2021                     | 78 815,00            | 0         | 78 815,00  |                               |
| GRC PAYSAGES  | 4 – Plantations, arrosage | 11.05.2021                     | 10 680,25            | /         | 10 680,25  |                               |

## Marchés de prestations engagés depuis le démarrage de la concession

| N°        | ENTREPRISES        | OBJET                    | DATE       | MONTANT HT |
|-----------|--------------------|--------------------------|------------|------------|
| 2023/1002 | DAUDET ELECTRICITE | Remplacement candélabres | 31.01.2023 | 6273,00    |
| 2023/1009 | RELIEF GE          | Plan réseau BRL          | 04.08.2023 | 465,50     |

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 30 sur 49       |

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024



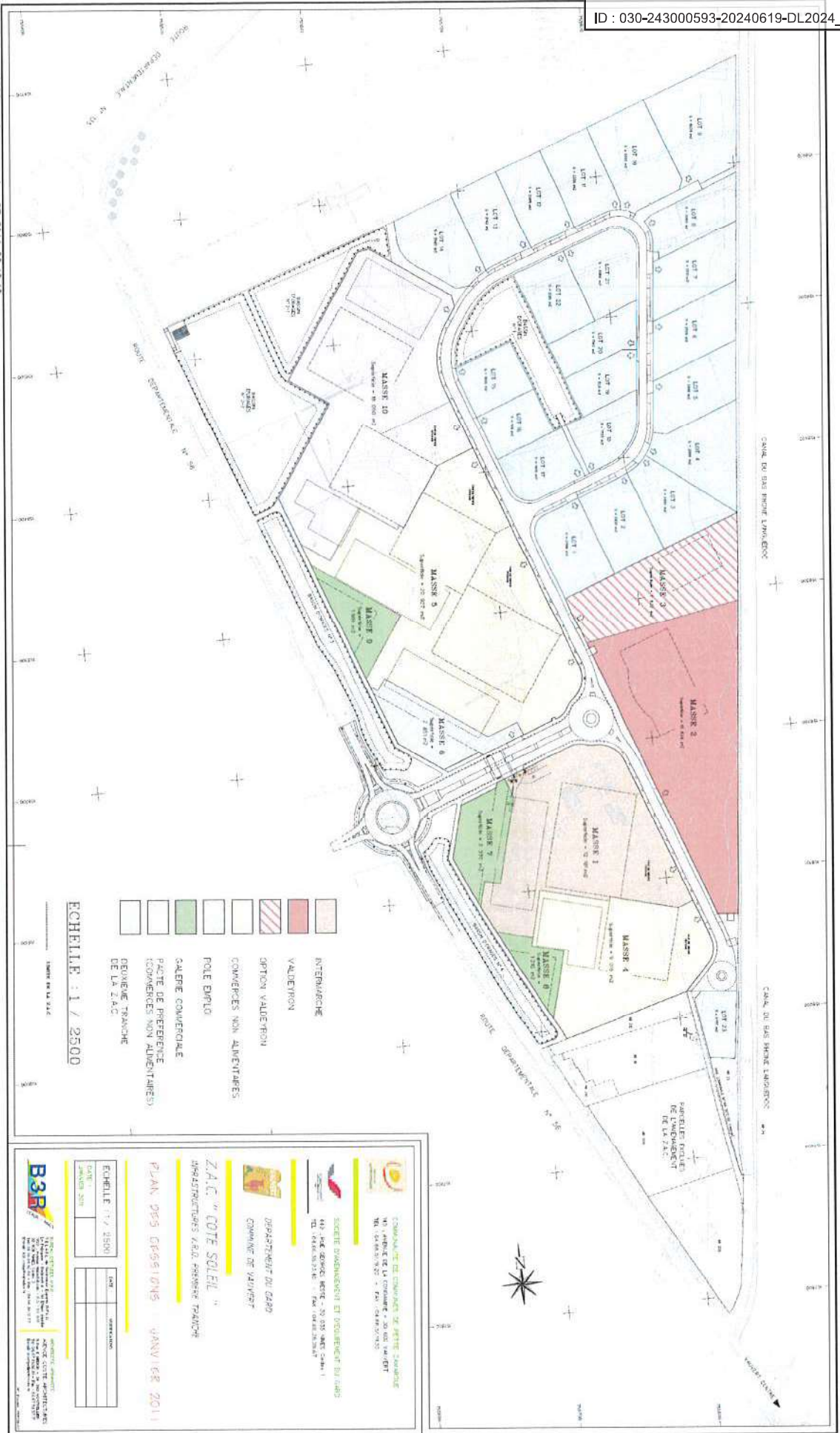
ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

## V - COMMERCIALISATION

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 31 sur 49       |



PLAN DE COMMERCIALISATION





Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE



V. VD

R. M]

| ACQUEREUR                                | TERRAIN                  |                                 | COMPROMIS DE VENTE     |            | ACTE DE VENTE |            |
|--|--------------------------|---------------------------------|------------------------|------------|---------------|------------|
|  | MASSSE (m <sup>2</sup> ) | SUPERFICIE (m <sup>2</sup> )    | SHON (m <sup>2</sup> ) | MONTANT HT | DATE          | ACOMPTE HT |
| SNC DEVAL (INTERMARCHÉ)                  | 12181                    | 4100                            | 164443,50              | 164443,50  | 29/04/2009    | -          |
| VALDEYRON                                | 13624                    | 3500                            | 170300,00              | 170300,00  | 19/11/2009    | -          |
|  |                          |                                 |                        |            |               |            |
| IMMOBILIERE EUROPEENNE DES MOUSQUETAIRES | 2370                     | 1250                            | 460000,00              | 460000,00  | 21/12/2012    | 23000,00   |
|  |                          |                                 |                        |            |               |            |
| MADAME CURATI                            | 281                      | 281                             | 6390,00                | 6390,00    | 30/09/2013    | 30/09/2013 |
| MADAME CURATI                            | 524                      | 524                             | 2096,00                | 2096,00    | 30/10/2019    | 30/10/2019 |
| MONSIEUR DAMIAO (CENTRE DE DANSE)        | 1049                     | 300                             | 80000,00               | 80000,00   | 30/07/2013    | 4000,00    |
| MONSIEUR DAHMANI                         | 23643                    | 1000                            | 177225,00              | 177225,00  | 22/03/2016    | -          |
|  |                          |                                 |                        |            |               |            |
| MONSIEUR BOUISSEREN (SCI MILAUR)         | 1519                     | 650 m <sup>2</sup> dont 80 logt | 113925,00              | 113925,00  | 22/09/2015    | 04/10/2016 |
| SCI VALDEYRON                            | 5832                     | 1000                            | 291600,00              | 291600,00  | 19/04/2016    | 30/01/2017 |
| MONSIEUR BERGEROUX (SOCIETE EURICOM)     | 2091                     | 836                             | 156825,00              | 156825,00  | 23/05/2019    | 18/06/2020 |
| L'USINE COTE SOLEIL                      | 2142                     | 857                             | 160650,00              | 160650,00  | 03/09/2019    | 06/09/2022 |
| MONSIEUR GARCIA                          | 2635                     | 1054                            | 197625,00              | 197625,00  | 23/05/2019    | 02/09/2020 |
| MONSIEUR LAARAJ                          | 1693                     | 847                             | 126975,00              | 126975,00  | 07/06/2018    | 01/03/2021 |
| FIMUREX MEDITERRANEE                     | 1905                     | 762                             | 142875,00              | 142875,00  | 16/07/2018    | 29/07/2019 |
| IMMO CHARANE                             | 1733                     | 692                             | 129975,00              | 129975,00  | 23/07/2018    | 07/03/2019 |
| MONSIEUR PALANCADE (SOCIETE AQUADOC)     | 2098                     | 1065                            | 157350,00              | 157350,00  | 18/06/2020    | 27/09/2021 |
| MR GOUDET                                | 2400                     | 960                             | 180075,00              | 180075,00  | 15/04/2021    | 01/06/2022 |
| RESOTAINER                               | 18050                    | 9000                            | 1497486,00             | 1497486,00 | 10/06/2021    | 12/07/2022 |
| MR PAULET                                | 2531                     | 1012                            | 277200,00              | 277200,00  | 16/02/2022    | 21/12/2022 |
| IMMO CHARANE                             | 2383                     | 953                             | 178725,00              | 178725,00  | 25/10/2021    | -          |
| IMMO CHARANE                             | 1514                     | 605                             | 113550,00              | 113550,00  | 25/10/2021    | 01/06/2023 |
| MR PAGLIARO                              | 580                      | 230                             | 36000,00               | 36000,00   | 08/12/2021    | 07/09/2023 |
| LES 4B SCI (MR BECHARD)                  | 2434                     | 973                             | 182550,00              | 182550,00  | 08/12/2021    | 01/06/2023 |
| LES 4B SCI (MR BECHARD)                  | 2416                     | 966                             | 181200,00              | 181200,00  | 08/12/2021    | 01/06/2023 |
| MR DEDIEU - KAI EXPERT                   | 4264                     | 1705                            | 319950,00              | 319950,00  | 12/09/2023    | -          |
| MR BERRUER                               | 1783                     | 713                             | 133725,00              | 133725,00  | 21/12/2021    | 05/01/2023 |
| MR BAGHA Mme BELAOUNI                    | 2235                     | 894                             | 167625,00              | 167625,00  | 20/11/2023    | -          |
| MR BONFIGLIO                             | 2321                     | 928                             | 174625,00              | 174625,00  | 21/04/2022    | 02/11/2023 |
| SCI SUD 2022                             | 3225                     | 1290                            | 241875,00              | 241875,00  | 25/02/2022    | -          |
| SARL SYLCO (M.ZAMMIT)                    | 2260                     | 904                             | 169500,00              | 169500,00  | 26/04/2022    | 21/03/2023 |
| TOTAL                                    |                          |                                 | 8339891,50             | 8339891,50 |               | 106000,00  |

Option

Acte de vente  
Compromis de vente

Tableau Commercialisation au 31/12/2023





## Détail Commercialisation – ZAC 2<sup>ème</sup> Tranche

### SOCIÉTÉ MILAUR

Le 2 septembre 2015 un compromis de vente a été signé avec la société MILAUR représentée par M. BOUISSEREN, pour la cession du lot n° 16 d'une superficie approximative de 1519 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter un garage automobile.

**L'acte authentique à hauteur de 113 925,00 € HT a été signé le 4 octobre 2016.**

### DIÈTE VALDEYRON

Le 16 janvier 2016, comme prévu, un compromis de vente a été signé avec la société VALDEYRON, pour la cession de la masse 2 bis, d'une superficie de 5 832 m<sup>2</sup>, pour un montant de 50 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter leur activité.

Un avenant au compromis a été signé le 19 avril 2016 afin de proroger la date de réalisation de la condition suspensive de dépôt de permis de construire initialement fixée au 30 avril 2016, jusqu'au 31 mai 2016 et l'obtention du permis de construire purgé de tout recours au plus tard le 30 novembre 2016. La date extrême de réalisation du compromis a été prorogée jusqu'au 15 décembre 2016.

La signature de l'acte authentique à hauteur de 291 600 € HT prévue fin décembre 2016 a été décalée pour des raisons administratives au mois de janvier 2017, et a finalement été signé le 30 janvier 2017.

Outre la vente de ce terrain, une convention de participation avait été signée avec la société VALDEYRON le 20 décembre 2007 concernant la masse 2 pour 13 764m<sup>2</sup> de foncier. Les conditions de participation étaient de 128,58€/HT/m<sup>2</sup> construit sur cette parcelle. Au final, ce sont 2 218,74m<sup>2</sup> de SHON qui seront bâtis sur cette parcelle, soit un total de 285 285,58€/HT de participation (contre 450 000€/HT escomptés au vu du projet initial).

La SCI VALDEYRON a donc versé 142 642,79€HT en 2017, et la même somme en 2018, pour un montant total de 285 285,59 € selon les termes de la convention de participation.

### M. DAHMANI

Le 22 mars 2016, un compromis de vente a été signé avec M. DAHMANI, pour la cession du lot n°1, d'une superficie de 2 363 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter un cabinet médical.

**L'acte authentique à hauteur de 177 225 € HT a été signé le 12 décembre 2017.**

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 34 sur 49       |



**Société SUPERCARS (M. LAARAJ)**

Le 07 juin 2018, un compromis de vente a été signé avec M. LAARAJ, pour la cession du lot n°15, d'une superficie de 1 693 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter un garage automobile (société SUPERCARS). Un avenant a été signé le 22 octobre 2019 pour proroger le délai du compromis jusqu'au 5 août 2020. Finalement l'acquéreur a rencontré de nouvelles difficultés liées à son permis de construire, la SEGARD a concédé un délai supplémentaire, la signature doit intervenir en février 2021.

**L'acte authentique à hauteur de 126 975 € HT a été signé le 01 mars 2021.**

**MUREX MEDITERRANEE**

Le 16 juillet 2018, un compromis de vente a été signé avec la société MUREX MEDITERRANEE, pour la cession du lot n°17, d'une superficie de 1 905 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter leur bureaux (bureau d'études technique structure béton armé).

**L'acte authentique à hauteur de 142 875 € HT a été signé le 29 juillet 2019.**

**Société de FACADES CHAARANE (M. CHAARANE)**

Le 23 juillet 2018, un compromis de vente a été signé avec la société IMMO CHAARANE, pour la cession du lot n°18, d'une superficie de 1 733 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter les locaux de la société de FACADES CHAARANE.

**L'acte authentique à hauteur de 129 975 € HT a été signé le 07 mars 2019.**

**Société EURICOM (M. BERGEROUX)**

Le 23 mai 2019, un compromis de vente a été signé avec M. BERGEROUX, pour la cession du lot n°12, d'une superficie de 2 091 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter une société de flocage de textile.

**L'acte authentique à hauteur de 156.975€ HT a été signé le 18 juin 2020.**

**M. POCQUET**

Le 03 septembre 2019, un compromis de vente a été signé avec M. POCQUET, pour la cession du lot n°13, d'une superficie de 2 142 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter un garage automobile Peugeot. L'acquéreur a finalement informé la SEGARD de son refus de prêt le 25 août 2020.

**Société GARCIA & FILS (M. GARCIA)**

Le 23 mai 2019, un compromis de vente a été signé avec M. GARCIA, pour la cession du lot n°14 d'une superficie de 2 635 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter une société d'engins d'entretien des canaux en Camargue.

**L'acte authentique à hauteur de 197 250€ HT a été signé le 02 septembre 2020.**

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 35 sur 49       |



**Société AQUADOC (M.PALANCADÉ)**

Le 18 juin 2020, un compromis de vente a été signé avec M. PALANCADÉ, pour la cession du lot n°22 d'une superficie de 2 098 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter une société de d'installation et de maintenance de systèmes d'irrigation et de pompage.

L'acte authentique à hauteur de 157 350€ HT a été signé le 27 septembre 2021.

**Société SOCADEX (M. MAZZONI)**

Le 07 octobre 2020, un compromis de vente a été signé avec M. MAZZONI, pour la cession du lot n°13, d'une superficie de 2 142 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter des bureaux et showroom de constructions de maisons individuelles.

**Société G PLUS RENOVATION (M.GOUDET)**

Le 15 avril 2021, un compromis de vente a été signé avec M. GOUDET, pour la cession du lot n°2 d'une superficie de 2 400 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter une société de dans le bâtiment.

L'acte authentique à hauteur de 180 075€ HT a été signé le 01 Juin 2022.

**Société RESOTAINER (M.ARNAL)**

Le 10 juin 2021, un compromis de vente a été signé avec M. ARNAL, pour la cession du macro lot 10 d'une superficie de 18 050 m<sup>2</sup>, pour un montant de 83 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter une société de containers.

L'acte authentique à hauteur de 1 497 486€ HT a été signé le 12 Juillet 2022.

**Société L'USINE COTE SOLEIL (M.GUERIN)**

Le 24 septembre 2021, un compromis de vente a été signé avec M. GUERIN, pour la cession du lot n°13 d'une superficie de 2 142 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter une société de traiteur.

L'acte authentique à hauteur de 160 650 € HT a été signé le 06 septembre 2022.

**Société IMMO CHAARANE (M.CHAARANE)**

Le 25 octobre 2021, un compromis de vente a été signé avec M. CHAARANE, pour la cession du lot n°21 d'une superficie de 2 383 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter une salle de réception. Le compromis est arrivé à terme fin 2022 un avenant doit être signé pour proroger de 6 mois le délai du compromis jusqu'en août 2023.

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 36 sur 49       |



**Société IMMO CHAARANE (M. CHAARANE)**

Le 25 octobre 2021, un compromis de vente a été signé avec M. CHAARANE, pour la cession du lot n°19 d'une superficie de 1 514 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter une société dans le bâtiment. Le compromis est arrivé à terme fin 2022 un avenant doit être signé pour proroger de 6 mois le délai du compromis jusqu'en août 2023.

L'acte authentique à hauteur de **113 550,00 € HT a été signé le 01 Juin 2023.**

**M. PAGLIARO**

Le 08 décembre 2021, un compromis de vente a été signé avec M. PAGLIARO, pour la cession du lot n°8 d'une superficie de 580 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter un garage automobile. Le compromis est arrivé à terme fin 2022. M. Pagliaro a rencontré des difficultés pour l'obtention de son permis de construire. Un avenant doit être signé pour proroger de 6 mois le délai du compromis jusqu'en août 2023.

L'acte authentique à hauteur de **36 600,00 € HT a été signé le 07 septembre 2023.**

**Société LES 4B (M. BECHARD)**

Le 8 décembre 2021, un compromis de vente a été signé avec M. BECHARD pour la cession du lot n°3 d'une superficie de 2 434 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter une société de carrosserie industrielle.

L'acquéreur a rencontré de nouvelles difficultés liées à sa demande de prêt, la SEGARD a concédé un délai supplémentaire, la signature doit intervenir en avril 2023.

L'acte authentique à hauteur de **182 550,00 € HT a été signé le 01 Juin 2023.**

**Société LES 4B (M. BECHARD)**

Le 8 décembre 2021, un compromis de vente a été signé avec M. BECHARD pour la cession du lot n°4 d'une superficie de 2 416 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter une société de carrosserie industrielle.

L'acquéreur a rencontré de nouvelles difficultés liées à sa demande de prêt, la SEGARD a concédé un délai supplémentaire, la signature doit intervenir en avril 2023.

L'acte authentique à hauteur de **181 200,00 € HT a été signé le 01 Juin 2023.**

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 37 sur 49       |

**Société ODYSSEE DES SENS (M.FERRER)**

Le 21 décembre 2021, un compromis de vente a été signé avec M. FERRER pour la cession du lot n°9 d'une superficie de 4 264 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter une société de fabrication de bougies.

Le projet de Mr FERRER a été abandonnée suite à un refus de prêt.

**Société KAI EXPERT – MR DEDIEU**

Le 22 septembre 2023, un compromis de vente a été signé avec M. DEDIEU pour la cession du lot n°9 d'une superficie de 4 264 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter une société de gestion logistique e-commerce/industrielle

**MR FERRER**

Le 21 décembre 2021, un compromis de vente a été signé avec M. BERRUER pour la cession du lot n°20 d'une superficie de 1 783 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter un atelier de serrurerie.

**L'acte authentique à hauteur de 133 725,00 € HT a été signé le 05 Janvier 2023.**

**M.LAHOUARI**

Le 12 avril 2022, un compromis de vente a été signé avec M. LAHOUARI pour la cession du lot n°5 d'une superficie de 2235 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter une entreprise de plomberie. Le projet de Mr . LAHOUARI a été abandonnée.

**SAS OCCITANIE CONSTRUCTION (M. BAGHA, MME BELAOUNI)**

Le 20 novembre 2023, un compromis de vente a été signé avec M. BAGHA et Mme BELAOUNI pour la cession du lot n°5 d'une superficie de 2235 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y construire des locaux pour leur entreprise de construction.

**M.BONFIGLIO**

Le 21 avril 2022, un compromis de vente a été signé avec M. BONFIGLIO pour la cession du lot n°6 d'une superficie de 2321 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y implanter une entreprise de travaux publics.

**L'acte authentique à hauteur de 174 375,00 € HT a été signé le 02 novembre 2023.**

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 38 sur 49       |

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024



ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

**ZAMMIT ent Sylco**

Le 26 Avril 2022, un compromis de vente a été signé avec M.ZAMMIT pour la cession du lot n°11 d'une superficie de 2260 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y construire un local pour développer la société Sylco spécialisée en vente et location de machines professionnelles à glace.

acte authentique à hauteur de 169 500,00 € HT a été signé le 21 Mars 2023.

**SUD 2022 (Mme FANDIN)**

Le 25 mai 2022, un compromis de vente a été signé avec la SCI SUD 2022 pour la cession du lot n°10 d'une superficie de 3225 m<sup>2</sup>, pour un montant de 75 € HT le m<sup>2</sup>, afin d'y construire des locaux d'activités locatifs.

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 39 sur 49       |





## VI - AVANCEMENT FINANCIER

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R, MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V, VD | Page 40 sur 49       |



### **appel 2007 : Emprunt n° 1**

L'emprunt a été mobilisé le 5 juillet 2007 pour un montant de 400 000 € conformément aux conditions générales de cet établissement bancaire sur une durée de 3 ans, remboursable en une seule annuité en 2010 au taux fixe de 4,11 %.

### **appel 2009 : Emprunts n° 2 et 3**

#### **Emprunt n° 2**

L'emprunt n° 2 a été mobilisé le 21 juillet 2009 pour un montant de 300 000 € conformément aux conditions générales de cet établissement bancaire sur une durée de 1 an, au taux fixe de 3,13 %

#### **Emprunt n° 3**

L'emprunt n° 3 a été mobilisé le 4 novembre 2009 pour un montant de 2 200 000 € conformément aux conditions générales de cet établissement bancaire sur une durée de 4 ans, remboursable en une seule annuité en 2013 au taux fixe de 3,41 % afin de financer les dépenses liées aux acquisitions foncières et au démarrage des travaux.

**La situation à la date du 31 décembre 2009 faisait apparaître un montant de dépenses engagées de 5 123 292,44 € HT pour un montant réglé de 2 637 569,57€ HT et un montant de recettes réglées de 161 486,49 € HT (non compris les emprunts) soit un solde de trésorerie positif de 429 153 €.**

### **Rappel emprunts mobilisés en 2010**

Concernant le financement de la participation de la commune de VAUVERT aux couts du giratoire et au surdimensionnement des réseaux, cette dernière avec la Communauté de Communes de petite Camargue ont convenu d'un paiement différé à l'opération. La délibération n° 2009/11/80 ayant été prise le 25 novembre 2009, une convention tripartite (Communauté de Communes, Commune et Segard) fait générateur du paiement a été signée le 27 décembre 2010 avec un paiement étalé sur la durée de l'opération, s'établissant comme suit :

2010 – 2011 – 2012 et 2013 : 30 000 € par an  
2014 : versement du solde soit 200 850 €

Concernant le financement de l'opération, celle-ci faisant ressortir un besoin de financement en raison du décalage de Commercialisation de 3 000 000 €.

La Communauté de Communes de Petite Camargue n'ayant pu garantir cet emprunt, il a été convenu que la SEGARD effectuerait un emprunt de 1 500 000 € auprès du Crédit Agricole du Gard, avec différé d'amortissement permettant alors à la collectivité de pouvoir mettre en œuvre sa caution.

Les caractéristiques de l'emprunt étant les suivantes :

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC GPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 41 sur 49       |

Montant du prêt : 1 500 000 €  
Taux d'intérêts annuel : 2,67 %

Durée : 8 ans

Échéances : 4 annuités (2015, 2016, 2017, 2018)

Amortissement constant

La délibération n°2010/10/75 du 27 octobre 2010, la collectivité a accordé la garantie d'emprunt à hauteur de 80 %.

Le présent emprunt concerne le solde, la SEGARD en accord avec la Communauté de Communes de Petite Camargue, a convenu d'effectuer elle-même une partie du financement. A ce titre, elle assurera le préfinancement de l'opération sur son pool de trésorerie. Conformément à l'article 19, et ce jusqu'au 31 décembre 2012 (à hauteur de 1 000 000 €) et elle imputera en dépenses à l'opération l'ensemble des frais. (cf. courrier du 10 septembre 2012).

### **appel emprunts mobilisés en 2013**

En date du 2 octobre 2013 l'emprunt n°5 a été mobilisé pour un montant de 2 500 000 € auprès de la Caisse d'Épargne, afin de couvrir la majeure partie des besoins en trésorerie de l'opération de la période 2013 à 2020.

Les caractéristiques de l'emprunt étant les suivantes :

Montant du prêt : 2 500 000 €

Taux fixe d'intérêts annuel : 2.73 %

Durée : 6 ans (dont 1an de différé d'amortissement)

Échéances : 4 annuités (2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019)

Amortissement constant (dont 1an de différé d'amortissement)

Par délibération n°2013/08/55 du 22 août 2013, la collectivité a accordé la garantie d'emprunt à hauteur de 80 %.

Un avenant a été signé en 2017, afin de réviser la durée de remboursement. Initialement prévu sur 5 ans avec des remboursements d'environ 500 000€/an jusqu'en 2019, la durée a été renégociée à 11 ans, soit des remboursements annuels d'environ 170 000€ par an jusqu'en 2025, ce qui permet d'alléger considérablement la trésorerie de l'opération, dont les recettes de la masse 10 font défaut. Cet avenant à l'emprunt a nécessité également un avenant n°5 à la concession concernant la prolongation de sa durée d'autant.

### **Emprunt mobilisé en 2021**

Une consultation des banques a été effectuée fin 2020 afin de contracter un emprunt permettant à la fois de couvrir la trésorerie négative de l'opération, et surtout de financer les travaux de la dernière tranche de travaux. La délibération a été prise le 17 décembre 2020 pour l'emprunt de 1 000 000€ contracté par la SEGARD auprès du Crédit Agricole du Languedoc, et garantie à hauteur de 80% par la Collectivité. Le taux est de 0,38% et la durée de 4 ans.

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 42 sur 49       |



**Convention d'avance de trésorerie**

En date du 15 février 2013, une convention d'avance de trésorerie a été signée et approuvée par délibération n° 2013/02/01 du 13 février 2013. Elle a donc pour objet, en application de l'article L.1523-2, 4° du CGCT de préciser les conditions de versement et de remboursement d'une avance de trésorerie effectuée par la Communauté de Communes cocontractante à la SEGARD, au bénéfice de l'opération d'aménagement dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la concession d'aménagement précitée.

Cette avance d'un montant de 1 100 000 € remboursable permettra au concessionnaire de procéder à l'achat du forcier et notamment des biens expropriés nécessaires à la réalisation de la ZAC « Côté Soleil » à VAUVERT, jusqu'au 31 décembre 2012.

**Avenant n° 1 à la convention d'avance de trésorerie :**

En date du 2 décembre 2014, un avenant a été signé ayant pour objet de prolonger le remboursement de l'avance.

En vu de l'état d'avancement de la commercialisation, l'opération ne permet pas le remboursement de l'avance. Les parties sont convenues de la prolongation du remboursement de l'avance qui permettra de couvrir les problèmes de trésorerie et sera remboursée au 31 décembre 2015.

**Avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie :**

En date du 23 mars 2016, un avenant a été signé ayant pour objet de prolonger le remboursement de l'avance.

Au vu de l'état d'avancement de la commercialisation, l'opération ne permet pas le remboursement de l'avance. Les parties sont convenues de la prolongation du remboursement de l'avance qui permettra de couvrir les problèmes de trésorerie et sera remboursée au 31 décembre 2016.

**Avenant n° 3 à la convention d'avance de trésorerie :**

En date du 28 décembre 2016, un avenant a été signé ayant pour objet de prolonger le remboursement de l'avance.

Au vu de l'avancement de la commercialisation, une nouvelle prolongation du remboursement de l'avance de trésorerie a été sollicitée fin 2016 pour une durée d'une année, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

**Avenant n° 4 à la convention d'avance de trésorerie :**

Au vu de l'avancement de la commercialisation, une nouvelle prolongation du remboursement de l'avance de trésorerie a été sollicitée fin 2017 pour une durée d'une année, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

**Avenant n° 5 à la convention d'avance de trésorerie :**

L'avenant n°5, signé le 14 juin 2018, a pour objet d'organiser le versement d'une avance de trésorerie supplémentaire de 1 500 000€ par la Communauté de Communes Petite Camargue concédante au profit de l'opération d'aménagement consentie à la SEGARD, portant le montant de celle-ci à la somme de 2 600 000€.

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ |                      |
|          | V. VD |                      |
|          |       | RD / LG / 31/12/2023 |
|          |       | Page 43 sur 49       |

En vue de la nécessité de réaliser les travaux de phase 2 et l'état d'avancement de la commercialisation, les disponibilités de trésorerie de la concession ne permettront pas son remboursement sur l'exercice 2018. En conséquence, l'objet de l'avenant consiste à prolonger l'avance au 31 décembre 2019, et sera remplacé à nouveau si la trésorerie de l'opération ne permet pas le remboursement de cette avance.

#### **Avenant n° 6 à la convention d'avance de trésorerie :**

L'avenant n°6, signé le 24 novembre 2020, a pour objet de fixer la date de remboursement de l'avance de trésorerie de 2 600 000€ au plus tard à la fin de la concession d'aménagement, avec la possibilité de faire l'objet de remboursements partiels, en fonction des disponibilités de trésorerie de l'opération.

Le plan prévisionnel ci-annexé présente d'ailleurs un premier remboursement anticipé en 2022 (actualisé) de 1 300 000€, mais cette proposition de remboursement est dépendante de la cession des terrains et notamment de la masse 10 qui pèse lourdement sur la trésorerie de l'opération.

#### **Convention tripartite**

En date du 27 décembre 2010, une convention a été passée entre le Conseil Général et la SEGARD pour la réalisation du giratoire sur la RD 56 desservant la ZAC Côte Soleil à VAUVERT. Cependant, cet ouvrage devant desservir la ZAC mais aussi la zone d'habitat du moulin de l'Aure, les parties sont convenues que la commune de VAUVERT versera à l'opération une participation de 50 % du montant prévisionnel des études et travaux du giratoire. Par ailleurs, afin de desservir la zone d'habitat, le réseau d'adduction d'eau potable sera dimensionné en conséquence. La Commune participera au surcoût dont elle est à l'origine.

Le montant de la participation financière a été fixé à la somme de 320 850 € TTC.

La Communauté de Communes Petite Camargue, concédant, en date du 25 novembre 2009 a accepté le principe de la participation financière de la commune et son étalement. La SEGARD recevait donc directement une participation financière de la Commune de VAUVERT pour un montant de 320 850 € TTC. Une convention tripartite a été signée en date du 27 décembre 2010 et entérinée par une délibération n° 2009/11/80 du 25 novembre 2009.

#### **Avenant n° 1 à la convention tripartite :**

En date du 17 novembre 2014, un avenant a été signé et approuvé par délibération 2014/07/54 en date du 9 juillet 2014 ayant pour objet de modifier l'échéancier prévisionnel.

Les parties sont convenues d'étaler la dernière part de la participation soit la somme de 200 850 € TTC sur une durée de 6 ans.

#### **La somme de 200 850 € TTC restante aura été versée selon l'échéancier ci-dessous :**

- Année 2014 : 33 600 € TTC ;
- Année 2015 : 33 600 € TTC ;
- Année 2016 : 33 600 € TTC ;
- Année 2017 : 33 600 € TTC ;
- Année 2018 : 33 600 € TTC ;
- Année 2019 : 32 850 € TTC.

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ |                      |
|          | V. VD |                      |
|          |       | RD / LG / 31/12/2023 |
|          |       | Page 44 sur 49       |



**RÉVISIONS DÉPENSES 2024**

À l'exercice 2024, il a été prévu un montant de dépenses de 112 764€ HT. Le montant correspond pour environ 32% au solde des marchés travaux de la dernière tranche et à la participation aux travaux de raccordement du réseau BRL. Les 68% du montant restant correspondent aux frais financiers, aux frais divers et à la rémunération du concessionnaire.

**RÉVISIONS RECETTES 2024**

À l'exercice 2024, il a été prévu un montant de recettes à hauteur de 913 247€ HT. Le montant correspond essentiellement à la vente des lots 5,9, 10 et 21.

**BILAN PRÉVISIONNEL MIS A JOUR AU 31/12/2023 :**

Le bilan prévisionnel est annexé au présent rapport.

**En termes de recettes**, ce bilan financier prévisionnel a été monté en tenant compte des prix de vente de charges foncières et de terrains viabilisés suivants :

- **75 € HT/m<sup>2</sup>** de terrain pour les lots de la zone artisanale.

Il prend en compte l'avancement de la commercialisation au 31 décembre 2023 et les connaissances des prospects à cette date.

**En termes de dépenses**, le bilan prévisionnel intègre des provisions liées aux différentes dépenses inhérentes à l'opération (frais de géomètre, imprévus travaux, impôts fonciers, facture d'énergie, raccordement BRL etc.).

**La restitution à la CCPC de l'avance de trésorerie de 2 600 000€ est prévue en fin de concession ou en remboursements anticipé(s) en fonction de la trésorerie de l'opération, un premier remboursement anticipé en 2023 de 1 000 000€ a été réalisé. Pour autant, une fois la totalité de la somme restituée à la CCPC, le résultat d'exploitation final de l'opération appellera une participation de la collectivité pour que l'opération reste à l'équilibre, d'un montant prévisionnel d'environ 945 000€.**

La trésorerie positive au 31 décembre 2023 était de 787 465,06 €.

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 45 sur 49       |



Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE



La Communauté de Communes de Petite Camargue prend acte de l'état d'avancement de la mission confiée à la SEGARD.

NANTES, le 28 MARS 2024

Pour la Société

Directeur Général Délégué

Vincent DELORME

Pour la Communauté de Communes de Petite Camargue  
Le Président

André BRUNDU



|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. M] |                      |
|          | V. VD |                      |
|          |       | RD / LG / 31/12/2023 |
|          |       | Page 46 sur 49       |

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

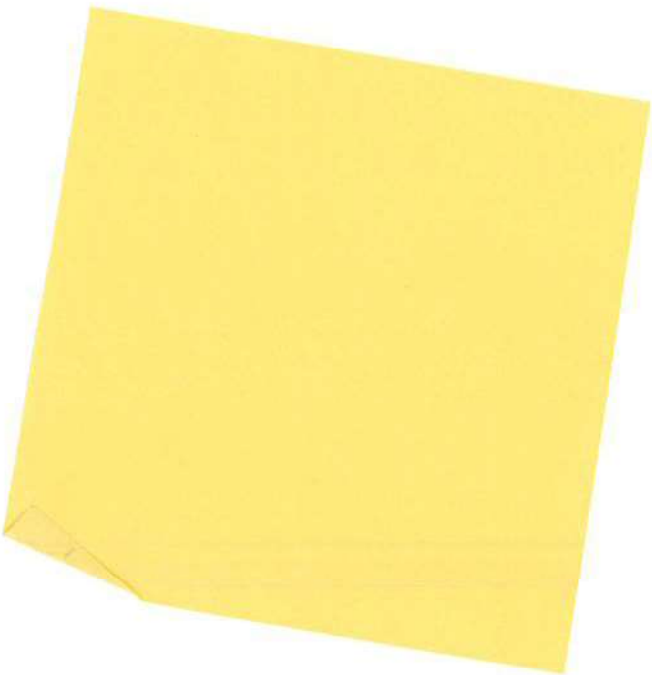
Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE



# ÉTAT FINANCIER



|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. MJ | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 47 sur 49       |

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024



ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|                                       | Intitulé              | Engagé HT            | Date | Règlements           |                     |                      |
|---------------------------------------|-----------------------|----------------------|------|----------------------|---------------------|----------------------|
|                                       |                       |                      |      | Régie HT             | Régie TVA           | Régie TTC            |
| <b>1008 Divers</b>                    |                       | <b>10 896 767,53</b> |      | <b>10 347 895,83</b> | <b>908 556,91</b>   | <b>11 256 452,74</b> |
| <b>1100 Divers</b>                    |                       | <b>159 426,33</b>    |      | <b>79 959,23</b>     | <b>6 012,14</b>     | <b>85 971,37</b>     |
| 1101 Sociétés                         | Société               | 45 000,00            |      | 45 000,00            |                     | 45 000,00            |
| 1102 Travaux                          | Travaux de géométries | 3 200,00             |      | 3 200,00             | 627,20              | 3 827,20             |
| 1103 Divers                           | Travaux de géométries | 6 254,05             |      | 6 254,05             | 1 225,79            | 7 479,84             |
| 1104 Divers                           | Travaux techniques    | 85 500,00            |      | 6 032,90             | 1 185,89            | 7 218,79             |
| 1105 Divers                           | Travaux techniques    | 11 153,93            |      | 11 153,93            | 1 470,00            | 12 623,93            |
| 1106 Divers                           | Travaux techniques    | 8 318,35             |      | 8 318,35             | 1 503,26            | 9 821,61             |
| <b>12 ACQUISITIONS</b>                |                       | <b>3 545 870,48</b>  |      | <b>3 545 012,14</b>  | <b>42 112,29</b>    | <b>3 587 124,43</b>  |
| 1201 Terrains principal               |                       | 3 497 235,35         |      | 3 497 234,35         | 34 235,73           | 3 531 470,08         |
| 1202 Frais de notaires et sur acquis. |                       | 48 635,13            |      | 47 777,79            | 7 876,56            | 55 654,35            |
| <b>13 TRAVAUX VRD</b>                 |                       | <b>4 336 598,79</b>  |      | <b>3 818 074,00</b>  | <b>754 475,02</b>   | <b>4 572 549,02</b>  |
| 1301 Travaux                          |                       | 4 219 659,99         |      | 3 735 334,30         | 738 067,14          | 4 473 401,44         |
| 1304 Divers et Imprévus               |                       | 59 272,09            |      | 22 592,73            | 4 518,55            | 27 111,28            |
| 1305 actualisation révision           |                       | 4 836,55             |      | 5 146,81             | 991,29              | 6 138,10             |
| 1306 Entretien espaces publics        |                       | 52 830,16            |      | 52 830,16            | 10 472,72           | 63 302,88            |
| 1401                                  |                       |                      |      | 2 170,00             | 425,32              | 2 595,32             |
| <b>15 00</b>                          |                       | <b>338 844,29</b>    |      | <b>439 292,49</b>    | <b>86 570,16</b>    | <b>525 862,65</b>    |
| 1501 Maîtrise d'oeuvre                |                       | 182 093,39           |      | 288 592,52           | 56 854,12           | 345 446,64           |
| 1504 C.S.P.S.                         |                       | 9 490,00             |      | 8 755,00             | 1 742,69            | 10 497,69            |
| 1505 ARCHITECTE OPERATION             |                       | 87 650,00            |      | 85 242,00            | 16 742,64           | 101 984,64           |
| 1506 GEOMETRE                         |                       | 59 610,90            |      | 56 702,97            | 11 230,71           | 67 933,68            |
| <b>17 REMUNERATIONS</b>               |                       | <b>1 117 248,89</b>  |      | <b>1 089 279,30</b>  |                     | <b>1 089 279,30</b>  |
| 1701 Rémunération sur dépenses        |                       | 282 064,72           |      | 279 738,91           |                     | 279 738,91           |
| 1702 Rémunération sur recettes        |                       | 400 134,03           |      | 387 255,03           |                     | 387 255,03           |
| 1703 REM SUR ACQUISITIONS             |                       | 132 168,22           |      | 132 168,22           |                     | 132 168,22           |
| 1704 REM X /00                        |                       | 206 881,92           |      | 194 117,14           |                     | 194 117,14           |
| 1706 Rem de pilotage                  |                       | 96 000,00            |      | 96 000,00            |                     | 96 000,00            |
| <b>18 FRAIS DIVERS</b>                |                       | <b>234 291,04</b>    |      | <b>224 619,73</b>    | <b>17 506,75</b>    | <b>242 126,48</b>    |
| 1801 Publicité, tirage                |                       | 8 789,13             |      | 8 789,13             | 1 532,83            | 10 321,96            |
| 1802 Assurances                       |                       | 758,24               |      | 758,24               |                     | 758,24               |
| 1803 DIVERS                           |                       | 224 743,67           |      | 215 072,36           | 15 973,92           | 231 046,28           |
| <b>21 FRAIS FINANCIERS</b>            |                       | <b>1 154 930,71</b>  |      | <b>1 142 101,94</b>  |                     | <b>1 142 101,94</b>  |
| 2101 Frais financiers sur court terme |                       | 95 908,00            |      | 103 452,71           |                     | 103 452,71           |
| 2102 Frais financiers sur emprunts    |                       | 1 059 022,71         |      | 1 038 649,23         |                     | 1 038 649,23         |
| <b>27 FRAIS DE COMMERCIALISATION</b>  |                       | <b>9 557,00</b>      |      | <b>9 557,00</b>      | <b>1 880,55</b>     | <b>11 437,55</b>     |
| 2701 Frais de commercialisation       |                       | 9 557,00             |      | 9 557,00             | 1 880,55            | 11 437,55            |
| <b>2 RECETTES</b>                     |                       | <b>9 588 898,71</b>  |      | <b>8 658 320,75</b>  | <b>1 425 592,23</b> | <b>10 083 912,98</b> |





# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
Reçu en préfecture le 25/06/2024  
Publié le 25/06/2024  
ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|  | Intitulé                                | Engagé HT            | Date | Réglié HT           | Règlements        |                     |
|--|---|----------------------|------|---------------------|-------------------|---------------------|
|  |   |                      |      |                     | Réglié TVA        | Réglié TTC          |
|  | de terrains et droits de bâtiments      | 8 135 325.50         |      | 7 200 375.50        | 1 314 573.75      | 8 514 949.25        |
|  | Contributions Communes                  | 6 390.00             |      | 6 390.00            | 53 140.56         | 6 390.00            |
|  | Contributions Communes                  | 267 709.44           |      | 267 709.44          | 57 877.92         | 320 850.00          |
|  | Contributions financières               | 1 022 878.58         |      | 1 022 878.58        | 10 967.23         | 1 080 756.50        |
|  | Contributions diverses                  | 6 595.19             |      | 10 967.23           |                   | 10 967.23           |
|  | SEMENT                                  | 150 000.00           |      | 150 000.00          |                   | 150 000.00          |
|  | 6000 Emprunts amortissements            | <b>7 900 000.00</b>  |      | <b>7 022 717.97</b> | <b>944 820.69</b> | <b>7 967 538.66</b> |
|  | 8000 TVA sur Dépenses                   | 7 900 000.00         |      | 7 022 717.97        | 944 820.69        | 7 022 717.97        |
|  | <b>4 MOBILISATION</b>                   | <b>10 500 000.00</b> |      | <b>9 500 000.00</b> | <b>427 543.48</b> | <b>9 927 543.48</b> |
|  | 7000 Emprunts encaissements             | 7 900 000.00         |      | 7 900 000.00        |                   | 7 900 000.00        |
|  | 7200 Avances collectivité encaissements | 2 600 000.00         |      | 1 600 000.00        |                   | 1 600 000.00        |
|  | 8500 TVA sur Recettes                   |                      |      |                     | 427 543.48        | 427 543.48          |
|  | <b>SOLDE</b>                            |                      |      | <b>787 706.95</b>   |                   | <b>787 465.06</b>   |







# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

| Doss       | Intitulé   | Engagé HT | Date       | Règlements |           |           |
|------------|--|-----------|------------|------------|-----------|-----------|
|            |  |           |            | Réglé HT   | Réglé TVA | Réglé TTC |
| 0001       | DUP  | 11 153,93 |            | 11 153,93  | 1 470,00  | 12 623,93 |
| 0707065    | INDEMNITES COMMISSAIRE ENQUETEUR                             | 1 060,28  |            | 1 060,28   |           | 1 060,28  |
| 0707066    | INDEMNITES COMMISSAIRE ENQUETEUR - GAUTIER JACQUES           | 1 060,28  |            | 1 060,28   |           | 1 060,28  |
| 0001       | GAUTIER JACQUES  |           | 30/11/2007 | 1 060,28   |           | 1 060,28  |
| 0807078    | INDEMNITES COMMISSAIRE ENQUETEUR                             | 2 593,65  |            | 2 593,65   |           | 2 593,65  |
| 0807079    | INDEMNITES COMMISSAIRE ENQUETEUR - Fonds d'indamm.           | 2 593,65  |            | 2 593,65   |           | 2 593,65  |
| 0001       | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS                           |           | 31/10/2008 | 2 593,65   |           | 2 593,65  |
| 2006.059/0 | SAFIT  | 7 500,00  |            | 7 500,00   | 1 470,00  | 8 970,00  |
| 2006.059/0 | SAFIT - SAFIT  | 7 500,00  |            | 7 500,00   | 1 470,00  | 8 970,00  |
| 0001       | 1262 SAFIT AC 0001 2 006.06                                  |           | 30/11/2007 | 7 500,00   | 1 470,00  | 8 970,00  |
| 1008       | Divers   | 8 318,35  |            | 8 318,35   | 1 503,26  | 9 821,61  |
| 0606748/0  | Annonce Midi Libre   | 1 108,80  |            | 1 108,80   | 217,32    | 1 326,12  |
| 0606748/0  | Annonce Midi Libre - MIDIMEDIA PUBLICITE                     | 1 108,80  |            | 1 108,80   | 217,32    | 1 326,12  |
| 0001       | 1262 MIDIMEDIA PUBLICITE Annonce Midi Libre - Fa n° 51201464 |           | 31/01/2006 | 1 108,80   | 217,32    | 1 326,12  |
| 0606749/0  | Annonce BOAMP  | 632,66    |            | 632,66     |           | 632,66    |
| 0606749/0  | Annonce BOAMP - JOURNAUX OFFICIELS                           | 632,66    |            | 632,66     |           | 632,66    |
| 0001       | 1262 JOURNAUX OFFICIELS Annonce BOAMP- Fa n° 5751293F        |           | 31/01/2006 | 632,66     | 0,17      | 632,66    |
| 0607355/0  | MIDI MEDIA   | 180,54    |            | 180,54     | 35,39     | 215,93    |
| 0607355/0  | MIDI MEDIA - MIDIMEDIA PUBLICITE                             | 180,54    |            | 180,54     | 35,39     | 215,93    |
| 0001       | 1262 MIDIMEDIA PUBLICITE FACT n°60301245 du 15/03/06         |           | 28/04/2006 | 180,54     | 35,39     | 215,93    |
| 0607492/0  | ORGACOMPTE FACT N° 40653 DU 20/04/06                         | 11,56     |            | 11,56      | 2,27      | 13,83     |
| 0607492/0  | ORGACOMPTE FACT N° 40653 DU 20/04/06 - ORGACOMPTE            | 11,56     |            | 11,56      | 2,27      | 13,83     |
| 0001       | 1262 ORGACOMPTE  |           | 31/05/2006 | 11,56      | 2,27      | 13,83     |
| 0607761/0  | Tirage plan  | 0,86      |            | 0,86       | 0,17      | 1,03      |
| 0607761/0  | Tirage plan - ORGACOMPTE                                     | 0,86      |            | 0,86       | 0,17      | 1,03      |
| 0001       | 1262 ORGACOMPTE Tirage plan                                  |           | 30/06/2006 | 0,86       | 0,17      | 1,03      |
| 0607952/0  | MIDIMEDIA FACT N° 60604678                                   | 444,40    |            | 444,40     | 87,10     | 531,50    |
| 0607952/0  | MIDIMEDIA FACT N° 60604678 - MIDIMEDIA PUBLICITE             | 444,40    |            | 444,40     | 87,10     | 531,50    |
| 0001       | 1262 MIDIMEDIA PUBLICITE                                     |           | 31/07/2006 | 444,40     | 87,10     | 531,50    |
| 0709560/0  | MIDI MEDIA FACT 70201133 DU 14/02/07²                        | 432,60    |            | 432,60     | 84,79     | 517,39    |
| 0709560/0  | MIDI MEDIA FACT 70201133 DU 14/02/07² - MIDIMEDIA PUBLICITE  | 432,60    |            | 432,60     | 84,79     | 517,39    |
| 0001       | 1262 MIDIMEDIA PUBLICITE                                     |           | 30/03/2007 | 432,60     | 84,79     | 517,39    |
| 0710320/0  | MIDI MEDIA FACT 70602831 DU 27/06/07                         | 515,00    |            | 515,00     | 100,94    | 615,94    |
| 0710320/0  | MIDI MEDIA FACT 70602831 DU 27/06/07 - MIDIMEDIA PUBLICITE   | 515,00    |            | 515,00     | 100,94    | 615,94    |
| 0001       | 1262 MIDIMEDIA PUBLICITE                                     |           | 31/07/2007 | 515,00     | 100,94    | 615,94    |
| 0710499/0  | FRANCE TELECOM   | 941,20    |            | 941,20     | 184,48    | 1 125,68  |
| 0710499/0  | FRANCE TELECOM - ORANGE                                      | 941,20    |            | 941,20     | 184,48    | 1 125,68  |
| 0001       | 1262 FRANCE TELECOM AC 0001 0710499                          |           | 06/08/2007 | 941,20     | 184,48    | 1 125,68  |





# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

|             | Intitulé  | Engagé HT | Date       | Réglé HT | Règlements |           |
|-------------|---|-----------|------------|----------|------------|-----------|
|             |   |           |            |          | Réglé TVA  | Réglé TTC |
| 001.053     | REPRO DOSSIER LOI SUR L EAU                                 | 64.09     |            | 64.09    | 12.56      | 76.65     |
| 001.053     | REPRO DOSSIER LOI SUR L EAU - PERFORMANCE 2000              | 64.09     |            | 64.09    | 12.56      | 76.65     |
| 001.103     | PERFORMANCE 2000  |           | 31/08/2007 | 64.09    | 12.56      | 76.65     |
| 001.103     | REPRO DIVERS  | 92.92     |            | 92.92    | 18.21      | 111.13    |
| 001.103     | REPRO DIVERS - ORGACOMPTE                                   | 92.92     |            | 92.92    | 18.21      | 111.13    |
| 001.126     | ORGACOMPTE  |           | 31/08/2007 | 92.92    | 18.21      | 111.13    |
| 001.126     | ANNONCE ENQUETE DISE  | 336.96    |            | 336.96   | 66.04      | 403.00    |
| 001.126     | ANNONCE ENQUETE DISE  | 336.96    |            | 336.96   | 66.04      | 403.00    |
| 0710690/0   | ANNONCE ENQUETE DISE - MIDIMEDIA PUBLICITE                  | 336.96    |            | 336.96   | 66.04      | 403.00    |
| 0001.1262   | MIDIMEDIA PUBLICITE   |           | 28/09/2007 | 336.96   | 66.04      | 403.00    |
| 0710691/0   | ANNONCE ENQUETE DISE  | 260.48    |            | 260.48   | 51.05      | 311.53    |
| 0710691/0   | ANNONCE ENQUETE DISE  | 260.48    |            | 260.48   | 51.05      | 311.53    |
| 0710691/0   | ANNONCE ENQUETE DISE - INTER PROVENCE PUBLICITE             | 260.48    |            | 260.48   | 51.05      | 311.53    |
| 0001.1262   | INTER PROVENCE PUBLICITE                                    |           | 28/09/2007 | 260.48   | 51.05      | 311.53    |
| 0711051/0   | ANNONCE PROMOTEUR   | 453.20    |            | 453.20   | 88.83      | 542.03    |
| 0711051/0   | ANNONCE PROMOTEUR   | 453.20    |            | 453.20   | 88.83      | 542.03    |
| 0711051/0   | ANNONCE PROMOTEUR - MIDIMEDIA PUBLICITE                     | 453.20    |            | 453.20   | 88.83      | 542.03    |
| 0001.1262   | MIDIMEDIA PUBLICITE   |           | 30/11/2007 | 453.20   | 88.83      | 542.03    |
| 0711052/0   | ANNONCE PROMOTEUR   | 600.00    |            | 600.00   | 117.60     | 717.60    |
| 0711052/0   | ANNONCE PROMOTEUR - GROUPE INDUSTRIE SERVICES INFO          | 600.00    |            | 600.00   | 117.60     | 717.60    |
| 0001.1262   | LIBRE SERVICE ACTUALITES                                    |           | 30/11/2007 | 600.00   | 117.60     | 717.60    |
| 0811838/0   | ANNONCE ARRETE PREF LOI SUR L EAU                           | 176.96    |            | 176.96   | 34.68      | 211.64    |
| 0811838/0   | ANNONCE ARRETE PREF LOI SUR L EAU                           | 176.96    |            | 176.96   | 34.68      | 211.64    |
| 0811838/0   | ANNONCE ARRETE PREF LOI SUR L EAU - MIDIMEDIA PUBLICITE     | 176.96    |            | 176.96   | 34.68      | 211.64    |
| 0001.1262   | MIDIMEDIA PUBLICITE   |           | 31/03/2008 | 176.96   | 34.68      | 211.64    |
| 0811898/0   | ANNONCE ARRETE PREF LOI SUR L EAU                           | 179.00    |            | 179.00   | 35.08      | 214.08    |
| 0811898/0   | ANNONCE ARRETE PREF LOI SUR L EAU - INTER PROVENCE          | 179.00    |            | 179.00   | 35.08      | 214.08    |
| 0001.1262   | INTER PROVENCE PUBLICITE                                    |           | 31/03/2008 | 179.00   | 35.08      | 214.08    |
| 16-06017    | PV DE CONSTAT GENS DU VOYAGE INSTALLEES SUR ZAC             | 320.71    |            | 320.71   | 61.53      | 382.24    |
| 16-06017    | PV DE CONSTAT GENS DU VOYAGE INSTALLEES SUR ZAC - PELERIAUX | 320.71    |            | 320.71   | 61.53      | 382.24    |
| 16-42534    | PV DE CONSTAT GENS DU VOYAGE INSTALLEES SUR ZAC             | 320.71    |            | 320.71   | 61.53      | 382.24    |
| 2006.111/0  | JL REILLE - HYDROGEOLOGUE                                   | 1 033.34  |            | 1 033.34 | 202.53     | 1 235.87  |
| 2006.111/0  | JL REILLE - HYDROGEOLOGUE - REILLE JEAN LOUIS               | 1 033.34  |            | 1 033.34 | 202.53     | 1 235.87  |
| 0001.1262   | REILLE JEAN LOUIS AC 0001 2006111                           |           | 23/12/2016 | 1 033.34 | 202.53     | 1 235.87  |
| 2007.1032/0 | ALIZE CONCEPT   | 214.14    |            | 214.14   | 41.97      | 256.11    |
| 2007.1032/0 | ALIZE CONCEPT   | 214.14    |            | 214.14   | 41.97      | 256.11    |
| 2007.1032/0 | ALIZE CONCEPT - ALIZE CONCEPT                               | 214.14    |            | 214.14   | 41.97      | 256.11    |
| 0001.1262   | ALIZE CONCEPT AC 0001 2007 1032                             |           | 30/11/2006 | 214.14   | 41.97      | 256.11    |
| 2007.1033/0 | SCP VILLEFRANQUE-PELERIAUX-GISCLARD                         | 193.93    |            | 193.93   | 36.22      | 230.15    |
| 2007.1033/0 | SCP VILLEFRANQUE-PELERIAUX-GISCLARD                         | 193.93    |            | 193.93   | 36.22      | 230.15    |
| 2007.1033/0 | SCP VILLEFRANQUE-PELERIAUX-GISCLARD - PELERIAUX             | 193.93    |            | 193.93   | 36.22      | 230.15    |
| 0001.1262   | SCP VILLEFRANQUE-PELERIAUX-GISCLARD AC 0001 2 007.10        |           | 28/09/2007 | 193.93   | 36.22      | 230.15    |
| 2008.1009/0 | PANNEAU AFRICHAGE   | 125.00    |            | 125.00   | 24.50      | 149.50    |
| 2008.1009/0 | PANNEAU AFRICHAGE   | 125.00    |            | 125.00   | 24.50      | 149.50    |
| 2008.1009/0 | PANNEAU AFRICHAGE - AMEGA                                   | 125.00    |            | 125.00   | 24.50      | 149.50    |
| 0001.1009   | PANNEAU AFRICHAGE - AMEGA                                   |           | 30/11/2007 | 125.00   | 24.50      | 149.50    |





Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
Reçu en préfecture le 25/06/2024  
Publié le 25/06/2024  
ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

|           | Intitulé                                | Engagé HT           | Date       | Réglé HT            | Règlement        | Réglé TVA           | Réglé TTC |
|-----------|---|---------------------|------------|---------------------|------------------|---------------------|-----------|
| 09-000000 | MEGA AC 0001 2 008.10                   |                     | 30/04/2008 | 125.00              |                  | 24.50               | 149.50    |
| 09-000000 | <b>ACQUISITIONS</b>                     | <b>3 545 870.48</b> |            | <b>3 545 012.14</b> | <b>42 112.29</b> | <b>3 587 124.43</b> |           |
| 09-000000 | s principal                             | 3 497 235.35        |            | 3 497 234.35        | 34 235.73        | 3 531 470.08        |           |
| 09-000044 | E HAON                                  | 35 414.38           |            | 35 414.38           |                  | 35 414.38           |           |
| 09-000044 | E HAON - SCP SECCHI JAME                | 35 414.38           |            | 35 414.38           |                  | 35 414.38           |           |
| 09-000022 | ION                                     |                     | 22/07/2009 | 35 414.38           |                  | 35 414.38           |           |
| 09-000022 | ION                                     |                     |            | 42 857.20           |                  | 42 857.20           |           |
| 09-000022 | acquisition BIAU                        | 42 857.20           |            | 42 857.20           |                  | 42 857.20           |           |
| 09-00385  | acquisition BIAU - SCP SECCHI JAME      | 42 857.20           |            | 42 857.20           |                  | 42 857.20           |           |
| 09-02541  | acquisition BIAU                        |                     | 16/10/2009 | 42 857.20           |                  | 42 857.20           |           |
| 09-00460  | ACQUISITION BAGAGLI                     | 709 169.00          |            | 709 169.00          |                  | 709 169.00          |           |
| 09-00460  | ACQUISITION BAGAGLI - SCP SECCHI JAME   | 709 169.00          |            | 709 169.00          |                  | 709 169.00          |           |
| 09-02868  | ACQUISITION BAGAGLI                     |                     | 12/11/2009 | 638 252.10          |                  | 638 252.10          |           |
| 09-03119  | ACQUISITION BAGAGLI                     |                     | 27/11/2009 | 70 916.90           |                  | 70 916.90           |           |
| 09-00461  | ACQUISITION BAGAGLI                     | 112 375.00          |            | 112 375.00          |                  | 112 375.00          |           |
| 09-00461  | ACQUISITION BAGAGLI - SCP SECCHI JAME   | 112 375.00          |            | 112 375.00          |                  | 112 375.00          |           |
| 09-02870  | ACQUISITION BAGAGLI EPX                 |                     | 13/11/2009 | 101 137.50          |                  | 101 137.50          |           |
| 09-03120  | ACQUISITION BAGAGLI                     |                     | 27/11/2009 | 11 237.50           |                  | 11 237.50           |           |
| 09-00462  | ACQUISITION DUGUET                      | 99 322.84           |            | 99 322.84           |                  | 99 322.84           |           |
| 09-00462  | ACQUISITION DUGUET - SCP SECCHI JAME    | 99 322.84           |            | 99 322.84           |                  | 99 322.84           |           |
| 09-02871  | ACQUISITION DUGUET                      |                     | 13/11/2009 | 99 322.84           |                  | 99 322.84           |           |
| 09-00522  | ACQUISITION BERTHALON                   | 35 802.46           |            | 35 802.46           |                  | 35 802.46           |           |
| 09-00522  | ACQUISITION BERTHALON - SCP SECCHI JAME | 35 802.46           |            | 35 802.46           |                  | 35 802.46           |           |
| 09-03199  | ACQUISITION BERTHALON                   |                     | 27/11/2009 | 35 802.46           |                  | 35 802.46           |           |
| 09-00523  | ACQUISITION MOTOS                       | 37 756.72           |            | 37 756.72           |                  | 37 756.72           |           |
| 09-00523  | ACQUISITION MOTOS - SCP SECCHI JAME     | 37 756.72           |            | 37 756.72           |                  | 37 756.72           |           |
| 09-03201  | ACQUISITION MOTOS                       |                     | 27/11/2009 | 37 756.72           |                  | 37 756.72           |           |
| 09-00591  | ACQUISITION GARCIAS                     | 83 343.25           |            | 83 343.25           |                  | 83 343.25           |           |
| 09-00591  | ACQUISITION GARCIAS - SCP SECCHI JAME   | 83 343.25           |            | 83 343.25           |                  | 83 343.25           |           |
| 09-03414  | ACQUISITION GARCIAS CLAUDE              |                     | 10/12/2009 | 83 343.25           |                  | 83 343.25           |           |
| 09-00651  | ACQUISITION ORTI                        | 142 039.36          |            | 142 039.36          |                  | 142 039.36          |           |
| 09-00651  | ACQUISITION ORTI - SCP SECCHI JAME      | 142 039.36          |            | 142 039.36          |                  | 142 039.36          |           |
| 09-03861  | ACQUISITION ORTI                        |                     | 22/12/2009 | 142 039.36          |                  | 142 039.36          |           |
| 09-00671  | ACQUISITION VALDEYRON                   | 185 250.00          |            | 185 250.00          |                  | 185 250.00          |           |
| 09-00671  | ACQUISITION VALDEYRON - SCP SECCHI JAME | 185 250.00          |            | 185 250.00          |                  | 185 250.00          |           |
| 09-04048  | ACQUISITION VALDEYRON                   |                     | 23/12/2009 | 185 250.00          |                  | 185 250.00          |           |
| 0913524/0 | BAGAGLI                                 | 209 000.00          |            | 209 000.00          |                  | 209 000.00          |           |
| 0913524/0 | BAGAGLI - SCP SECCHI JAME               | 209 000.00          |            | 209 000.00          |                  | 209 000.00          |           |
| 0001 1262 | SCP SECCHI JAME                         |                     | 30/03/2009 | 209 000.00          |                  | 209 000.00          |           |



1262 VAUVERT - ZAC commerciale

|          | Intitulé   | Engagé HT  | Date       | Régie HT   | Règlements | Régie TTC  |
|----------|--|------------|------------|------------|------------|------------|
| 09-01375 | SNC DEVAL ECHANGE TERRAIN                                      | 448 697,80 |            | 448 697,80 | 34 235,73  | 482 933,53 |
| 09-01375 | SNC DEVAL ECHANGE TERRAIN - DEVAL STE                          | 448 697,80 |            | 448 697,80 | 34 235,73  | 482 933,53 |
| 09-01404 | SNC DEVAL ECHANGE TERRAIN                                      |            | 17/06/2010 | 414 462,07 | 34 235,73  | 448 697,80 |
| 09-01404 | SNC DEVAL ECHANGE TERRAIN                                      |            | 17/06/2010 | 34 235,73  |            | 34 235,73  |
| 10-01309 | Acquisition BOSSARD - Fonds de Commerce STATION SERVICE        | 260 000,00 |            | 260 000,00 |            | 260 000,00 |
| 10-01309 | Acquisition BOSSARD - Fonds de Commerce STATION SERVICE - SCP  | 260 000,00 |            | 260 000,00 |            | 260 000,00 |
| 10-01321 | Acquisition BOSSARD - Terrain AB 210 - SCP SECCHI JAME         | 80 000,00  |            | 80 000,00  |            | 80 000,00  |
| 10-01321 | Acquisition BOSSARD - Terrain AB 210                           | 80 000,00  |            | 80 000,00  |            | 80 000,00  |
| 10-08412 | Acquisition BOSSARD - Terrain AB 210                           | 80 000,00  | 06/07/2010 | 80 000,00  |            | 80 000,00  |
| 10-01309 | Acquisition BOSSARD - Fonds de Commerce CVSA                   | 110 000,00 |            | 110 000,00 |            | 110 000,00 |
| 10-01309 | Acquisition BOSSARD - Fonds de Commerce CVSA - SCP SECCHI JAME | 110 000,00 |            | 110 000,00 |            | 110 000,00 |
| 10-08411 | Acquisition BOSSARD - Fonds de Commerce CVSA                   | 80 000,00  |            | 80 000,00  |            | 80 000,00  |
| 10-01321 | Acquisition BOSSARD - Terrain AB 210                           | 80 000,00  | 06/07/2010 | 80 000,00  |            | 80 000,00  |
| 10-01321 | Acquisition BOSSARD - Terrain AB 210 - SCP SECCHI JAME         | 80 000,00  |            | 80 000,00  |            | 80 000,00  |
| 11-02153 | PAIEMENT JUGEMENT EXPROPRIATION INDIVISION ARNAL               | 43 315,00  |            | 43 315,00  |            | 43 315,00  |
| 11-02153 | PAIEMENT JUGEMENT EXPROPRIATION INDIVISION ARNAL - BANQ        | 43 315,00  |            | 43 315,00  |            | 43 315,00  |
| 11-16143 | PAIEMENT JUGEMENT EXPROPRIATION INDIVISION ARNAL               | 856 411,34 | 26/09/2011 | 43 315,00  |            | 43 315,00  |
| 13-03294 | PAIEMENT JUGEMENT EXPRO CAVAILLES                              | 856 411,34 |            | 856 411,34 |            | 856 411,34 |
| 13-03294 | PAIEMENT JUGEMENT EXPRO CAVAILLES - SCHEUER TRIAS VERINE       | 856 411,34 |            | 856 411,34 |            | 856 411,34 |
| 13-24030 | PAIEMENT JUGEMENT EXPRO CAVAILLES                              | 856 411,34 | 26/03/2013 | 856 411,34 |            | 856 411,34 |
| 13-03663 | ACQUISITION PARCELLES AB349 ET AB351                           | 6 480,00   |            | 6 480,00   |            | 6 480,00   |
| 13-03663 | ACQUISITION PARCELLES AB349 ET AB351 - CURATTI Sandrine Mme    | 6 480,00   |            | 6 480,00   |            | 6 480,00   |
| 13-26728 | ACQUISITION PARCELLES AB349 ET AB351                           | 6 480,00   | 02/10/2013 | 6 480,00   |            | 6 480,00   |
| 15-04962 | Acquisition Chemin communal VC105                              | 1,00       |            | 6 480,00   |            | 6 480,00   |
| 15-04962 | Acquisition Chemin communal VC105 - COMMUNE VAUVERT            | 1,00       |            | 6 480,00   |            | 6 480,00   |
| 1202     | Frais de notaires et sur acquis.                               | 48 635,13  |            | 47 777,79  | 7 876,56   | 55 654,35  |
| 09-00154 | VTE HAON   | 982,32     |            | 982,32     | 183,32     | 1 165,64   |
| 09-00154 | VTE HAON - SCP SECCHI JAME                                     | 982,32     |            | 982,32     | 183,32     | 1 165,64   |
| 09-00812 | HAON   |            | 22/07/2009 | 1 300,00   |            | 1 300,00   |
| 09-01976 | VTE HAON   |            | 18/09/2009 | -317,68    |            | -134,36    |
| 09-00385 | acquisition BIAU   | 1 139,88   |            | 1 139,88   | 208,52     | 1 348,40   |
| 09-00385 | acquisition BIAU - SCP SECCHI JAME                             | 1 139,88   |            | 1 139,88   | 208,52     | 1 348,40   |
| 09-02541 | acquisition BIAU   |            | 16/10/2009 | 1 400,00   |            | 1 400,00   |
| 09-04039 | acquisition BIAU   |            | 23/12/2009 | -260,12    |            | -51,60     |
| 09-00460 | ACQUISITION BAGAGLI  | 7 502,26   |            | 7 502,26   | 1 270,73   | 8 772,99   |
| 09-00460 | ACQUISITION BAGAGLI - SCP SECCHI JAME                          | 7 502,26   |            | 7 502,26   | 1 270,73   | 8 772,99   |
| 09-02868 | ACQUISITION BAGAGLI  |            | 12/11/2009 | 9 100,00   |            | 9 100,00   |
| 09-04044 | ACQUISITION BAGAGLI  |            | 23/12/2009 | -1 597,74  |            | -327,01    |
| 09-00461 | ACQUISITION BAGAGLI  | 1 685,84   |            | 1 685,84   | 301,81     | 1 987,65   |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

|           |  | Règlements |            |           |           |           |
|-----------|--|------------|------------|-----------|-----------|-----------|
|           | Intitulé   | Engagé HT  | Date       | Réglé HT  | Réglé TVA | Réglé TTC |
| 09-00651  | ACQUISITION BAGAGLI - SCP SECCHI JAME              | 1 685.84   | 13/11/2009 | 1 685.84  | 301.81    | 1 987.65  |
| 09-02808  | ACQUISITION BAGAGLI EPX                            |            | 23/12/2009 | 2 600.00  |           | 2 600.00  |
| 09-04877  | ACQUISITION BAGAGLI                                |            |            | -914.16   | 301.81    | -612.35   |
| 09-00652  | ACQUISITION DUGUET                                 | 1 602.16   |            | 1 602.16  | 287.56    | 1 889.72  |
| 09-00653  | ACQUISITION DUGUET - SCP SECCHI JAME               | 1 602.16   | 13/11/2009 | 1 602.16  | 287.56    | 1 889.72  |
| 09-02871  | ACQUISITION DUGUET                                 |            | 23/12/2009 | 1 900.00  |           | 1 900.00  |
| 09-04498  | ACQUISITION DUGUET                                 |            |            | -297.84   | 287.56    | -10.28    |
| 09-00522  | ACQUISITION BERTHALON                              | 1 092.37   |            | 1 092.37  | 184.70    | 1 277.07  |
| 09-00522  | ACQUISITION BERTHALON - SCP SECCHI JAME            | 1 092.37   | 27/11/2009 | 1 092.37  | 184.70    | 1 277.07  |
| 09-03199  | ACQUISITION BERTHALON                              |            | 25/08/2011 | 1 250.00  |           | 1 250.00  |
| 11-15802  | ACQUISITION BERTHALON                              |            |            | -157.63   | 184.70    | 27.07     |
| 09-00523  | ACQUISITION MOTOS                                  | 1 130.10   |            | 1 130.10  | 203.08    | 1 333.18  |
| 09-00523  | ACQUISITION MOTOS - SCP SECCHI JAME                | 1 130.10   | 27/11/2009 | 1 130.10  | 203.08    | 1 333.18  |
| 09-03201  | ACQUISITION MOTOS                                  |            | 27/11/2009 | 1 280.00  |           | 1 280.00  |
| 09-03247  | ACQUISITION MOTOS                                  |            | 27/11/2009 | 120.00    |           | 120.00    |
| 11-13719  | REGUL FRAIS NOTAIRE ACQUISITION MOTOS              |            | 25/03/2011 | -269.90   | 203.08    | -66.82    |
| 09-00591  | ACQUISITION GARCIAS                                | 1 566.35   |            | 1 566.35  | 249.18    | 1 815.53  |
| 09-00591  | ACQUISITION GARCIAS - SCP SECCHI JAME              | 1 566.35   | 10/12/2009 | 1 566.35  | 249.18    | 1 815.53  |
| 09-03414  | ACQUISITION GARCIAS CLAUDE                         |            | 15/11/2010 | 1 850.00  |           | 1 850.00  |
| 10-10898  | RBST FN ACQUISITION GARCIAS                        |            |            | -283.65   | 249.18    | -34.47    |
| 09-00651  | ACQUISITION ORTI                                   | 2 064.35   |            | 2 064.35  | 370.12    | 2 434.47  |
| 09-00651  | ACQUISITION ORTI - SCP SECCHI JAME                 | 2 064.35   | 22/12/2009 | 2 064.35  | 370.12    | 2 434.47  |
| 09-03861  | ACQUISITION ORTI                                   |            | 05/03/2010 | 2 700.00  |           | 2 700.00  |
| 10-05465  | ACQUISITION ORTI REGUL FN                          |            |            | -635.65   | 370.12    | -265.53   |
| 09-00671  | ACQUISITION VALDEVYRON                             | 2 770.50   |            | 2 770.50  | 447.85    | 3 218.35  |
| 09-00671  | ACQUISITION VALDEVYRON - SCP SECCHI JAME           | 2 770.50   | 23/12/2009 | 2 770.50  | 447.85    | 3 218.35  |
| 09-04048  | ACQUISITION VALDEVYRON                             |            | 19/10/2012 | 3 400.00  |           | 3 400.00  |
| 12-22107  | ACQUISITION VALDEVYRON                             |            |            | -629.50   | 447.85    | -181.65   |
| 0913525/0 | FN BAGAGLI   | 2 847.56   |            | 2 847.56  | 444.36    | 3 291.92  |
| 0913525/0 | FN BAGAGLI - SCP SECCHI JAME                       | 2 847.56   | 30/03/2009 | 2 847.56  | 444.36    | 3 291.92  |
| 0001 1262 | SCP SECCHI JAME                                    |            | 08/06/2009 | 4 000.00  |           | 4 000.00  |
| 0002 1262 | SCP SECCHI JAME AC 0002 0913525                    |            |            | -1 152.44 | 444.36    | -708.08   |
| 10-01129  | Frais notaire Acquisition SEGARD                   | 331.00     |            | 331.00    | 59.78     | 390.78    |
| 10-01129  | Frais notaire Acquisition SEGARD - SCP SECCHI JAME | 331.00     | 16/04/2010 | 331.00    | 59.78     | 390.78    |
| 10-06613  | Frais notaire Acquisition SEGARD                   |            | 15/12/2010 | 450.00    |           | 450.00    |
| 10-11805  | Frais notaire Acquisition SEGARD                   |            | 30/01/2014 | -118.00   | 59.78     | -58.22    |
| 14-28487  | Frais notaire Acquisition SEGARD                   |            |            | -1.00     |           | -1.00     |
| 10-01288  | Provision s/frais échange DEVAL                    | 5 512.09   |            | 5 512.09  | 892.45    | 6 404.54  |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|          | Intitulé   | Engagé HT  | Date       | Règlements |           |            |  |
|----------|--|------------|------------|------------|-----------|------------|--|
|          |  |            |            | Réglé HT   | Réglé TVA | Réglé TTC  |  |
| 10-01484 | EXPRO ARNAL CAVAILHES - VERGNE NOTAIRE                       | 5 512,09   |            | 5 512,09   | 892,45    | 6 404,54   |  |
| 11-01227 | Provision s/frais échange DEVAL                              |            | 15/06/2010 | 6 700,00   |           | 6 700,00   |  |
| 11-01228 | REGUL frais notaire - échange DEVAL                          |            | 13/09/2010 | -1 187,91  | 892,45    | -295,46    |  |
| 11-01675 | Frais notaire acquisition BOSSARD                            | 17 100,00  |            | 17 100,00  |           | 17 100,00  |  |
| 11-01675 | Frais notaire acquisition BOSSARD - SCP SECCHI JAME          | 17 100,00  |            | 17 100,00  |           | 17 100,00  |  |
| 11-01677 | Frais notaire acquisition BOSSARD                            | 261,98     | 06/07/2010 | 17 100,00  |           | 17 100,00  |  |
| 10-01484 | EXPRO ARNAL CAVAILHES  | 261,98     |            | 261,98     | 14,11     | 276,09     |  |
| 10-10120 | EXPRO ARNAL CAVAILHES - SCP SECCHI JAME                      | 261,98     | 24/09/2010 | 261,98     | 14,11     | 276,09     |  |
| 11-01675 | Annulation DAR DU 07 JUILLET 2010                            | -17 100,00 |            | -17 100,00 |           | -17 100,00 |  |
| 11-01675 | Annulation DAR DU 07 JUILLET 2010 - SCP SECCHI JAME          | -17 100,00 |            | -17 100,00 |           | -17 100,00 |  |
| 11-12227 | Annulation DAR DU 07 JUILLET 2010                            |            | 06/07/2010 | -17 100,00 |           | -17 100,00 |  |
| 11-01676 | Frais de notaire acquisition Bossard                         | 1 458,82   |            | 1 458,82   | 270,87    | 1 729,69   |  |
| 11-01676 | Frais de notaire acquisition Bossard - SCP SECCHI JAME       | 1 458,82   | 06/07/2010 | 1 458,82   | 270,87    | 1 729,69   |  |
| 11-12228 | Frais de notaire acquisition Bossard                         |            | 06/07/2010 | 2 100,00   |           | 2 100,00   |  |
| 11-12232 | Frais de notaire acquisition Bossard                         |            | 15/12/2010 | -641,18    | 270,87    | -370,31    |  |
| 11-01677 | Frais de notaire acquisition Bossard                         | 3 987,75   |            | 3 987,75   | 686,00    | 4 673,75   |  |
| 11-01677 | Frais de notaire acquisition Bossard - SCP SECCHI JAME       | 3 987,75   | 06/07/2010 | 3 987,75   | 686,00    | 4 673,75   |  |
| 11-12229 | Frais de notaire acquisition Bossard                         |            | 06/07/2010 | 5 000,00   |           | 5 000,00   |  |
| 11-12231 | Frais de notaire acquisition Bossard                         |            | 15/12/2010 | -1 012,25  | 686,00    | -326,25    |  |
| 11-01678 | Frais de notaire acquisition Bossard                         | 6 720,01   |            | 6 720,01   | 1 176,00  | 7 896,01   |  |
| 11-01678 | Frais de notaire acquisition Bossard - SCP SECCHI JAME       | 6 720,01   | 06/07/2010 | 6 720,01   | 1 176,00  | 7 896,01   |  |
| 11-12230 | Frais de notaire acquisition Bossard                         |            | 06/07/2010 | 10 000,00  |           | 10 000,00  |  |
| 11-12233 | Frais de notaire acquisition Bossard                         |            | 15/12/2010 | -3 279,99  | 1 176,00  | -2 103,99  |  |
| 13-03668 | FRAIS SUR ACQUISITION CURATTI                                | 1 375,00   |            | 1 375,00   |           | 1 375,00   |  |
| 13-03668 | FRAIS SUR ACQUISITION CURATTI - SCP SECCHI JAME              | 1 375,00   | 02/10/2013 | 1 375,00   |           | 1 375,00   |  |
| 13-26851 | FRAIS SUR ACQUISITION CURATTI                                |            | 02/10/2013 | 1 375,00   |           | 1 375,00   |  |
| 14-03836 | PROVISION SUR FRAIS ACTE COMPLEMENTAIRE                      | 623,90     |            | 623,90     | 94,38     | 718,28     |  |
| 14-03836 | PROVISION SUR FRAIS ACTE COMPLEMENTAIRE - VERGNE-STORCK      | 623,90     | 16/01/2014 | 623,90     | 94,38     | 718,28     |  |
| 14-28281 | PROVISION SUR FRAIS ACTE COMPLEMENTAIRE                      |            | 18/12/2014 | 800,00     | 94,38     | 894,38     |  |
| 14-32817 | PROVISION SUR FRAIS ACTE COMPLEMENTAIRE                      |            | 18/12/2014 | -176,10    | 94,38     | -81,72     |  |
| 15-04963 | Frais acte acquisition chemin VC105 Commune de Vauvert       | 750,00     |            | 506,10     | 95,62     | 601,72     |  |
| 15-04963 | Frais acte acquisition chemin VC105 Commune de Vauvert - SCP | 750,00     | 28/08/2015 | 506,10     | 95,62     | 601,72     |  |
| 15-36329 | Frais acte acquisition chemin VC105 Commune de Vauvert       |            | 28/08/2015 | 750,00     |           | 750,00     |  |
| 16-38214 | Frais acte acquisition chemin VC105 Commune de Vauvert       |            | 15/01/2016 | -243,90    | 95,62     | -148,28    |  |
| 15-05175 | FRAIS ACTE CESSION SCI B3 DAMIAO (PARCELLE AB 86)            | 800,00     |            | 689,03     | 109,97    | 799,00     |  |
| 15-05175 | FRAIS ACTE CESSION SCI B3 DAMIAO (PARCELLE AB 86) - SCP      | 800,00     | 02/11/2015 | 689,03     | 109,97    | 799,00     |  |
| 15-37336 | FRAIS ACTE CESSION SCI B3 DAMIAO (PARCELLE AB 86)            |            | 02/11/2015 | 800,00     |           | 800,00     |  |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|                       | Intitulé  | Engagé HT           | Date       | Réglé HT            | Règlements        |                     |
|-----------------------|---|---------------------|------------|---------------------|-------------------|---------------------|
|                       |   |                     |            |                     | Réglé TVA         | Réglé TTC           |
| 18-48873              | FRAIS ACQUISITION CHEMINS COMMUNAUX                           | 344.73              | 22/02/2018 | 344.73              | 344.73            | 344.73              |
| 18-07096              | FRAIS SUR ACQUISITION CAVAILLES                               | 750.00              |            | 750.00              | 750.00            | 750.00              |
| 18-07096              | FRAIS SUR ACQUISITION CAVAILLES - SCP SECCHI JAME             | 750.00              |            | 750.00              | 750.00            | 750.00              |
| 18-50540              | FRAIS SUR ACQUISITION CAVAILLES                               | -148.60             | 16/07/2018 | -148.60             | 82.68             | -65.92              |
| 19-07385              | RESTITUTION FRAIS ACQUISITION CAVAILLES                       | -148.60             |            | -148.60             | 82.68             | -65.92              |
| 19-07385              | RESTITUTION FRAIS ACQUISITION CAVAILLES - SCP SECCHI JAME     | -148.60             | 25/03/2019 | -148.60             | 82.68             | -65.92              |
| 19-52363              | RESTITUTION FRAIS ACQUISITION CAVAILLES                       | 1 300.00            |            | 962.76              | 126.95            | 1 089.71            |
| 23-08639              | FRAIS ACTE MODIF FOISONNEMENT PARKING                         | 1 300.00            | 16/02/2023 | 1 300.00            | 126.95            | 1 300.00            |
| 23-60606              | FRAIS ACTE MODIF FOISONNEMENT PARKING                         | 1 300.00            | 04/12/2023 | -337.24             | 126.95            | -210.29             |
| 23-61948              | FRAIS ACTE MODIF FOISONNEMENT PARKING                         |                     |            |                     |                   |                     |
| <b>13 TRAVAUX VRD</b> |   | <b>4 336 598.79</b> |            | <b>3 818 074.00</b> | <b>754 475.02</b> | <b>4 572 549.02</b> |
| 1301                  | Travaux   | 4 219 659.99        |            | 3 735 334.30        | 738 067.14        | 4 473 401.44        |
| 2010-1029             | Démantèlement cuves station TOTAL                             | 16 280.00           |            | 16 280.00           | 3 190.88          | 19 470.88           |
| 2010-1029             | Démantèlement cuves station TOTAL - COPRAMEX SAS              | 16 280.00           |            | 16 280.00           | 3 190.88          | 19 470.88           |
| 10-09930              | LC 2010.1029 COPRAMEX Démantèlement cuves station TOTAL       |                     | 24/09/2010 | 14 280.00           | 2 798.88          | 17 078.88           |
| 10-10242              | Démantèlement cuves station TOTAL                             |                     | 25/10/2010 | 2 000.00            | 392.00            | 2 392.00            |
| 2011/1016             | Prestations complémentaires au marché                         | 2 170.00            |            | 2 000.00            |                   | 2 392.00            |
| 2011/1016             | Prestations complémentaires au marché - ACCABAT LOPEZ         | 2 170.00            |            | 2 000.00            |                   | 2 392.00            |
| 09-00668              | EDF CONVENTION R 091215 DM                                    | 122 048.04          |            | 122 048.04          |                   | 122 048.04          |
| 09-00668              | EDF CONVENTION R 091215 DM - EDF GDF DISTRIBUTION             | 122 048.04          |            | 122 048.04          |                   | 122 048.04          |
| 09-04042              | EDF CONVENTION R 091215 DM                                    | 122 048.04          | 28/12/2009 | 135 407.05          |                   | 135 407.05          |
| 15-37979              | EDF CONVENTION R 091215 DM                                    |                     | 30/11/2015 | -13 359.01          |                   | -13 359.01          |
| 11-02138              | CONVENTION SURVEILLANCE DES TRAVAUX RESEAU EAU BRUTE          | 5 000.00            |            | 5 000.00            | 980.00            | 5 980.00            |
| 11-02138              | CONVENTION SURVEILLANCE DES TRAVAUX RESEAU EAU BRUTE          | 5 000.00            |            | 5 000.00            | 980.00            | 5 980.00            |
| 11-16100              | CONVENTION SURVEILLANCE DES TRAVAUX RESEAU EAU BRUTE          | 5 000.00            | 25/08/2011 | 5 000.00            | 980.00            | 5 980.00            |
| 13-03783              | BRANCHEMENT D'ASSAINISSEMENT LOT 23                           | 1 995.48            |            | 1 995.48            | 391.11            | 2 386.59            |
| 13-03783              | BRANCHEMENT D'ASSAINISSEMENT LOT 23 - SAUR FRANCE             | 1 995.48            |            | 1 995.48            | 391.11            | 2 386.59            |
| 13-27736              | BRANCHEMENT D'ASSAINISSEMENT LOT 23                           | 1 381.64            | 24/12/2013 | 1 995.48            | 391.11            | 2 386.59            |
| 14-04255              | Branchement M. CURATI - STATION ELF                           | 1 381.64            |            | 1 381.64            | 270.80            | 1 652.44            |
| 14-04255              | Branchement M. CURATI - STATION ELF - ERDF SD GRE MONTPELLIER | 1 381.64            |            | 1 381.64            | 270.80            | 1 652.44            |



1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|            | Intitulé  | Engagé HT | Date       | Règlements |           |           |
|------------|---|-----------|------------|------------|-----------|-----------|
|            |   |           |            | Réglé HT   | Réglé TVA | Réglé TTC |
| 2010/1051  | Branchement M. CURATI - STATION ELF                             | 1 433,60  | 25/09/2014 | 1 381,64   | 270,80    | 1 652,44  |
| 2010/1051  | TRVX ALIMENTATION BT  | 1 433,60  |            | 1 433,60   | 286,72    | 1 720,32  |
| 2010/1051  | TRVX ALIMENTATION BT - ENEDIS (EX ERDF RESEAU)                  | 1 433,60  |            | 1 433,60   | 286,72    | 1 720,32  |
| 2010/1051  | TRVX ALIMENTATION BT  | 500,00    | 25/03/2016 | 1 433,60   | 286,72    | 1 720,32  |
| 2010/1051  | Fourniture et pose de blocs de pierre supplémentaires fermeture | 500,00    |            | 500,00     | 98,00     | 598,00    |
| 2010/1051  | Fourniture et pose de blocs de pierre supplémentaires fermeture | 500,00    |            | 500,00     | 98,00     | 598,00    |
| 2010/1051  | Fourniture et pose de blocs de pierre supplémentaires fermeture | 500,00    | 25/03/2011 | 500,00     | 98,00     | 598,00    |
| 2010/1051  | Terrassement partiel masse 6                                    | 2 856,00  |            | 2 856,00   | 559,78    | 3 415,78  |
| 2010/1051  | Terrassement partiel masse 6 - PHILIP RENE                      | 2 856,00  |            | 2 856,00   | 559,78    | 3 415,78  |
| 2011/1267  | Terrassement partiel masse 6                                    | 552,96    | 25/02/2011 | 2 856,00   | 559,78    | 3 415,78  |
| 2011/1007  | Modification raccordement Gaz                                   | 552,96    |            | 552,96     | 108,38    | 661,34    |
| 2011/1007  | Modification raccordement Gaz - GrDF                            | 552,96    |            | 552,96     | 108,38    | 661,34    |
| 2011/13932 | Modification raccordement Gaz                                   | 552,96    | 26/04/2011 | 552,96     | 108,38    | 661,34    |
| 2011/1008  | Déplacement d'ouvrage   | 676,34    |            | 676,34     | 132,56    | 808,90    |
| 2011/1008  | Déplacement d'ouvrage - ERDF                                    | 676,34    |            | 676,34     | 132,56    | 808,90    |
| 2011/15332 | Déplacement d'ouvrage - LC 2011/1008                            | 676,34    | 25/07/2011 | 676,34     | 132,56    | 808,90    |
| 2011/1009  | Ouverture et fermeture fouille GAZ                              | 1 335,00  |            | 1 335,00   | 261,66    | 1 596,66  |
| 2011/1009  | Ouverture et fermeture fouille GAZ - SPIE SUD OUEST             | 1 335,00  |            | 1 335,00   | 261,66    | 1 596,66  |
| 2011/13800 | Ouverture et fermeture fouille GAZ                              | 1 335,00  | 26/04/2011 | 1 335,00   | 261,66    | 1 596,66  |
| 2011/1011  | ZAC Côte Soleil - Vauvert                                       | 7 522,50  |            | 7 522,50   | 1 474,41  | 8 996,91  |
| 2011/1011  | ZAC Côte Soleil - Vauvert - ACCABAT LOPEZ                       | 7 522,50  |            | 7 522,50   | 1 474,41  | 8 996,91  |
| 2011/14281 | ZAC Côte Soleil - Vauvert                                       | 7 522,50  | 26/04/2011 | 7 522,50   | 1 474,41  | 8 996,91  |
| 2011/1012  | ZAC Côte Soleil - Vauvert                                       | 2 905,00  |            | 2 905,00   | 569,38    | 3 474,38  |
| 2011/1012  | ZAC Côte Soleil - Vauvert                                       | 2 905,00  |            | 2 905,00   | 569,38    | 3 474,38  |
| 2011/1012  | ZAC Côte Soleil - Vauvert - SPIE SUD OUEST (EX AMEC)            | 2 905,00  | 25/05/2011 | 2 905,00   | 569,38    | 3 474,38  |
| 2011/14398 | ZAC Côte Soleil - Vauvert                                       | 317,50    |            | 317,50     | 62,23     | 379,73    |
| 2011/1025  | TELE RELEVAGE PAR CABLE ERDF STATION DE RELEVAGE                | 317,50    |            | 317,50     | 62,23     | 379,73    |
| 2011/1025  | TELE RELEVAGE PAR CABLE ERDF STATION DE RELEVAGE                | 317,50    | 25/08/2011 | 317,50     | 62,23     | 379,73    |
| 2011/15420 | BT + TELE RELEVAGE PAR CABLE ERDF STATION DE RELEVAGE - SPIE    | 317,50    |            | 317,50     | 62,23     | 379,73    |
| 2011/1040  | BT - FT Réseau Fibre Masse 9                                    | 7 000,89  |            | 7 000,89   | 1 372,17  | 8 373,06  |
| 2011/1040  | BT - FT Réseau Fibre Masse 9                                    | 7 000,89  |            | 7 000,89   | 1 372,17  | 8 373,06  |
| 2011/1040  | BT - FT Réseau Fibre Masse 9 - SPIE SUD OUEST (EX AMEC)         | 7 000,89  | 23/12/2011 | 7 000,89   | 1 372,17  | 8 373,06  |
| 2011/18098 | BT - FT Réseau Fibre Masse 9                                    | 1 626,90  |            | 1 626,90   | 325,37    | 1 952,27  |
| 2014/1005  | BRANCHEMENT D'EAU POTABLE PARTICULIER                           | 1 626,90  |            | 1 626,90   | 325,37    | 1 952,27  |
| 2014/1005  | BRANCHEMENT D'EAU POTABLE PARTICULIER - SAUR FRANCE             | 1 626,90  | 26/03/2014 | 1 626,90   | 325,37    | 1 952,27  |
| 2015/1005  | ASSISTANCE TECHNIQUE SUIVI TRAVAUX RESEAUX EAU BRUTE            | 3 500,00  |            | 3 500,00   | 700,00    | 4 200,00  |
| 2015/1005  | ASSISTANCE TECHNIQUE SUIVI TRAVAUX RESEAUX EAU BRUTE            | 3 500,00  |            | 3 500,00   | 700,00    | 4 200,00  |
| 2015/1005  | ASSISTANCE TECHNIQUE SUIVI TRAVAUX RESEAUX EAU BRUTE            | 3 500,00  | 25/10/2022 | 3 500,00   | 700,00    | 4 200,00  |
| 2015/1009  | ETUDE ET SUIVI TRAVAUX DE RACCORDEMENT                          | 2 669,00  |            | 2 669,00   | 533,80    | 3 202,80  |



1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|          | Intitulé   | Engagé HT  | Date       | Réglé HT   | Règlements |            |  |
|----------|--|------------|------------|------------|------------|------------|--|
|          |  |            |            |            | Réglé TVA  | Réglé TTC  |  |
| 21-07973 | Abonnement 01.01.21 au 31.12.21 - BRL EXPLOITATION       | 487,47     |            | 487,47     | 26,81      | 514,28     |  |
| 21-56222 | Abonnement 01.01.21 au 31.12.21                          | -487,47    | 25/01/2021 | -487,47    | -26,81     | -514,28    |  |
| 21-08017 | Abonnement 01.01.21 au 31.12.21                          | -487,47    |            | -487,47    | -26,81     | -514,28    |  |
| 21-08017 | Abonnement 01.01.21 au 31.12.21 - BRL EXPLOITATION       | 487,47     | 15/01/2021 | 487,47     | 26,81      | 514,28     |  |
| 21-56514 | Abonnement 01.01.21 au 31.12.21                          | -19 465,99 |            | -19 465,99 | -26,81     | -19 492,80 |  |
| 21-08053 | PRE FINANCEMENT DE LA ZAC                                | -19 465,99 | 23/04/2021 | -19 465,99 | 20 916,40  | 1 450,41   |  |
| 21-08053 | PRE FINANCEMENT DE LA ZAC - ENEDIS (EX ERDF RESEAU)      | -19 465,99 | 07/07/2023 | -19 465,99 | 20 916,40  | 1 450,41   |  |
| 21-56729 | FACT TVA 0325/027671/2020/001                            |            |            |            | 20 916,40  | 20 916,40  |  |
| 23-61532 | PRE FINANCEMENT DE LA ZAC REMBOURSEMENT 2019             |            |            |            |            | -19 465,99 |  |
| 21-08094 | LC 2021.011 TVX RACCORDEMENT RESEAU                      | 1 439,84   |            | 1 439,84   | 287,97     | 1 727,81   |  |
| 21-08094 | LC 2021.011 TVX RACCORDEMENT RESEAU - ENEDIS (EX ERDF)   | 1 439,84   | 24/12/2021 | 1 439,84   | 287,97     | 1 727,81   |  |
| 21-57070 | LC 2021.011 TVX RACCORDEMENT RESEAU                      | 6 169,28   |            | 6 169,28   | 1 233,86   | 7 403,14   |  |
| 21-08260 | LC 2021.1026 DEVIS D632210008809                         | 6 169,28   |            | 6 169,28   | 1 233,86   | 7 403,14   |  |
| 21-08260 | LC 2021.1026 DEVIS D632210008809 - SAUR FRANCE           | 6 169,28   | 25/10/2021 | 6 169,28   | 1 233,86   | 7 403,14   |  |
| 21-57878 | LC 2021.1026 DEVIS D632210008809                         | 2 076,00   |            | 2 076,00   | 415,20     | 2 491,20   |  |
| 22-08352 | LC 2022.1005 REPARATION CANDELABRE                       | 2 076,00   |            | 2 076,00   | 415,20     | 2 491,20   |  |
| 22-08352 | LC 2022.1005 REPARATION CANDELABRE - DAUDET ELECTRICITE  | 2 076,00   | 25/03/2022 | 2 076,00   | 415,20     | 2 491,20   |  |
| 013557   | 20220186   |            |            |            |            |            |  |
| 22-08417 | Devis K2 A87 ZAC 21 021877                               | 1 248,00   |            | 1 248,00   | 249,60     | 1 497,60   |  |
| 22-08417 | Devis K2 A87 ZAC 21 021877 - ORANGE                      | 1 248,00   | 25/05/2022 | 1 248,00   | 249,60     | 1 497,60   |  |
| 013732   | 2222420018686  |            |            |            |            |            |  |
| 22-08533 | LC2022.1017 Débroussailage                               | 800,00     |            | 800,00     | 160,00     | 960,00     |  |
| 22-08533 | LC2022.1017 Débroussailage - FALCO sci                   | 800,00     | 25/10/2022 | 800,00     | 160,00     | 960,00     |  |
| 22-60046 | LC2022.1017 Débroussailage                               | 244 926,00 |            | 244 926,00 | 48 005,50  | 292 931,50 |  |
| 262-11   | 262-11 ACCABAT LOPEZ - LOT 1 TERRASSEMENT, DEMOLITIONS   | 244 926,00 |            | 244 926,00 | 48 005,50  | 292 931,50 |  |
| 262-11   | 262-11 ACCABAT LOPEZ - LOT 1 TERRASSEMENT, DEMOLITIONS - | 244 926,00 |            | 244 926,00 | 48 005,50  | 292 931,50 |  |
| 262-11   | 262-11 ACCABAT LOPEZ - LOT 1 TERRASSEMENT, DEMOLITIONS - | 244 926,00 |            | 244 926,00 | 48 005,50  | 292 931,50 |  |
| 262-11   | 262-11 ACCABAT LOPEZ - LOT 1 TERRASSEMENT, DEMOLITIONS - | 244 926,00 |            | 244 926,00 | 48 005,50  | 292 931,50 |  |
| 262-11   | Restitution RG   |            |            |            |            |            |  |
| 09-04125 | 262-11 ACCABAT LOPEZ - LOT 1 TERRASSEMENT, DEMOLITIONS   |            | 25/03/2013 | 12 246,30  | 2 400,28   | 14 646,58  |  |
| 10-05299 | 262-11 ACCABAT LOPEZ - LOT 1 - situation 1               |            | 30/12/2009 | 64 255,63  | 12 594,10  | 76 849,73  |  |
| 10-05978 | 262-11 ACCABAT LOPEZ - LOT 1 TERRASSEMENT, DEMOLITIONS   |            | 25/02/2010 | 28 424,94  | 5 571,30   | 33 996,24  |  |
| 10-06358 | 262-11 ACCABAT LOPEZ - LOT 1 / situation 4               |            | 25/03/2010 | 59 463,35  | 11 654,82  | 71 118,17  |  |
|          |  |            | 23/04/2010 | 11 952,66  | 2 342,72   | 14 295,38  |  |





# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

|          | Intitulé   | Engagé HT  | Date       | Réglé HT   | Règlements | Réglé TVA  | Réglé TTC |
|----------|--|------------|------------|------------|------------|------------|-----------|
| 10-07582 | 262-11 ACCABAT LOPEZ - LOT 1 situation 5                       |            | 25/06/2010 | 38 690,42  | 7 583,31   | 46 273,73  |           |
| 10-07583 | 262-11 ACCABAT LOPEZ - situation 6                             |            | 28/07/2010 | 11 675,50  | 2 288,40   | 13 963,90  |           |
| 000709   | 2-11 Sit 7 ACCABAT LOPEZ - LOT 1 TERRASSEMENT, DEMOLITIONS     |            | 25/11/2010 | 11 400,00  | 2 234,40   | 13 634,40  |           |
| 00084    | 2-11 ACCABAT LOPEZ - LOT 1 TERRASSEMENT, DEMOLITIONS           |            | 24/12/2010 | 3 112,20   | 609,99     | 3 722,19   |           |
| 01155    | 2-11 ACCABAT LOPEZ - LOT 1 TERRASSEMENT, DEMOLITIONS           |            | 26/04/2011 | 3 705,00   | 726,18     | 4 431,18   |           |
| 262-12   | 262-12 EIFFAGE TP LOT 2 VOIRIE, MACONNERIE, MOBILIER URBAIN -  | 569 669,25 |            | 569 669,25 | 111 655,17 | 681 324,42 |           |
| 262-12   | 262-12 EIFFAGE TP LOT 2 VOIRIE, MACONNERIE, MOBILIER URBAIN -  | 497 100,43 |            | 497 100,43 | 97 431,67  | 594 532,10 |           |
| 262-12   | 262-12 Avance  |            | 28/12/2009 | 151 630,98 |            | 151 630,98 |           |
| 10-06046 | 262-12 EIFFAGE TP LOT 2 VOIRIE, MACONNERIE, MOBILIER URBAIN    |            | 25/03/2010 | 44 200,00  | 8 663,20   | 52 863,20  |           |
| 10-08424 | 262-12 EIFFAGE TP LOT 2 VOIRIE, MACONNERIE, MOBILIER URBAIN    |            | 28/07/2010 | 28 640,00  | 5 613,44   | 34 253,44  |           |
| 000284   | 262-12 SIT4 ZAC COMMERCIALE VAUVERT                            |            | 25/08/2010 | 41 760,00  | 8 184,96   | 49 944,96  |           |
| 000401   | 262-12 EIFFAGE TP LOT 2 VOIRIE, MACONNERIE, MOBILIER URBAIN    |            | 24/09/2010 | 27 654,00  | 5 420,18   | 33 074,18  |           |
| 000576   | 262-12 SIT 6 EIFFAGE TP LOT 2 VOIRIE, MACONNERIE, MOBILIER     |            | 25/11/2010 | 185 646,00 | 36 386,62  | 222 032,62 |           |
| 000706   | 262-12 EIFFAGE TP LOT 2 VOIRIE, MACONNERIE, MOBILIER URBAIN    |            | 24/12/2010 | 24 212,80  | 19 130,18  | 43 342,98  |           |
| 000903   | 262-12 SIT 8 EIFFAGE TP LOT 2 VOIRIE, MACONNERIE, MOBILIER     |            | 24/12/2010 | -11 777,35 | 13 026,83  | 1 249,48   |           |
| 001637   | 262-12 EIFFAGE TP LOT 2 VOIRIE, MACONNERIE, MOBILIER URBAIN    |            | 25/07/2011 | 5 134,00   | 1 006,26   | 6 140,26   |           |
| 262-12   | 262-12 EIFFAGE TP LOT 2 VOIRIE, MACONNERIE, MOBILIER URBAIN -  | 26 507,68  |            | 26 507,68  | 5 195,51   | 31 703,19  |           |
| 000903   | 262-12 SIT 8 EIFFAGE TP LOT 2 VOIRIE, MACONNERIE, MOBILIER     |            | 24/12/2010 | 26 507,68  | 5 195,51   | 31 703,19  |           |
| 262-12   | 262-12 EIFFAGE TP LOT 2 VOIRIE, MACONNERIE, MOBILIER URBAIN -  | 9 135,14   |            | 9 135,14   | 1 790,49   | 10 925,63  |           |
| 000903   | 262-12 SIT 8 EIFFAGE TP LOT 2 VOIRIE, MACONNERIE, MOBILIER     |            | 24/12/2010 | 9 135,14   | 1 790,49   | 10 925,63  |           |
| 262-12   | 262-12 EIFFAGE TP LOT 2 VOIRIE, MACONNERIE, MOBILIER URBAIN -  | 36 926,00  |            | 36 926,00  | 7 237,50   | 44 163,50  |           |
| 000706   | 262-12 EIFFAGE TP LOT 2 VOIRIE, MACONNERIE, MOBILIER URBAIN    |            | 24/12/2010 | 36 926,00  | 7 237,50   | 44 163,50  |           |
| 262-13   | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                   | 682 834,45 |            | 682 834,45 | 133 835,55 | 816 670,00 |           |
| 262-13   | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES - ARANDA          | 81 456,75  |            | 81 456,75  | 15 965,52  | 97 422,27  |           |
| 10-05974 | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                   |            | 25/03/2010 | 21 644,18  | 4 242,26   | 25 886,44  |           |
| 10-06998 | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                   |            | 26/05/2010 | 31 627,15  | 6 198,92   | 37 826,07  |           |
| 10-07009 | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                   |            | 26/05/2010 | 19 317,42  | 3 786,21   | 23 103,63  |           |
| 10-07583 | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                   |            | 25/06/2010 | 5 280,00   | 1 034,88   | 6 314,88   |           |
| 10-08307 | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 - situation 6                     |            | 28/07/2010 | 3 588,00   | 703,25     | 4 291,25   |           |
| 262-13   | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES - CISE TP SUD EST | 384 716,20 |            | 384 716,20 | 75 404,37  | 460 120,57 |           |
| 262-13   | 262-13 Avance  |            | 28/12/2009 | 36 808,40  |            | 36 808,40  |           |
| 10-05973 | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                   |            | 25/03/2010 | 90 633,74  | 18 914,16  | 109 547,90 |           |
| 10-06997 | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                   |            | 26/05/2010 | 97 245,35  | 19 060,09  | 116 305,44 |           |
| 10-07008 | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                   |            | 26/05/2010 | 17 627,58  | 3 455,01   | 21 082,59  |           |
| 10-07582 | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                   |            | 25/06/2010 | 29 520,89  | 9 787,91   | 39 308,80  |           |
| 10-08306 | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 - situation 6                     |            | 28/07/2010 | 40 609,13  | 10 022,07  | 50 631,20  |           |
| 000398   | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                   |            | 24/09/2010 | 36 875,95  | 7 227,68   | 44 103,63  |           |
| 000904   | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                   |            | 24/12/2010 | 23 741,66  | 4 653,37   | 28 395,03  |           |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

| Intitulé |   | Engagé HT  | Date       | Réglé HT   | Règlements |            |
|----------|---|------------|------------|------------|------------|------------|
|          |   |            |            |            | Réglé TVA  | Réglé TTC  |
| 00117    | 13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                      | 155 661,50 | 25/08/2011 | 11 653,50  | 2 284,08   | 13 937,58  |
| 00117    | 13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES - GARDOISE           |            |            | 155 661,50 | 30 509,66  | 186 171,16 |
| 00595    | 2-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                    | 5 247,00   | 25/03/2010 | 5 247,00   | 1 028,41   | 6 275,41   |
| 00699    | 2-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                    | 32 638,00  | 26/05/2010 | 32 638,00  | 6 397,05   | 39 035,05  |
| 00770    | 2-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                    | 34 629,00  | 26/05/2010 | 34 629,00  | 6 787,28   | 41 416,28  |
| 00774    | 2-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                    | 6 850,00   | 25/06/2010 | 6 850,00   | 1 342,60   | 8 192,60   |
| 00808    | 2-13 CISE TP SUD EST LOT 3 - situation 6                      | 26 710,00  | 28/07/2010 | 26 710,00  | 5 235,16   | 31 945,16  |
| 00098    | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                  | 23 333,00  | 24/09/2010 | 23 333,00  | 4 573,27   | 27 906,27  |
| 00090    | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                  | 25 423,50  | 24/12/2010 | 25 423,50  | 4 983,01   | 30 406,51  |
| 00191    | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                  | 831,00     | 25/08/2011 | 831,00     | 162,88     | 993,88     |
| 00094    | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                  | 6 800,00   | 24/12/2010 | 6 800,00   | 1 332,80   | 8 132,80   |
| 00094    | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                  | 54 200,00  | 25/06/2010 | 54 200,00  | 10 623,20  | 64 823,20  |
| 00090    | 262-13 CISE TP SUD EST LOT 3 RESEAUX HUMIDES                  | 25 818,66  | 24/12/2010 | 25 818,66  | 5 060,46   | 30 879,12  |
| 00148    | 262-14 GRPT ALLEZ et Cie/SPIE LOT 4 RESEAUX SECS              | 284 768,10 | 28/12/2009 | 284 768,10 | 55 814,55  | 340 582,65 |
| 262-14   | Avance  | 33 144,09  | 23/11/2012 | 33 144,09  | 74,91      | 33 144,09  |
| 262-14   | Restitution RG  | 382,18     | 26/05/2010 | 382,18     | 6 060,32   | 457,09     |
| 10-07012 | 262-14 GRPT ALLEZ et Cie/SPIE LOT 4 RESEAUX SECS              | 30 920,00  | 25/06/2010 | 30 920,00  | 20 377,53  | 36 980,32  |
| 10-07593 | 262-14 GRPT ALLEZ et Cie/SPIE - situation 3                   | 103 967,00 | 28/07/2010 | 103 967,00 | 6 618,65   | 124 344,53 |
| 10-08425 | 262-14 GRPT ALLEZ et Cie/SPIE LOT 4 RESEAUX SECS              | 33 768,60  | 24/09/2010 | 33 768,60  | 8 611,04   | 40 387,25  |
| 000390   | 262-14 GRPT ALLEZ et Cie/SPIE LOT 4 RESEAUX SECS              | 18 053,60  | 25/10/2010 | 18 053,60  | 11 894,26  | 26 664,64  |
| 000501   | 262-14 GRPT ALLEZ et Cie/SPIE LOT 4 RESEAUX SECS              | 53 421,21  | 26/04/2011 | 53 421,21  | 2 177,84   | 65 315,47  |
| 001485   | 262-14 GRPT ALLEZ et Cie/SPIE LOT 4 RESEAUX SECS              | 11 111,42  | 25/03/2010 | 11 111,42  | 12 067,14  | 13 289,26  |
| 262-15   | 262-15 MANIEBAT LOT 5 PLANTATIONS ET ARROSAJE                 | 61 567,00  | 25/06/2010 | 61 567,00  | 12 067,14  | 73 634,14  |
| 262-15   | 262-15 MANIEBAT LOT 5 PLANTATIONS ET ARROSAJE - C.M.E.V.E sas | 61 567,00  | 25/06/2010 | 61 567,00  | 854,56     | 5 214,56   |
| 10-05977 | 262-15 MANIEBAT LOT 5 situation 2                             | 2 100,00   | 28/07/2010 | 2 100,00   | 411,60     | 2 511,60   |
| 10-07594 | 262-15 MANIEBAT LOT 5 situation 2                             | 4 785,00   | 25/10/2010 | 4 785,00   | 937,86     | 5 722,86   |
| 10-08304 | 262-15 MANIEBAT LOT 5 situation 3                             | 1 784,00   | 24/12/2010 | 1 784,00   | 349,66     | 2 133,66   |
| 000502   | 262-15 MANIEBAT LOT 5 PLANTATIONS ET ARROSAJE                 | 30 713,00  | 25/05/2011 | 30 713,00  | 6 019,75   | 36 732,75  |
| 000751   | 262-15 MANIEBAT LOT 5 PLANTATIONS ET ARROSAJE                 | 884,38     | 24/06/2011 | 884,38     | 1 057,72   | 1 057,72   |
| 001612   | 262-15 MANIEBAT LOT 5 PLANTATIONS ET ARROSAJE                 | 884,38     | 25/08/2011 | 884,38     | 1 057,72   | 1 057,72   |
| 001745   | 262-15 MANIEBAT LOT 5 PLANTATIONS ET ARROSAJE                 | 7 370,00   | 24/02/2012 | 7 370,00   | 1 057,72   | 8 427,72   |
| 001900   | 262-15 MANIEBAT LOT 5 PLANTATIONS ET ARROSAJE                 | 884,38     | 24/05/2012 | 884,38     | 1 057,72   | 1 057,72   |
| 002228   | 262-15 MANIEBAT LOT 5 PLANTATIONS ET ARROSAJE                 | 884,38     |            | 884,38     | 1 057,72   | 1 057,72   |
| 002572   | 262-15 MANIEBAT LOT 5 PLANTATIONS ET ARROSAJE                 | 884,38     |            | 884,38     | 1 057,72   | 1 057,72   |
| 002887   | 262-15 MANIEBAT LOT 5 PLANTATIONS ET ARROSAJE                 | 884,38     |            | 884,38     | 1 057,72   | 1 057,72   |





# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|        | Intitulé   | Engagé HT  | Date       | Régie HT   | Réglements | Régie TVA | Régie TTC  |
|--------|--|------------|------------|------------|------------|-----------|------------|
| 0317   | 2-15 MANIEBAT LOT 5 PLANTATIONS ET ARROSAGE                    |            | 24/08/2012 | 884.38     |            | 173.34    | 1 057.72   |
| 045    | 2-15 MANIEBAT LOT 5 PLANTATIONS ET ARROSAGE                    |            | 25/07/2013 | 884.38     |            | 173.34    | 1 057.72   |
| 0416   | 2-15 MANIEBAT LOT 5 PLANTATIONS ET ARROSAGE                    |            | 26/08/2013 | 4 264.34   |            | 835.81    | 5 100.15   |
| 226    | LOT UNIQUE TERRASSEMENT DEMOLITION VOIRIE CLOTURE              | 31 664.30  |            | 31 664.30  |            | 6 332.86  | 37 997.16  |
| 226    | LOT UNIQUE TERRASSEMENT DEMOLITION VOIRIE CLOTURE - EIFFAGE    | 31 664.30  |            | 31 664.30  |            | 6 332.86  | 37 997.16  |
| 005793 | LOT UNIQUE TERRASSEMENT DEMOLITION VOIRIE CLOTURE              |            | 21/05/2015 | 1 583.21   |            | 316.65    | 1 899.86   |
| 262-19 | 262-19 MAINTENANCE SURVEILLANCE POMPE RELEVAGE - ZAC VAUVERT   | 6 000.00   | 26/03/2014 | 28 577.04  |            | 5 715.40  | 34 292.44  |
| 262-19 | 262-19 MAINTENANCE SURVEILLANCE POMPE RELEVAGE - ZAC VAUVERT   | 6 000.00   | 24/10/2014 | 1 504.05   |            | 300.81    | 1 804.86   |
| 010215 | 262-19 MAINTENANCE SURVEILLANCE POMPE RELEVAGE - ZAC VAUVERT   |            | 22/12/2017 | 1 200.00   |            | 240.00    | 1 440.00   |
| 011390 | 262-19 MAINTENANCE SURVEILLANCE POMPE RELEVAGE - ZAC VAUVERT   |            | 24/12/2018 | 1 200.00   |            | 240.00    | 1 440.00   |
| 012024 | 262-19 MAINTENANCE SURVEILLANCE POMPE RELEVAGE - ZAC VAUVERT   |            | 24/12/2019 | 1 200.00   |            | 240.00    | 1 440.00   |
| 013525 | fact 631220007691  |            | 25/03/2022 | 1 200.00   |            | 240.00    | 1 440.00   |
| 014240 | 262-19 MAINTENANCE SURVEILLANCE POMPE RELEVAGE - ZAC VAUVERT   |            | 26/12/2022 | 1 200.00   |            | 240.00    | 1 440.00   |
| 262-21 | 262-21 EIFFAGE TP - LOT 1 TERRASSEMENTS GENERAUX VOIRIE -      | 430 789.00 |            | 211 666.25 |            | 42 333.25 | 253 999.50 |
| 262-21 | 262-21 EIFFAGE TP - LOT 1 TERRASSEMENTS GENERAUX VOIRIE -      | 65 500.00  |            | 65 500.00  |            |           | 65 500.00  |
| 007009 | 262-21 EIFFAGE TP - LOT 1 TERRASSEMENTS GENERAUX VOIRIE -      |            | 25/09/2015 | 38 390.00  |            |           | 38 390.00  |
| 007011 | 262-21 EIFFAGE TP - LOT 1 TERRASSEMENTS GENERAUX VOIRIE -      |            | 25/09/2015 | 27 110.00  |            |           | 27 110.00  |
| 262-21 | 262-21 EIFFAGE TP - LOT 1 TERRASSEMENTS GENERAUX VOIRIE -      | 365 289.00 |            | 146 166.25 |            | 42 333.25 | 188 499.50 |
| 262-21 | Restitution RG   |            | 25/08/2017 | 10 583.31  |            | 2 116.66  | 12 699.97  |
| 007009 | 262-21 EIFFAGE TP - LOT 1 TERRASSEMENTS GENERAUX VOIRIE -      |            | 25/09/2015 | 409.90     |            | 7 759.98  | 8 169.88   |
| 007011 | 262-21 EIFFAGE TP - LOT 1 TERRASSEMENTS GENERAUX VOIRIE -      |            | 25/09/2015 | -1 049.60  |            | 5 212.08  | 4 162.48   |
| 007012 | 262-21 EIFFAGE TP - LOT 1 TERRASSEMENTS GENERAUX VOIRIE -      |            | 25/09/2015 | 15 841.25  |            | 3 168.25  | 19 009.50  |
| 007125 | 262-21 EIFFAGE TP - LOT 1 TERRASSEMENTS GENERAUX VOIRIE -      |            | 23/10/2015 | 27 887.25  |            | 5 577.45  | 33 464.70  |
| 007282 | 262-21 EIFFAGE TP - LOT 1 TERRASSEMENTS GENERAUX VOIRIE -      |            | 22/12/2015 | 51 560.30  |            | 10 312.06 | 61 872.36  |
| 007699 | 262-21 EIFFAGE TP - LOT 1 TERRASSEMENTS GENERAUX VOIRIE -      |            | 25/04/2016 | 17 750.75  |            | 3 550.15  | 21 300.90  |
| 008463 | 262-21 EIFFAGE TP - LOT 1 TERRASSEMENTS GENERAUX VOIRIE -      |            | 25/10/2016 | 23 183.09  |            | 4 636.62  | 27 819.71  |
| 262-22 | 262-22 E.H.T.P. - LOT 2- RESEAUX HUMIDES - ZEME TRANCHE        | 290 711.05 |            | 140 513.15 |            | 28 102.63 | 168 615.78 |
| 262-22 | 262-22 E.H.T.P. - LOT 2- RESEAUX HUMIDES - ZEME TRANCHE - EHTP | 290 711.05 |            | 140 513.15 |            | 28 102.63 | 168 615.78 |
| 006691 | 262-22 E.H.T.P. - LOT 2- RESEAUX HUMIDES - ZEME TRANCHE        |            | 25/06/2015 | 26 747.30  |            | 5 349.46  | 32 096.76  |
| 006796 | 262-22 E.H.T.P. - LOT 2- RESEAUX HUMIDES - ZEME TRANCHE        |            | 22/07/2015 | 80 388.95  |            | 16 077.79 | 96 466.74  |
| 007013 | 262-22 E.H.T.P. - LOT 2- RESEAUX HUMIDES - ZEME TRANCHE        |            | 25/09/2015 | 18 013.00  |            | 3 602.60  | 21 615.60  |
| 007126 | 262-22 E.H.T.P. - LOT 2- RESEAUX HUMIDES - ZEME TRANCHE        |            | 23/10/2015 | 10 555.00  |            | 2 111.00  | 12 666.00  |
| 007698 | 262-22 E.H.T.P. - LOT 2- RESEAUX HUMIDES - ZEME TRANCHE        |            | 25/04/2016 | 4 808.90   |            | 961.78    | 5 770.68   |
| 262-23 | 262-23 LOT 3 RESEAUS SECS - ZEME TRANCHE                       | 214 180.50 |            | 120 424.00 |            | 24 084.80 | 144 508.80 |
| 262-23 | 262-23 LOT 3 RESEAUS SECS - ZEME TRANCHE - ALLEZ/SPIE GPT      | 214 180.50 |            | 120 424.00 |            | 24 084.80 | 144 508.80 |
| 007127 | 262-23 LOT 3 RESEAUS SECS - ZEME TRANCHE                       |            | 23/10/2015 | 73 961.00  |            | 14 792.20 | 88 753.20  |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

| Intitulé   | Engagé HT  | Date       | Règlements |           |            |
|--|------------|------------|------------|-----------|------------|
|  |            |            | Réglé HT   | Réglé TVA | Réglé TTC  |
| 23 LOT 3 RESEAUX SECS - 2EME TRANCHE                               |            | 25/11/2015 | 17 965.50  | 3 593.10  | 21 558.60  |
| 23 LOT 3 RESEAUX SECS - 2EME TRANCHE                               |            | 25/11/2015 | 15 777.50  | 3 155.50  | 18 933.00  |
| 23 LOT 3 RESEAUX SECS - 2EME TRANCHE                               |            | 25/04/2016 | 12 720.00  | 2 544.00  | 15 264.00  |
| 24 MANIEBAT LOT 4 - PLANTATIONS ARROSAJE 2EME TRANCHE              | 23 978.50  |            | 9 127.50   | 1 825.50  | 10 953.00  |
| 24 MANIEBAT LOT 4 - PLANTATIONS ARROSAJE 2EME TRANCHE              | 23 978.50  | 25/11/2015 | 9 127.50   | 1 825.50  | 10 953.00  |
| 24 MANIEBAT LOT 4 - PLANTATIONS ARROSAJE 2EME TRANCHE              |            | 25/01/2016 | 1 330.00   | 266.00    | 1 596.00   |
| 24 MANIEBAT LOT 4 - PLANTATIONS ARROSAJE 2EME TRANCHE              |            | 24/03/2017 | 6 547.50   | 1 309.50  | 7 857.00   |
| 24 MANIEBAT LOT 4 - PLANTATIONS ARROSAJE 2EME TRANCHE              |            | 24/03/2017 | 312.50     | 62.50     | 375.00     |
| 009133 262-24 MANIEBAT LOT 4 - PLANTATIONS ARROSAJE 2EME TRANCHE   |            | 24/03/2017 | 312.50     | 62.50     | 375.00     |
| 009598 262-24 MANIEBAT LOT 4 - PLANTATIONS ARROSAJE 2EME TRANCHE   |            | 23/06/2017 | 312.50     | 62.50     | 375.00     |
| 010160 262-24 MANIEBAT LOT 4 - PLANTATIONS ARROSAJE 2EME TRANCHE   |            | 22/12/2017 | 312.50     | 62.50     | 375.00     |
| 262-31 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                     | 347 964.16 |            | 347 773.80 | 69 592.84 | 417 366.64 |
| 262-31 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - ACCABAT LOPEZ              | 92 499.00  |            | 92 499.00  |           | 92 499.00  |
| 011283 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                     |            | 23/11/2018 | 26 982.00  |           | 26 982.00  |
| 011335 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                     |            | 24/12/2018 | 65 217.00  |           | 65 217.00  |
| 011978 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                     |            | 25/11/2019 | 300.00     |           | 300.00     |
| 262-31 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE - AXION PRO         | 5 029.51   |            | 5 029.51   |           | 5 029.51   |
| 011978 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                     |            | 25/11/2019 | 5 029.51   |           | 5 029.51   |
| 262-31 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE - EUROVIA LANGUEDOC | 240 435.65 |            | 240 245.29 | 69 592.84 | 309 838.13 |
| 262-31 Avance  |            |            |            |           |            |
| 011283 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                     |            | 25/09/2018 | 20 436.71  |           | 20 436.71  |
| 011335 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                     |            | 23/11/2018 | 6 488.06   |           | 14 292.06  |
| 011547 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                     |            | 24/12/2018 | 28 838.50  | 7 804.00  | 47 649.50  |
| 011565 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                     |            | 25/03/2019 | 35 782.00  | 7 156.40  | 42 938.40  |
| 011618 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                     |            | 25/03/2019 | 57 729.60  | 14 561.35 | 72 290.95  |
| 011694 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                     |            | 25/04/2019 | 54 141.28  | 12 593.94 | 66 735.22  |
| 011978 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                     |            | 25/06/2019 | 24 665.50  | 4 933.10  | 29 598.60  |
| 011978 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                     |            | 25/11/2019 | 12 163.64  | 3 732.95  | 15 896.59  |
| 262-31 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE - GAIA CLOUTURE     | 10 000.00  |            | 10 000.00  |           | 10 000.00  |
| 011618 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                     |            | 25/04/2019 | 8 828.40   |           | 8 828.40   |
| 011978 LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                     |            | 25/11/2019 | 1 171.60   |           | 1 171.60   |
| 262-32 LOT 2 - RESEAUX HUMIDES - CISE TP SUD EST                   | 182 076.00 |            | 181 956.10 | 36 391.22 | 218 347.32 |
| 262-32 LOT 2 - RESEAUX HUMIDES                                     | 182 076.00 | 24/12/2020 | 181 956.10 | 36 391.22 | 218 347.32 |
| 262-32 Restitution RG  |            |            |            |           |            |
| 011336 LOT 2 - RESEAUX HUMIDES                                     |            | 24/12/2018 | 8 983.90   | 1 796.78  | 10 780.68  |
| 011476 LOT 2 - RESEAUX HUMIDES                                     |            | 25/02/2019 | 73 528.10  | 14 705.62 | 88 233.72  |
| 011486 LOT 2 - RESEAUX HUMIDES                                     |            | 25/02/2019 | 82 591.10  | 16 518.22 | 99 109.32  |
| 012013 LOT 2 - RESEAUX HUMIDES                                     |            | 25/02/2019 | 8 161.45   | 1 632.29  | 9 793.74   |
| 262-33 LOT 3 - RESEAUX SECS  | 127 481.00 | 24/12/2019 | 8 691.55   | 1 738.31  | 10 429.86  |
|  |            |            | 129 179.63 | 25 835.92 | 155 015.55 |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|        | Intitulé  | Engagé HT  | Date       | Réglé HT   | Règlé TVA | Règlé TTC  |
|--------|---|------------|------------|------------|-----------|------------|
| 262-43 | T3 - RESEAUX SECS - DAUDET ELECTRICITE                  | 127 481,00 |            | 129 179,63 | 25 835,92 | 155 015,55 |
| 013124 | T3 - RESEAUX SECS                                       |            | 25/02/2019 | 54 746,91  | 10 949,38 | 65 696,29  |
| 013094 | T3 - RESEAUX SECS                                       |            | 25/03/2019 | 53 389,17  | 10 677,83 | 64 067,00  |
| 013232 | T3 - RESEAUX SECS                                       |            | 25/03/2020 | 21 043,55  | 4 208,71  | 25 252,26  |
| 011748 | T4 - PLANTATION ARROSAJE DES ESPACES COMMUNS            | 17 988,50  |            | 17 988,50  | 3 597,70  | 21 586,20  |
| 013178 | T4 - PLANTATION ARROSAJE DES ESPACES COMMUNS - GRC      | 17 988,50  |            | 17 988,50  | 3 597,70  | 21 586,20  |
| 011748 | T4 - PLANTATION ARROSAJE DES ESPACES COMMUNS            |            | 25/06/2019 | 13 070,57  | 2 614,11  | 15 684,68  |
| 013178 | T4 - PLANTATION ARROSAJE DES ESPACES COMMUNS            |            | 25/07/2019 | 1 216,00   | 243,20    | 1 459,20   |
| 262-41 | T4 - PLANTATION ARROSAJE DES ESPACES COMMUNS            | 259 999,00 |            | 3 701,93   | 740,39    | 4 442,32   |
| 013124 | T4 - PLANTATION ARROSAJE DES ESPACES COMMUNS            |            | 25/10/2021 | 264 365,13 | 52 873,03 | 317 238,16 |
| 014341 | T4 - PLANTATION ARROSAJE DES ESPACES COMMUNS            | 8 000,00   |            | 8 000,00   |           | 8 000,00   |
| 013124 | T4 - PLANTATION ARROSAJE DES ESPACES COMMUNS            |            | 27/09/2021 | 7 600,00   |           | 7 600,00   |
| 014341 | T4 - PLANTATION ARROSAJE DES ESPACES COMMUNS            |            | 24/03/2023 | 400,00     |           | 400,00     |
| 262-41 | TERRASSEMENT VOIRIE - BRAVA VESIGNE EQUIPEMENT ET       | 9 000,00   |            | 9 000,00   |           | 9 000,00   |
| 013306 | TERRASSEMENT VOIRIE                                     |            | 24/12/2021 | 9 000,00   |           | 9 000,00   |
| 262-41 | TERRASSEMENT VOIRIE - EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON      | 237 997,25 |            | 242 363,38 | 52 873,03 | 295 236,41 |
| 013124 | TERRASSEMENT VOIRIE                                     |            | 25/08/2021 | 14 553,78  |           | 14 553,78  |
| 013306 | TERRASSEMENT VOIRIE                                     |            | 27/09/2021 | 25 899,25  | 6 699,85  | 32 599,10  |
| 013527 | TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                         |            | 24/12/2021 | 91 692,88  | 20 138,58 | 111 831,46 |
| 014341 | TERRASSEMENT VOIRIE                                     |            | 25/02/2022 | 94 549,22  | 21 820,60 | 116 369,82 |
| 262-41 | TERRASSEMENT VOIRIE - OCCITANE BTP SARL                 | 5 001,75   |            | 15 668,25  | 4 214,00  | 19 882,25  |
| 014341 | TERRASSEMENT VOIRIE                                     |            | 24/03/2023 | 5 001,75   |           | 5 001,75   |
| 262-42 | TERRASSEMENT VOIRIE                                     | 127 319,90 |            | 127 319,90 | 25 463,98 | 152 783,88 |
| 262-42 | TERRASSEMENT VOIRIE                                     | 127 319,90 |            | 127 319,90 | 25 463,98 | 152 783,88 |
| 262-42 | TERRASSEMENT VOIRIE - GARDOISE TRAVAUX PUBLIC           | 127 319,90 |            | 127 319,90 | 25 463,98 | 152 783,88 |
| 262-42 | TERRASSEMENT VOIRIE                                     |            | 25/05/2023 | 6 366,00   | 1 273,20  | 7 639,20   |
| 013061 | TERRASSEMENT VOIRIE                                     |            | 23/07/2021 | 54 021,29  | 10 804,26 | 64 825,55  |
| 013094 | TERRASSEMENT VOIRIE                                     |            | 25/08/2021 | 46 943,38  | 9 388,67  | 56 332,05  |
| 013135 | TERRASSEMENT VOIRIE                                     |            | 27/09/2021 | 5 798,18   | 1 159,64  | 6 957,82   |
| 013232 | TERRASSEMENT VOIRIE                                     |            | 25/11/2021 | 12 944,89  | 2 588,98  | 15 533,87  |
| 013739 | TERRASSEMENT VOIRIE                                     |            | 25/05/2022 | 1 246,16   | 249,23    | 1 495,39   |
| 262-43 | TERRASSEMENT VOIRIE - RESEAUX SECS                      | 78 815,00  |            | 80 233,67  | 16 046,73 | 96 280,40  |
| 262-43 | TERRASSEMENT VOIRIE - RESEAUX SECS - DAUDET ELECTRICITE | 78 815,00  |            | 80 233,67  | 16 046,73 | 96 280,40  |
| 013222 | TERRASSEMENT VOIRIE - RESEAUX SECS                      |            | 25/11/2021 | 35 915,00  | 7 183,00  | 43 098,00  |
| 013305 | TERRASSEMENT VOIRIE - RESEAUX SECS                      |            | 24/12/2021 | 22 239,05  | 4 447,81  | 26 686,86  |
| 013449 | TERRASSEMENT VOIRIE - RESEAUX SECS                      |            | 25/02/2022 | 4 984,88   | 996,98    | 5 981,86   |
| 013529 | TERRASSEMENT VOIRIE - RESEAUX SECS                      |            | 25/02/2022 | 12 927,75  | 2 585,55  | 15 513,30  |
| 014430 | TERRASSEMENT VOIRIE - RESEAUX SECS                      |            | 23/06/2023 | 4 166,99   | 833,39    | 5 000,38   |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|   |           | Règlements |          |           |           |
|---|-----------|------------|----------|-----------|-----------|
| Intitulé  | Engagé HT | Date       | Réglé HT | Réglé TVA | Réglé TTC |
| 4 - PLANTATIONS ET ARROSEGE   | 10 680.25 |            | 7 638.24 | 1 527.65  | 9 165.89  |
| 4 - PLANTATIONS ET ARROSEGE - GRC PAYSAGE                                   | 10 680.25 |            | 7 638.24 | 1 527.65  | 9 165.89  |
| M262.44   |           | 25/02/2022 | 7 638.24 | 1 527.65  | 9 165.89  |
| CONVENTION BRL  | 9 121.09  |            | 9 121.09 |           | 9 121.09  |
| CONVENTION BRL - BRL EXPLOITATION   | 9 121.09  |            | 9 121.09 |           | 9 121.09  |
| BRL EXPLOITATION AC 0001 0913840  |           | 30/06/2009 | 9 121.09 | 297.17    | 9 121.09  |
| EP Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure                    | 4 901.07  |            | 1 711.92 | 297.17    | 2 009.09  |
| EDF CONSO EP Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure - EDF CT | 4 901.07  |            | 1 711.92 | 297.17    | 2 009.09  |
| 014899 EP Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure             |           | 02/11/2023 | 932.78   | 186.56    | 1 119.34  |
| 014991 EP Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure             |           | 04/12/2023 | 779.14   | 110.61    | 889.75    |
| LC 2015/1016 CONVENTION DE RACCORDEMENT BT                                  | 2 775.60  |            | 2 775.60 | 555.12    | 3 330.72  |
| LC 2015/1016 CONVENTION DE RACCORDEMENT BT - ENEDIS (EX ERDF                | 2 775.60  |            | 2 775.60 | 555.12    | 3 330.72  |
| 15-36137 CONVENTION DE RACCORDEMENT BT                                      |           | 23/10/2015 | 2 775.60 | 555.12    | 3 330.72  |
| LC 2015/1036 LC 2015-1036 PRISE DE PRESSIONS ET DEBITS DES POTEAUX          | 750.00    |            | 750.00   | 150.00    | 900.00    |
| LC 2015/1036 LC 2015-1036 PRISE DE PRESSIONS ET DEBITS DES POTEAUX          | 750.00    |            | 750.00   | 150.00    | 900.00    |
| 15-37995 LC 2015-1036 PRISE DE PRESSIONS ET DEBITS DES POTEAUX              |           | 22/12/2015 | 750.00   | 150.00    | 900.00    |
| LC 2017/1008 Remise en service réseau éclairage public                      | 1 116.00  |            | 1 116.00 | 223.20    | 1 339.20  |
| LC 2017/1008 Remise en service réseau éclairage public - ALLEZ ET CIE       | 1 116.00  |            | 1 116.00 | 223.20    | 1 339.20  |
| 17-44486 Remise en service réseau éclairage public                          |           | 24/03/2017 | 1 116.00 | 223.20    | 1 339.20  |
| LC 2018.1017 Réseaux fibre/cuivre   | 1 456.00  |            | 1 456.00 | 291.20    | 1 747.20  |
| LC 2018.1017 Réseaux fibre/cuivre - ORANGE                                  | 1 456.00  |            | 1 456.00 | 291.20    | 1 747.20  |
| 19-52719 Réseaux fibre/cuivre   |           | 24/05/2019 | 1 456.00 | 291.20    | 1 747.20  |
| LC 2018.1031 RACCORDEMENT PHASE 2   | 2 484.77  |            | 2 484.77 | 496.95    | 2 981.72  |
| LC 2018.1031 RACCORDEMENT PHASE 2 - ENEDIS (EX ERDF RESEAU)                 | 2 484.77  |            | 2 484.77 | 496.95    | 2 981.72  |
| 18-50653 RACCORDEMENT PHASE 2   |           | 31/07/2018 | 2 484.77 | 496.95    | 2 981.72  |
| LC 2018/1034 MISE EN EPREUVE RESEAU BRL                                     | 4 648.00  |            | 4 648.00 | 929.60    | 5 577.60  |
| LC 2018/1034 MISE EN EPREUVE RESEAU BRL - CISE TP SUD EST                   | 4 648.00  |            | 4 648.00 | 929.60    | 5 577.60  |
| 19-51878 MISE EN EPREUVE RESEAU BRL   |           | 25/01/2019 | 4 648.00 | 929.60    | 5 577.60  |
| LC 2019-1003 POSE DE COMPTEUR EAU POTABLE                                   | 448.53    |            | 448.53   | 89.71     | 538.24    |
| LC 2019-1003 POSE DE COMPTEUR EAU POTABLE - SAUR FRANCE                     | 448.53    |            | 448.53   | 89.71     | 538.24    |
| 19-52405 POSE DE COMPTEUR EAU POTABLE                                       |           | 01/04/2019 | 448.53   | 89.71     | 538.24    |
| LC 2019-1004 FAUCHAGE   | 1 800.00  |            | 1 800.00 | 360.00    | 2 160.00  |
| LC 2019-1004 FAUCHAGE - ESPACES VERTS DU MIDI SAS                           | 1 800.00  |            | 1 800.00 | 360.00    | 2 160.00  |
| 19-53116 FAUCHAGE   |           | 25/07/2019 | 900.00   | 180.00    | 1 080.00  |
| 20-55161 FAUCHAGE   |           | 24/07/2020 | 900.00   | 180.00    | 1 080.00  |
| LC 2019-1019 REALISATION RAMPES D'ACCES AUX BASSINS                         | 4 590.00  |            | 4 590.00 | 918.00    | 5 508.00  |
| LC 2019-1019 REALISATION RAMPES D'ACCES AUX BASSINS - EUROVIA               | 4 590.00  |            | 4 590.00 | 918.00    | 5 508.00  |
| 19-53817 REALISATION RAMPES D'ACCES AUX BASSINS                             |           | 25/11/2019 | 4 590.00 | 918.00    | 5 508.00  |





## 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

|            | Intitulé   | Engagé HT | Date       | Règlements |           |           |
|------------|--|-----------|------------|------------|-----------|-----------|
|            |  |           |            | Réglé HT   | Réglé TVA | Réglé TTC |
| 12030      | 104 SURVEILLANCE ET ENTRETIEN POSTE REFOULEMENT                | 6 369,55  |            | 1 200,00   | 240,00    | 1 440,00  |
| 12030      | 104 SURVEILLANCE ET ENTRETIEN POSTE REFOULEMENT - SAUR         | 6 369,55  |            | 1 200,00   | 240,00    | 1 440,00  |
| 22509      | SURVEILLANCE ET ENTRETIEN POSTE REFOULEMENT<br>s et imprimévus | 59 272,09 | 25/02/2021 | 1 200,00   | 240,00    | 1 440,00  |
| 12030      | 122.1018 DAUDET ELEC M1262                                     | 600,00    |            | 22 592,73  | 4 518,55  | 27 111,28 |
| 12030      | 122.1018 DAUDET ELEC M1262 - DAUDET ELECTRICITE                | 600,00    |            | 600,00     | 120,00    | 720,00    |
| 12030      | 2022.1018 DAUDET ELEC M1262                                    | 600,00    |            | 600,00     | 120,00    | 720,00    |
| 23-08671   | LC 2023.1002 CANDELABRES                                       | 6 273,00  | 26/12/2022 | 600,00     | 120,00    | 720,00    |
| 23-08671   | LC 2023.1002 CANDELABRES                                       | 6 273,00  |            | 6 273,00   | 1 254,60  | 7 527,60  |
| 23-08671   | LC 2023.1002 CANDELABRES - DAUDET ELECTRICITE                  | 6 273,00  |            | 6 273,00   | 1 254,60  | 7 527,60  |
| 014857     | LC 2023.1002 CANDELABRES                                       | 6 273,00  | 25/09/2023 | 6 273,00   | 1 254,60  | 7 527,60  |
| CONV BRL/0 | CONVENTION BRL   | 52 399,09 |            | 15 719,73  | 3 143,95  | 18 863,68 |
| CONV BRL/0 | CONVENTION BRL - BRL EXPLOITATION                              | 52 399,09 |            | 15 719,73  | 3 143,95  | 18 863,68 |
| 014350     | CONVENTION EXTENTION RESEAU BRL                                |           | 01/03/2023 | 15 719,73  | 3 143,95  | 18 863,68 |
| 1305       | actualisation révision   | 4 836,55  |            | 5 146,81   | 991,29    | 6 138,10  |
| 262-31     | LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                        | 2 406,49  |            | 2 596,85   | 481,30    | 3 078,15  |
| 262-31     | LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE - EUROVIA LANGUEDOC    | 2 406,49  |            | 2 596,85   | 481,30    | 3 078,15  |
| 262-31     | Avance   |           | 25/09/2018 | 190,36     |           | 190,36    |
| 011978     | LOT 1 - TERRASSEMENTS GENERAUX - VOIRIE                        |           | 25/11/2019 | 2 406,49   | 481,30    | 2 887,79  |
| 262-32     | LOT 2 - RESEAUX HUMIDES  | 2 430,06  |            | 2 549,96   | 509,99    | 3 059,95  |
| 262-32     | LOT 2 - RESEAUX HUMIDES - CISE TP SUD EST                      | 2 430,06  |            | 2 549,96   | 509,99    | 3 059,95  |
| 262-32     | Restitution RG   |           | 24/12/2020 | 119,90     | 23,98     | 143,88    |
| 012013     | LOT 2 - RESEAUX HUMIDES  |           | 24/12/2019 | 2 430,06   | 486,01    | 2 916,07  |
| 1306       | Entretien espaces publics                                      | 52 830,16 |            | 52 830,16  | 10 472,72 | 63 302,88 |
| 2012/1009  | Remise en état câblage éclairage                               | 19 319,50 |            | 19 319,50  | 3 786,62  | 23 106,12 |
| 2012/1009  | Remise en état câblage éclairage - SPIE SUD OUEST (EX AMEC)    | 19 319,50 |            | 19 319,50  | 3 786,62  | 23 106,12 |
| 12-19602   | Remise en état câblage éclairage                               |           | 24/05/2012 | 19 319,50  | 3 786,62  | 23 106,12 |
| 2013-1015  | DEBROUSSAILLAGE 60000 M² DE TERRAIN                            | 2 400,00  |            | 2 400,00   | 470,40    | 2 870,40  |
| 2013-1015  | DEBROUSSAILLAGE 60000 M² DE TERRAIN - C.M.E.V.E sas (EX        | 2 400,00  |            | 2 400,00   | 470,40    | 2 870,40  |
| 13-26367   | DEBROUSSAILLAGE 60000 M² DE TERRAIN                            |           | 25/09/2013 | 2 400,00   | 470,40    | 2 870,40  |
| 2013-1016  | REMISE EN ETAT SYSTEME D'ARROSAGE                              | 1 600,00  |            | 1 600,00   | 313,60    | 1 913,60  |
| 2013-1016  | REMISE EN ETAT SYSTEME D'ARROSAGE - C.M.E.V.E sas (EX          | 1 600,00  |            | 1 600,00   | 313,60    | 1 913,60  |
| 13-27737   | REMISE EN ETAT SYSTEME D'ARROSAGE                              |           | 24/12/2013 | 1 600,00   | 313,60    | 1 913,60  |
| 2014-1022  | REMISE EN ETAT ECLAIRAGE PUBLIC ZAC COTE SOLEIL                | 3 144,00  |            | 3 144,00   | 628,80    | 3 772,80  |
| 2014-1022  | REMISE EN ETAT ECLAIRAGE PUBLIC ZAC COTE SOLEIL - SPTE SUD     | 3 144,00  |            | 3 144,00   | 628,80    | 3 772,80  |
| 15-33876   | REMISE EN ETAT ECLAIRAGE PUBLIC ZAC COTE SOLEIL                |           | 03/03/2015 | 3 144,00   | 628,80    | 3 772,80  |
| 2014/1012  | DEBROUSSAILLAGE PARTIE ZAC + NETTOYAGE ALLEE CENTRALE          | 2 083,33  |            | 2 083,33   | 416,67    | 2 500,00  |
| 2014/1012  | DEBROUSSAILLAGE PARTIE ZAC + NETTOYAGE ALLEE CENTRALE -        | 2 083,33  |            | 2 083,33   | 416,67    | 2 500,00  |
| 14-32816   | DEBROUSSAILLAGE PARTIE ZAC + NETTOYAGE ALLEE CENTRALE          |           | 24/12/2014 | 2 083,33   | 416,67    | 2 500,00  |



## 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

| Intitulé     |  | Engagé HT | Date       | Réglé HT | Règlements |           |  |
|--------------|--|-----------|------------|----------|------------|-----------|--|
|              |  |           |            |          | Réglé TVA  | Réglé TTC |  |
| 10-1/102     | mission supplémentaire à la LC 2014/1012 débroussaillage bassins   | 833.33    |            | 833.33   | 166.67     | 1 000.00  |  |
| 10-2/102     | mission supplémentaire à la LC 2014/1012 débroussaillage bassins - | 833.33    |            | 833.33   | 166.67     | 1 000.00  |  |
| 4-2/105      | mission supplémentaire à la LC 2014/1012 débroussaillage bassins   |           | 24/12/2014 | 833.33   | 166.67     | 1 000.00  |  |
| 10-5/100     | DEBROUSSAILLAGE DESHERBAGE NETTOYAGE ZAC COTE SOLEIL               | 1 300.00  |            | 1 300.00 | 260.00     | 1 560.00  |  |
| 10-6/100     | DEBROUSSAILLAGE DESHERBAGE NETTOYAGE ZAC COTE SOLEIL -             | 1 300.00  |            | 1 300.00 | 260.00     | 1 560.00  |  |
| 5-4/103      | DEBROUSSAILLAGE DESHERBAGE NETTOYAGE ZAC COTE SOLEIL               | 1 300.00  | 21/05/2015 | 1 300.00 | 260.00     | 1 560.00  |  |
| 10-6/100     | débroussaillage et désherbage allées et bassins de rétention EU    | 1 300.00  |            | 1 300.00 | 260.00     | 1 560.00  |  |
| 2016/1006    | Débroussaillage et désherbage allées et bassins de rétention EU -  | 1 300.00  |            | 1 300.00 | 260.00     | 1 560.00  |  |
| 16-4/203     | Débroussaillage et désherbage allées et bassins de rétention EU    |           | 25/08/2016 | 1 300.00 | 260.00     | 1 560.00  |  |
| 262-19       | 262-19 MAINTENANCE SURVEILLANCE POMPE RELEVAGE - ZAC VAUVERT       | 1 200.00  |            | 1 200.00 | 240.00     | 1 440.00  |  |
| 262-19       | 262-19 MAINTENANCE SURVEILLANCE POMPE RELEVAGE - ZAC VAUVERT       | 1 200.00  |            | 1 200.00 | 240.00     | 1 440.00  |  |
| 008606       | 262-19 MAINTENANCE SURVEILLANCE POMPE RELEVAGE - ZAC VAUVERT       |           | 25/11/2016 | 1 200.00 | 240.00     | 1 440.00  |  |
| LC 2015/1019 | TRAVAUX REMISE ETAT ESPACES VERTS SYSTEME D'ARROSAGE               | 850.00    |            | 850.00   | 170.00     | 1 020.00  |  |
| LC 2015/1019 | TRAVAUX REMISE ETAT ESPACES VERTS SYSTEME D'ARROSAGE -             | 850.00    |            | 850.00   | 170.00     | 1 020.00  |  |
| 15-36878     | TRAVAUX REMISE ETAT ESPACES VERTS SYSTEME D'ARROSAGE               |           | 25/09/2015 | 850.00   | 170.00     | 1 020.00  |  |
| LC 2017/1001 | DEPLACEMENT TERRE ET REBOUCHAGE TRANCHEE                           | 1 500.00  |            | 1 500.00 | 300.00     | 1 800.00  |  |
| LC 2017/1001 | DEPLACEMENT TERRE ET REBOUCHAGE TRANCHEE - SEE MICHEL              | 1 500.00  |            | 1 500.00 | 300.00     | 1 800.00  |  |
| 17-44230     | DEPLACEMENT TERRE ET REBOUCHAGE TRANCHEE                           |           | 24/03/2017 | 1 500.00 | 300.00     | 1 800.00  |  |
| LC 2017/1016 | ENTRETIEN ANNUEL ESPACES VERTS ZAC COTE SOLEIL                     | 6 500.00  |            | 6 500.00 | 1 299.96   | 7 799.96  |  |
| LC 2017/1016 | ENTRETIEN ANNUEL ESPACES VERTS ZAC COTE SOLEIL -                   | 6 500.00  |            | 6 500.00 | 1 299.96   | 7 799.96  |  |
| 17-46003     | ENTRETIEN ANNUEL ESPACES VERTS ZAC COTE SOLEIL                     |           | 25/07/2017 | 541.67   | 108.33     | 650.00    |  |
| 17-46456     | ENTRETIEN ANNUEL ESPACES VERTS ZAC COTE SOLEIL                     |           | 25/08/2017 | 541.67   | 108.33     | 650.00    |  |
| 17-46688     | ENTRETIEN ANNUEL ESPACES VERTS ZAC COTE SOLEIL                     |           | 25/09/2017 | 541.67   | 108.33     | 650.00    |  |
| 17-47070     | ENTRETIEN ANNUEL ESPACES VERTS ZAC COTE SOLEIL                     |           | 25/10/2017 | 541.67   | 108.33     | 650.00    |  |
| 17-47281     | ENTRETIEN ANNUEL ESPACES VERTS ZAC COTE SOLEIL                     |           | 24/11/2017 | 541.67   | 108.33     | 650.00    |  |
| 17-47854     | ENTRETIEN ANNUEL ESPACES VERTS ZAC COTE SOLEIL                     |           | 22/12/2017 | 541.67   | 108.33     | 650.00    |  |
| 18-48291     | ENTRETIEN ANNUEL ESPACES VERTS ZAC COTE SOLEIL                     |           | 25/01/2018 | 541.67   | 108.33     | 650.00    |  |
| 18-48717     | ENTRETIEN ANNUEL ESPACES VERTS ZAC COTE SOLEIL                     |           | 23/02/2018 | 541.63   | 108.33     | 649.96    |  |
| 18-48923     | ENTRETIEN ANNUEL ESPACES VERTS ZAC COTE SOLEIL                     |           | 23/03/2018 | 541.67   | 108.33     | 650.00    |  |
| 18-49550     | ENTRETIEN ANNUEL ESPACES VERTS ZAC COTE SOLEIL                     |           | 25/04/2018 | 541.67   | 108.33     | 650.00    |  |
| 18-49750     | ENTRETIEN ANNUEL ESPACES VERTS ZAC COTE SOLEIL                     |           | 25/05/2018 | 541.67   | 108.33     | 650.00    |  |
| 18-50018     | ENTRETIEN ANNUEL ESPACES VERTS ZAC COTE SOLEIL                     |           | 25/06/2018 | 541.67   | 108.33     | 650.00    |  |
| LC 2017/1019 | DEBROUSSAILLAGE ZONES INOCCUPEES SUR 6 HA                          | 4 200.00  |            | 4 200.00 | 840.00     | 5 040.00  |  |
| LC 2017/1019 | DEBROUSSAILLAGE ZONES INOCCUPEES SUR 6 HA - C.M.E.V.E              | 4 200.00  |            | 4 200.00 | 840.00     | 5 040.00  |  |
| 17-45996     | DEBROUSSAILLAGE ZONES INOCCUPEES SUR 6 HA                          |           | 25/07/2017 | 4 200.00 | 840.00     | 5 040.00  |  |
| LC 2018/1028 | ENTRETIEN ESPACES VERTS 2018-2019                                  | 6 600.00  |            | 6 600.00 | 1 320.00   | 7 920.00  |  |
| LC 2018/1028 | ENTRETIEN ESPACES VERTS 2018-2019 - ESPACES VERTS DU               | 6 600.00  |            | 6 600.00 | 1 320.00   | 7 920.00  |  |
| 18-51117     | ENTRETIEN ESPACES VERTS 2018-2019                                  |           | 25/10/2018 | 1 650.00 | 330.00     | 1 980.00  |  |



## 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

|   |   | Engagé HT         | Date       | Régie HT          | Règlements       |                   |
|---|---|-------------------|------------|-------------------|------------------|-------------------|
|   |   |                   |            |                   | Régie TVA        | Régie TTC         |
| 15-5388   | ENTRETIEN ESPACES VERTS 2018-2019                     |                   | 23/11/2018 | 550.00            | 110.00           | 660.00            |
| 15-5666   | ENTRETIEN ESPACES VERTS 2018-2019                     |                   | 24/12/2018 | 550.00            | 110.00           | 660.00            |
| 15-5888   | ENTRETIEN ESPACES VERTS 2018-2019                     |                   | 25/01/2019 | 550.00            | 110.00           | 660.00            |
| 15-5121   | ENTRETIEN ESPACES VERTS 2018-2019                     |                   | 25/02/2019 | 550.00            | 110.00           | 660.00            |
| 15-5249   | ENTRETIEN ESPACES VERTS 2018-2019                     |                   | 25/03/2019 | 550.00            | 110.00           | 660.00            |
| 15-5482   | ENTRETIEN ESPACES VERTS 2018-2019                     |                   | 25/04/2019 | 550.00            | 110.00           | 660.00            |
| 15-5721   | ENTRETIEN ESPACES VERTS 2018-2019                     |                   | 24/05/2019 | 550.00            | 110.00           | 660.00            |
| 19-52893  | ENTRETIEN ESPACES VERTS 2018-2019                     |                   | 25/06/2019 | 550.00            | 110.00           | 660.00            |
| 19-53028  | ENTRETIEN ESPACES VERTS 2018-2019                     |                   | 25/07/2019 | 550.00            | 110.00           | 660.00            |
| 1401  |   |                   |            | 2 170.00          | 425.32           | 2 595.32          |
| 2011/1016   | Prestations complémentaires au marché                 |                   |            | 2 170.00          | 425.32           | 2 595.32          |
| 2011/1016   | Prestations complémentaires au marché - ACCABAT LOPEZ |                   |            | 2 170.00          | 425.32           | 2 595.32          |
| 11-14397  | Prestations complémentaires au marché                 | <b>338 844.29</b> | 25/05/2011 | 2 170.00          | 425.32           | 2 595.32          |
| 15 00   |   | <b>182 093.39</b> |            | <b>439 292.49</b> | <b>86 570.16</b> | <b>525 862.65</b> |
| 1501  | Maitrise d'oeuvre                                     | 178 193.39        |            | 284 692.52        | 56 854.12        | 340 766.64        |
| 262-01  | Maitrise d'oeuvre - B3R                               | 116 530.74        |            | 211 876.00        | 41 527.68        | 253 403.68        |
| 0001 1262 B3 R AC 0001 26201                                |   |                   | 29/12/2006 | 22 120.00         | 4 335.52         | 26 455.52         |
| 0002 1262 B3 R AC 0002 26201                                |   |                   | 31/08/2007 | 22 683.00         | 4 445.87         | 27 128.87         |
| 0003 1262 B3 R AC 0003 26201                                |   |                   | 30/11/2007 | 33 600.94         | 6 585.78         | 40 186.72         |
| 0004 1262 B3 R AC 0004 26201                                |   |                   | 31/12/2007 | 6 600.40          | 1 293.68         | 7 894.08          |
| 0005 1262 B3 R AC 0005 26201                                |   |                   | 31/10/2008 | 22 109.79         | 4 333.52         | 26 443.31         |
| 0006 1262 B3 R AC 0006 26201                                |   |                   | 30/06/2009 | 4 925.36          | 965.37           | 5 890.73          |
| 09-01802 1262 NH7 VAUVERT ZAC COTE SOLEIL                   |   |                   | 29/09/2009 | 21 848.80         | 4 282.36         | 26 131.16         |
| 09-03462 Maitrise d'oeuvre                                  |   |                   | 28/12/2009 | 7 576.00          | 1 484.90         | 9 060.90          |
| 09-03848 26201 NH9 ZAC COTE SOLEIL VAUVERT                  |   |                   | 28/12/2009 | 6 345.00          | 1 243.62         | 7 588.62          |
| 10-05979 262-01 Maitrise d'oeuvre                           |   |                   | 25/03/2010 | 7 023.74          | 1 376.65         | 8 400.39          |
| 10-08465 262-01 - B3R Maitrise d'oeuvre / N Homos 11        |   |                   | 28/07/2010 | 16 104.82         | 3 156.54         | 19 261.36         |
| 000649 262-01 MOE ZAC Côte Soleil Vauvert Note Honoraire 12 |   |                   | 25/11/2010 | 20 058.13         | 3 931.39         | 23 989.52         |
| 000843 Maitrise d'oeuvre                                    |   |                   | 24/12/2010 | 9 593.84          | 1 880.39         | 11 474.23         |
| 001138 Maitrise d'oeuvre                                    |   |                   | 25/02/2011 | 11 286.18         | 2 212.09         | 13 498.27         |
| 262-01 Maitrise d'oeuvre - RELIEF GE SARL (PEROLS)          |   | 61 662.65         |            | 72 816.52         | 14 546.44        | 87 362.96         |
| 004765 Maitrise d'oeuvre                                    |   |                   | 24/12/2013 | 4 226.18          | 828.33           | 5 054.51          |
| 005566 Maitrise d'oeuvre                                    |   |                   | 25/07/2014 | 89.27             | 17.87            | 107.14            |
| 005831 Maitrise d'oeuvre                                    |   |                   | 24/10/2014 | 5 244.23          | 1 048.84         | 6 293.07          |
| 006122 Maitrise d'oeuvre                                    |   |                   | 23/01/2015 | 3 967.29          | 793.46           | 4 760.75          |
| 006306 Maitrise d'oeuvre                                    |   |                   | 03/03/2015 | 1 310.40          | 262.08           | 1 572.48          |
| 006591 Maitrise d'oeuvre                                    |   |                   | 21/05/2015 | 1 607.76          | 321.55           | 1 929.31          |

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE







# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
Reçu en préfecture le 25/06/2024  
Publié le 25/06/2024  
ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

| Intitulé   | Engagé HT | Date       | Réglé HT | Réglé TVA | Réglé TTC |
|--|-----------|------------|----------|-----------|-----------|
| 00690 Maitrise d'oeuvre  |           | 25/06/2015 | 1 415,18 | 283,04    | 1 698,22  |
| 00699 Maitrise d'oeuvre  |           | 22/07/2015 | 2 532,43 | 506,49    | 3 038,92  |
| 00700 Maitrise d'oeuvre  |           | 25/09/2015 | 1 727,30 | 345,46    | 2 072,76  |
| 00700 Maitrise d'oeuvre  |           | 25/09/2015 | 1 800,00 | 360,00    | 2 160,00  |
| 00700 Maitrise d'oeuvre  |           | 23/10/2015 | 2 858,11 | 571,62    | 3 429,73  |
| 00711 Maitrise d'oeuvre  |           | 25/11/2015 | 1 762,43 | 352,49    | 2 114,92  |
| 00710 Maitrise d'oeuvre  |           | 24/02/2017 | 2 680,20 | 536,04    | 3 216,24  |
| 010350 Maitrise d'oeuvre   |           | 25/01/2018 | 637,38   | 127,48    | 764,86    |
| 011088 Maitrise d'oeuvre   |           | 24/08/2018 | 1 424,55 | 284,91    | 1 709,46  |
| 011205 Maitrise d'oeuvre   |           | 25/10/2018 | 1 552,88 | 310,58    | 1 863,46  |
| 011280 Maitrise d'oeuvre   |           | 23/11/2018 | 1 561,31 | 312,26    | 1 873,57  |
| 011343 Maitrise d'oeuvre   |           | 24/12/2018 | 1 556,66 | 311,33    | 1 867,99  |
| 011431 Maitrise d'oeuvre   |           | 25/01/2019 | 1 561,78 | 312,36    | 1 874,14  |
| 011487 Maitrise d'oeuvre   |           | 25/02/2019 | 2 354,09 | 470,82    | 2 824,91  |
| 011585 Maitrise d'oeuvre   |           | 25/04/2019 | 3 898,04 | 779,61    | 4 677,65  |
| 011712 Maitrise d'oeuvre   |           | 25/06/2019 | 919,11   | 183,82    | 1 102,93  |
| 011973 Maitrise d'oeuvre   |           | 25/11/2019 | 759,70   | 151,94    | 911,64    |
| 012531 Maitrise d'oeuvre   |           | 25/11/2020 | 1 745,61 | 349,12    | 2 094,73  |
| 012570 Maitrise d'oeuvre   |           | 25/11/2020 | 1 223,04 | 244,61    | 1 467,65  |
| 012928 Maitrise d'oeuvre   |           | 25/05/2021 | 524,16   | 104,83    | 628,99    |
| 013025 Maitrise d'oeuvre   |           | 23/07/2021 | 1 887,69 | 377,54    | 2 265,23  |
| 013125 Maitrise d'oeuvre   |           | 27/09/2021 | 1 717,15 | 343,43    | 2 060,58  |
| 013148 Maitrise d'oeuvre   |           | 27/09/2021 | 1 572,48 | 314,50    | 1 886,98  |
| 013149 Maitrise d'oeuvre   |           | 27/09/2021 | 701,67   | 140,33    | 842,00    |
| 013220 Maitrise d'oeuvre   |           | 25/11/2021 | 2 464,08 | 492,82    | 2 956,90  |
| 013231 Maitrise d'oeuvre   |           | 25/11/2021 | 4 499,04 | 899,81    | 5 398,85  |
| 013321 Maitrise d'oeuvre   |           | 24/12/2021 | 2 109,76 | 421,95    | 2 531,71  |
| 013375 NH10 M1262.01   |           | 25/01/2022 | 2 307,97 | 461,60    | 2 769,57  |
| 013741 11  |           | 25/05/2022 | 4 617,59 | 923,52    | 5 541,11  |
| LC 2018-1004 LC MATRISE D'OEUVRE                                     | 3 900,00  |            | 3 900,00 | 780,00    | 4 680,00  |
| LC 2018-1004 LC MATRISE D'OEUVRE - RELIEF GE SARL (PEROLS)           | 3 900,00  |            | 3 900,00 | 780,00    | 4 680,00  |
| 18-48936 LC MATRISE D'OEUVRE   |           | 23/03/2018 | 2 730,00 | 546,00    | 3 276,00  |
| 18-50480 LC MATRISE D'OEUVRE   |           | 25/07/2018 | 1 170,00 | 234,00    | 1 404,00  |
| 1504 C.S.P.S.  | 9 490,00  |            | 8 755,00 | 1 742,69  | 10 497,69 |
| 21-08007 Mission CSPPS 4eme Tranche                                  | 2 760,00  |            | 2 760,00 | 552,00    | 3 312,00  |
| 21-08007 Mission CSPPS 4eme Tranche - PRECO - FAURE OLIVIER C.S.P.S. | 2 760,00  |            | 2 760,00 | 552,00    | 3 312,00  |
| 012919 Mission CSPPS 4eme Tranche                                    |           | 25/05/2021 | 480,00   | 96,00     | 576,00    |
| 013062 Mission CSPPS 4eme Tranche                                    |           | 23/07/2021 | 420,00   | 84,00     | 504,00    |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

| Intitulé   | Engagé HT        | Date       | Réglé HT         | Règlements       | Réglé TVA         | Réglé TTC |
|--|------------------|------------|------------------|------------------|-------------------|-----------|
| 003123 Mission CSPs 4eme Tranche   |                  | 27/09/2021 | 588.00           | 117.60           | 705.60            |           |
| 00321 Mission CSPs 4eme Tranche  |                  | 25/11/2021 | 672.00           | 134.40           | 806.40            |           |
| 00348 Mission CSPs 4eme Tranche  |                  | 25/01/2022 | 354.00           | 70.80            | 424.80            |           |
| 00366 Mission CSPs 4eme Tranche  |                  | 25/05/2022 | 246.00           | 49.20            | 295.20            |           |
| 2220 SPS - ZAC COTE SOLEIL- 2EME TRANCHE                                 | 1 890.00         |            | 1 155.00         | 231.00           | 1 386.00          |           |
| 2220 SPS - ZAC COTE SOLEIL- 2EME TRANCHE - PRECO - FAURE                 | 1 890.00         |            | 1 155.00         | 231.00           | 1 386.00          |           |
| 007008 MISSION SPS - ZAC COTE SOLEIL- 2EME TRANCHE                       |                  | 21/05/2015 | 240.00           | 48.00            | 288.00            |           |
| 007210 262-20 SPS - ZAC COTE SOLEIL- 2EME TRANCHE                        |                  | 25/09/2015 | 294.00           | 58.80            | 352.80            |           |
| 007431 262-20 SPS - ZAC COTE SOLEIL- 2EME TRANCHE                        |                  | 25/11/2015 | 294.00           | 58.80            | 352.80            |           |
| 262-20bis ZAC COTE SOLEIL - 3EME TRANCHE                                 | 2 760.00         | 25/01/2016 | 327.00           | 65.40            | 392.40            |           |
| 262-20bis ZAC COTE SOLEIL - 3EME TRANCHE                                 | 2 760.00         |            | 2 760.00         | 552.00           | 3 312.00          |           |
| 011174 ZAC COTE SOLEIL - 3EME TRANCHE                                    |                  | 25/09/2018 | 540.00           | 108.00           | 648.00            |           |
| 011327 ZAC COTE SOLEIL - 3EME TRANCHE                                    |                  | 24/12/2018 | 960.00           | 192.00           | 1 152.00          |           |
| 011481 ZAC COTE SOLEIL - 3EME TRANCHE                                    |                  | 25/02/2019 | 672.00           | 134.40           | 806.40            |           |
| 011667 ZAC COTE SOLEIL - 3EME TRANCHE                                    |                  | 24/05/2019 | 588.00           | 117.60           | 705.60            |           |
| 26205 SPS  | 2 080.00         |            | 2 080.00         | 407.69           | 2 487.69          |           |
| 26205 SPS - BUREAU VERITAS   | 2 080.00         |            | 2 080.00         | 407.69           | 2 487.69          |           |
| 09-01062 SPS   |                  | 31/08/2009 | 300.00           | 58.80            | 358.80            |           |
| 10-04428 26205 SPS ZAC COTE SOLEIL VAUVERT                               |                  | 26/01/2010 | 308.00           | 60.37            | 368.37            |           |
| 10-04971 262-05 VAUVERT - SPS (2ème éch Txv)                             |                  | 25/02/2010 | 308.00           | 60.37            | 368.37            |           |
| 10-06354 262-05 VAUVERT - SPS (3ème éch Txv)                             |                  | 23/04/2010 | 308.00           | 60.37            | 368.37            |           |
| 000271 262-05 SPS - Honoraires N° 5                                      |                  | 25/06/2010 | 308.00           | 60.37            | 368.37            |           |
| 000581 26205 SPS NH6 VAUVERT ZAC COTE SOLEIL                             |                  | 25/11/2010 | 308.00           | 60.37            | 368.37            |           |
| 000855 262-05 SPS NH7 Assistance établissement DIUO                      |                  | 24/12/2010 | 240.00           | 47.04            | 287.04            |           |
| <b>1505 ARCHITECTE OPERATION</b>   | <b>87 650.00</b> |            | <b>85 242.00</b> | <b>16 742.64</b> | <b>101 984.64</b> |           |
| 2010-1033 LC 2010-1033 Etude programme implantation 3 bâtiments recevant | 8 400.00         |            | 8 400.00         | 1 646.40         | 10 046.40         |           |
| 2010-1033 LC 2010-1033 Etude programme implantation 3 bâtiments recevant | 8 400.00         |            | 8 400.00         | 1 646.40         | 10 046.40         |           |
| 11-13288 LC 2010-1033 Etude programme implantation 3 bâtiments recevant  |                  | 25/03/2011 | 8 400.00         | 1 646.40         | 10 046.40         |           |
| 26202/0 Urbaniste  | 79 250.00        |            | 76 842.00        | 15 096.24        | 91 938.24         |           |
| 26202/0 Urbaniste - COSTE ARCHITECTURE (ancien)                          | 72 250.00        |            | 69 735.00        | 13 703.27        | 83 438.27         |           |
| 0001 1262 COSTE ARCHITECTURE AC 0001 26202                               |                  | 30/06/2006 | 12 000.00        | 2 352.00         | 14 352.00         |           |
| 0002 1262 COSTE ARCHITECTURE AC 0002 26202                               |                  | 31/08/2006 | 3 090.00         | 605.64           | 3 695.64          |           |
| 0003 1262 COSTE ARCHITECTURE AC 0003 26202                               |                  | 30/11/2006 | 11 266.00        | 2 208.14         | 13 474.14         |           |
| 0004 1262 COSTE ARCHITECTURE AC 0004 26202                               |                  | 29/06/2007 | 7 796.00         | 1 528.02         | 9 324.02          |           |
| 0005 1262 COSTE ARCHITECTURE AC 0005 26202                               |                  | 31/12/2007 | 7 340.00         | 1 438.64         | 8 778.64          |           |
| 0006 1262 COSTE ARCHITECTURE AC 0006 26202                               |                  | 30/06/2009 | 6 493.00         | 1 272.63         | 7 765.63          |           |
| 000760 262-02 ZAC VAUVERT - ARCHIT URBANISTE                             |                  | 25/02/2010 | 11 000.00        | 2 156.00         | 13 156.00         |           |



## 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

| Intitulé   | Engagé HT | Date       | Règlements |           |           |
|--|-----------|------------|------------|-----------|-----------|
|  |           |            | Réglé HT   | Réglé TVA | Réglé TTC |
| 1506 GEOMETRIE   | 59 610,90 |            | 56 702,97  | 11 230,71 | 67 933,68 |
| 2010-1034 Etudes plateformes bâtiments et parc stationnements masses 1 - 4 - | 5 000,00  |            | 5 000,00   | 980,00    | 5 980,00  |
| 2010-1034 Etudes plateformes bâtiments et parc stationnements masses 1 - 4 - | 5 000,00  |            | 5 000,00   | 980,00    | 5 980,00  |
| 11-15972 Etudes plateformes bâtiments et parc stationnements masses 1 - 4 -  | 1 250,00  | 25/08/2011 | 1 250,00   | 245,00    | 1 495,00  |
| 2013/1007 MORCELLEMENT PARCELLES AB210 AB298 AB299 RIOS                      | 1 250,00  |            | 1 250,00   | 245,00    | 1 495,00  |
| 2013/1007 MORCELLEMENT PARCELLES AB210 AB298 AB299 RIOS - B3R                | 1 250,00  | 26/08/2013 | 1 250,00   | 245,00    | 1 495,00  |
| 13-25986 MORCELLEMENT PARCELLES AB210 AB298 AB299 RIOS                       | 2 621,40  |            | 2 621,40   | 524,28    | 3 145,68  |
| 21-08146 LC 2021.014 piquetage limite des lots                               | 2 621,40  |            | 2 621,40   | 524,28    | 3 145,68  |
| 21-08146 LC 2021.014 piquetage limite des lots - RELIEF GE SARL (NIMES)      | 2 621,40  | 25/10/2021 | 2 621,40   | 524,28    | 3 145,68  |
| 21-57786 LC 2021.014 piquetage limite des lots                               | 990,00    |            | 990,00     | 198,00    | 1 188,00  |
| 21-08213 LC 2021.017 REALISATION PLANS DE VENTE                              | 990,00    |            | 990,00     | 198,00    | 1 188,00  |
| 21-08213 LC 2021.017 REALISATION PLANS DE VENTE - RELIEF GE SARL             | 990,00    | 25/11/2021 | 990,00     | 198,00    | 1 188,00  |
| 21-57895 LC 2021.017 REALISATION PLANS DE VENTE                              | 5 830,00  |            | 5 830,00   | 1 166,00  | 6 996,00  |
| 22-08316 LC 2022.1001 BORNAGE LOTS   | 5 830,00  |            | 5 830,00   | 1 166,00  | 6 996,00  |
| 22-08316 LC 2022.1001 BORNAGE LOTS - RELIEF GE SARL (NIMES)                  | 5 830,00  | 25/10/2022 | 5 830,00   | 1 166,00  | 6 996,00  |
| 22-60047 LC 2022.1001 BORNAGE LOTS   | 5 247,00  |            | 5 247,00   | 1 049,40  | 6 296,40  |
| 014132 LC 2022.1001 BORNAGE LOTS   | 423,00    | 25/11/2022 | 423,00     | 84,60     | 507,60    |
| 014584 LC 2022.1001 BORNAGE LOTS   | 32,00     | 25/05/2023 | 160,00     | 32,00     | 192,00    |
| 23-08778 LC2023/1009 REPERAGE RESEAU BRL                                     | 465,50    |            | 465,50     | 93,10     | 558,60    |
| 23-08778 LC2023/1009 REPERAGE RESEAU BRL - RELIEF GE SARL (NIMES)            | 465,50    | 27/11/2023 | 465,50     | 93,10     | 558,60    |
| 014932 REPERAGE RESEAU BRL   | 22 996,00 |            | 19 322,44  | 3 864,49  | 23 186,93 |
| 262-03 MARCHE DE GEOMETRIE   | 22 996,00 |            | 19 322,44  | 3 864,49  | 23 186,93 |
| 262-03 MARCHE DE GEOMETRIE - RELIEF GE SARL (PEROLS)                         | 22 996,00 | 25/04/2014 | 2 332,44   | 466,49    | 2 798,93  |
| 005241 MARCHE DE GEOMETRIE   |           | 25/07/2014 | 940,42     | 188,08    | 1 128,50  |
| 005576 MARCHE DE GEOMETRIE   |           | 26/08/2014 | 471,60     | 94,32     | 565,92    |
| 005585 MARCHE DE GEOMETRIE   |           | 23/01/2015 | 1 489,26   | 297,85    | 1 787,11  |
| 006123 MARCHE DE GEOMETRIE   |           | 25/06/2015 | 1 230,44   | 246,09    | 1 476,53  |



Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

## 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

| Intitulé                           | Engagé HT | Date       | Règlements |           |
|------------------------------------|-----------|------------|------------|-----------|
|                                    |           |            | Réglé HT   | Réglé TTC |
| 002797 X/1000 31/03/2012           | 2 334.40  | 25/04/2012 | 2 334.40   | 2 334.40  |
| 003333 X/1000 30/06/2012           | 179.75    | 25/07/2012 | 179.75     | 179.75    |
| 003334 X/1000 30/09/2012           | 31.80     | 24/10/2012 | 31.80      | 31.80     |
| 003877 X/1000 31/12/2012           | 758.45    | 25/01/2013 | 758.45     | 758.45    |
| 004144 X/1000 31/03/2013           | 10 661.90 | 25/04/2013 | 10 661.90  | 10 661.90 |
| 004149 X/1000 30/06/2013           | 68.01     | 25/07/2013 | 68.01      | 68.01     |
| 004450 X/1000 30/09/2013           | 97.40     | 25/10/2013 | 97.40      | 97.40     |
| 004845 X/1000 31/12/2013           | 35 751.39 | 24/01/2014 | 35 751.39  | 35 751.39 |
| 14-28335 REM. FINANCIERES OPE 1262 | 4 746.45  | 25/02/2014 | 4 746.45   | 4 746.45  |
| 005276 X/1000 31/03/2014           | 2 522.30  | 25/04/2014 | 2 522.30   | 2 522.30  |
| 005505 X/1000 30/06/2014           | 95.29     | 25/07/2014 | 95.29      | 95.29     |
| 005806 X/1000 30/09/2014           | 550.75    | 24/10/2014 | 550.75     | 550.75    |
| 006154 X/1000 31/12/2014           | 682.56    | 23/01/2015 | 682.56     | 682.56    |
| 006539 X/1000 31/03/2015           | 340.85    | 24/04/2015 | 340.85     | 340.85    |
| 006857 X/1000 30/06/2015           | 230.60    | 24/07/2015 | 230.60     | 230.60    |
| 007136 X/1000 30/09/2015           | 1 359.29  | 23/10/2015 | 1 359.29   | 1 359.29  |
| 007364 X/1000 31/12/2015           | 6 391.98  | 25/01/2016 | 6 391.98   | 6 391.98  |
| 007796 X/1000 31/03/2016           | 311.98    | 25/04/2016 | 311.98     | 311.98    |
| 008141 X/1000 30/06/2016           | 323.29    | 25/07/2016 | 323.29     | 323.29    |
| 008475 X/1000 30/09/2016           | 34.69     | 25/10/2016 | 34.69      | 34.69     |
| 008898 X/1000 31/12/2016           | 5 821.52  | 25/01/2017 | 5 821.52   | 5 821.52  |
| 009379 X/1000 31/03/2017           | 3 025.92  | 25/04/2017 | 3 025.92   | 3 025.92  |
| 009650 X/1000 30/06/2017           | 171.31    | 25/07/2017 | 171.31     | 171.31    |
| 010019 X/1000 30/09/2017           | 174.53    | 25/10/2017 | 174.53     | 174.53    |
| 010275 X/1000 31/12/2017           | 5 904.68  | 25/01/2018 | 5 904.68   | 5 904.68  |
| 010744 X/1000 31/03/2018           | 514.99    | 25/04/2018 | 514.99     | 514.99    |
| 011033 X/1000 30/06/2018           | 44.12     | 25/07/2018 | 44.12      | 44.12     |
| 011213 X/1000 30/09/2018           | 179.47    | 25/10/2018 | 179.47     | 179.47    |
| 011450 X/1000 31/12/2018           | 13 043.55 | 25/01/2019 | 13 043.55  | 13 043.55 |
| 011640 X/1000 31/03/2019           | 3 117.81  | 25/04/2019 | 3 117.81   | 3 117.81  |
| 011772 X/1000 30/06/2019           | 913.15    | 25/07/2019 | 913.15     | 913.15    |
| 011964 X/1000 30/09/2019           | 1 197.06  | 25/10/2019 | 1 197.06   | 1 197.06  |
| 012127 X/1000 31/12/2019           | 1 415.49  | 24/01/2020 | 1 415.49   | 1 415.49  |
| 012374 X/1000 31/03/2020           | 189.79    | 25/06/2020 | 189.79     | 189.79    |
| 012418 X/1000 30/06/2020           | 947.69    | 24/07/2020 | 947.69     | 947.69    |
| 012525 X/1000 30/09/2020           | 1 331.17  | 23/10/2020 | 1 331.17   | 1 331.17  |
| 012704 X/1000 31/12/2020           | 1 330.04  | 25/01/2021 | 1 330.04   | 1 330.04  |
| 012886 X/1000 31/03/2021           | 812.94    | 23/04/2021 | 812.94     | 812.94    |





# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

|  | Intitulé                                    | Engagé HT  | Date       | Règlements |            |
|--|---|------------|------------|------------|------------|
|  |   |            |            | Réglé HT   | Réglé TTC  |
|  | F 1262.2009.126 - SEGARD                    | 27 366.49  |            | 27 366.49  | 27 366.49  |
|  | F 1262.2009.126                             |            | 30/12/2009 | 27 366.49  | 27 366.49  |
|  | REM MISSION ACQUISITION                     | 11 830.61  |            | 11 830.61  | 11 830.61  |
|  | REM MISSION ACQUISITION - SEGARD            | 11 830.61  |            | 11 830.61  | 11 830.61  |
|  | REM MISSION ACQUISITION                     |            | 26/01/2010 | 11 830.61  | 11 830.61  |
|  | REM SUR ACQUISITIONS                        | 31 681.55  |            | 31 681.55  | 31 681.55  |
|  | REM SUR ACQUISITIONS - SEGARD               | 31 681.55  |            | 31 681.55  | 31 681.55  |
|  | REM SUR ACQUISITIONS                        |            | 27/07/2010 | 31 681.55  | 31 681.55  |
|  | 1704 REM X /00                              | 206 881.92 |            | 194 117.14 | 194 117.14 |
|  | 10-00881 REM SUR DEPENSES OPE 1262          | -13 295.01 |            | -13 295.01 | -13 295.01 |
|  | 10-00881 REM SUR DEPENSES OPE 1262 - SEGARD | -13 295.01 |            | -13 295.01 | -13 295.01 |
|  | 10-04854 REM SUR DEPENSES OPE 1262          |            | 25/02/2010 | -13 295.01 | -13 295.01 |
|  | 99999/04 REM. FINANCIERES OPE 1262          | 220 176.93 |            | 207 412.15 | 207 412.15 |
|  | 99999/04 REM. FINANCIERES OPE 1262 - SEGARD | 220 176.93 |            | 207 412.15 | 207 412.15 |
|  | 0001 REM. FINANCIERES OPE 1262 Mars         |            | 28/04/2006 | 84.79      | 84.79      |
|  | 0001 REM. FINANCIERES OPE 1262 Septembre    |            | 30/10/2006 | 54.01      | 54.01      |
|  | 0001 REM. FINANCIERES OPE 1262 Décembre     |            | 31/01/2007 | 287.84     | 287.84     |
|  | 0001 REM. FINANCIERES OPE 1262 Juin         |            | 28/02/2007 | 120.81     | 120.81     |
|  | 0001 REM. FINANCIERES OPE 1262 Mars         |            | 30/04/2007 | 145.28     | 145.28     |
|  | 0001 REM. FINANCIERES OPE 1262 Septembre    |            | 31/07/2007 | 107.77     | 107.77     |
|  | 0001 REM. FINANCIERES OPE 1262 Décembre     |            | 31/10/2007 | 2 195.10   | 2 195.10   |
|  | 0001 REM. FINANCIERES OPE 1262 Mars         |            | 31/01/2008 | 442.42     | 442.42     |
|  | 0001 REM. FINANCIERES OPE 1262 Mars         |            | 30/05/2008 | 369.04     | 369.04     |
|  | 0001 REM. FINANCIERES OPE 1262 Juin         |            | 31/07/2008 | 45.39      | 45.39      |
|  | 0001 REM. FINANCIERES OPE 1262 Septembre    |            | 31/10/2008 | 47.26      | 47.26      |
|  | 0001 REM. FINANCIERES OPE 1262 Décembre     |            | 30/01/2009 | 172.53     | 172.53     |
|  | 0001 REM. FINANCIERES OPE 1262 Mars         |            | 30/04/2009 | 1 189.48   | 1 189.48   |
|  | 000015 X/1000 30/06/2009                    |            | 31/07/2009 | 279.02     | 279.02     |
|  | 000048 X/1000 30/09/2009                    |            | 30/10/2009 | 1 841.15   | 1 841.15   |
|  | 000078 X/1000 31/12/2009                    |            | 26/01/2010 | 21 776.41  | 21 776.41  |
|  | 000208 X/1000 31/03/2010                    |            | 23/04/2010 | 2 242.75   | 2 242.75   |
|  | 000229 X/1000 30/06/2010                    |            | 27/07/2010 | 9 727.74   | 9 727.74   |
|  | 000425 X/1000 30/09/2010                    |            | 25/10/2010 | 5 647.47   | 5 647.47   |
|  | 000953 X/1000 31/12/2010                    |            | 25/01/2011 | 11 276.11  | 11 276.11  |
|  | 001517 X/1000 31/03/2011                    |            | 26/04/2011 | 2 117.47   | 2 117.47   |
|  | 001771 X/1000 30/06/2011                    |            | 25/07/2011 | 1 840.82   | 1 840.82   |
|  | 002063 X/1000 30/09/2011                    |            | 25/10/2011 | 2 285.61   | 2 285.61   |
|  | 002474 X/1000 31/12/2011                    |            | 25/01/2012 | 903.21     | 903.21     |



## 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|               | Intitulé  | Engagé HT  | Date       | Réglé HT   | Règlements | Réglé TVA  | Réglé TTC  |
|---------------|---|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 1             | REM VENTE FIMUREX (lot17) et CHARARANE (lot18)            | 4 365,60   |            | 4 365,60   |            | 4 365,60   | 4 365,60   |
| 1             | REM VENTE FIMUREX (lot17) et CHARARANE (lot18) - SEGARD   | 4 365,60   | 25/09/2018 | 4 365,60   |            | 4 365,60   | 4 365,60   |
| 8             | REM VENTE FIMUREX (lot17) et CHARARANE (lot18)            | 14 790,00  |            | 14 790,00  |            | 14 790,00  | 14 790,00  |
| 9             | REM ACTE LOT 17 + ACTE LOT 18 + PUV LOT 14 + PUV LOT 12   | 14 790,00  |            | 14 790,00  |            | 14 790,00  | 14 790,00  |
| 9             | REM ACTE LOT 17 + ACTE LOT 18 + PUV LOT 14 + PUV LOT 12   | 14 790,00  | 25/10/2019 | 14 790,00  |            | 14 790,00  | 14 790,00  |
| 14            | REM ACTE LOT 17 + ACTE LOT 18 + PUV LOT 14 + PUV LOT 12 + | 11 015,40  |            | 11 015,40  |            | 11 015,40  | 11 015,40  |
| 14            | REM ACTE LOT 12+ACTE LOT 14+PUV LOT 22                    | 11 015,40  |            | 11 015,40  |            | 11 015,40  | 11 015,40  |
| 262.2020.0014 | REM ACTE LOT12+ACTE LOT 14+PUV LOT 22 - SEGARD            | 11 015,40  | 23/10/2020 | 11 015,40  |            | 11 015,40  | 11 015,40  |
| 20-55519      | REM ACTE LOT12+ACTE LOT 14+PUV LOT 22                     | 2 570,40   |            | 2 570,40   |            | 2 570,40   | 2 570,40   |
| 262.2020.0049 | REM PUV SOCADEX   | 2 570,40   |            | 2 570,40   |            | 2 570,40   | 2 570,40   |
| 262.2020.0049 | REM PUV SOCADEX - SEGARD                                  | 2 570,40   | 25/01/2021 | 2 570,40   |            | 2 570,40   | 2 570,40   |
| 21-56146      | REM PUV SOCADEX   |            |            |            |            |            |            |
| 1703          | REM SUR ACQUISITIONS                                      | 132 168,22 |            | 132 168,22 |            | 132 168,22 | 132 168,22 |
| 0709586/0     | rem sur acquisition 40% signature 2 PV                    | 14 655,15  |            | 14 655,15  |            | 14 655,15  | 14 655,15  |
| 0709586/0     | rem sur acquisition 40% signature 2 PV - SEGARD           | 14 655,15  | 30/03/2007 | 14 655,15  |            | 14 655,15  | 14 655,15  |
| 0001 1262     | SEGARD  |            |            |            |            |            |            |
| 1262.2010.157 | REM ACQUISITIONS 1262.2010.157 ZAC Côte Soleil Vauvert    | 28 527,10  |            | 28 527,10  |            | 28 527,10  | 28 527,10  |
| 1262.2010.157 | REM ACQUISITIONS 1262.2010.157 ZAC Côte Soleil Vauvert -  | 28 527,10  | 25/01/2011 | 28 527,10  |            | 28 527,10  | 28 527,10  |
| 10-11999      | REM ACQUISITIONS 1262.2010.157 ZAC Côte Soleil Vauvert    |            |            |            |            |            |            |
| 2007.123/0    | REM /ACQUISITIONS BABAGLI / GARCIA                        | 1 197,72   |            | 1 197,72   |            | 1 197,72   | 1 197,72   |
| 2007.123/0    | REM /ACQUISITIONS BABAGLI / GARCIA - SEGARD               | 1 197,72   | 31/08/2007 | 1 197,72   |            | 1 197,72   | 1 197,72   |
| 0001 1262     | SEGARD REM /ACQUISITIONS BABAGLI / GARCIA                 |            |            |            |            |            |            |
| 2007.225/0    | REM ACQ. BAGAGLI GARCIA ORTI                              | 2 051,48   |            | 2 051,48   |            | 2 051,48   | 2 051,48   |
| 2007.225/0    | REM ACQ. BAGAGLI GARCIA ORTI - SEGARD                     | 2 051,48   | 30/11/2007 | 2 051,48   |            | 2 051,48   | 2 051,48   |
| 0001 1262     | SEGARD  |            |            |            |            |            |            |
| 2007.322/0    | REM ACQ. CLAUZON  | 500,58     |            | 500,58     |            | 500,58     | 500,58     |
| 2007.322/0    | REM ACQ. CLAUZON - SEGARD                                 | 500,58     | 31/01/2008 | 500,58     |            | 500,58     | 500,58     |
| 0001 1262     | SEGARD  |            |            |            |            |            |            |
| 2008.146/0    | REM ACQUISITION   | 3 784,38   |            | 3 784,38   |            | 3 784,38   | 3 784,38   |
| 2008.146/0    | REM ACQUISITION - SEGARD                                  | 3 784,38   | 29/08/2008 | 3 784,38   |            | 3 784,38   | 3 784,38   |
| 0001 1262     | SEGARD  |            |            |            |            |            |            |
| 2009.041/0    | REM ACQUISITION   | 3 394,00   |            | 3 394,00   |            | 3 394,00   | 3 394,00   |
| 2009.041/0    | REM ACQUISITION - SEGARD                                  | 3 394,00   | 30/06/2009 | 3 394,00   |            | 3 394,00   | 3 394,00   |
| 0001 1262     | SEGARD  |            |            |            |            |            |            |
| 2009.046/0    | REM ACQUISITION DEVAL                                     | 7 179,16   |            | 7 179,16   |            | 7 179,16   | 7 179,16   |
| 2009.046/0    | REM ACQUISITION DEVAL - SEGARD                            | 7 179,16   | 30/06/2009 | 7 179,16   |            | 7 179,16   | 7 179,16   |
| 0001 1262     | SEGARD  |            |            |            |            |            |            |
| 2009.126 F    | 1262.2009.126   | 27 366,49  |            | 27 366,49  |            | 27 366,49  | 27 366,49  |



## 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

| Intitulé   | Engagé HT | Date | Réglé HT  | Réglé TVA | Réglé TTC |
|--|-----------|------|-----------|-----------|-----------|
| 22077557 REM ACQUISITION VALDEYRON - SEGARD                      | 2 912.80  |      | 2 912.80  |           | 2 912.80  |
| 22077558 REM ACQUISITION VALDEYRON - SEGARD                      | 2 912.80  |      | 2 912.80  |           | 2 912.80  |
| 2009.0470 REM CESSIION DEVAL - SEGARD                            | 2 631.10  |      | 2 631.10  |           | 2 631.10  |
| 0001 1262 SEGARD   | 2 631.10  |      | 2 631.10  |           | 2 631.10  |
| 2009.194 ACTE VALDEYRON - SEGARD                                 | 4 059.20  |      | 4 059.20  |           | 4 059.20  |
| 2009.194 ACTE VALDEYRON - SEGARD                                 | 4 059.20  |      | 4 059.20  |           | 4 059.20  |
| 10-04256 ACTE VALDEYRON  | 4 059.20  |      | 4 059.20  |           | 4 059.20  |
| 2010.059 Parcelle AC 106 + SN DEVAL                              | 15 648.64 |      | 15 648.64 |           | 15 648.64 |
| 2010.059 Parcelle AC 106 + SN DEVAL - SEGARD                     | 15 648.64 |      | 15 648.64 |           | 15 648.64 |
| 10-08328 Parcelle AC 106 + SN DEVAL                              | 15 648.64 |      | 15 648.64 |           | 15 648.64 |
| 21-08126 REM COMPROMIS LOT 2 + COMPROMIS MASSE 10                | 26 840.98 |      | 26 840.98 |           | 26 840.98 |
| 21-08126 REM COMPROMIS LOT 2 + COMPROMIS MASSE 10 - SEGARD       | 26 840.98 |      | 26 840.98 |           | 26 840.98 |
| 21-57199 REM COMPROMIS LOT 2 + COMPROMIS MASSE 10                | 21 966.00 |      | 21 966.00 |           | 21 966.00 |
| 22-08321 REM COMPROMIS LOTS 3/19/21/8/3/4/9/20                   | 21 966.00 |      | 21 966.00 |           | 21 966.00 |
| 22-08321 REM COMPROMIS LOTS 3/19/21/8/3/4/9/20 - SEGARD          | 21 966.00 |      | 21 966.00 |           | 21 966.00 |
| 013436 facture 262.2021.0048                                     | 21 966.00 |      | 21 966.00 |           | 21 966.00 |
| 22-08341 REM ACTE LOT 2 + ACTE LOT 15 + REGUL CV LOT 19          | 5 759.40  |      | 5 759.40  |           | 5 759.40  |
| 22-08341 REM ACTE LOT 2 + ACTE LOT 15 + REGUL CV LOT 19 - SEGARD | 5 759.40  |      | 5 759.40  |           | 5 759.40  |
| 013497 REM ACTE LOT 2 + ACTE LOT 15 + REGUL CV LOT 19            | 5 759.40  |      | 5 759.40  |           | 5 759.40  |
| 23-08608 REM ACTE lots 2,7,10,13 + CV lots 5,6,10,11             | 67 251.26 |      | 67 251.26 |           | 67 251.26 |
| 23-08608 REM ACTE lots 2,7,10,13 + CV lots 5,6,10,11 - SEGARD    | 67 251.26 |      | 67 251.26 |           | 67 251.26 |
| 23-60481 REM ACTE lots 2,7,10,13 + CV lots 5,6,10,11             | 67 251.26 |      | 67 251.26 |           | 67 251.26 |
| 23-08774 REM CESSIONS LOTS 3-4-11-19-20                          | 18 732.60 |      | 18 732.60 |           | 18 732.60 |
| 23-08774 REM CESSIONS LOTS 3-4-11-19-20 - SEGARD                 | 18 732.60 |      | 18 732.60 |           | 18 732.60 |
| 23-61523 REM CESSIONS LOTS 3-4-11-19-20                          | 18 732.60 |      | 18 732.60 |           | 18 732.60 |
| 23-61523 REM CESSIONS LOTS 3-4-11-19-20 - SEGARD                 | 18 732.60 |      | 18 732.60 |           | 18 732.60 |
| 24-08879 REM ACTES+CV LOT 8-9-6-5                                | 12 879.00 |      | 12 879.00 |           | 12 879.00 |
| 24-08879 REM ACTES+CV LOT 8-9-6-5 - SEGARD                       | 12 879.00 |      | 12 879.00 |           | 12 879.00 |
| 262.2011.098 REM 5% PARTICIPATION SNC DEVAL                      | 22 004.67 |      | 22 004.67 |           | 22 004.67 |
| 262.2011.098 REM 5% PARTICIPATION SNC DEVAL - SEGARD             | 22 004.67 |      | 22 004.67 |           | 22 004.67 |
| 11-18153 REM 5% PARTICIPATION SNC DEVAL                          | 22 004.67 |      | 22 004.67 |           | 22 004.67 |
| 262.2014.070 REM ACTE VENTE DAMIAO + ECHANGE MME CURATI          | 2 175.60  |      | 2 175.60  |           | 2 175.60  |
| 262.2014.070 REM ACTE VENTE DAMIAO + ECHANGE MME CURATI - SEGARD | 2 175.60  |      | 2 175.60  |           | 2 175.60  |
| 15-33115 REM ACTE VENTE DAMIAO - ECHANGE MME CURATI              | 2 175.60  |      | 2 175.60  |           | 2 175.60  |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

| Institué  | Engagé HT  | Date       | Réglé HT   | Réglements | Réglé TVA | Réglé TTC  |
|---|------------|------------|------------|------------|-----------|------------|
| 12-18769 REM CESSIION SPORTIMMO                                 | 400 134.03 | 25/05/2023 | 387 255.03 |            |           | 387 255.03 |
| 12-18769 REM CESSIION SPORTIMMO                                 | 32 640.00  | 23/06/2023 | 46.47      |            |           | 46.47      |
| 12-18769 REM CESSIION SPORTIMMO                                 | 32 640.00  | 30/08/2023 | 459.86     |            |           | 459.86     |
| 12-18769 REM CESSIION SPORTIMMO                                 | 32 640.00  | 25/10/2023 | 316.52     |            |           | 316.52     |
| 12-18769 REM CESSIION SPORTIMMO                                 | 32 640.00  | 25/10/2023 | -546.43    |            |           | -546.43    |
| 13-03150 REM CESSIION IMMOBILIERE MOUSQUETAIRES - SEGARD        | 32 640.00  | 24/02/2012 | 32 640.00  |            |           | 32 640.00  |
| 13-03150 REM CESSIION IMMOBILIERE MOUSQUETAIRES - SEGARD        | 32 640.00  | 25/01/2013 | 32 640.00  |            |           | 32 640.00  |
| 13-03150 REM CESSIION IMMOBILIERE MOUSQUETAIRES - SEGARD        | 32 640.00  | 25/01/2013 | 32 640.00  |            |           | 32 640.00  |
| 13-03582 REM CESSIION DAMIAO - SEGARD                           | 1 280.00   | 25/09/2013 | 1 280.00   |            |           | 1 280.00   |
| 13-03582 REM CESSIION DAMIAO - SEGARD                           | 1 280.00   | 25/09/2013 | 1 280.00   |            |           | 1 280.00   |
| 14-03823 REM ACTE IMMOBILIERE EUROPEENNE MOUSQUETAIRES - SEGARD | 48 960.00  | 24/01/2014 | 48 960.00  |            |           | 48 960.00  |
| 14-28001 REM ACTE IMMOBILIERE EUROPEENNE MOUSQUETAIRES          | 4 557.00   | 25/01/2017 | 4 557.00   |            |           | 4 557.00   |
| 17-06132 REM ACTE VENTE SCI MILAUR - SEGARD                     | 4 557.00   | 25/01/2017 | 4 557.00   |            |           | 4 557.00   |
| 17-06556 REM ACTE SCI HELENE - SEGARD                           | 11 664.00  | 20/09/2017 | 11 664.00  | 2 332.80   |           | 13 996.80  |
| 17-06556 REM ACTE SCI HELENE - SEGARD                           | 11 664.00  | 20/09/2017 | 11 664.00  | 2 332.80   |           | 13 996.80  |
| 17-06581 ANNULLATION REM ACTE SCI HELENE - SEGARD               | -11 664.00 | 20/09/2017 | -11 664.00 | -2 332.80  |           | -13 996.80 |
| 17-06581 ANNULLATION REM ACTE SCI HELENE - SEGARD               | -11 664.00 | 20/09/2017 | -11 664.00 | -2 332.80  |           | -13 996.80 |
| 17-06581 ANNULLATION REM ACTE SCI HELENE - SEGARD               | -11 664.00 | 20/09/2017 | -11 664.00 | -2 332.80  |           | -13 996.80 |
| 17-06582 REM SCI HELENE - SEGARD                                | 11 664.00  | 25/09/2017 | 11 664.00  |            |           | 11 664.00  |
| 17-06582 REM SCI HELENE - SEGARD                                | 11 664.00  | 25/09/2017 | 11 664.00  |            |           | 11 664.00  |
| 17-47022 REM SCI HELENE   | 7 089.00   | 25/01/2018 | 7 089.00   |            |           | 7 089.00   |
| 17-47022 REM SCI HELENE   | 7 089.00   | 25/01/2018 | 7 089.00   |            |           | 7 089.00   |
| 18-06774 REM VENTE DAHMANI - SEGARD                             | 2 031.60   | 25/07/2018 | 2 031.60   |            |           | 2 031.60   |
| 18-06774 REM VENTE DAHMANI - SEGARD                             | 2 031.60   | 25/07/2018 | 2 031.60   |            |           | 2 031.60   |
| 18-50383 REM VENTE LAARAJ                                       | 9 000.00   | 31/01/2008 | 9 000.00   |            |           | 9 000.00   |
| 18-50383 REM VENTE LAARAJ                                       | 9 000.00   | 31/01/2008 | 9 000.00   |            |           | 9 000.00   |
| 2007.321/0 REM PARTICIPATIONS VALDEYRON - SEGARD                | 9 000.00   | 31/01/2008 | 9 000.00   |            |           | 9 000.00   |
| 2007.321/0 REM PARTICIPATIONS VALDEYRON - SEGARD                | 9 000.00   | 31/01/2008 | 9 000.00   |            |           | 9 000.00   |





# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|        | Intitulé                                 | Engagé HT | Date       | Réglé HT  | Règlements<br>Réglé TVA | Réglé TTC |
|--------|--|-----------|------------|-----------|-------------------------|-----------|
| 01384  | REM SUR DEPENSES OPE 1262 novembre 2018  | 2 242,88  | 24/12/2018 | 2 242,88  |                         | 2 242,88  |
| 01445  | REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 2018  | 10 311,02 | 25/01/2019 | 10 311,02 |                         | 10 311,02 |
| 01557  | REM SUR DEPENSES OPE 1262 janvier 2019   | 437,44    | 28/02/2019 | 437,44    |                         | 437,44    |
| 01558  | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mars 2019      | 8 984,07  | 25/03/2019 | 8 984,07  |                         | 8 984,07  |
| 01655  | REM SUR DEPENSES OPE 1262 avril 2019     | 8 907,67  | 25/04/2019 | 8 907,67  |                         | 8 907,67  |
| 01662  | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mai 2019       | 4 153,81  | 24/05/2019 | 4 153,81  |                         | 4 153,81  |
| 01714  | REM SUR DEPENSES OPE 1262 juin 2019      | 155,64    | 25/06/2019 | 155,64    |                         | 155,64    |
| 011767 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 juillet 2019   | 2 398,16  | 25/07/2019 | 2 398,16  |                         | 2 398,16  |
| 011812 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 août 2019      | 648,56    | 23/08/2019 | 648,56    |                         | 648,56    |
| 011881 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 septembre 2019 | 78,07     | 25/09/2019 | 78,07     |                         | 78,07     |
| 011960 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 octobre 2019   | 119,74    | 25/10/2019 | 119,74    |                         | 119,74    |
| 012007 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 novembre 2019  | 843,78    | 25/11/2019 | 843,78    |                         | 843,78    |
| 012077 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 2019  | 1 617,86  | 24/12/2019 | 1 617,86  |                         | 1 617,86  |
| 012123 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 2019  | 738,46    | 24/01/2020 | 738,46    |                         | 738,46    |
| 012207 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 janvier 2020   | 124,23    | 25/02/2020 | 124,23    |                         | 124,23    |
| 012266 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 février 2020   | 185,61    | 23/04/2020 | 185,61    |                         | 185,61    |
| 012369 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mai 2020       | 1 304,22  | 25/06/2020 | 1 304,22  |                         | 1 304,22  |
| 012448 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 juillet 2020   | 106,40    | 25/08/2020 | 106,40    |                         | 106,40    |
| 012520 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 septembre 2020 | 49,61     | 23/10/2020 | 49,61     |                         | 49,61     |
| 012634 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 novembre 2020  | 739,70    | 24/12/2020 | 739,70    |                         | 739,70    |
| 012700 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 2020  | 546,22    | 25/01/2021 | 546,22    |                         | 546,22    |
| 012779 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 janvier 2021   | 90,84     | 25/02/2021 | 90,84     |                         | 90,84     |
| 012828 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 février 2021   | 92,81     | 25/03/2021 | 92,81     |                         | 92,81     |
| 012881 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mars 2021      | 3,76      | 23/04/2021 | 3,76      |                         | 3,76      |
| 012954 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 avril 2021     | 47,64     | 25/05/2021 | 47,64     |                         | 47,64     |
| 013273 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 novembre 2021  | 10 999,55 | 25/11/2021 | 10 999,55 |                         | 10 999,55 |
| 013386 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 2021  | 3 496,91  | 24/12/2021 | 3 496,91  |                         | 3 496,91  |
| 013507 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 janvier 2022   | 7 680,95  | 09/02/2022 | 7 680,95  |                         | 7 680,95  |
| 013539 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 février 2022   | 27,18     | 25/02/2022 | 27,18     |                         | 27,18     |
| 013636 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mars 2022      | 7 210,50  | 25/03/2022 | 7 210,50  |                         | 7 210,50  |
| 013704 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 avril 2022     | 223,68    | 25/04/2022 | 223,68    |                         | 223,68    |
| 013856 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 juin 2022      | 496,79    | 24/06/2022 | 496,79    |                         | 496,79    |
| 013929 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 juillet 2022   | 18,45     | 25/07/2022 | 18,45     |                         | 18,45     |
| 014055 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 septembre 2022 | 39,26     | 23/09/2022 | 39,26     |                         | 39,26     |
| 014272 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 2022  | 919,69    | 26/12/2022 | 919,69    |                         | 919,69    |
| 014410 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 2022  | 72,00     | 24/03/2023 | 72,00     |                         | 72,00     |
| 014487 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 février 2023   | 52,28     | 24/03/2023 | 52,28     |                         | 52,28     |
| 014545 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mars 2023      | 1 321,22  | 25/04/2023 | 1 321,22  |                         | 1 321,22  |



Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

|        | Intitulé                                 | Engagé HT | Date       | Règlements |           |           |
|--------|--|-----------|------------|------------|-----------|-----------|
|        |  |           |            | Réglé HT   | Réglé TVA | Réglé TTC |
| 00784  | REM SUR DEPENSES OPE 1262 février 2016   |           | 25/04/2016 | 112.53     |           | 112.53    |
| 007790 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mars 2016      |           | 25/04/2016 | 106.33     |           | 106.33    |
| 007904 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 avril 2016     |           | 25/05/2016 | 2 388.18   |           | 2 388.18  |
| 008014 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mai 2016       |           | 24/06/2016 | 13.45      |           | 13.45     |
| 008135 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 juin 2016      |           | 25/07/2016 | 107.29     |           | 107.29    |
| 008207 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 juillet 2016   |           | 25/08/2016 | 89.06      |           | 89.06     |
| 008334 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 août 2016      |           | 23/09/2016 | 189.54     |           | 189.54    |
| 008481 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 septembre 2016 |           | 25/10/2016 | 22.99      |           | 22.99     |
| 008497 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 octobre 2016   |           | 25/11/2016 | 2 018.41   |           | 2 018.41  |
| 008642 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 novembre 2016  |           | 23/12/2016 | 89.62      |           | 89.62     |
| 008892 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 2016  |           | 25/01/2017 | 19.24      |           | 19.24     |
| 009020 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 janvier 2017   |           | 24/02/2017 | 25.02      |           | 25.02     |
| 009218 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 février 2017   |           | 24/03/2017 | 177.61     |           | 177.61    |
| 009373 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mars 2017      |           | 25/04/2017 | 177.73     |           | 177.73    |
| 009631 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mai 2017       |           | 23/06/2017 | 36.55      |           | 36.55     |
| 009644 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 juin 2017      |           | 25/07/2017 | 18.75      |           | 18.75     |
| 009838 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 juillet 2017   |           | 25/08/2017 | 310.34     |           | 310.34    |
| 009927 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 août 2017      |           | 25/09/2017 | 686.59     |           | 686.59    |
| 010014 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 septembre 2017 |           | 25/10/2017 | 51.53      |           | 51.53     |
| 010102 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 octobre 2017   |           | 24/11/2017 | 1 091.50   |           | 1 091.50  |
| 010259 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 novembre 2017  |           | 22/12/2017 | 72.06      |           | 72.06     |
| 010270 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 2017  |           | 25/01/2018 | 123.25     |           | 123.25    |
| 010279 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 2017  |           | 25/01/2018 | -1.50      |           | -1.50     |
| 010648 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 février 2018   |           | 23/03/2018 | 135.27     |           | 135.27    |
| 010738 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mars 2018      |           | 25/04/2018 | 244.16     |           | 244.16    |
| 010840 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 avril 2018     |           | 25/05/2018 | 32.50      |           | 32.50     |
| 010956 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mai 2018       |           | 25/06/2018 | 225.95     |           | 225.95    |
| 011027 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 juin 2018      |           | 25/07/2018 | 54.28      |           | 54.28     |
| 011154 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 août 2018      |           | 25/09/2018 | 278.11     |           | 278.11    |
| 011208 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 septembre 2018 |           | 25/10/2018 | 1 299.90   |           | 1 299.90  |
| 011256 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 octobre 2018   |           | 23/11/2018 | 1 185.59   |           | 1 185.59  |





Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

|        |  | Règlements |          |           |           |
|--------|--|------------|----------|-----------|-----------|
|        | Intitulé                                 | Engagé HT  | Réglé HT | Réglé TVA | Réglé TTC |
| 001917 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 août 2011      |            | 1 489,69 |           | 1 489,69  |
| 00204  | REM SUR DEPENSES OPE 1262 septembre 2011 | 25/10/2011 | 232,87   |           | 232,87    |
| 00225  | REM SUR DEPENSES OPE 1262 octobre 2011   | 25/11/2011 | 17,14    |           | 17,14     |
| 00236  | REM SUR DEPENSES OPE 1262 novembre 2011  | 23/12/2011 | 97,39    |           | 97,39     |
| 00247  | REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 2011  | 25/01/2012 | 465,50   |           | 465,50    |
| 00265  | REM SUR DEPENSES OPE 1262 janvier 2012   | 24/02/2012 | 360,00   |           | 360,00    |
| 00275  | REM SUR DEPENSES OPE 1262 février 2012   | 23/03/2012 | 113,06   |           | 113,06    |
| 00285  | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mars 2012      | 25/05/2012 | 15,83    |           | 15,83     |
| 002834 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 avril 2012     | 25/06/2012 | 1 404,04 |           | 1 404,04  |
| 002932 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mai 2012       | 24/08/2012 | 45,00    |           | 45,00     |
| 003159 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 juillet 2012   | 25/09/2012 | 71,17    |           | 71,17     |
| 003252 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 août 2012      | 24/10/2012 | 227,40   |           | 227,40    |
| 003337 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 septembre 2012 | 21/12/2012 | 115,89   |           | 115,89    |
| 003667 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 novembre 2012  | 25/03/2013 | 149,30   |           | 149,30    |
| 004022 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 février 2013   | 25/04/2013 | 734,78   |           | 734,78    |
| 004108 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mars 2013      | 24/05/2013 | 27,42    |           | 27,42     |
| 004201 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 avril 2013     | 25/06/2013 | 77,52    |           | 77,52     |
| 004284 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mai 2013       | 25/07/2013 | 2,64     |           | 2,64      |
| 004332 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 juin 2013      | 26/08/2013 | 93,81    |           | 93,81     |
| 004395 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 juillet 2013   | 25/09/2013 | 445,46   |           | 445,46    |
| 004482 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 août 2013      | 25/10/2013 | 161,71   |           | 161,71    |
| 004509 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 septembre 2013 | 25/11/2013 | 231,84   |           | 231,84    |
| 004628 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 octobre 2013   | 24/12/2013 | 61,23    |           | 61,23     |
| 004708 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 novembre 2013  | 24/01/2014 | 469,30   |           | 469,30    |
| 004819 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 2013  | 25/02/2014 | 128,74   |           | 128,74    |
| 005021 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 janvier 2014   | 25/03/2014 | 418,43   |           | 418,43    |
| 005137 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 février 2014   | 25/04/2014 | 1 833,66 |           | 1 833,66  |
| 005161 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mars 2014      | 26/05/2014 | 150,49   |           | 150,49    |
| 005378 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 1899  | 25/06/2014 | 15,02    |           | 15,02     |
| 005462 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 1899  | 26/08/2014 | 271,34   |           | 271,34    |
| 005652 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 juillet 2014   | 25/09/2014 | 124,06   |           | 124,06    |
| 005683 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 août 2014      | 24/10/2014 | 252,40   |           | 252,40    |
| 005800 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 septembre 2014 | 25/11/2014 | 404,89   |           | 404,89    |
| 005968 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 octobre 2014   | 23/01/2015 | 170,72   |           | 170,72    |
| 006148 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 2014  | 03/03/2015 | 392,53   |           | 392,53    |
| 006324 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 janvier 2015   | 24/04/2015 | 321,89   |           | 321,89    |
| 006533 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mars 2015      | 24/06/2015 | -41,32   |           | -41,32    |
| 006629 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 avril 2015     | 24/06/2015 | 283,86   |           | 283,86    |
| 006656 | REM SUR DEPENSES OPE 1262 mai 2015       |            |          |           |           |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

| Intitulé  | Engagé HT  | Date       | Régie HT   | Règlements | Régie TVA | Régie TTC  |
|---|------------|------------|------------|------------|-----------|------------|
| 0011111 REM SUR DEPENSES OPE 1262 Décembre      | 267 311.92 | 31/01/2007 | 264 986.11 |            |           | 264 986.11 |
| 0011111 REM SUR DEPENSES OPE 1262 Juin          | 267 311.92 | 31/07/2007 | 264 986.11 |            |           | 264 986.11 |
| 0011111 REM SUR DEPENSES OPE 1262 Octobre       |            | 30/11/2007 | 6.45       |            |           | 6.45       |
| 0011111 REM SUR DEPENSES OPE 1262 Février       |            | 31/03/2008 | 7.19       |            |           | 7.19       |
| 0011111 REM SUR DEPENSES OPE 1262 Avril         |            | 30/05/2008 | 38.90      |            |           | 38.90      |
| 0011111 REM SUR DEPENSES OPE 1262 Mai           |            | 30/06/2008 | 16.70      |            |           | 16.70      |
| 0001 REM SUR DEPENSES OPE 1262 Juin             |            | 30/07/2008 | 40.75      |            |           | 40.75      |
| 0001 REM SUR DEPENSES OPE 1262 Août             |            | 30/09/2008 | 40.75      |            |           | 40.75      |
| 0001 REM SUR DEPENSES OPE 1262 Octobre          |            | 31/07/2008 | 4.95       |            |           | 4.95       |
| 0001 REM SUR DEPENSES OPE 1262 Février          |            | 30/09/2008 | 72.00      |            |           | 72.00      |
| 0001 REM SUR DEPENSES OPE 1262 Mars             |            | 28/11/2008 | 1 310.40   |            |           | 1 310.40   |
| 0001 REM SUR DEPENSES OPE 1262 Avril            |            | 31/03/2009 | 72.00      |            |           | 72.00      |
| 0001 REM SUR DEPENSES OPE 1262 Mai              |            | 30/04/2009 | 181.18     |            |           | 181.18     |
| 0001 REM SUR DEPENSES OPE 1262 Mars             |            | 30/06/2009 | 16.45      |            |           | 16.45      |
| 0002 1262 SEGARD AC 0002 99999                  |            | 28/02/2009 | 510.65     |            |           | 510.65     |
| 000005 REM SUR DEPENSES OPE 1262 juin 2009      |            | 31/07/2009 | 846.69     |            |           | 846.69     |
| 000030 REM SUR DEPENSES OPE 1262 août 2009      |            | 30/09/2009 | 28.13      |            |           | 28.13      |
| 000038 REM SUR DEPENSES OPE 1262 septembre 2009 |            | 30/10/2009 | 1 367.06   |            |           | 1 367.06   |
| 000070 REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 2009  |            | 26/01/2010 | 18 128.41  |            |           | 18 128.41  |
| 000192 REM SUR DEPENSES OPE 1262 février 2010   |            | 25/03/2010 | 2 319.83   |            |           | 2 319.83   |
| 000200 REM SUR DEPENSES OPE 1262 mars 2010      |            | 23/04/2010 | 13 969.37  |            |           | 13 969.37  |
| 000215 REM SUR DEPENSES OPE 1262 avril 2010     |            | 25/05/2010 | 830.34     |            |           | 830.34     |
| 000221 REM SUR DEPENSES OPE 1262 mai 2010       |            | 25/06/2010 | 16 187.71  |            |           | 16 187.71  |
| 000237 REM SUR DEPENSES OPE 1262 juin 2010      |            | 27/07/2010 | 12 919.02  |            |           | 12 919.02  |
| 000242 REM SUR DEPENSES OPE 1262 juillet 2010   |            | 25/08/2010 | 10 025.14  |            |           | 10 025.14  |
| 000327 REM SUR DEPENSES OPE 1262 août 2010      |            | 24/09/2010 | 2 562.73   |            |           | 2 562.73   |
| 000416 REM SUR DEPENSES OPE 1262 septembre 2010 |            | 25/10/2010 | 7 364.77   |            |           | 7 364.77   |
| 000556 REM SUR DEPENSES OPE 1262 octobre 2010   |            | 25/11/2010 | 3 738.03   |            |           | 3 738.03   |
| 000763 REM SUR DEPENSES OPE 1262 novembre 2010  |            | 24/12/2010 | 13 949.22  |            |           | 13 949.22  |
| 000921 REM SUR DEPENSES OPE 1262 décembre 2010  |            | 25/01/2011 | 12 959.85  |            |           | 12 959.85  |
| 11-12343 REM SUR DEPENSES OPE 1262              |            | 25/01/2011 | 13 284.18  |            |           | 13 284.18  |
| 001232 REM SUR DEPENSES OPE 1262 janvier 2011   |            | 25/02/2011 | 302.23     |            |           | 302.23     |
| 001362 REM SUR DEPENSES OPE 1262 février 2011   |            | 25/03/2011 | 1 092.59   |            |           | 1 092.59   |
| 001508 REM SUR DEPENSES OPE 1262 mars 2011      |            | 26/04/2011 | 654.00     |            |           | 654.00     |
| 001540 REM SUR DEPENSES OPE 1262 avril 2011     |            | 25/05/2011 | 1 447.12   |            |           | 1 447.12   |
| 001673 REM SUR DEPENSES OPE 1262 mai 2011       |            | 24/06/2011 | 462.56     |            |           | 462.56     |
| 001764 REM SUR DEPENSES OPE 1262 juin 2011      |            | 25/07/2011 | 791.22     |            |           | 791.22     |
| 001849 REM SUR DEPENSES OPE 1262 juillet 2011   |            | 25/08/2011 | 348.62     |            |           | 348.62     |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

| Intitulé  | Engagé HT           | Date       | Réglé HT            | Réglé TVA | Réglé TTC           |
|---|---------------------|------------|---------------------|-----------|---------------------|
| 0092725 MARCHE DE GEOMETRE                                |                     | 25/08/2016 | 1 472.80            | 294.56    | 1 767.36            |
| 0090623 MARCHE DE GEOMETRE - 262-03                       |                     | 24/02/2017 | 280.00              | 56.00     | 336.00              |
| 0070773 MARCHE DE GEOMETRE                                |                     | 25/05/2018 | 1 143.82            | 228.76    | 1 372.58            |
| 0070775 MARCHE DE GEOMETRE                                |                     | 25/05/2018 | 672.00              | 134.40    | 806.40              |
| 0008811 MARCHE DE GEOMETRE                                |                     | 25/06/2018 | 363.08              | 72.62     | 435.70              |
| 0014299 MARCHE DE GEOMETRE                                |                     | 23/11/2018 | 1 355.38            | 271.08    | 1 626.46            |
| 0014299 MARCHE DE GEOMETRE                                |                     | 25/06/2019 | 764.20              | 152.84    | 917.04              |
| 011831 MARCHE DE GEOMETRE                                 |                     | 25/09/2019 | 1 574.55            | 314.91    | 1 889.46            |
| 012149 MARCHE DE GEOMETRE                                 |                     | 25/02/2020 | 2 407.45            | 481.49    | 2 888.94            |
| 012150 MARCHE DE GEOMETRE                                 |                     | 25/02/2020 | 686.00              | 137.20    | 823.20              |
| 012502 MARCHE DE GEOMETRE                                 |                     | 23/10/2020 | 921.00              | 184.20    | 1 105.20            |
| 014123 MARCHE DE GEOMETRE                                 |                     | 25/10/2022 | 423.00              | 84.60     | 507.60              |
| 014777 MARCHE DE GEOMETRE                                 |                     | 30/08/2023 | 795.00              | 159.00    | 954.00              |
| 26203/0 GEOMETRE  | 20 458.00           |            | 21 223.63           | 4 159.84  | 25 383.47           |
| 26203/0 GEOMETRE - B3R                                    | 20 458.00           |            | 21 223.63           | 4 159.84  | 25 383.47           |
| 0001 1262 B3 R AC 0001 26203                              |                     | 31/03/2008 | 6 300.00            | 1 234.80  | 7 534.80            |
| 0002 1262 B3 R AC 0002 26203                              |                     | 30/04/2008 | 2 000.00            | 392.00    | 2 392.00            |
| 09-03463 B3R CEAUR / GEOMETRE                             |                     | 28/12/2009 | 2 380.00            | 466.48    | 2 846.48            |
| 10-04966 262-03 VAUVERT - B3R CEAUR / GEOMETRE            |                     | 25/02/2010 | 210.60              | 41.28     | 251.88              |
| 10-04968 262-03 B3R CEAUR / GEOMETRE                      |                     | 25/02/2010 | 2 808.00            | 550.37    | 3 358.37            |
| 10-05279 262-03 B3R CEAUR / GEOMETRE                      |                     | 25/02/2010 | 2 721.60            | 533.43    | 3 255.03            |
| 10-05280 262-03 B3R CEAUR / GEOMETRE                      |                     | 25/02/2010 | 259.20              | 50.80     | 310.00              |
| 10-06345 262-03 B3R CEAUR / GEOMETRE                      |                     | 23/04/2010 | 259.44              | 50.85     | 310.29              |
| 10-06416 262-03 B3R CEAUR / GEOMETRE                      |                     | 23/04/2010 | 540.50              | 105.94    | 646.44              |
| 10-06417 262-03 B3R CEAUR / GEOMETRE                      |                     | 23/04/2010 | 432.40              | 84.75     | 517.15              |
| 10-06418 262-03 B3R CEAUR / GEOMETRE                      |                     | 23/04/2010 | 345.92              | 67.80     | 413.72              |
| 10-08930 262-03 B3R CEAUR / GEOMETRE                      |                     | 28/07/2010 | 1 204.51            | 236.09    | 1 440.60            |
| 001137 GEOMETRE   |                     | 25/02/2011 | 720.00              | 141.12    | 861.12              |
| 001681 GEOMETRE   |                     | 24/06/2011 | 777.70              | 152.43    | 930.13              |
| 002781 GEOMETRE- OS N°9 - PLAN DE VENTE MASSE 10 - 4 LOTS |                     | 25/04/2012 | 263.76              | 51.70     | 315.46              |
| <b>17 REMUNERATIONS</b>                                   | <b>1 117 248.89</b> |            | <b>1 089 279.30</b> |           | <b>1 089 279.30</b> |
| 1701 Rémunération sur dépenses                            | 282 064.72          |            | 279 738.91          |           | 279 738.91          |
| 10-01637 Rémunération                                     | 12 000.00           |            | 12 000.00           |           | 12 000.00           |
| 10-01637 Rémunération - SEGARD                            | 12 000.00           |            | 12 000.00           |           | 12 000.00           |
| 000862 Rémunération                                       |                     | 25/01/2011 | 12 000.00           |           | 12 000.00           |
| 2007.353/0 REM CESSION VALDEYRON                          | 2 752.80            |            | 2 752.80            |           | 2 752.80            |
| 2007.353/0 REM CESSION VALDEYRON - SEGARD                 | 2 752.80            |            | 2 752.80            |           | 2 752.80            |
| 0001 1262 SEGARD  |                     | 29/02/2008 | 2 752.80            |           | 2 752.80            |





# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

|                        | Intitulé  | Engagé HT         | Date | Réglé HT          | Règlé TVA        | Règlé TTC         |
|------------------------|---|-------------------|------|-------------------|------------------|-------------------|
| 1706                   | Rem de pilotage   | 96 000,00         |      | 96 000,00         |                  | 96 000,00         |
| 0709114/0              | PILOTAGE DE L'OPERATION 2006                            | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 0709114/0              | PILOTAGE DE L'OPERATION 2006 - SEGARD                   | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 0001 1262              | PILOTAGE DE L'OPERATION 2006 - SEGARD                   |                   |      |                   |                  |                   |
| 0711467/0              | PILOTAGE DE L'OPERATION 2007                            | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 0711467/0              | PILOTAGE DE L'OPERATION 2007 - SEGARD                   | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 0001 1262              | SEGARD AC 0001 0711467                                  |                   |      |                   |                  |                   |
| 0813207/0              | PILOTAGE DE L'OPERATION 2008                            | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 0813207/0              | PILOTAGE DE L'OPERATION 2008 - SEGARD                   | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 0001 1262              | SEGARD AC 0001 0813207                                  |                   |      |                   |                  |                   |
| 13-03136               | REM DE PILOTAGE ANNEE 2012                              | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 13-03136               | REM DE PILOTAGE ANNEE 2012 - SEGARD                     | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 003714                 | REM DE PILOTAGE ANNEE 2012                              |                   |      |                   |                  |                   |
| 14-03798               | REMUNERATION PILOTAGE AU TITRE DE L'ANNEE 2013          | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 14-03798               | REMUNERATION PILOTAGE AU TITRE DE L'ANNEE 2013 - SEGARD | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 004798                 | REMUNERATION PILOTAGE AU TITRE DE L'ANNEE 2013          |                   |      |                   |                  |                   |
| 2009.184               | REM ETUDE PRE OP + PILOTAGE OP                          | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 2009.184               | REM ETUDE PRE OP + PILOTAGE OP - SEGARD                 | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 10-04259               | REM ETUDE PRE OP + PILOTAGE OP                          |                   |      |                   |                  |                   |
| 262.2011.103           | REM PILOTAGE OPE 2011                                   | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 262.2011.103           | REM PILOTAGE OPE 2011 - SEGARD                          | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 002415                 | REM PILOTAGE OPE 2011                                   |                   |      |                   |                  |                   |
| 262.2014.069           | REMUNERATION PILOTAGE AU TITRE DE L'ANNEE 2014          | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 262.2014.069           | REMUNERATION PILOTAGE AU TITRE DE L'ANNEE 2014 - SEGARD | 12 000,00         |      | 12 000,00         |                  | 12 000,00         |
| 006079                 | REMUNERATION PILOTAGE AU TITRE DE L'ANNEE 2014          |                   |      |                   |                  |                   |
| <b>18 FRAIS DIVERS</b> |   | <b>234 291,04</b> |      | <b>224 619,73</b> | <b>17 506,75</b> | <b>242 126,48</b> |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

| Institué   | Engagé HT | Date       | Réglé HT | Réglé TVA | Réglé TTC |
|--|-----------|------------|----------|-----------|-----------|
| 069199/0 Ré tirage   | 8 789.13  |            | 8 789.13 | 1 532.83  | 10 321.96 |
| 069199/0 BOAMP/ AVIS ATTRIBUTION MOE                               | 107.52    |            | 107.52   |           | 107.52    |
| 069199/0 BOAMP/ AVIS ATTRIBUTION MOE - JOURNAUX OFFICIELS          | 107.52    |            | 107.52   |           | 107.52    |
| 0001 1262 JOURNAUX OFFICIELS                                       |           | 29/12/2006 | 107.52   | 17.62     | 107.52    |
| 0710893/0 ORGACOMPTE FACT N° 43212 DU 04/06/07                     | 89.88     |            | 89.88    | 17.62     | 107.50    |
| 0710893/0 ORGACOMPTE FACT N° 43212 DU 04/06/07 - ORGACOMPTE        | 89.88     |            | 89.88    | 17.62     | 107.50    |
| 0001 1262 ORGACOMPTE   |           | 29/06/2007 | 89.88    | 17.62     | 107.50    |
| 0710112/0 ORGACOMPTE FACT N° 43092 DU 31/05/07                     | 29.96     |            | 29.96    | 5.87      | 35.83     |
| 0710112/0 ORGACOMPTE FACT N° 43092 DU 31/05/07 - ORGACOMPTE        | 29.96     |            | 29.96    | 5.87      | 35.83     |
| 0001 1262 ORGACOMPTE   |           | 29/06/2007 | 29.96    | 5.87      | 35.83     |
| 0710893/0 REPRO PLAN COULEUR                                       | 20.28     |            | 20.28    | 3.97      | 24.25     |
| 0710893/0 REPRO PLAN COULEUR - PERFORMANCE 2000                    | 20.28     |            | 20.28    | 3.97      | 24.25     |
| 0001 1262 PERFORMANCE 2000   |           | 31/10/2007 | 20.28    | 3.97      | 24.25     |
| 0710894/0 REPRO PLAN COULEUR                                       | 30.42     |            | 30.42    | 5.96      | 36.38     |
| 0710894/0 REPRO PLAN COULEUR - PERFORMANCE 2000                    | 30.42     |            | 30.42    | 5.96      | 36.38     |
| 0001 1262 PERFORMANCE 2000   |           | 31/10/2007 | 30.42    | 5.96      | 36.38     |
| 0710895/0 ANNONCE LOI SUR L EAU                                    | 336.96    |            | 336.96   | 66.04     | 403.00    |
| 0710895/0 ANNONCE LOI SUR L EAU - MIDIMEDIA PUBLICITE              | 336.96    |            | 336.96   | 66.04     | 403.00    |
| 0001 1262 MIDIMEDIA PUBLICITE                                      |           | 31/10/2007 | 336.96   | 66.04     | 403.00    |
| 0710896/0 ANNONCE LOI SUR L EAU                                    | 260.48    |            | 260.48   | 51.05     | 311.53    |
| 0710896/0 ANNONCE LOI SUR L EAU - INTER PROVENCE PUBLICITE         | 260.48    |            | 260.48   | 51.05     | 311.53    |
| 0001 1262 INTER PROVENCE PUBLICITE                                 |           | 31/10/2007 | 260.48   | 51.05     | 311.53    |
| 0811654/0 REPRO DOSSIER REALISATION                                | 278.28    |            | 278.28   | 54.54     | 332.82    |
| 0811654/0 REPRO DOSSIER REALISATION - ORGACOMPTE                   | 278.28    |            | 278.28   | 54.54     | 332.82    |
| 0001 1262 ORGACOMPTE   |           | 29/02/2008 | 278.28   | 54.54     | 332.82    |
| 0812013/0 ANNONCE UTILITE PUBLIQUE ENQUETE                         | 322.20    |            | 322.20   | 63.15     | 385.35    |
| 0812013/0 ANNONCE UTILITE PUBLIQUE ENQUETE - INTER PROVENCE        | 322.20    |            | 322.20   | 63.15     | 385.35    |
| 0001 1262 INTER PROVENCE PUBLICITE                                 |           | 30/04/2008 | 322.20   | 63.15     | 385.35    |
| 0812014/0 ANNONCE UTILITE PUBLIQUE ENQUETE                         | 357.08    |            | 357.08   | 69.99     | 427.07    |
| 0812014/0 ANNONCE UTILITE PUBLIQUE ENQUETE - MIDIMEDIA PUBLICITE   | 357.08    |            | 357.08   | 69.99     | 427.07    |
| 0001 1262 MIDIMEDIA PUBLICITE                                      |           | 30/04/2008 | 357.08   | 69.99     | 427.07    |
| 0812116/0 ANNONCE UTILITE PUBLIQUE ENQUETE 2                       | 357.08    |            | 357.08   | 69.99     | 427.07    |
| 0812116/0 ANNONCE UTILITE PUBLIQUE ENQUETE 2 - MIDIMEDIA PUBLICITE | 357.08    |            | 357.08   | 69.99     | 427.07    |
| 0001 1262 MIDIMEDIA PUBLICITE                                      |           | 30/05/2008 | 357.08   | 69.99     | 427.07    |
| 0812117/0 ANNONCE UTILITE PUBLIQUE ENQUETE 2                       | 322.20    |            | 322.20   | 63.15     | 385.35    |
| 0812117/0 ANNONCE UTILITE PUBLIQUE ENQUETE 2 - INTER PROVENCE      | 322.20    |            | 322.20   | 63.15     | 385.35    |
| 0001 1262 INTER PROVENCE PUBLICITE                                 |           | 30/05/2008 | 322.20   | 63.15     | 385.35    |
| 0812224/0 REPRO DOSSIER DE CREATION                                | 82.58     |            | 82.58    | 16.19     | 98.77     |



**1262 VAUVERT - ZAC commerciale**

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

| Intitulé   | Engagé HT | Date       | Réglé HT | Règlements<br>Réglé TVA | Réglé TTC |
|--|-----------|------------|----------|-------------------------|-----------|
| REPRO DOSSIER DE CREATION - ORGACOMPTE                             | 82.58     |            | 82.58    | 16.19                   | 98.77     |
| ORGACOMPTE   |           | 30/06/2008 | 82.58    | 16.19                   | 98.77     |
| AAPC SPS FACT 90700410   | 168.76    |            | 168.76   | 33.08                   | 201.84    |
| AAPC SPS FACT 90700410 - MIDIMEDIA PUBLICITE                       | 168.76    |            | 168.76   | 33.08                   | 201.84    |
| AAPC SPS FACT 90700410   |           | 31/08/2009 | 168.76   | 33.08                   | 201.84    |
| REPRO PLAN   | 19.62     |            | 19.62    | 3.85                    | 23.47     |
| REPRO PLAN - ORGACOMPTE  | 19.62     |            | 19.62    | 3.85                    | 23.47     |
| REPRO PLAN - ORGACOMPTE  |           | 31/03/2009 | 19.62    | 3.85                    | 23.47     |
| 0001 1262 ORGACOMPTE   |           |            | 19.62    | 3.85                    | 23.47     |
| 0913681/0 REPRO PLAN   | 62.43     |            | 62.43    | 12.24                   | 74.67     |
| 0913681/0 REPRO PLAN - ORGACOMPTE                                  | 62.43     |            | 62.43    | 12.24                   | 74.67     |
| 0913681/0 REPRO PLAN - ORGACOMPTE                                  |           | 29/05/2009 | 62.43    | 12.24                   | 74.67     |
| 0001 1262 ORGACOMPTE   |           |            | 62.43    | 12.24                   | 74.67     |
| 10-00797 F48670 REPRO DIVERS                                       | 76.71     |            | 76.71    | 15.04                   | 91.75     |
| 10-00797 F48670 REPRO DIVERS - ORGACOMPTE                          | 76.71     |            | 76.71    | 15.04                   | 91.75     |
| 10-00797 F48670 REPRO DIVERS - ORGACOMPTE                          |           | 26/01/2010 | 76.71    | 15.04                   | 91.75     |
| 10-04430 F48670 REPRO DIVERS                                       | 952.14    |            | 952.14   | 186.62                  | 1 138.76  |
| 10-01394 AAPC Géomètre   | 952.14    |            | 952.14   | 186.62                  | 1 138.76  |
| 10-01394 AAPC Géomètre   |           | 25/08/2010 | 952.14   | 186.62                  | 1 138.76  |
| 10-09296 AAPC Géomètre   |           |            | 952.14   | 186.62                  | 1 138.76  |
| 14-03922 ANNONCE DECLASSEMENT CHEMIN COMMUNAL 105 CANDIAC          | 329.00    |            | 329.00   | 64.48                   | 393.48    |
| 14-03922 ANNONCE DECLASSEMENT CHEMIN COMMUNAL 105 CANDIAC -        | 329.00    |            | 329.00   | 64.48                   | 393.48    |
| 14-03922 ANNONCE DECLASSEMENT CHEMIN COMMUNAL 105 CANDIAC          |           | 25/02/2014 | 329.00   | 64.48                   | 393.48    |
| 14-28812 ANNONCE DECLASSEMENT CHEMIN COMMUNAL 105 CANDIAC          | 720.00    |            | 720.00   | 144.00                  | 864.00    |
| 15-04491 AAPC TRANCHE 2  | 720.00    |            | 720.00   | 144.00                  | 864.00    |
| 15-04491 AAPC TRANCHE 2 - JOURNAUX OFFICIELS                       | 720.00    |            | 720.00   | 144.00                  | 864.00    |
| 15-04491 AAPC TRANCHE 2 - JOURNAUX OFFICIELS                       |           | 23/01/2015 | 720.00   | 144.00                  | 864.00    |
| 15-33281 AAPC TRANCHE 2  | 720.00    |            | 720.00   | 144.00                  | 864.00    |
| 18-06989 ANNONCE MARCHÉ TRAVAUX 2EME TRANCHE                       | 720.00    |            | 720.00   | 144.00                  | 864.00    |
| 18-06989 ANNONCE MARCHÉ TRAVAUX 2EME TRANCHE - JOURNAUX            | 720.00    |            | 720.00   | 144.00                  | 864.00    |
| 18-06989 ANNONCE MARCHÉ TRAVAUX 2EME TRANCHE - JOURNAUX            |           | 25/05/2018 | 720.00   | 144.00                  | 864.00    |
| 18-49759 ANNONCE MARCHÉ TRAVAUX 2EME TRANCHE                       | 720.00    |            | 720.00   | 144.00                  | 864.00    |
| 21-07974 AAPC DERNIERE TRANCHE                                     | 720.00    |            | 720.00   | 144.00                  | 864.00    |
| 21-07974 AAPC DERNIERE TRANCHE - JOURNAUX OFFICIELS                | 720.00    |            | 720.00   | 144.00                  | 864.00    |
| 21-07974 AAPC DERNIERE TRANCHE - JOURNAUX OFFICIELS                |           | 25/01/2021 | 720.00   | 144.00                  | 864.00    |
| 21-56223 AAPC DERNIERE TRANCHE                                     | 935.55    |            | 935.55   | 187.11                  | 1 122.66  |
| JO 2009 1262 JO 2009   | 935.55    |            | 935.55   | 187.11                  | 1 122.66  |
| JO 2009 1262 JO 2009 - JOURNAUX OFFICIELS                          | 935.55    |            | 935.55   | 187.11                  | 1 122.66  |
| JO 2009 1262 JO 2009 - JOURNAUX OFFICIELS                          |           | 29/09/2009 | 935.55   | 187.11                  | 1 122.66  |
| 09-01803 JO 2009   | 1 490.00  |            | 1 490.00 | 298.00                  | 1 788.00  |
| LC 2019-1024 PANNEAU DE COMMERCIALISATION                          | 1 490.00  |            | 1 490.00 | 298.00                  | 1 788.00  |
| LC 2019-1024 PANNEAU DE COMMERCIALISATION - MARQUE D'IMAGE - SCALA | 1 490.00  |            | 1 490.00 | 298.00                  | 1 788.00  |
| LC 2019-1024 PANNEAU DE COMMERCIALISATION - MARQUE D'IMAGE - SCALA |           | 25/01/2020 | 1 490.00 | 298.00                  | 1 788.00  |
| 20-54192 PANNEAU DE COMMERCIALISATION                              |           |            | 1 490.00 | 298.00                  | 1 788.00  |
| 1802 Assurances  | 758.24    |            | 758.24   |                         | 758.24    |
| 0913745/0 ASSURANCE MASSACRE                                       | 211.71    |            | 211.71   |                         | 211.71    |
| 0913745/0 ASSURANCE MASSACRE - GEBELIN olivier                     | 211.71    |            | 211.71   |                         | 211.71    |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|           | Intitulé   | Engagé HT  | Date       | Réglé HT   | Règlements |            |
|-----------|--|------------|------------|------------|------------|------------|
|           |  |            |            |            | Réglé TVA  | Réglé TTC  |
|           | EBELIN & PASCAL ASSURANCES                                   |            |            |            |            |            |
| 10-00099  | 2 - ASSURANCES du 6/11/2009 au 5/11/2010                     | 295.58     | 20/05/2009 | 211.71     |            | 211.71     |
| 10-00099  | 2 - ASSURANCES du 6/11/2009 au 5/11/2010 - GEBELIN olivier   | 295.58     |            | 295.58     |            | 295.58     |
| 10-00099  | 2 - ASSURANCES du 6/11/2009 au 5/11/2010                     | 194.09     | 25/02/2010 | 194.09     |            | 194.09     |
| 10-00033  | 2 - ASS. SECT. AB303 du 6/11/2010 au 5/11/2011               | 209.78     | 25/11/2010 | 209.78     |            | 209.78     |
| 10-00033  | 2 - ASSURANCES du 6/11/2009 au 5/11/2010                     | -108.29    | 06/04/2011 | -108.29    |            | -108.29    |
| 10-01011  | 2 - Lieu dit: MASSACRE VAUVERT / assurance du 31/03/2010 au  | 250.95     |            | 250.95     |            | 250.95     |
| 10-01011  | 2 - Lieu dit: MASSACRE VAUVERT / assurance du 31/03/2010 au  | 250.95     | 25/03/2010 | 250.95     |            | 250.95     |
| 10-05968  | 262 - Lieu dit MASSACRE VAUVERT / assurance du 31/03/2010 au |            |            |            |            |            |
| 1803      | DIYERS   | 224 743.67 |            | 215 072.36 | 15 973.92  | 231 046.28 |
| 0812539/0 | SCET ASSISTANCE JURIDIQUE                                    | 1 200.00   |            | 1 200.00   | 235.20     | 1 435.20   |
| 0812539/0 | SCET ASSISTANCE JURIDIQUE - SCET SIEGE                       | 1 200.00   |            | 1 200.00   | 235.20     | 1 435.20   |
| 0001 1262 | SCET SIEGE   |            | 29/08/2008 | 1 200.00   | 235.20     | 1 435.20   |
| 0913314/0 | SCET ASSISTANCE JURIDIQUE                                    | 1 200.00   |            | 1 200.00   | 235.20     | 1 435.20   |
| 0913314/0 | SCET ASSISTANCE JURIDIQUE - SCET SIEGE                       | 1 200.00   |            | 1 200.00   | 235.20     | 1 435.20   |
| 0001 1262 | SCET SIEGE   |            | 27/02/2009 | 1 200.00   | 235.20     | 1 435.20   |
| 0913503/0 | CONSULTATION JURIDIQUE                                       | 3 000.00   |            | 3 000.00   | 588.00     | 3 588.00   |
| 0913503/0 | CONSULTATION JURIDIQUE - SCP COULOMBIE-GRAS-CRETTIN SGCB     | 3 000.00   |            | 3 000.00   | 588.00     | 3 588.00   |
| 0001 1262 | SCP COULOMBIE-GRAS-CRETTIN                                   |            | 31/03/2009 | 3 000.00   | 588.00     | 3 588.00   |
| 0913829/0 | COURSE CC  | 65.00      |            | 65.00      | 12.74      | 77.74      |
| 0913829/0 | COURSE CC -ACHEMINEMENT SUD EXPRESS SARL                     | 65.00      |            | 65.00      | 12.74      | 77.74      |
| 0001 1262 | ACHEMINEMENT SUD EXPRESS SARL                                |            | 30/06/2009 | 65.00      | 12.74      | 77.74      |
| 10-00887  | Fact n° 1268384 AAPC INFRA + VRD                             | 422.50     |            | 422.50     |            | 422.50     |
| 10-00887  | Fact n° 1268384 AAPC INFRA + VRD - JOURNAUX OFFICIELS        | 422.50     |            | 422.50     |            | 422.50     |
| 10-04874  | Fact n° 1268384 AAPC INFRA + VRD                             | 422.50     | 25/02/2010 | 422.50     |            | 422.50     |
| 10-01189  | TITRE DE RECETTE EXECUTOIRE                                  | 1 390.61   |            | 1 390.61   |            | 1 390.61   |
| 10-01189  | TITRE DE RECETTE EXECUTOIRE - PERCEPTEUR VAUVERT             | 1 390.61   |            | 1 390.61   |            | 1 390.61   |
| 10-07028  | TITRE DE RECETTE EXECUTOIRE                                  |            | 26/05/2010 | 1 390.61   |            | 1 390.61   |
| 10-01190  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                         | 36 586.32  |            | 36 586.32  | 7 170.92   | 43 757.24  |
| 10-01190  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal - SCP COULOMBIE-GRAS-   | 36 586.32  |            | 36 586.32  | 7 170.92   | 43 757.24  |
| 10-07045  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                         |            | 26/05/2010 | 2 400.00   | 470.40     | 2 870.40   |
| 10-07092  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                         |            | 26/05/2010 | 2 000.00   | 392.00     | 2 392.00   |
| 10-09927  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                         |            | 24/09/2010 | 2 000.00   | 392.00     | 2 392.00   |
| 10-10241  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                         |            | 25/10/2010 | 2 400.00   | 470.40     | 2 870.40   |
| 10-10607  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                         |            | 25/10/2010 | 1 500.00   | 294.00     | 1 794.00   |
| 11-12336  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal - Facture 201012183TG   |            | 25/01/2011 | 4 800.00   | 940.80     | 5 740.80   |
| 11-12678  | Vauvert - OPE 1262 - DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal    |            | 25/02/2011 | 2 000.00   | 392.00     | 2 392.00   |
| 11-13194  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                         |            | 25/02/2011 | 1 347.53   | 264.12     | 1 611.65   |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|           | Intitulé   | Engagé HT | Date       | Réglié HT | Règlements |            |
|-----------|--|-----------|------------|-----------|------------|------------|
|           |  |           |            |           | Réglié TVA | Réglié TTC |
| 10-11374  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                     |           | 25/03/2011 | 2 000.00  | 392.00     | 2 392.00   |
| 10-11375  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                     |           | 25/05/2011 | 1 200.00  | 235.20     | 1 435.20   |
| 10-11376  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                     |           | 24/06/2011 | 5 000.00  | 980.00     | 5 980.00   |
| 10-11377  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                     |           | 25/08/2011 | 1 000.00  | 196.00     | 1 196.00   |
| 10-11378  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                     |           | 25/11/2011 | 738.79    | 144.80     | 883.59     |
| 10-11379  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                     |           | 25/01/2012 | 1 000.00  | 196.00     | 1 196.00   |
| 10-11380  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                     |           | 25/01/2012 | 5 000.00  | 980.00     | 5 980.00   |
| 10-11381  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                     |           | 24/02/2012 | 1 000.00  | 196.00     | 1 196.00   |
| 10-11382  | DOSSIER EXPRO / M. Cavallès et Arnal                     |           | 24/05/2013 | 1 200.00  | 235.20     | 1 435.20   |
| 10-01479  | AVIS PUB EXPRO - MIDIMEDIA PUBLICITE                     | 339.04    |            | 339.04    | 66.45      | 405.49     |
| 10-09926  | AVIS PUB EXPRO   | 339.04    | 24/09/2010 | 339.04    | 66.45      | 405.49     |
| 10-01508  | Consultation dossier SCHMITT                             | 550.00    |            | 550.00    | 107.80     | 657.80     |
| 10-01508  | Consultation dossier SCHMITT - BEDEL DE BUZAREINGUES SCP | 550.00    | 25/10/2010 | 550.00    | 107.80     | 657.80     |
| 10-01518  | RBMT TAXE FONCIERE 2009 BAGAGLI                          | 645.38    |            | 645.38    |            | 645.38     |
| 10-01518  | RBMT TAXE FONCIERE 2009 BAGAGLI - LHUBAC-CABANIS-PRADAL  | 645.38    | 25/10/2010 | 645.38    |            | 645.38     |
| 10-010351 | RBMT TAXE FONCIERE 2009 BAGAGLI                          | 773.96    |            | 773.96    |            | 773.96     |
| 10-01610  | 262 SCP MARTINE SECCHI                                   | 773.96    |            | 773.96    |            | 773.96     |
| 10-01610  | 262 SCP MARTINE SECCHI - SCP SECCHI JAME                 | 773.96    | 24/12/2010 | 773.96    |            | 773.96     |
| 10-01429  | 262 SCP MARTINE SECCHI                                   | 175.67    |            | 175.67    |            | 175.67     |
| 10-01611  | 262 SNC DEVAL  | 175.67    |            | 175.67    |            | 175.67     |
| 10-01611  | 262 SNC DEVAL - DEVAL STE                                | 175.67    | 24/12/2010 | 175.67    |            | 175.67     |
| 10-11432  | 262 SNC DEVAL  | 96 555.00 |            | 96 555.00 |            | 96 555.00  |
| 10-01619  | TAXE FONCIERE  | 96 555.00 |            | 96 555.00 |            | 96 555.00  |
| 10-01619  | TAXE FONCIERE - TRESOR PUBLIC                            | 96 555.00 | 10/12/2010 | 96 555.00 |            | 96 555.00  |
| 10-11567  | TAXE FONCIERE 2010                                       |           | 26/09/2011 | 2 038.00  |            | 2 038.00   |
| 11-16498  | TAXE FONCIERE 2011                                       |           | 25/09/2012 | 3 699.00  |            | 3 699.00   |
| 12-21625  | TAXE FONCIERE  |           | 14/10/2013 | 3 790.00  |            | 3 790.00   |
| 13-26585  | TAXE FONCIERE  |           | 25/09/2014 | 2 454.00  |            | 2 454.00   |
| 14-31683  | TAXE FONCIERE 2014                                       |           | 12/10/2015 | 2 272.00  |            | 2 272.00   |
| 15-37035  | TAXE FONCIERE  |           | 27/10/2016 | 10 457.00 |            | 10 457.00  |
| 16-41674  | TAXE FONCIERE  |           | 26/10/2017 | 17 650.00 |            | 17 650.00  |
| 17-46997  | TAXE FONCIERE  |           | 01/12/2017 | -25.00    |            | -25.00     |
| 18-48053  | TAXE FONCIERE 2017                                       |           | 25/10/2018 | 16 557.00 |            | 16 557.00  |
| 19-53461  | TAXE FONCIERE  |           | 25/10/2019 | 14 063.00 |            | 14 063.00  |
| 20-55558  | TAXE FONCIERE  |           | 15/10/2020 | 7 912.00  |            | 7 912.00   |



## 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|          | Intitulé   | Engagé HT | Date       | Règlements |           |           |
|----------|--|-----------|------------|------------|-----------|-----------|
|          |  |           |            | Réglé HT   | Réglé TVA | Réglé TTC |
| 11-17685 | ABONNEMENT FONCIERE 2021                                       |           | 25/10/2021 | 5 302.00   |           | 5 302.00  |
| 11-14212 | ABONNEMENT FONCIERE 2022                                       |           | 17/10/2022 | 3 530.00   |           | 3 530.00  |
| 11-14471 | ABONNEMENT FONCIERE 2023                                       |           | 26/10/2023 | 3 144.00   |           | 3 144.00  |
| 11-11611 | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert/301653            | 3 968.78  |            | 3 921.38   | 214.58    | 4 135.96  |
| 11-11611 | Abonnement Branchement Côte Soleil - SAUR                      | 3 968.78  |            | 3 921.38   | 214.58    | 4 135.96  |
| 11-12213 | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert                   |           | 18/01/2011 | 26.74      | 1.47      | 28.21     |
| 11-14456 | Abonnement consommation - Réf 6320004384                       |           | 24/06/2011 | 39.41      | 2.17      | 41.58     |
| 11-16337 | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert                   |           | 26/09/2011 | 32.10      | 1.77      | 33.87     |
| 11-17801 | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert                   |           | 23/12/2011 | 39.43      | 2.17      | 41.60     |
| 12-19931 | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert                   |           | 24/05/2012 | 645.22     | 35.50     | 680.72    |
| 13-25606 | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert                   |           | 25/07/2013 | 434.28     | 23.90     | 458.18    |
| 13-25984 | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert                   |           | 26/08/2013 | 291.55     | 16.05     | 307.60    |
| 14-31169 | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert                   |           | 26/08/2014 | 1 318.01   | 72.49     | 1 390.50  |
| 15-36681 | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert                   |           | 25/09/2015 | 264.28     | 14.54     | 278.82    |
| 16-38792 | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert/301653            |           | 25/02/2016 | 650.33     | 34.85     | 685.18    |
| 16-40764 | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert/301653            |           | 25/07/2016 | 447.86     | 24.62     | 472.48    |
| 17-44256 | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert/301653            |           | 20/03/2017 | -404.55    | -22.24    | -426.79   |
| 17-46398 | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert/301653            |           | 25/08/2017 | 22.15      | 1.22      | 23.37     |
| 18-48722 | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert/301653            |           | 23/02/2018 | 20.61      | 0.90      | 21.51     |
| 21-56566 | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert/301653            |           | 25/03/2021 | 15.25      | 0.84      | 16.09     |
| 015017   | Abonnement Branchement Côte Soleil - Vauvert/301653            |           | 22/12/2023 | 78.71      | 4.33      | 83.04     |
| 11-01686 | PV Constat terrains Expropriation ZAC "Côte Soleil" Vauvert    | 210.53    |            | 210.53     | 39.47     | 250.00    |
| 11-12333 | PV Constat terrains Expropriation ZAC "Côte Soleil" Vauvert    | 210.53    |            | 210.53     | 39.47     | 250.00    |
| 11-01963 | VAUVERT - SEGARD/SCHMITT                                       | 1 350.00  | 25/01/2011 | 1 350.00   | 264.60    | 1 614.60  |
| 11-01963 | VAUVERT - SEGARD/SCHMITT                                       | 1 350.00  |            | 1 350.00   | 264.60    | 1 614.60  |
| 11-01963 | VAUVERT - SEGARD/SCHMITT - BEDEL DE BUZAREINGUES SCP           | 1 350.00  |            | 1 350.00   | 264.60    | 1 614.60  |
| 11-14527 | VAUVERT - SEGARD/SCHMITT                                       |           | 25/05/2011 | 550.00     | 107.80    | 657.80    |
| 11-16500 | VAUVERT - SEGARD/SCHMITT                                       |           | 26/09/2011 | 150.00     | 29.40     | 179.40    |
| 11-18027 | VAUVERT - SEGARD/SCHMITT                                       |           | 23/12/2011 | 650.00     | 127.40    | 777.40    |
| 11-02124 | SIGNIFICATION JUGEMENT DU 21/06 INDIVISAIRES ARNAL - EXPRO     | 71.97     |            | 71.97      | 11.70     | 83.67     |
| 11-02124 | SIGNIFICATION JUGEMENT DU 21/06 INDIVISAIRES ARNAL - EXPRO     | 71.97     |            | 71.97      | 11.70     | 83.67     |
| 11-15867 | SIGNIFICATION JUGEMENT DU 21/06 INDIVISAIRES ARNAL - EXPRO     | 69.87     | 25/08/2011 | 69.87      | 11.70     | 81.57     |
| 11-02125 | SIGNIFICATION JUGEMENT DU 07/07 - MR ET MME CAVAILLES -        | 69.87     |            | 69.87      | 11.70     | 81.57     |
| 11-02125 | SIGNIFICATION JUGEMENT DU 07/07 - MR ET MME CAVAILLES -        | 69.87     |            | 69.87      | 11.70     | 81.57     |
| 11-15868 | SIGNIFICATION JUGEMENT DU 07/07 - MR ET MME CAVAILLES -        | 285.60    | 25/08/2011 | 285.60     | 55.98     | 341.58    |
| 11-02258 | Appel d'offre implantation d'enseignes commerciales de petites | 285.60    |            | 285.60     | 55.98     | 341.58    |
| 11-02258 | Appel d'offre implantation d'enseignes commerciales de petites | 285.60    |            | 285.60     | 55.98     | 341.58    |
| 11-16976 | Appel d'offre implantation d'enseignes commerciales de petites | 285.60    | 25/10/2011 | 285.60     | 55.98     | 341.58    |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

| Intitulé   | Engagé HT | Date       | Réglé HT  | Réglé TVA | Réglé TTC |
|--|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661   | 20 846,72 |            | 20 846,72 | 1 042,38  | 21 889,10 |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661 - | 20 846,72 |            | 20 846,72 | 1 042,38  | 21 889,10 |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 30054           |           | 23/12/2011 | 67,96     | 3,74      | 71,70     |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 30054           |           | 24/05/2012 | 1 791,24  | 98,53     | 1 889,77  |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 30054           |           | 25/02/2013 | 2 412,28  | 132,69    | 2 544,97  |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 30054           |           | 26/08/2013 | 1 618,50  | 89,02     | 1 707,52  |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454          |           | 20/05/2015 | 0,20      | 0,20      | 0,20      |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454          |           | 01/08/2014 | -249,36   | -14,14    | -263,50   |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454          |           | 25/07/2014 | 3 134,28  | 171,96    | 3 306,24  |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454          |           | 26/08/2014 | 527,28    | 29,01     | 556,29    |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454          |           | 03/03/2015 | 545,19    | 29,99     | 575,18    |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454          |           | 21/04/2015 | -688,60   | -137,72   | -826,32   |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454          |           | 20/05/2015 | 0,20      | 0,20      | 0,20      |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454          |           | 20/05/2015 | 0,20      | 0,20      | 0,20      |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454          |           | 20/05/2015 | -0,60     | -0,60     | -0,60     |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454          |           | 25/09/2015 | 534,71    | 29,41     | 564,12    |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 302661          |           | 25/02/2016 | 1 225,15  | 66,48     | 1 291,63  |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661   |           | 25/07/2016 | 869,25    | 47,80     | 917,05    |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661   |           | 20/03/2017 | -279,68   | -15,37    | -295,05   |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661   |           | 25/08/2017 | 295,93    | 16,27     | 312,20    |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661   |           | 23/03/2018 | 290,19    | 15,73     | 305,92    |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661   |           | 31/07/2018 | 293,27    | 16,13     | 309,40    |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661   |           | 31/07/2018 | 20,04     | 1,10      | 21,14     |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661   |           | 25/02/2019 | 13,90     | 0,77      | 14,67     |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661   |           | 25/07/2019 | 7 406,90  | 407,39    | 7 814,29  |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661   |           | 23/08/2019 | 14,81     | 0,82      | 15,63     |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661   |           | 23/08/2019 | 774,41    | 42,60     | 817,01    |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661   |           | 12/03/2020 | -254,91   | -15,46    | -270,37   |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661   |           | 25/08/2020 | 248,82    | 13,70     | 262,52    |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661   |           | 23/04/2021 | 60,64     | 3,32      | 63,96     |
| Abonnement + consommation - 2ème compteur n° 300454/302661   |           | 25/08/2021 | 174,52    | 8,61      | 183,13    |
| DEPOT DE PIECES PARTIEL CREATION ZAC                         | 760,57    |            | 760,57    | 120,30    | 880,87    |
| DEPOT DE PIECES PARTIEL CREATION ZAC - SCP SECCHI JAME       | 760,57    |            | 760,57    | 120,30    | 880,87    |
| DEPOT DE PIECES PARTIEL CREATION ZAC                         | 760,57    | 24/05/2012 | 760,57    | 120,30    | 880,87    |
| EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                          | 6 385,06  |            | 6 385,06  | 689,57    | 7 074,63  |
| EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE - EDF CT                 | 6 385,06  |            | 6 385,06  | 689,57    | 7 074,63  |
| EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                          |           | 23/11/2012 | 299,25    | 21,26     | 320,51    |
| EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE - Facture 23537118       |           | 25/04/2013 | 140,73    | 11,68     | 152,41    |





# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|          | Intitulé   | Engagé HT | Date       | Réglé HT | Réglé TVA | Réglé TTC |
|----------|--|-----------|------------|----------|-----------|-----------|
| 13-5011  | MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                   |           | 24/05/2013 | 92.01    | 9.00      | 101.01    |
| 13-5012  | MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                   |           | 27/06/2013 | 44.08    | -8.74     | 35.34     |
| 13-5013  | MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                   |           | 25/07/2013 | 104.75   | 9.79      | 114.54    |
| 13-5014  | MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                   |           | 25/09/2013 | 204.62   | 16.12     | 220.74    |
| 13-5015  | MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                   |           | 24/01/2014 | 173.45   | 6.13      | 179.58    |
| 13-5016  | MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                   |           | 24/01/2014 | -69.48   |           | -69.48    |
| 13-5017  | MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                   |           | 20/03/2014 | 169.92   | 15.84     | 185.76    |
| 13-5018  | MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                   |           | 23/05/2014 | 38.33    | -10.47    | 27.86     |
| 14-30380 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 18/07/2014 | 158.78   | 13.62     | 172.40    |
| 14-30943 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 18/09/2014 | 160.59   | 14.07     | 174.66    |
| 14-31688 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 21/11/2014 | 58.43    | -6.92     | 51.51     |
| 14-32769 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 21/01/2015 | 174.04   | 16.20     | 190.24    |
| 15-33376 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 19/03/2015 | 174.03   | 16.20     | 190.23    |
| 15-34244 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 19/03/2015 | 191.40   | 31.10     | 222.50    |
| 15-34245 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 01/06/2015 | 95.71    | -2.89     | 92.82     |
| 15-35688 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 21/07/2015 | 133.24   | 8.04      | 141.28    |
| 15-36255 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 18/09/2015 | 133.78   | 8.12      | 141.90    |
| 15-36882 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 23/05/2016 | 224.26   | 37.67     | 261.93    |
| 16-39915 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 06/06/2016 | 161.00   | 13.56     | 174.56    |
| 16-40329 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 20/01/2017 | 179.33   | 28.74     | 208.07    |
| 17-43261 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 20/03/2017 | 172.90   | 27.46     | 200.36    |
| 17-44380 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 18/01/2021 | 306.48   | 36.24     | 342.72    |
| 21-56218 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 08/02/2021 | 346.78   | 66.14     | 412.92    |
| 21-56593 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 20/05/2021 | 283.30   | 45.02     | 328.32    |
| 21-56993 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 20/07/2021 | 406.06   | 72.96     | 479.02    |
| 21-57287 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 20/09/2021 | 311.99   | 53.17     | 365.16    |
| 21-57575 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 22/11/2021 | 304.88   | 51.55     | 356.43    |
| 21-57894 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 21/12/2021 | -407.75  | -90.69    | -498.44   |
| 013395   | facture 10140713064                                |           | 01/08/2022 | 378.16   | 31.51     | 409.67    |
| 013924   | facture 10152399601                                |           | 03/10/2022 | 389.93   | 33.37     | 423.30    |
| 22-60093 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 02/12/2022 | 422.04   | 39.94     | 461.98    |
| 22-60149 | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           | 01/09/2023 | 428.04   | 74.78     | 502.82    |
| 014825   | EP MASSACRE CHEMIN MOULIN DE L'AURE                |           |            | 316.42   | 60.22     | 376.64    |
| 13-03341 | PV DE CONSTAT GENS DU VOYAGE INSTALLEES SUR ZAC    | 316.42    |            | 316.42   | 60.22     | 376.64    |
| 13-24517 | PV DE CONSTAT GENS DU VOYAGE INSTALLEES SUR ZAC    | 318.50    | 25/04/2013 | 316.42   | 60.22     | 376.64    |
| 14-03833 | ANNONCE DEDECLASSEMENT CHEMIN COMMUNAL             | 318.50    |            | 318.50   | 62.43     | 380.93    |
| 14-03833 | ANNONCE DEDECLASSEMENT CHEMIN COMMUNAL - MIDIMEDIA | 318.50    |            | 318.50   | 62.43     | 380.93    |
| 14-28232 | ANNONCE DEDECLASSEMENT CHEMIN COMMUNAL             |           | 24/01/2014 | 318.50   | 62.43     | 380.93    |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

| Intitulé  | Engagé HT | Date       | Réglé HT | Règlements |           |
|---|-----------|------------|----------|------------|-----------|
|   |           |            |          | Réglé TVA  | Réglé TTC |
| 19-07546 ABONNEMENT + CONSO COMPTEUR 005148 - SAUR FRANCE       | 15 000,00 | 25/09/2019 | 5 526,09 | 297,89     | 5 823,98  |
| 19-53330 ABONNEMENT + CONSO COMPTEUR 005148                     | 175,68    | 25/03/2020 | 48,83    | 3,93       | 52,76     |
| 20-54568 ABONNEMENT + CONSO COMPTEUR 005148                     | 175,68    | 25/08/2020 | 91,13    | 5,02       | 96,15     |
| 20-55316 ABONNEMENT + CONSO COMPTEUR 005148                     | 386,18    | 23/04/2021 | 66,94    | 3,69       | 70,63     |
| 21-56661 ABONNEMENT + CONSO COMPTEUR 005148                     | 386,18    | 25/08/2021 | 55,98    | 3,07       | 59,05     |
| 21-57465 ABONNEMENT + CONSO COMPTEUR 005148                     | 386,18    | 25/05/2022 | 74,65    | 3,13       | 77,78     |
| 013751 FACTURE 632220640946                                     | 15 000,00 | 01/06/2022 | 31,34    | 1,48       | 32,82     |
| 013752 FACTURE 632220639423                                     | 122,00    | 25/05/2022 | 113,14   | 6,24       | 119,38    |
| 013825 FACTURE 632220639423                                     | 122,00    | 23/09/2022 | 4,36     | 0,24       | 4,36      |
| 013981 ABONNEMENT + CONSO COMPTEUR 005148                       | 122,00    | 17/08/2022 | 46,31    | 2,56       | 48,87     |
| 013982 ABONNEMENT + CONSO COMPTEUR 005148                       | 122,00    | 23/09/2022 | 13,50    | 0,75       | 14,25     |
| 013983 ABONNEMENT + CONSO COMPTEUR 005148                       | 122,00    | 17/08/2022 | 97,26    | 5,35       | 102,61    |
| 013988 ABONNEMENT + CONSO COMPTEUR 005148                       | 122,00    | 23/09/2022 | -13,50   | -0,75      | -14,25    |
| 014627 ABONNEMENT + CONSO COMPTEUR 005148                       | 122,00    | 30/08/2023 | 120,14   | 0,75       | 120,89    |
| 19-07554 TAXE FONCIERE - TRESOR PUBLIC                          | 122,00    | 25/09/2019 | 4 776,01 | 262,67     | 5 038,68  |
| 19-53439 TAXE FONCIERE  | 122,00    | 13/12/2019 | 122,00   |            | 122,00    |
| 20-54191 TAXE FONCIERE  | 122,00    | 13/12/2019 | 136,00   |            | 136,00    |
| 2008.1011/0 CONSTAT AFFICHAGE                                   | 210,53    | 30/06/2008 | -14,00   |            | -14,00    |
| 2008.1011/0 CONSTAT AFFICHAGE - PELERIAUX GISCLARD BADAROUX SCP | 210,53    | 30/06/2008 | 210,53   | 39,47      | 250,00    |
| 0001 1262 PELERIAUX GISCLARD BADAROUX SCP AC 0001 2 008.10      | 210,53    | 30/06/2008 | 210,53   | 39,47      | 250,00    |
| 2010/1002 LC 2010/1002 CONSTAT HUISSIER PERMIS DE DEMOLIR -     | 210,53    | 24/09/2010 | 210,53   | 39,47      | 250,00    |
| 2010/1002 LC 2010/1002 CONSTAT HUISSIER PERMIS DE DEMOLIR -     | 210,53    | 24/09/2010 | 210,53   | 39,47      | 250,00    |
| 10-09986 LC 2010/1002 CONSTAT HUISSIER PERMIS DE DEMOLIR        | 1 550,00  | 24/01/2014 | 210,53   | 39,47      | 250,00    |
| 2013-1021 Déplacement panneau publicitaire                      | 1 550,00  | 24/01/2014 | 1 550,00 | 310,00     | 1 860,00  |
| 2013-1021 Déplacement panneau publicitaire - DE CECCO PUBLICITE | 1 550,00  | 24/01/2014 | 1 550,00 | 310,00     | 1 860,00  |
| 14-28231 Déplacement panneau publicitaire                       | 152,00    | 25/10/2013 | 1 550,00 | 310,00     | 1 860,00  |
| 2013/018 diagnostic amiante vente garage RIOS                   | 152,00    | 25/10/2013 | 152,00   | 29,79      | 181,79    |
| 2013/018 diagnostic amiante vente garage RIOS - 2D EXPERTISES   | 152,00    | 25/10/2013 | 152,00   | 29,79      | 181,79    |
| 13-26973 diagnostic amiante vente garage RIOS                   | 152,00    | 25/10/2013 | 152,00   | 29,79      | 181,79    |



## 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

|  | Intitulé  | Engagé HT | Date       | Régie HT  | Règlements |           |  |
|--|---|-----------|------------|-----------|------------|-----------|--|
|  |   |           |            |           | Régie TVA  | Régie TTC |  |
|  | DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION LOCAL BOSSARD                               | 90.00     |            | 90.00     | 17.64      | 107.64    |  |
|  | DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION LOCAL BOSSARD - 2D                          | 90.00     |            | 90.00     | 17.64      | 107.64    |  |
|  | AGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION LOCAL BOSSARD                                 |           | 25/11/2013 | 90.00     | 17.64      | 107.64    |  |
|  | 2021.008 PRISE DEBIT PRESSION POTAEAU INCENDIE                                  | 150.00    |            |           |            |           |  |
|  | 2021.008 PRISE DEBIT PRESSION POTAEAU INCENDIE - SAUR                           | 150.00    |            |           |            |           |  |
|  | EP Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure                        |           |            |           |            |           |  |
|  | EP Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure - EDF                  | 28 722.64 |            | 28 722.64 | 4 064.15   | 32 786.79 |  |
|  | EP Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure - EDF                  |           |            | 517.99    | 38.95      | 556.94    |  |
|  | 12-21227 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 24/08/2012 | 301.81    | 16.60      | 318.41    |  |
|  | 13-23636 Eclairage Public Postes EP Massacre - Chem Moulin de l'Aure            |           | 25/02/2013 | 50.63     | 2.78       | 53.41     |  |
|  | 13-23637 Eclairage Public Postes EP St Laurent - Chem Moulin de l'Aure          |           | 25/02/2013 | 25.31     | 1.39       | 26.70     |  |
|  | 13-25680 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 25/07/2013 | 140.24    | 18.18      | 158.42    |  |
|  | EDF CONSO EP Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure - EDF CT     | 28 722.64 |            | 28 204.65 | 4 025.20   | 32 229.85 |  |
|  | 13-26370 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 25/09/2013 | 90.64     | 9.85       | 100.49    |  |
|  | 13-27243 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 25/11/2013 | 930.51    | 169.93     | 1 100.44  |  |
|  | 14-28224 Eclairage Public Postes St Laurent - Chem Moulin de l'Aure             |           | 24/01/2014 | 173.38    | 27.25      | 200.63    |  |
|  | 14-29270 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 20/03/2014 | 187.23    | 30.53      | 217.76    |  |
|  | 14-30379 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 23/05/2014 | 212.16    | 35.51      | 247.67    |  |
|  | 14-30944 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 18/07/2014 | 199.50    | 32.98      | 232.48    |  |
|  | 14-31689 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 18/09/2014 | 210.30    | 35.16      | 245.46    |  |
|  | 14-32770 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 21/11/2014 | 46.31     | 2.08       | 48.39     |  |
|  | 15-33377 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 21/01/2015 | 191.51    | 31.12      | 222.63    |  |
|  | 15-35689 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 01/06/2015 | 225.92    | 36.24      | 262.16    |  |
|  | 15-36256 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 21/07/2015 | 157.73    | 24.36      | 182.09    |  |
|  | 15-36888 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 18/09/2015 | 165.51    | 25.92      | 191.43    |  |
|  | 15-37557 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 23/11/2015 | 137.42    | 20.30      | 157.72    |  |
|  | 15-37558 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 23/11/2015 | 215.97    | 24.56      | 240.53    |  |
|  | 16-38390 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 21/01/2016 | 190.50    | 30.92      | 221.42    |  |
|  | 16-38391 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 21/01/2016 | 153.43    | 12.05      | 165.48    |  |
|  | 16-39102 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 18/03/2016 | 186.00    | 30.02      | 216.02    |  |
|  | 16-39103 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 18/03/2016 | 152.62    | 11.89      | 164.51    |  |
|  | 16-40710 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 20/07/2016 | 167.19    | 26.26      | 193.45    |  |
|  | 16-41502 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 19/09/2016 | 165.60    | 26.00      | 191.60    |  |
|  | 16-41503 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 19/09/2016 | 217.54    | 24.96      | 242.50    |  |
|  | 16-42467 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 21/11/2016 | 267.60    | 34.97      | 302.57    |  |
|  | 16-42495 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 21/11/2016 | 25.88     | -1.95      | 23.93     |  |
|  | 17-43262 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 20/01/2017 | 237.66    | 28.98      | 266.64    |  |
|  | 17-44381 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 20/03/2017 | 232.35    | 27.92      | 260.27    |  |
|  | 17-45506 Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure |           | 22/05/2017 | 290.36    | 39.52      | 329.88    |  |



## 1262 VAUVERT - ZAC commerciale



Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|          |  | Engagé HT  |          | Règlements |           |  |
|----------|--|------------|----------|------------|-----------|--|
| Intitulé |  | Date       | Réglé HT | Réglé TVA  | Réglé TTC |  |
| 18-48289 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 22/05/2017 | 318.70   | 56.62      | 375.32    |  |
| 18-48290 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 20/07/2017 | 267.97   | 35.04      | 303.01    |  |
| 18-48944 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 20/07/2017 | 162.62   | 25.40      | 188.02    |  |
| 18-48945 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 20/09/2017 | 192.99   | 30.64      | 223.63    |  |
| 18-49907 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 20/09/2017 | 124.20   | 23.07      | 147.27    |  |
| 18-49908 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 22/11/2017 | 200.52   | 9.74       | 210.26    |  |
| 18-50478 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 22/11/2017 | 458.89   | 78.80      | 537.69    |  |
| 18-50479 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 22/01/2018 | 252.99   | 31.50      | 284.49    |  |
| 18-50929 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 22/01/2018 | 260.25   | 44.69      | 304.94    |  |
| 18-51430 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 19/03/2018 | 255.59   | 43.56      | 299.15    |  |
| 18-51431 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 19/03/2018 | 252.11   | 30.94      | 283.05    |  |
| 19-51899 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 25/05/2018 | 271.52   | 34.82      | 306.34    |  |
| 19-51900 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 25/05/2018 | 416.96   | 75.84      | 492.80    |  |
| 19-52411 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 25/05/2018 | 229.99   | 26.51      | 256.50    |  |
| 19-52412 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 19/07/2018 | 255.14   | 43.47      | 298.61    |  |
| 19-52767 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 20/09/2018 | 234.86   | 27.28      | 262.14    |  |
| 19-53030 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 20/09/2018 | 263.18   | 44.99      | 308.17    |  |
| 19-53327 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 26/11/2018 | 230.78   | 38.46      | 269.24    |  |
| 19-53328 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 26/11/2018 | 213.87   | 22.98      | 236.85    |  |
| 19-53922 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 21/01/2019 | 245.78   | 29.47      | 275.25    |  |
| 19-53923 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 21/01/2019 | 285.08   | 49.37      | 334.45    |  |
| 19-54233 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 20/03/2019 | 255.71   | 31.45      | 287.16    |  |
| 19-54234 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 20/03/2019 | 306.09   | 53.57      | 359.66    |  |
| 19-54235 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 23/05/2019 | 240.11   | 28.33      | 268.44    |  |
| 19-54236 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 23/05/2019 | 330.05   | 58.36      | 388.41    |  |
| 19-54237 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 18/07/2019 | 258.33   | 44.02      | 302.35    |  |
| 19-54238 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 18/07/2019 | 227.76   | 25.86      | 253.62    |  |
| 19-54239 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 19/09/2019 | 273.03   | 46.60      | 319.63    |  |
| 19-54240 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 19/09/2019 | 239.14   | 27.28      | 266.42    |  |
| 19-54241 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 22/11/2019 | 210.19   | 21.70      | 231.89    |  |
| 19-54242 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 22/11/2019 | 333.12   | 58.72      | 391.84    |  |
| 19-54243 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 20/01/2020 | 328.82   | 57.86      | 386.68    |  |
| 19-54244 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 20/01/2020 | 251.69   | 30.00      | 281.69    |  |
| 19-54245 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 17/03/2020 | 342.81   | 60.48      | 403.29    |  |
| 19-54246 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 17/03/2020 | 259.38   | 31.17      | 290.55    |  |
| 19-54247 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 08/06/2020 | 91.20    | 5.02       | 96.22     |  |
| 19-54248 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 08/06/2020 | 45.60    | 2.51       | 48.11     |  |
| 19-54249 | Eclairage Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Auré | 17/07/2020 | 586.15   | 107.77     | 693.92    |  |



## 1262 VAUVERT - ZAC commerciale



Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|          | Intitulé   | Engagé HT | Date       | Règlements |           |           |
|----------|--|-----------|------------|------------|-----------|-----------|
|          |  |           |            | Réglé HT   | Réglé TVA | Réglé TTC |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 17/07/2020 | 405.19     | 52.97     | 458.16    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 17/09/2020 | 236.35     | 25.78     | 262.13    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 17/09/2020 | 274.74     | 46.58     | 321.32    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 20/11/2020 | 195.46     | 25.50     | 220.96    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 20/11/2020 | 331.41     | 59.49     | 390.90    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 01/03/2021 | 105.77     | 14.69     | 120.46    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 19/03/2021 | -58.48     | 1.23      | -57.25    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 06/04/2021 | 677.39     | 52.89     | 730.28    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 01/06/2021 | 443.19     | 40.28     | 483.47    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 02/08/2021 | 411.87     | 34.01     | 445.88    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 04/10/2021 | 486.14     | 39.11     | 525.25    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 02/09/2021 | -486.14    | -39.11    | -525.25   |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 02/09/2021 | 486.14     | 39.11     | 525.25    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 02/12/2021 | 491.95     | 44.14     | 536.09    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 01/02/2022 | 453.08     | 46.37     | 499.45    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 04/03/2022 | 74.88      | 4.12      | 79.00     |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 01/04/2022 | 451.92     | 46.51     | 498.43    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 02/05/2022 | 366.24     | 62.93     | 429.17    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 01/06/2022 | 406.95     | 37.27     | 444.22    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 04/07/2022 | 307.49     | 51.18     | 358.67    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 02/09/2022 | 276.19     | 44.82     | 321.01    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 02/11/2022 | 329.44     | 55.49     | 384.93    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 03/01/2023 | 417.19     | 73.04     | 490.23    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 01/02/2023 | 454.20     | 45.89     | 500.09    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 06/03/2023 | 950.35     | 179.17    | 1 129.52  |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 03/04/2023 | 774.43     | 110.30    | 884.73    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 01/06/2023 | 669.34     | 89.04     | 758.38    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 02/05/2023 | 1 138.41   | 216.92    | 1 355.33  |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 03/07/2023 | 439.02     | 77.04     | 516.06    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 01/08/2023 | 568.01     | 68.77     | 636.78    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 02/10/2023 | 647.82     | 84.34     | 732.16    |
| 013610   | Facture Public Postes St Laurent et Massacre - Chem Moulin de l'Aure | 250.40    | 02/11/2023 | 74.72      | 4.11      | 78.83     |
| 19-53033 | CONSTAT VOIRIE   | 236.21    | 25/07/2019 | 236.21     | 43.79     | 280.00    |
| 19-53033 | CONSTAT VOIRIE   | 236.21    | 25/07/2019 | 236.21     | 43.79     | 280.00    |
| 19-53287 | CONSTAT TRAVAUX LOT 17   | 236.21    | 25/09/2019 | 236.21     | 43.79     | 280.00    |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

| Intitulé  | Engagé HT           | Date       | Réglé HT            | Règlements<br>Réglé TVA | Réglé TTC           |
|---|---------------------|------------|---------------------|-------------------------|---------------------|
| <b>FINANCIERS</b>                                     | <b>1 154 930,71</b> |            | <b>1 142 101,94</b> |                         | <b>1 142 101,94</b> |
| Financiers sur court terme                            | 95 908,00           |            | 103 452,71          |                         | 103 452,71          |
| INTERETS OP 1262 Décembre                             | 95 908,00           |            | 103 452,71          |                         | 103 452,71          |
| INTERETS OP 1262 Décembre - C.D.C. D.M.E.             | 95 908,00           |            | 103 452,71          |                         | 103 452,71          |
| RETS OP 1262 Décembre                                 |                     | 30/03/2007 | 1 467,82            |                         | 1 467,82            |
| RETS OP 1262 Décembre                                 |                     | 31/03/2008 | 3 028,52            |                         | 3 028,52            |
| RETS OP 1262 Décembre                                 |                     | 02/03/2010 | 816,54              |                         | 816,54              |
| RETS OP 1262 Décembre                                 |                     | 25/03/2011 | 14 502,21           |                         | 14 502,21           |
| RETS OP 1262 Décembre                                 |                     | 29/02/2012 | 19 615,68           |                         | 19 615,68           |
| RETS OP 1262 Décembre                                 |                     | 26/03/2013 | 11 149,63           |                         | 11 149,63           |
| RETS OP 1262 Décembre                                 |                     | 25/02/2014 | 9 330,71            |                         | 9 330,71            |
| RETS OP 1262 Décembre                                 |                     | 25/03/2016 | 13,33               |                         | 13,33               |
| RETS OP 1262 Décembre                                 |                     | 27/04/2017 | 2 078,61            |                         | 2 078,61            |
| RETS OP 1262 Décembre                                 |                     | 23/03/2018 | 8 318,96            |                         | 8 318,96            |
| RETS OP 1262 Décembre                                 |                     | 21/06/2019 | 10 526,75           |                         | 10 526,75           |
| RETS OP 1262 Décembre                                 |                     | 27/07/2020 | 5 743,97            |                         | 5 743,97            |
| RETS OP 1262 Décembre                                 |                     | 23/07/2021 | 9 315,27            |                         | 9 315,27            |
| RETS OP 1262 Décembre                                 |                     | 25/04/2022 | 6 466,00            |                         | 6 466,00            |
| RETS OP 1262 Décembre                                 |                     | 15/06/2023 | 1 078,71            |                         | 1 078,71            |
| <b>2102 Frais financiers sur emprunts</b>             | <b>1 059 022,71</b> |            | <b>1 038 649,23</b> |                         | <b>1 038 649,23</b> |
| 0710356/0 EMPRUNT N°1 - 400 000 €                     | 51 333,00           |            | 49 320,00           |                         | 49 320,00           |
| 0710356/0 EMPRUNT N°1 - 400 000 € - CREDIT COOPERATIF | 51 333,00           |            | 49 320,00           |                         | 49 320,00           |
| 0001 1262 CREDIT COOPERATIF AC 0001 0710356           |                     | 02/07/2007 | 2 013,00            |                         | 2 013,00            |
| 0002 1262 CREDIT COOPERATIF AC 0002 0710356           |                     | 27/09/2007 | 4 110,00            |                         | 4 110,00            |
| 0003 1262 CREDIT COOPERATIF AC 0003 0710356           |                     | 21/12/2007 | 4 110,00            |                         | 4 110,00            |
| 0004 1262 CREDIT COOPERATIF AC 0004 0710356           |                     | 27/03/2008 | 4 110,00            |                         | 4 110,00            |
| 0005 1262 CREDIT COOPERATIF AC 0005 0710356           |                     | 27/06/2008 | 4 110,00            |                         | 4 110,00            |
| 0006 1262 CREDIT COOPERATIF AC 0006 0710356           |                     | 27/09/2008 | 4 110,00            |                         | 4 110,00            |
| 0007 1262 CREDIT COOPERATIF AC 0007 0710356           |                     | 27/12/2008 | 4 110,00            |                         | 4 110,00            |
| 0008 1262 CREDIT COOPERATIF AC 0008 0710356           |                     | 27/03/2009 | 4 110,00            |                         | 4 110,00            |
| 0009 1262 CREDIT COOPERATIF AC 0009 0710356           |                     | 27/06/2009 | 4 110,00            |                         | 4 110,00            |
| 09-01537 EMPRUNT N°1 - 400 000 €                      |                     | 27/09/2009 | 4 110,00            |                         | 4 110,00            |
| 09-03205 EMPRUNT N°1 - 400 000 €                      |                     | 27/12/2009 | 4 110,00            |                         | 4 110,00            |
| 10-05312 EMPRUNT N°1 - 400 000 €                      |                     | 27/03/2010 | 4 110,00            |                         | 4 110,00            |
| 10-06640 EMPRUNT N°1 - 400 000 € PRET N°07030150      |                     | 27/07/2010 | 4 110,00            |                         | 4 110,00            |
| 11-16210 EMPRUNT N°1 - 400 000 €                      |                     | 08/09/2011 | -2 013,00           |                         | -2 013,00           |
| 09-00152 Emprunt 2                                    | 9 412,45            |            | 9 412,45            |                         | 9 412,45            |
| 09-00152 Emprunt 2 - CREDIT COOPERATIF                | 9 412,45            |            | 9 412,45            |                         | 9 412,45            |





# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
Reçu en préfecture le 25/06/2024  
Publié le 25/06/2024  
ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|          | Intitulé   | Engagé HT  | Date       | Règlements |            |           |
|----------|--|------------|------------|------------|------------|-----------|
|          |  |            |            | Réglé HT   | Réglé TVA  | Réglé TTC |
| 09-00459 | Emprunt 3 - CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC                     | 302 163,89 |            |            |            |           |
| 10-10123 | Emprunt 3  |            | 25/10/2010 | 77 103,89  | 77 103,89  |           |
| 11-16801 | Emprunt 3  |            | 27/10/2011 | 75 020,00  | 75 020,00  |           |
| 12-21718 | Emprunt 3  |            | 24/10/2012 | 75 020,00  | 75 020,00  |           |
| 13-26864 | Emprunt 3  |            | 28/10/2013 | 75 020,00  | 75 020,00  |           |
| 10-01644 | EMPRUNT 4 - 1 500 K€ - CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC          | 263 757,63 |            |            |            |           |
| 11-17534 | EMPRUNT 4 - 1 500 K€   |            | 23/12/2011 | 42 163,75  | 42 163,75  |           |
| 12-22596 | EMPRUNT 4 - 1 500 K€   |            | 10/12/2012 | 40 050,00  | 40 050,00  |           |
| 13-27458 | EMPRUNT 4 - 1 500 K€   |            | 27/12/2013 | 40 050,00  | 40 050,00  |           |
| 14-32988 | EMPRUNT 4 - 1 500 K€   |            | 23/12/2014 | 40 050,00  | 40 050,00  |           |
| 15-37342 | EMPRUNT 4 - 1 500 K€   |            | 29/12/2015 | 40 050,00  | 40 050,00  |           |
| 16-41651 | EMPRUNT 4 - 1 500 K€   |            | 23/12/2016 | 30 429,70  | 30 429,70  |           |
| 17-46372 | EMPRUNT 4 - 1 500 K€   |            | 27/12/2017 | 20 552,53  | 20 552,53  |           |
| 18-51017 | EMPRUNT 4 - 1 500 K€   |            | 20/12/2018 | 10 411,65  | 10 411,65  |           |
| 13-03706 | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                                | 421 588,28 |            |            |            |           |
| 13-03706 | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€ - CAISSE D'EPARGNE MONTPELLIER | 421 588,28 |            |            |            |           |
| 13-27071 | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                                |            | 19/11/2013 | 7 750,00   | 7 750,00   |           |
| 14-31827 | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                                |            | 22/10/2014 | 69 641,67  | 69 641,67  |           |
| 15-37339 | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                                |            | 29/10/2015 | 68 500,00  | 68 500,00  |           |
| 16-40853 | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                                |            | 25/10/2016 | 55 530,47  | 55 530,47  |           |
| 17-46371 | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                                |            | 21/10/2017 | 42 205,58  | 42 205,58  |           |
| 17-47555 | ANNUL  |            | 15/01/2018 | -42 205,58 | -42 205,58 |           |
| 17-47556 | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                                |            | 15/01/2018 | 36 711,32  | 36 711,32  |           |
| 17-47557 | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                                |            | 15/01/2018 | 7 034,26   | 7 034,26   |           |
| 18-51016 | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                                |            | 22/10/2018 | 38 006,91  | 38 006,91  |           |
| 19-53759 | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                                |            | 08/11/2019 | 33 693,19  | 33 693,19  |           |
| 20-55621 | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€ - 1262                         |            | 22/10/2020 | 29 261,28  | 29 261,28  |           |
| 21-57638 | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                                |            | 25/10/2021 | 24 707,94  | 24 707,94  |           |
| 22-58869 | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                                |            | 20/10/2022 | 20 029,83  | 20 029,83  |           |





# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|              | Intitulé  | Engagé HT           | Date       | Régie HT            | Régie TVA           | Régie TTC            |
|--------------|---|---------------------|------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| 22-608       | EMPRUNT 5 - A171.30GB - 2500K€                            |                     | 20/10/2023 | 15 223,55           |                     | 15 223,55            |
| 22-593       | EMPRUNT6 - 4048285 - 1000000€ FRAIS DE DOSSIERS           |                     | 20/05/2021 | 1 000,00            |                     | 1 000,00             |
| 22-593       | EMPRUNT6 - 4048285 - 1000000€                             |                     | 20/05/2021 | -1 000,00           |                     | -1 000,00            |
| 22-593       | EMPRUNT 6 4048285 1000000€                                | 10 767,46           |            | 7 904,84            |                     | 7 904,84             |
| 22-593       | EMPRUNT 6 4048285 1000000€ - CREDIT AGRI LANGUEDOC        | 10 767,46           |            | 7 904,84            |                     | 7 904,84             |
| 22-593       | Emprunt 6 FRAIS DOSSIER                                   |                     | 20/05/2021 | 1 000,00            |                     | 1 000,00             |
| 22-58870     | EMPRUNT 6 4048285 1000000€ REGUL FRAIS                    |                     | 25/10/2021 | 9,99                |                     | 9,99                 |
| 23-60871     | EMPRUNT 6 4048285 1000000€                                |                     | 07/06/2022 | 4 039,45            |                     | 4 039,45             |
| 27           | <b>FRAIS DE COMMERCIALISATION</b>                         | <b>9 557,00</b>     |            | <b>9 557,00</b>     | <b>1 880,55</b>     | <b>11 437,55</b>     |
| 2701         | Frais de commercialisation                                | 9 557,00            |            | 9 557,00            | 1 880,55            | 11 437,55            |
| 2009.1034    | 2009/1034 AMEGA PUB                                       | 2 930,00            |            | 2 930,00            | 574,28              | 3 504,28             |
| 2009.1034    | 2009/1034 AMEGA PUB - AMEGA                               | 2 930,00            |            | 2 930,00            | 574,28              | 3 504,28             |
| 10-04875     | 2009/1034 AMEGA PUB                                       | 2 930,00            | 25/02/2010 | 2 930,00            | 574,28              | 3 504,28             |
| 2010-1012    | Réalisation panneau commercialisation                     | 2 782,00            |            | 2 782,00            | 545,27              | 3 327,27             |
| 2010-1012    | Réalisation panneau commercialisation - DECO ADER         | 2 782,00            |            | 2 782,00            | 545,27              | 3 327,27             |
| 10-07579     | LC 2010-1012 Réalisation panneau commercialisation        |                     | 25/06/2010 | 2 782,00            | 545,27              | 3 327,27             |
| 2012/1011    | INSERTION PUBLICITE SUPPLEMENT MAGASINE ZONES D'ACTIVITES | 750,00              |            | 750,00              | 147,00              | 897,00               |
| 2012/1011    | INSERTION PUBLICITE SUPPLEMENT MAGASINE ZONES D'ACTIVITES | 750,00              |            | 750,00              | 147,00              | 897,00               |
| 2012/1011    | INSERTION PUBLICITE SUPPLEMENT MAGASINE ZONES D'ACTIVITES | 750,00              |            | 750,00              | 147,00              | 897,00               |
| 2015/1011    | FOURNITURE ET POSE PANNEAU COMMERCIALISATION SUR          | 1 200,00            | 25/07/2012 | 750,00              | 147,00              | 897,00               |
| 2015/1011    | FOURNITURE ET POSE PANNEAU COMMERCIALISATION SUR          | 1 200,00            |            | 1 200,00            | 240,00              | 1 440,00             |
| 15-35763     | FOURNITURE ET POSE PANNEAU COMMERCIALISATION SUR          |                     | 25/06/2015 | 1 200,00            | 240,00              | 1 440,00             |
| LC 2012/1022 | REPARATION PANNEAU DE COMMERCIALISATION EXTERIEUR         | 1 250,00            |            | 1 250,00            | 245,00              | 1 495,00             |
| LC 2012/1022 | REPARATION PANNEAU DE COMMERCIALISATION EXTERIEUR -       | 1 250,00            |            | 1 250,00            | 245,00              | 1 495,00             |
| 12-22530     | REPARATION PANNEAU DE COMMERCIALISATION EXTERIEUR         |                     | 23/11/2012 | 1 250,00            | 245,00              | 1 495,00             |
| LC 2019/1001 | PANNEAU COMMERCIAL  | 645,00              |            | 645,00              | 129,00              | 774,00               |
| LC 2019/1001 | PANNEAU COMMERCIAL - EFFISSENS SARL                       | 645,00              |            | 645,00              | 129,00              | 774,00               |
| 19-52004     | PANNEAU COMMERCIAL  |                     | 25/02/2019 | 645,00              | 129,00              | 774,00               |
| 2            | <b>RECETTES</b>   | <b>9 588 898,71</b> |            | <b>8 658 320,75</b> | <b>1 425 592,23</b> | <b>10 083 912,98</b> |
| 5000         | Ventes de terrains et droits                              | 8 135 325,50        |            | 7 200 375,50        | 1 314 573,75        | 8 514 949,25         |
| 09-00672     | CESSION VALDEYRON   | 170 300,00          |            | 170 300,00          | 33 378,80           | 203 678,80           |
| 09-00672     | CESSION VALDEYRON - SCP SECCHI JAME                       | 170 300,00          |            | 170 300,00          | 33 378,80           | 203 678,80           |
| 09-04049     | CESSION VALDEYRON   |                     | 18/12/2009 | 170 300,00          | 33 378,80           | 203 678,80           |
| 0913757/0    | SNC DEVAL ECHANGE   | 164 443,50          |            | 164 443,50          |                     | 164 443,50           |
| 0913757/0    | SNC DEVAL ECHANGE - DEVAL STE                             | 164 443,50          |            | 164 443,50          |                     | 164 443,50           |
| 10-08144     | SNC DEVAL ECHANGE   |                     | 17/06/2010 | 164 443,50          |                     | 164 443,50           |
| 10-01336     | VENTE TERRAIN   | 142 550,00          |            | 142 550,00          | 27 939,80           | 170 489,80           |



## 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
 Reçu en préfecture le 25/06/2024  
 Publié le 25/06/2024  
 ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|          | Intitulé   | Engagé HT    | Date       | Règlements   |            |              |
|----------|--|--------------|------------|--------------|------------|--------------|
|          |  |              |            | Réglé HT     | Réglé TVA  | Réglé TTC    |
| 13-01336 | ENTE TERRAIN - CC PETITE CAMARGUE                      | 142 550.00   |            | 142 550.00   | 27 939.80  | 170 489.80   |
| 10-0844  | ENTE TERRAIN   |              | 16/07/2010 | 142 550.00   | 27 939.80  | 170 489.80   |
| 33338    | SSION MASSES 4 ET 5                                    | 1 580 000.00 |            | 1 580 000.00 | 267 119.00 | 1 847 119.00 |
| 33338    | SSION MASSES 4 ET 5 - IMMOBILIERE MOUSQUETAIRES        | 1 580 000.00 |            | 1 580 000.00 | 267 119.00 | 1 847 119.00 |
| 33338    | ompte  |              | 14/01/2013 | 79 000.00    |            | 79 000.00    |
| 48899    | SSION MASSES 7 - 8 ET 9                                | 460 000.00   | 24/12/2013 | 1 501 000.00 | 267 119.00 | 1 768 119.00 |
| 251210   | SSION MASSES 7 - 8 ET 9                                | 460 000.00   |            | 460 000.00   | 78 586.00  | 538 586.00   |
| 13-03149 | SSIONS MASSES 7 - 8 ET 9 - IMMOBILIERE MOUSQUETAIRES   | 460 000.00   |            | 460 000.00   | 78 586.00  | 538 586.00   |
| 13-03149 | Acompte  |              | 14/01/2013 | 23 000.00    |            | 23 000.00    |
| 14-28012 | SSIONS MASSES 7 - 8 ET 9                               | 80 000.00    | 24/12/2013 | 437 000.00   | 78 586.00  | 515 586.00   |
| 13-03611 | SSION - LOT 23 - SCI D3 - M.DAMIAO                     | 80 000.00    |            | 80 000.00    | 13 409.00  | 93 409.00    |
| 13-03611 | SSION - LOT 23 - SCI D3 - M.DAMIAO - DAMIAO Emmanuel   | 80 000.00    |            | 80 000.00    | 13 409.00  | 93 409.00    |
| 13-03611 | Acompte  |              | 26/08/2013 | 4 000.00     |            | 4 000.00     |
| 13-03611 | Remboursement acompte                                  |              | 21/07/2014 | -4 000.00    |            | -4 000.00    |
| 14-31143 | SSION - LOT 23 - EMMANUEL DAMIAO                       | 80 000.00    | 29/08/2014 | 80 000.00    | 13 409.00  | 93 409.00    |
| 16-05882 | SSION LOT 16 - SCI MILAUR (M. BOUISSEREN)              | 113 925.00   |            | 113 925.00   | 18 543.95  | 132 468.95   |
| 16-05882 | SSION LOT 16 - SCI MILAUR (M. BOUISSEREN) - MILAUR SCI | 113 925.00   |            | 113 925.00   | 18 543.95  | 132 468.95   |
| 16-41751 | SSION LOT 16 - SCI MILAUR (M. BOUISSEREN)              | 291 600.00   | 12/10/2016 | 113 925.00   | 18 543.95  | 132 468.95   |
| 17-06147 | SSION MASSE 2 BIS (SCI HELENE)                         | 291 600.00   |            | 291 600.00   | 58 320.00  | 349 920.00   |
| 17-06147 | SSION MASSE 2 BIS (SCI HELENE) - HELENE SCI            | 291 600.00   |            | 291 600.00   | 58 320.00  | 349 920.00   |
| 17-43650 | SSION MASSE 2 BIS (SCI HELENE)                         |              | 31/01/2017 | 291 600.00   |            | 349 920.00   |
| 17-06273 | SSION LOT 1  | 177 225.00   |            | 177 225.00   | 35 445.00  | 212 670.00   |
| 17-06273 | SSION LOT 1 - DAHMANI Brahim                           | 177 225.00   |            | 177 225.00   | 35 445.00  | 212 670.00   |
| 17-48026 | SSION LOT 1  |              | 19/12/2017 | 177 225.00   |            | 212 670.00   |
| 18-07033 | SSION LOT 15   | 126 975.00   |            | 126 975.00   | 25 395.00  | 152 370.00   |
| 18-07033 | SSION LOT 15 - LAARAJ Morade (SCI M&M BROTHERS)        | 126 975.00   |            | 126 975.00   | 25 395.00  | 152 370.00   |
| 21-56538 | SSION LOT 15   |              | 04/03/2021 | 126 975.00   |            | 152 370.00   |
| 18-07125 | SSION LOT 17   | 142 875.00   |            | 142 875.00   | 23 812.50  | 166 687.50   |
| 18-07125 | SSION LOT 17 - FIMUREX MEDITERRANEE SAS                | 142 875.00   |            | 142 875.00   | 23 812.50  | 166 687.50   |
| 19-53173 | SSION LOT 17   |              | 01/08/2019 | 142 875.00   |            | 166 687.50   |
| 18-07126 | SSION LOT 18   | 129 975.00   |            | 129 975.00   | 25 995.00  | 155 970.00   |
| 18-07126 | SSION LOT 18 - CHARARANE                               | 129 975.00   |            | 129 975.00   | 25 995.00  | 155 970.00   |
| 19-52252 | SSION LOT 18   |              | 11/03/2019 | 129 975.00   |            | 155 970.00   |
| 19-07444 | SSION LOT 14   | 197 250.00   |            | 197 250.00   | 32 875.00  | 230 125.00   |
| 19-07444 | SSION LOT 14 - GARCIA LAURENT                          | 197 250.00   |            | 197 250.00   | 32 875.00  | 230 125.00   |
| 20-55432 | SSION LOT 14   |              | 09/09/2020 | 197 250.00   |            | 230 125.00   |
| 19-07445 | SSION LOT 12 (SCI VAUSOLEIL)                           | 156 975.00   |            | 156 975.00   | 26 162.50  | 183 137.50   |
| 19-07445 | SSION LOT 12 (SCI VAUSOLEIL) - BERGEROUX JEAN          | 156 975.00   |            | 156 975.00   | 26 162.50  | 183 137.50   |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|          | Intitulé  | Engagé HT    | Date       | Règlements   |            |              |
|----------|---|--------------|------------|--------------|------------|--------------|
|          |   |              |            | Réglé HT     | Réglé TVA  | Réglé TTC    |
| 20-07852 | CESSION LOT 12 (SCI VAUSOLEIL)                  | 2 096,00     | 24/06/2020 | 156 975,00   | 26 162,50  | 183 137,50   |
| 21-08267 | REVENTE TERRAIN                                 | 2 096,00     |            | 2 096,00     |            | 2 096,00     |
| 21-08267 | REVENTE TERRAIN - CURATI Sandrine Mme           | 2 096,00     |            | 2 096,00     |            | 2 096,00     |
| 21-08267 | REVENTE TERRAIN                                 | 157 350,00   | 31/10/2019 | 2 096,00     | 26 225,00  | 2 096,00     |
| 21-08267 | CESSION LOT 22                                  | 157 350,00   |            | 157 350,00   | 26 225,00  | 183 575,00   |
| 21-08267 | CESSION LOT 22 - PALANCADE LIONEL               | 157 350,00   |            | 157 350,00   | 26 225,00  | 183 575,00   |
| 21-08267 | CESSION LOT 22                                  | 26 775,00    | 29/09/2021 | 157 350,00   |            | 183 575,00   |
| 20-07852 | CESSION LOT 13                                  | 26 775,00    |            |              |            |              |
| 20-07852 | CESSION LOT 13 - SOCADEX SAS                    | 26 775,00    |            | 180 075,00   |            | 216 090,00   |
| 21-08067 | CESSION LOT 2                                   | 180 075,00   |            | 180 075,00   | 36 015,00  | 216 090,00   |
| 21-08067 | CESSION LOT 2 - GOUDET Jerome et SABATIER Laura | 180 075,00   |            | 180 075,00   | 36 015,00  | 216 090,00   |
| 013806   | CESSION LOT 2                                   |              | 08/06/2022 | 180 075,00   |            | 216 090,00   |
| 21-08122 | CESSION MASSE 10                                | 1 497 486,00 |            | 1 497 486,00 | 299 497,20 | 1 796 983,20 |
| 21-08122 | CESSION MASSE 10 - ARNAL ROBERT ET FILS         | 1 497 486,00 |            | 1 497 486,00 | 299 497,20 | 1 796 983,20 |
| 013957   | CESSION LOT 13                                  | 160 650,00   | 20/07/2022 | 1 497 486,00 | 299 497,20 | 1 796 983,20 |
| 21-08262 | CESSION LOT 13                                  | 160 650,00   |            | 160 650,00   | 32 130,00  | 192 780,00   |
| 21-08262 | CESSION LOT 13 - L'USINE COTE SOLEIL            | 160 650,00   |            | 160 650,00   | 32 130,00  | 192 780,00   |
| 22-59920 | CESSION LOT 13 - USINE COTE SOLEIL              | 113 550,00   | 06/09/2022 | 160 650,00   | 32 130,00  | 192 780,00   |
| 21-08263 | CESSION LOT 19                                  | 113 550,00   |            | 113 550,00   | 22 710,00  | 136 260,00   |
| 21-08263 | CESSION LOT 19 - CHAARANE                       | 113 550,00   |            | 113 550,00   | 22 710,00  | 136 260,00   |
| 23-61149 | CESSION LOT 19                                  |              | 07/06/2023 | 113 550,00   | 22 710,00  | 136 260,00   |
| 21-08264 | CESSION LOT 21                                  | 178 725,00   |            |              |            |              |
| 21-08264 | CESSION LOT 21 - CHAARANE                       | 178 725,00   |            | 36 600,00    | 7 320,00   | 43 920,00    |
| 21-08295 | CESSION LOT 8                                   | 36 600,00    |            | 36 600,00    | 7 320,00   | 43 920,00    |
| 21-08295 | CESSION LOT 8 - PAGLIARO PHILIPPO               | 36 600,00    |            | 36 600,00    | 7 320,00   | 43 920,00    |
| 23-61645 | CESSION LOT 8                                   |              | 11/09/2023 | 36 600,00    | 7 320,00   | 43 920,00    |
| 21-08296 | CESSION LOT 3                                   | 182 550,00   |            | 182 550,00   | 36 510,00  | 219 060,00   |
| 21-08296 | CESSION LOT 3 - LES 4 B SCI                     | 182 550,00   |            | 182 550,00   | 36 510,00  | 219 060,00   |
| 23-61147 | CESSION LOT 3                                   |              | 07/06/2023 | 182 550,00   | 36 510,00  | 219 060,00   |
| 21-08297 | CESSION LOT 4                                   | 181 200,00   |            | 181 200,00   | 36 240,00  | 217 440,00   |
| 21-08297 | CESSION LOT 4 - LES 4 B SCI                     | 181 200,00   |            | 181 200,00   | 36 240,00  | 217 440,00   |
| 23-61148 | CESSION LOT 4                                   |              | 07/06/2023 | 181 200,00   | 36 240,00  | 217 440,00   |
| 21-08302 | CESSION LOT 20                                  | 133 725,00   |            | 133 725,00   | 26 745,00  | 160 470,00   |
| 21-08302 | CESSION LOT 20 - BERRUER FREDERIC               | 133 725,00   |            | 133 725,00   | 26 745,00  | 160 470,00   |
| 23-60420 | CESSION LOT 20                                  |              | 10/01/2023 | 133 725,00   | 26 745,00  | 160 470,00   |
| 22-08348 | CESSION LOT 7                                   | 277 125,00   |            | 277 125,00   | 55 425,00  | 332 550,00   |
| 22-08348 | CESSION LOT 7 - LANGUEDOC LOZERE VIANDE SA      | 277 125,00   |            | 277 125,00   | 55 425,00  | 332 550,00   |
| 22-60362 | CESSION LOT 7                                   |              | 21/12/2022 | 277 125,00   | 55 425,00  | 332 550,00   |



## 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

|           | Intitulé  | Engagé HT    | Date       | Règlements   |            |              |  |
|-----------|---|--------------|------------|--------------|------------|--------------|--|
|           |   |              |            | Réglé HT     | Réglé TVA  | Réglé TTC    |  |
| 22-08411  | CESSION LOT 6   | 174 375.00   |            | 174 375.00   | 34 875.00  | 209 250.00   |  |
| 22-08411  | CESSION LOT 6 - BONFIGLIO DORJAN & GALERON GABRIELLE            | 174 375.00   | 06/11/2023 | 174 375.00   | 34 875.00  | 209 250.00   |  |
| 22-08428  | CESSION LOT 6   | 169 500.00   |            | 169 500.00   | 33 900.00  | 203 400.00   |  |
| 22-08428  | CESSION LOT 11  | 169 500.00   |            | 169 500.00   | 33 900.00  | 203 400.00   |  |
| 22-08428  | CESSION LOT 11 - ZAMMIT ANTOINE                                 | 169 500.00   | 27/03/2023 | 169 500.00   | 33 900.00  | 203 400.00   |  |
| 22-08427  | CESSION LOT 5   | 167 775.00   |            | 167 775.00   |            |              |  |
| 22-08427  | CESSION LOT 5 - BAGHA BELAOUNI                                  | 167 775.00   |            | 167 775.00   |            |              |  |
| 22-08428  | CESSION LOT 10  | 241 875.00   |            | 241 875.00   |            |              |  |
| 22-08428  | CESSION LOT 10 - SCI SUD 2000                                   | 241 875.00   |            | 241 875.00   |            |              |  |
| 23-08792  | CESSION LOT 9   | 319 800.00   |            | 319 800.00   |            |              |  |
| 23-08792  | CESSION LOT 9 - KAI EXPERT (JS Dedieu)                          | 319 800.00   |            | 319 800.00   |            |              |  |
| 5200      | Ventes de bâtiments   | 6 390.00     |            | 6 390.00     |            |              |  |
| 13-03662  | CESSION GARAGE  | 6 390.00     |            | 6 390.00     |            |              |  |
| 13-03662  | CESSION GARAGE - CURATI Sandrine Mme                            | 6 390.00     | 02/10/2013 | 6 390.00     |            | 6 390.00     |  |
| 13-26726  | CESSION GARAGE  | 6 390.00     |            | 6 390.00     |            |              |  |
| 5301      | Participations Commune  | 267 709.44   |            | 267 709.44   | 53 140.56  | 320 850.00   |  |
| 10-01577  | Participation commune Vauvert Giratoire RD 56 - ZAC Côte Soleil | 267 709.44   |            | 267 709.44   | 53 140.56  | 320 850.00   |  |
| 10-01577  | Participation commune Vauvert Giratoire RD 56 - ZAC Côte Soleil | 267 709.44   |            | 267 709.44   | 53 140.56  | 320 850.00   |  |
| 11-12921  | Participation commune Vauvert Giratoire RD 56 - ZAC Côte Soleil | 25 083.61    | 01/02/2011 | 25 083.61    | 4 916.39   | 30 000.00    |  |
| 11-17533  | Participation commune Vauvert Giratoire RD 56 - ZAC Côte Soleil | 25 083.61    | 23/12/2011 | 25 083.61    | 4 916.39   | 30 000.00    |  |
| 12-22191  | Participation commune Vauvert Giratoire RD 56 - ZAC Côte Soleil | 25 083.61    | 28/11/2012 | 25 083.61    | 4 916.39   | 30 000.00    |  |
| 13-27318  | Participation commune Vauvert Giratoire RD 56 - ZAC Côte Soleil | 25 083.61    | 13/11/2013 | 25 083.61    | 4 916.39   | 30 000.00    |  |
| 14-32992  | Participation commune Vauvert Giratoire RD 56 - ZAC Côte Soleil | 28 000.00    | 13/02/2015 | 28 000.00    | 5 600.00   | 33 600.00    |  |
| 15-37755  | Participation commune Vauvert Giratoire RD 56 - ZAC Côte Soleil | 28 000.00    | 09/12/2015 | 28 000.00    | 5 600.00   | 33 600.00    |  |
| 17-43279  | Participation commune Vauvert Giratoire RD 56 - ZAC Côte Soleil | 28 000.00    | 29/12/2016 | 28 000.00    | 5 600.00   | 33 600.00    |  |
| 17-48035  | Participation commune Vauvert Giratoire RD 56 - ZAC Côte Soleil | 28 000.00    | 08/02/2018 | 28 000.00    | 5 600.00   | 33 600.00    |  |
| 18-51517  | Participation commune Vauvert Giratoire RD 56 - ZAC Côte Soleil | 28 000.00    | 30/11/2018 | 28 000.00    | 5 600.00   | 33 600.00    |  |
| 19-53383  | Participation commune Vauvert Giratoire RD 56 - ZAC Côte Soleil | 27 375.00    | 26/07/2019 | 27 375.00    | 5 475.00   | 32 850.00    |  |
| 5503      | Participations entreprises                                      | 1 022 878.58 |            | 1 022 878.58 | 57 877.92  | 1 080 756.50 |  |
| 0001      | 1262 VALDEYRON MATERIAUX SA AC 0001 0711692                     | 450 000.00   | 16/06/2017 | 450 000.00   | 88 200.00  | 538 200.00   |  |
| 17-45189  | VALDEYRON   | -450 000.00  | 16/06/2017 | -450 000.00  | -88 200.00 | -538 200.00  |  |
| 0913752/0 | DEVAL   | 733 489.00   |            | 733 489.00   |            | 733 489.00   |  |
| 0913752/0 | DEVAL   | 733 489.00   |            | 733 489.00   |            | 733 489.00   |  |
| 0001      | 1262 DEVAL STE AC 0001 0913752                                  | 733 489.00   | 06/02/2012 | 733 489.00   |            | 733 489.00   |  |
| 14-04026  | CONVENTION DE PARTICIPATION                                     | 4 104.00     |            | 4 104.00     |            | 820.80       |  |
| 14-04026  | CONVENTION DE PARTICIPATION - CURATI Sandrine Mme               | 4 104.00     |            | 4 104.00     |            | 820.80       |  |
| 14-29563  | CONVENTION DE PARTICIPATION                                     | 4 104.00     | 05/05/2014 | 4 104.00     |            | 820.80       |  |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|                        | Intitulé   | Engagé HT           | Date       | Régie HT            | Règlements        |                     |
|------------------------|--|---------------------|------------|---------------------|-------------------|---------------------|
|                        |  |                     |            |                     | Régie TVA         | Régie TTC           |
| 10-01289               | CONVENTION DE PARTICIPATION - HELENE SCI                     | 285 285,58          |            | 285 285,58          | 57 057,12         | 342 342,70          |
| 10-01289               | CONVENTION DE PARTICIPATION                                  | 285 285,58          | 20/03/2017 | 285 285,58          | 57 057,12         | 342 342,70          |
| 10-01289               | CONVENTION DE PARTICIPATION                                  |                     | 11/10/2018 | 142 642,79          | 28 528,56         | 171 171,35          |
| 10-01289               | CONVENTION DE PARTICIPATION                                  |                     |            | 142 642,79          | 28 528,56         | 171 171,35          |
| 5800                   | Produits divers  | 6 595,19            |            | 10 967,23           |                   | 10 967,23           |
| 0001                   | INTERETS OP 1262 Decembre                                    | 6 595,19            | 31/03/2008 | 10 967,23           |                   | 10 967,23           |
| 000092                 | INTERETS OP 1262 Decembre - C.D.C. D.M.E.                    | 6 595,19            |            | 10 967,23           |                   | 10 967,23           |
| 000092                 | INTERETS OP 1262 Decembre                                    |                     | 02/03/2010 | 6 595,19            |                   | 6 595,19            |
| 001036                 | Interêts au 31/12/2010                                       |                     | 25/03/2011 | 579,18              |                   | 579,18              |
| 004861                 | Interêts au 31/12/2013                                       |                     | 25/02/2014 | 144,92              |                   | 144,92              |
| 006183                 | Interêts au 31/12/2014                                       |                     | 22/05/2015 | 31,66               |                   | 31,66               |
| 014387                 | Interêts au 31/12/2022                                       |                     | 15/06/2023 | 677,13              |                   | 677,13              |
| 5800                   | Produits divers  | 150 000,00          |            | 2 939,15            |                   | 2 939,15            |
| 10-01289               | SNC DEVAL - CONVENTION INDEMNITE                             | 150 000,00          |            | 150 000,00          |                   | 150 000,00          |
| 10-01289               | SNC DEVAL - CONVENTION INDEMNITE - DEVAL STE                 | 150 000,00          |            | 150 000,00          |                   | 150 000,00          |
| 10-01289               | Acompte  | 150 000,00          | 17/06/2010 | 150 000,00          |                   | 150 000,00          |
| 15-36648               | remboursement de convention                                  |                     | 29/07/2015 | 13 359,01           |                   | 13 359,01           |
| 15-37978               | remboursement de convention                                  |                     | 30/11/2015 | -13 359,01          |                   | -13 359,01          |
| <b>3 AMORTISSEMENT</b> |  | <b>7 900 000,00</b> |            | <b>7 022 717,97</b> | <b>944 820,69</b> | <b>7 967 538,66</b> |
| 6000                   | Emprunts amortissements                                      | 7 900 000,00        |            | 7 022 717,97        |                   | 7 022 717,97        |
| 0710356/0              | EMPRUNT N°1 - 400 000 €                                      | 400 000,00          |            | 400 000,00          |                   | 400 000,00          |
| 0710356/0              | EMPRUNT N°1 - 400 000 € - CREDIT COOPERATIF                  | 400 000,00          |            | 400 000,00          |                   | 400 000,00          |
| 10-06640               | EMPRUNT N°1 - 400 000 € PRET N°07030150                      | 400 000,00          | 27/07/2010 | 400 000,00          |                   | 400 000,00          |
| 09-00152               | Emprunt 2  | 300 000,00          |            | 300 000,00          |                   | 300 000,00          |
| 09-00152               | Emprunt 2 - CREDIT COOPERATIF                                | 300 000,00          |            | 300 000,00          |                   | 300 000,00          |
| 11-14813               | Emprunt 2  | 300 000,00          | 29/05/2011 | 300 000,00          |                   | 300 000,00          |
| 09-00459               | Emprunt 3  | 2 200 000,00        |            | 2 200 000,00        |                   | 2 200 000,00        |
| 09-00459               | Emprunt 3 - CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC                     | 2 200 000,00        |            | 2 200 000,00        |                   | 2 200 000,00        |
| 13-26864               | Emprunt 3  | 2 200 000,00        | 28/10/2013 | 2 200 000,00        |                   | 2 200 000,00        |
| 10-01644               | EMPRUNT 4 - 1 500 KE   | 1 500 000,00        |            | 1 500 000,00        |                   | 1 500 000,00        |
| 10-01644               | EMPRUNT 4 - 1 500 KE - CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC          | 1 500 000,00        |            | 1 500 000,00        |                   | 1 500 000,00        |
| 15-37342               | EMPRUNT 4 - 1 500 KE   | 360 310,97          | 29/12/2015 | 360 310,97          |                   | 360 310,97          |
| 16-41651               | EMPRUNT 4 - 1 500 KE   | 369 931,27          | 23/12/2016 | 369 931,27          |                   | 369 931,27          |
| 17-46372               | EMPRUNT 4 - 1 500 KE   | 379 808,44          | 27/12/2017 | 379 808,44          |                   | 379 808,44          |
| 18-51017               | EMPRUNT 4 - 1 500 KE   | 389 949,32          | 20/12/2018 | 389 949,32          |                   | 389 949,32          |
| 13-03706               | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500KE                                | 2 500 000,00        |            | 2 124 614,35        |                   | 2 124 614,35        |
| 13-03706               | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500KE - CAISSE D'EPARGNE MONTPELLIER | 2 500 000,00        |            | 2 124 614,35        |                   | 2 124 614,35        |





# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
Reçu en préfecture le 25/06/2024  
Publié le 25/06/2024  
ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|                       | Intitulé  | Engagé HT            | Date       | Réglé HT            | Réglé TVA         | Réglé TTC           |
|-----------------------|---|----------------------|------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| 55-7339               | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                       |                      | 29/10/2015 | 473 340.42          |                   | 473 340.42          |
| 56-0083               | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                       |                      | 25/10/2016 | 486 309.95          |                   | 486 309.95          |
| 77-6311               | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                       |                      | 21/10/2017 | 499 634.84          |                   | 499 634.84          |
| 77-7855               | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                       |                      | 15/01/2018 | -499 634.84         |                   | -499 634.84         |
| 77-7857               | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                       |                      | 15/01/2018 | 153 236.17          |                   | 153 236.17          |
| 88-1166               | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                       |                      | 22/10/2018 | 157 434.84          |                   | 157 434.84          |
| 90-3219               | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                       |                      | 08/11/2019 | 161 748.56          |                   | 161 748.56          |
| 20-55621              | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€ - 1262                |                      | 22/10/2020 | 166 180.47          |                   | 166 180.47          |
| 21-57638              | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                       |                      | 25/10/2021 | 170 733.81          |                   | 170 733.81          |
| 22-58869              | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                       |                      | 20/10/2022 | 175 411.92          |                   | 175 411.92          |
| 23-60872              | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                       |                      | 20/10/2023 | 180 218.21          |                   | 180 218.21          |
| 21-08157              | EMPRUNT 6 4048285 1000000€                          | 1 000 000.00         |            | 498 103.62          |                   | 498 103.62          |
| 21-08157              | EMPRUNT 6 4048285 1000000€ - CREDIT AGRI LANGUEDOC  | 1 000 000.00         | 07/06/2022 | 498 103.62          |                   | 498 103.62          |
| 22-58870              | EMPRUNT 6 4048285 1000000€                          |                      | 05/06/2023 | 248 579.51          |                   | 248 579.51          |
| 23-60871              | EMPRUNT 6 4048285 1000000€                          |                      |            | 249 524.11          |                   | 249 524.11          |
| 8000                  | TVA sur Dépenses                                    |                      |            | 944 820.69          | 944 820.69        | 944 820.69          |
| 15-04490              | REGUL TVA   |                      |            | 944 820.69          | 944 820.69        | 944 820.69          |
| 15-04490              | REGUL TVA - TIERS DIVERS                            |                      |            | 944 820.69          | 944 820.69        | 944 820.69          |
| 15-33257              | REGUL TVA   |                      | 31/12/2014 | 347 256.74          |                   | 347 256.74          |
| 19-51963              | REGUL TVA 2018                                      |                      | 31/12/2018 | 62 150.41           |                   | 62 150.41           |
| 22-58600              | REGUL TVA 2021                                      |                      | 31/12/2021 | 16 667.36           |                   | 16 667.36           |
| 23-60535              | REGUL TVA 2022                                      |                      | 31/12/2022 | 278 037.08          |                   | 278 037.08          |
| 24-62225              | REGUL TVA 2023                                      |                      | 31/12/2023 | 240 709.10          |                   | 240 709.10          |
| <b>4 MOBILISATION</b> |   | <b>10 500 000.00</b> |            | <b>9 500 000.00</b> | <b>427 543.48</b> | <b>9 927 543.48</b> |
| 7000                  | Emprunts encaissements                              | 7 900 000.00         |            | 7 900 000.00        |                   | 7 900 000.00        |
| 0710356/0             | EMPRUNT N°1 - 400 000 €                             | 400 000.00           |            | 400 000.00          |                   | 400 000.00          |
| 0710356/0             | EMPRUNT N°1 - 400 000 € - CREDIT COOPERATIF         | 400 000.00           |            | 400 000.00          |                   | 400 000.00          |
| 0001 1262             | CREDIT COOPERATIF AC 0001 0710356                   |                      | 29/06/2007 | 400 000.00          |                   | 400 000.00          |
| 09-00152              | Emprunt 2   | 300 000.00           |            | 300 000.00          |                   | 300 000.00          |
| 09-00152              | Emprunt 2 - CREDIT COOPERATIF                       | 300 000.00           |            | 300 000.00          |                   | 300 000.00          |
| 09-00810              | Emprunt 2   | 300 000.00           | 30/06/2009 | 300 000.00          |                   | 300 000.00          |
| 09-00459              | Emprunt 3   | 2 200 000.00         |            | 2 200 000.00        |                   | 2 200 000.00        |
| 09-00459              | Emprunt 3 - CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC            | 2 200 000.00         |            | 2 200 000.00        |                   | 2 200 000.00        |
| 09-02866              | Emprunt 3   | 2 200 000.00         | 23/10/2009 | 2 200 000.00        |                   | 2 200 000.00        |
| 10-01644              | EMPRUNT 4 - 1 500 K€                                | 1 500 000.00         |            | 1 500 000.00        |                   | 1 500 000.00        |
| 10-01644              | EMPRUNT 4 - 1 500 K€ - CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC | 1 500 000.00         |            | 1 500 000.00        |                   | 1 500 000.00        |
| 10-11862              | EMPRUNT 4 - 1 500 K€                                | 1 500 000.00         | 14/12/2010 | 1 500 000.00        |                   | 1 500 000.00        |
| 13-03706              | EMPRUNT 5 - A17130GB - 2500K€                       | 2 500 000.00         |            | 2 500 000.00        |                   | 2 500 000.00        |



# 1262 VAUVERT - ZAC commerciale

Etat arrêté au 31/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

|              | Intitulé                                      | Engagé HT         | Date       | Réglé HT          | Règlements | Réglé TVA         | Réglé TTC         |
|--------------|---|-------------------|------------|-------------------|------------|-------------------|-------------------|
| 18-51419     | regul tiers CONVENTION D'AVANCE DE TRESOREIRE | 2 500 000,00      | 19/11/2013 | 2 500 000,00      | 882,18     | 18 413,19         | 2 500 000,00      |
| 18-07235     | avance trésorerie                             | 1 000 000,00      | 13/06/2013 | 1 000 000,00      | 12 143,06  | 12 143,06         | 1 000 000,00      |
| 18-07235     | avance trésorerie - CC PETITE CAMARGUE        | 1 000 000,00      | 13/06/2013 | 1 000 000,00      | 7 493,31   | 7 493,31          | 1 000 000,00      |
| 18-51420     | avance trésorerie 1                           | 1 000 000,00      | 20/05/2021 | 1 000 000,00      | 104 156,29 | 104 156,29        | 1 000 000,00      |
| 18-51421     | avance trésorerie 2                           | 1 000 000,00      | 26/03/2013 | 1 000 000,00      | 273 577,72 | 273 577,72        | 1 000 000,00      |
| 23-60446     | Remboursement avance trésorerie               | -1 000 000,00     | 13/11/2013 | -1 000 000,00     | -1 390,01  | -1 390,01         | -1 000 000,00     |
| 8500         | TVA sur Recettes                              | 2 600 000,00      | 12/11/2018 | 2 600 000,00      | 41 933,50  | 41 933,50         | 2 600 000,00      |
| 10-00852     | regul tva                                     | 2 600 000,00      | 02/02/2023 | 2 600 000,00      | 427 543,48 | 427 543,48        | 2 600 000,00      |
| 10-00852     | regul tva - TIERS DIVERS                      | 2 600 000,00      | 31/12/2006 | 2 600 000,00      | 427 543,48 | 427 543,48        | 2 600 000,00      |
| 10-04719     | regul tva                                     | 882,18            | 31/12/2007 | 882,18            | 882,18     | 882,18            | 882,18            |
| 10-04720     | regul tva                                     | 18 413,19         | 31/12/2008 | 18 413,19         | 18 413,19  | 18 413,19         | 18 413,19         |
| 10-04721     | regul tva                                     | 12 143,06         | 31/12/2009 | 12 143,06         | 12 143,06  | 12 143,06         | 12 143,06         |
| 10-04722     | regul tva                                     | 7 493,31          | 31/12/2010 | 7 493,31          | 7 493,31   | 7 493,31          | 7 493,31          |
| 11-12273     | regul tva                                     | 104 156,29        | 31/12/2011 | 104 156,29        | 104 156,29 | 104 156,29        | 104 156,29        |
| 12-18595     | regul tva                                     | 273 577,72        | 31/12/2012 | 273 577,72        | 273 577,72 | 273 577,72        | 273 577,72        |
| 13-23735     | regul tva 2012                                | -1 390,01         | 31/12/2012 | -1 390,01         | -1 390,01  | -1 390,01         | -1 390,01         |
| 16-38527     | regul tva 2015                                | 41 933,50         | 31/12/2015 | 41 933,50         | 41 933,50  | 41 933,50         | 41 933,50         |
| 17-43582     | regul tva 2016                                | 35 240,84         | 31/12/2016 | 35 240,84         | 35 240,84  | 35 240,84         | 35 240,84         |
| 18-48839     | regul tva 2017                                | -87 391,04        | 31/12/2017 | -87 391,04        | -87 391,04 | -87 391,04        | -87 391,04        |
| 20-54236     | regul tva 2019                                | 72 461,60         | 31/12/2019 | 72 461,60         | 72 461,60  | 72 461,60         | 72 461,60         |
| 21-56364     | regul tva 2020                                | -49 977,16        | 31/12/2020 | -49 977,16        | -49 977,16 | -49 977,16        | -49 977,16        |
| <b>SOLDE</b> |   | <b>787 706,95</b> |            | <b>787 706,95</b> |            | <b>787 706,95</b> | <b>787 465,06</b> |



Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024



ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE



# BILAN PRÉVISIONNEL

|          |       |                      |
|----------|-------|----------------------|
| CRAC CPA | R. M1 | RD / LG / 31/12/2023 |
|          | V. VD | Page 48 sur 49       |



Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024



ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE





Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024



ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE



# CONVENTION / DÉLIBÉRATIONS / ANNEXES

|          |                |  |
|----------|----------------|--|
| CRAC CPA | R. MJ<br>V. VD | RD / LG / 31/12/2023<br>Page 49 sur 49 |
|----------|----------------|--|



Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024



ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

SOMMAIRE

PREAMBULE \_\_\_\_\_ 5

MODALITES GENERALES \_\_\_\_\_ 6

ARTICLE 1ER - OBJET DE L'OPERATION \_\_\_\_\_ 6

ARTICLE 2 - MISSION DE LA SEGARD \_\_\_\_\_ 6

ARTICLE 3 - MISSION DE LA COLLECTIVITE PUBLIQUE COCONTRACTANTE \_\_\_\_\_ 8

ARTICLE 4 - OPERATIONS NON PREVUES DANS LA CONCESSON D'AMENAGEMENT\_8 \_\_\_\_\_ 9

ARTICLE 4 BIS - COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES \_\_\_\_\_ 9

ARTICLE 5 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONCESSON D'AMENAGEMENT \_\_\_\_\_ 9

ARTICLE 6 - CHOIX ET REMUNERATION DES HOMMES DE L'ART, TECHNICIENS ET SPECIALISTES \_\_\_\_\_ 9

ARTICLE 7 - MODALITES D'ACQUISITION ET DE LIBERATION DES IMMEUBLES \_\_\_\_\_ 10

ARTICLE 8 - DROIT DE PREEMPTION \_\_\_\_\_ 11

ARTICLE 9 - RELOGEMENT DES OCCUPANTS \_\_\_\_\_ 11

ARTICLE 10 - CONVENTIONS DE PARTICIPATION \_\_\_\_\_ 12

TITRE II \_\_\_\_\_ 12

REALISATION DES OUVRAGES ET EQUIPEMENTS ; \_\_\_\_\_ 13

MODALITES DE CESSON DES IMMEUBLES \_\_\_\_\_ 13

ARTICLE 11 - PRESENTATION DES AVANT-PROJETS ET PROJETS D'EXECUTION \_\_\_\_\_ 13

ARTICLE 12 - MODALITES DE PASSATION DES CONTRATS D'ETUDE, DE MAITRISE D'OEUVRE ET DE TRAVAUX \_\_\_\_\_ 13

ARTICLE 13 - EXECUTION DES TRAVAUX OBJET DE L'OPERATION \_\_\_\_\_ 13

ARTICLE 14 - DROITS ET OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE \_\_\_\_\_ 14

ARTICLE 15 - INDEMNITES AUX TIERS \_\_\_\_\_ 14

ARTICLE 16 - MODALITES DE CESSON, DE CONCESSON OU DE LOCATION DES IMMEUBLES \_\_\_\_\_ 14

ARTICLE 17 - RETOUR ET REMISE DES OUVRAGES A LA COLLECTIVITE PUBLIQUE COCONTRACTANTE \_\_\_\_\_ 16

ARTICLE 18 - ENTRETIEN DES OUVRAGES \_\_\_\_\_ 17

ARTICLE 19 - FINANCEMENT DE L'OPERATION OBJET DU PRESENT CONTRAT \_\_\_\_\_ 18

ARTICLE 20 - COMPTABILITE ; BILAN FINANCIER ET PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNELS GLOBAUX \_\_\_\_\_ 20

ARTICLE 21 - PREVISIONS BUDGETAIRES ANNUELLES ; DETERMINATION DE LA PARTICIPATION OU/ET DE L'AVANCE ANNUELLE \_\_\_\_\_ 21

ARTICLE 22 - GARANTIE DES EMPRUNTS \_\_\_\_\_ 21

ARTICLE 23 - REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE \_\_\_\_\_ 22

ARTICLE 24 - REGLEMENT FINAL DE L'OPERATION \_\_\_\_\_ 24

ARTICLE 25 - CAS DE RESILIATION, RACHAT, DECHEANCE, RESOLUTION, SUSPENSION 24

|  |                      |                                |
|--|----------------------|--------------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | VG 23/09/2005<br>Page 2 sur 33 |
|--|----------------------|--------------------------------|



**CONCESSION D'AMENAGEMENT  
POUR LA REALISATION D'UNE ZONE  
D'AMENAGEMENT CONCERTE A VOCATION  
ECONOMIQUE ET COMMERCIALE  
SUR LA COMMUNE DE VAUVERT**

PREFECTURE DU GARD  
Reçu le  
**30 NOV. 2005**  
Bureau du Courrier

COMMUNAUTE DE COMMUNES  
PETITE CAMARGUE

Transmise au représentant de l'Etat par .....

Notifiée par ..... à la Société le .....

|  |                      |                                |
|--|----------------------|--------------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | VG 23/09/2005<br>Page 1 sur 33 |
|--|----------------------|--------------------------------|



|  |    |
|--|----|
| ARTICLE 26 - CONSEQUENCES JURIDIQUES, POUR L'AVENIR, DE L'EXPIRATION DU TRAITE DE CONCESSION D'AMENAGEMENT | 25 |
| ARTICLE 27 - CONSEQUENCES FINANCIERES DE L'EXPIRATION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT                       | 25 |
| ARTICLE 28 - SORT DES CONTRATS AVEC LES TIERS  | 28 |
| ARTICLE 29 - ASSURANCES  | 29 |
| ARTICLE 30 - INTERETS MORATOIRES   | 29 |
| ARTICLE 31 - PENALITES   | 29 |
| ARTICLE 32 - PROPRIETE DES DOCUMENTS   | 30 |
| ARTICLE 33 - CESSION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT  | 30 |
| ARTICLE 34 - DOMICILIATION   | 30 |
| ARTICLE 35 - LITIGES   | 30 |
| ARTICLE 36 - DESIGNATION DU REPRESENTANT DE LA COLLECTIVITE PUBLIQUE COCONTRACTANTE                        | 31 |

**CONCESSION D'AMENAGEMENT**

ENTRE D'UNE PART :

La **Communauté de communes de Petite Camargue**, représentée par sa Présidente, Madame Reine BOUVIER, agissant en vertu d'une délibération du conseil communautaire en date du 16/04/2003 et déposée en préfecture du GARD le 16/04/2003.

Ci-après dénommée « la Collectivité Publique Cocontractante » ou « la Collectivité »

ET D'AUTRE PART :

La **Société d'Aménagement et d'Équipement du Gard (SEGARD)**, société anonyme d'économie mixte au capital de 320 000 €, inscrite au R.C. de Nîmes sous le n° 680 200 128, dont le siège social est en l'Hôtel du Département du Gard, Nîmes rue Guillermette et les bureaux 350 rue Georges Besse - Immeuble Technopolis à Nîmes, représentée par Madame Catherine DECAUDIN, sa Directrice Générale Déléguée, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration, en date du 16 avril 2003.

ci-après dénommée « la SEM » ou « l'aménageur » ou « le concessionnaire »

R.B  
A

|                                 |             |               |
|---------------------------------|-------------|---------------|
| Convention Publique Aménagement | R. CS       | VG 23/09/2005 |
| J/08/ version 1                 | V. CD - JMN | Page 3 sur 33 |

R.B  
A

|                                 |             |               |
|---------------------------------|-------------|---------------|
| Convention Publique Aménagement | R. CS       | VG 23/09/2005 |
| J/08/ version 1                 | V. CD - JMN | Page 4 sur 33 |

**TITRE 1er**  
**MODALITES GENERALES**

**ARTICLE 1ER - OBJET DE L'OPERATION**

En application des textes en vigueur et notamment des articles L. 300-1, L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme, ainsi que des articles L. 1523-1 à L. 1523-4 du Code Général des Collectivités Territoriales et dans les conditions déterminées par la présente concession d'aménagement, la collectivité confie à la société qui accepte, les tâches nécessaires pour la réalisation de cette opération d'aménagement.

Les bases générales de l'édite opération d'aménagement sont définies par les dispositions de la présente concession d'aménagement et ses annexes, notamment le bilan financier et le plan de trésorerie prévisionnels.

Cette opération s'inscrit dans un périmètre d'études figurant sur le plan joint en annexe n°1 des présentes.

La zone à aménager est d'une superficie d'environ 24 hectares.

Les aménagements doivent permettre la réalisation d'un programme prévisionnel global permettant la cession d'environ 20 hectares de terrains à des entreprises. 4 hectares étant déjà détenus par des entreprises souhaitant s'installer sur le site.

Son aménagement doit permettre, à terme de recevoir les constructions suivantes :

- Activités et annexes
- Bureaux et locaux professionnels
- Surfaces commerciales
- Equipements et services
- Equipements publics
- Eventuellement hôtels
- ..

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses, à réaliser ou faire réaliser pour répondre aux besoins des futurs usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération, ces travaux étant réalisés dans le cadre de la présente concession d'aménagement.

**ARTICLE 2 - MISSION DE LA SEGARD**

Dès l'entrée en vigueur de la présente concession et pour réaliser cet aménagement, la SEGARD s'engage, pour sa part, à :

- a/ Procéder à toutes les études pré-opérationnelles nécessaires à la mise au point des dossiers réglementaires, administratifs, techniques et financiers préalables à la réalisation de l'opération d'aménagement, notamment les dossiers de création et de réalisation de la ZAC.
- b/ Acquérir la propriété (à des propriétaires privés ou à la collectivité), à l'amiable ou par voie de préemption ou d'expropriation, prendre à bail emphytéotique ou à construction, les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, situés dans le périmètre de la zone, ainsi que ceux qui, situés en dehors de ce périmètre, sont nécessaires pour la réalisation des ouvrages inclus dans le la concession d'aménagement ; négocier les conventions de participation qui seront conclues entre la commune et les constructeurs n'ayant pas acquis leur terrain de l'aménageur en application de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme ; gérer les biens acquis ; mettre en état les sols et, le cas échéant, les libérer de leurs occupants en assurant le relogement des locataires, preneurs ou occupants de bonne foi ; démolir les bâtiments existants, si nécessaire.

|                                 |             |               |
|---------------------------------|-------------|---------------|
| Convention Publique Aménagement | R. CS       | VG 23/09/2005 |
| J/08/ version 1                 | V. CD - JMN | Page 6 sur 33 |

**PREAMBULE**

Il a tout d'abord été exposé ce qui suit :

Dans le cadre de ses compétences « Aménagement de l'espace » et « Développement économique », la Communauté de Communes PETITE CAMARGUE souhaite accentuer son effort sur le développement économique.

A cette occasion, elle a fait réaliser en 2005, une étude d'aménagement visant à étudier l'ensemble des conditions et des contraintes de réalisation d'une zone d'activités à vocation économique et commerciale située à l'entrée Nord de la Commune de VALUVERT.

Suite aux conclusions de cette étude, elle envisage d'initier cette opération d'aménagement sous forme de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sur un périmètre de 24 ha.

La Communauté de Communes de PETITE CAMARGUE souhaite confier l'étude de la zone concernée et la réalisation de l'opération d'aménagement à la SEGARD dans le cadre d'une concession d'aménagement.

La présente concession d'aménagement est destinée, par conséquent, à fixer les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles la société réalisera ses missions, sous le contrôle de la collectivité, et dans le cadre du POS/PLU en vigueur ou en cours de révision de la commune de VALUVERT, du programme des équipements publics et des modalités prévisionnelles de financement de l'opération échelonnées dans le temps et ce compte tenu des actualisations périodiques.

L'aménagement de cette zone sera réalisé sous la direction et le contrôle de la collectivité et à ses risques financiers. En conséquence, à l'expiration de la concession d'aménagement pour quelque motif que ce soit, l'opération étant ou non achevée, la collectivité bénéficiera du solde positif ou versera une participation destinée à couvrir les charges de l'opération non couvertes par les autres produits de l'opération, dans les conditions précisées dans le présent contrat.

**CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:**

|                                 |             |               |
|---------------------------------|-------------|---------------|
| Convention Publique Aménagement | R. CS       | VG 23/09/2005 |
| J/08/ version 1                 | V. CD - JMN | Page 5 sur 33 |



- Etablissement des documents annuels de suivi, notamment compte rendu annuel au concédant et prévisions budgétaires
- Le suivi des moyens mis en place pour la promotion et la commercialisation, l'entretien des terrains non vendus et des équipements non remis à la collectivité

D'une manière générale, assurer l'ensemble des études, les tâches de gestion et la coordination indispensables pour la bonne fin de l'opération, et assurer en tous temps une complète information de la Collectivité Publique Cocontractante sur les conditions de déroulement de l'opération.

Il est précisé que les marchés conclus par le concessionnaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement feront l'objet d'une procédure spécifique de transparence et de concurrence en conformité avec les textes en vigueur au moment de la passation des marchés.

**ARTICLE 3 - MISSION DE LA COLLECTIVITE PUBLIQUE COCONTRACTANTE**

La Collectivité Publique Cocontractante s'engage, d'une part, à

- Communiquer à la SEGARD les éléments susceptibles de lui être utiles dans l'exercice de sa mission
- Céder au concessionnaire les biens immobiliers qui seront nécessaires à l'opération suivant les termes de la présente concession.
- S'assurer de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.
- Soumettre à l'approbation de son organe délibérant les dossiers relatifs aux procédures d'urbanisme et procédures diverses, nécessaires à la réalisation de l'opération.
- Aider que de besoin, mettre en place les moyens nécessaires pour que soient versées à la SEGARD les subventions par les partenaires publics de l'opération (Etat, Région, Département, etc.) affectées spécifiquement à des actions réalisées par la SEGARD dans le cadre de la présente concession
- La présente concession peut prévoir le cas échéant les conditions dans lesquelles d'autres collectivités territoriales apportent, le cas échéant, leur aide financière pour des actions et opérations d'aménagement. Un accord spécifique est conclu entre le concédant et la collectivité qui accorde la subvention.
- Prononcer la clôture de l'opération dans l'année suivant l'achèvement des travaux d'aménagement et de réalisation des équipements publics, sous réserve que la réception définitive des travaux ait été prononcée et le paiement total des sommes dues effectué.
- Recueillir l'accord des collectivités ou groupement destinataires des équipements publics.

La Collectivité Publique Cocontractante s'engage, d'autre part :

- A réaliser ou à faire réaliser les équipements primaires intérieurs ou extérieurs à la zone
- Réaliser ou faire réaliser les équipements publics de superstructures spécifiques à l'opération, qui par nature sont à la charge de la collectivité, s'ils ne sont pas déjà confiés à la SEGARD dans le cadre de la présente concession.

**ARTICLE 4 - OPERATIONS NON PREVUES DANS LA CONCESSION D'AMENAGEMENT**

Les travaux et tâches qui ne relèvent pas de la mission de la SEGARD, telle qu'elle est définie à l'article 2 ci-dessus, sont ou pourront être, en application des articles L. 1523-2 du Code général des collectivités territoriales et R.32-20 du code de l'urbanisme et le cas échéant de la loi n° 85-597 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique, confiés au concessionnaire par la Collectivité Publique Cocontractante par des conventions de mandat.

|  |                      |                                |
|--|----------------------|--------------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | VG 23/09/2003<br>Page 8 sur 33 |
|--|----------------------|--------------------------------|

Réaliser les équipements de voirie et réseaux divers destinés à être remis à la collectivité, aux autres collectivités intéressées, aux établissements publics compétents, aux associations syndicales ou foncières, ainsi qu'aux concessionnaires de service public ;

Réaliser les aménagements et les équipements de superstructure publics ou privés qui s'avèreraient nécessaires ;

Assurer le suivi et la coordination de la réalisation des équipements mis à la charge des bénéficiaires de cessions, locations ou concessions d'usage des terrains aménagés.

1- Procéder à toutes les études nécessaires et, notamment, en cours d'opération, proposer toute modification de programme qui s'avèrerait opportune, assortie des documents financiers prévisionnels correspondants ;

2- La SEGARD sera associée aux études relatives à toute modification ou révision du plan local d'urbanisme qui pourrait avoir une incidence sur l'opération, objet de la présente convention selon les modalités définies ci-après.

Etablir et tenir constamment à jour, outre les documents comptables, des documents financiers nécessaires pour suivre le déroulement de l'opération (bilan prévisionnel, prévisions annuelles des recettes et des dépenses, compte-rendu annuel à la collectivité) ;

Négocier et contracter les moyens de financements les plus appropriés ; procéder à une gestion continue de la trésorerie de l'opération ; assurer la mise en place d'une comptabilité analytique par nature des différents mouvements financiers avec la gestion des engagements et des moyens de financement et d'une manière générale toutes les tâches relevant de l'ingénierie financière.

Assurer la commercialisation optimale de l'opération :  
 - définition d'une stratégie de commercialisation cohérente avec l'économie de l'opération,  
 - détermination des conditions de cession ou de location, conformément à l'article 14 ci-après,  
 - conseils aux acquéreurs dans les domaines administratif, juridique, financier et fiscal,  
 - organisation des rapports avec les architectes (plan de masse, volumé, épamélogé...),  
 - gestion sur les plans administratif, juridique, financier et fiscal les contrats de vente, de concession d'usage, de location de terrains et immeubles bâtis jusqu'à la signature des actes authentiques correspondants.  
 - Assurer le suivi des encaissements et des mutations cadastrales.  
 - Suivre et diligenter les procédures contentieuses éventuelles.

Assurer la promotion de l'opération en effectuant notamment les missions ci-après :  
 établissement d'un dossier acquéreur avec argumentaire, prospection directe des concessionnaires, campagne de publicité, réception des acquéreurs potentiels, organisation de visite, mise au point et signature par les acquéreurs des documents contractuels sous seing privé (options, promesses, compromis, conventions) ainsi que de toutes pièces annexes, compte-rendu trimestriel, dans le cadre d'une réunion de travail, au concédant des contacts pris et des actions de négociations entreprises.

Certains frais de promotion particuliers, s'il y a lieu, tels que confection de plaquettes, campagne publicitaire de promotion, local de réception, hôtesses d'accueil, etc. ... seront à la charge de l'opération.

Assurer le suivi et le pilotage global de l'opération intégrant notamment :  
 - l'établissement et la tenue constamment à jour des documents comptables et des documents de gestion faisant apparaître les éventuelles difficultés et la situation de trésorerie  
 - Négociation et contraction des moyens de financement les plus appropriés

|  |                      |                                |
|--|----------------------|--------------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | VG 23/09/2003<br>Page 7 sur 33 |
|--|----------------------|--------------------------------|





Le concessionnaire doit obtenir l'autorisation de la Collectivité Publique Cocontractante chaque fois qu'il effectue, autrement qu'en mandat pour le compte d'un tiers, des travaux ou tâches non prévus au présent contrat mais en rapport avec l'aménagement de la zone objet du présent contrat.

Le financement des opérations particulières et la rémunération supplémentaire de la Société y afférente sont exclus du bilan financier de l'opération objet du présent contrat et font l'objet d'une comptabilisation distincte.

#### **ARTICLE 4 BIS - COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

4.1 : Comité de pilotage :

Avant le début d'exécution des missions confiées par la présente concession, un comité de pilotage sera mis en place pour assurer le suivi permanent de l'opération.

La composition de ce comité de pilotage sera déterminée par la collectivité cocontractante.

4.2 : Référent de la collectivité

La collectivité s'engage à désigner en son sein une personne chargée d'assurer l'interface avec l'aménageur. Cette personne est désignée « référent ».

Le référent sera chargé, en particulier :

- d'une part d'assurer la communication entre la collectivité et l'aménageur pour toute question relative à la mise en œuvre de l'opération d'aménagement,
  - d'autre part d'assurer la diffusion vers les services concernés de la collectivité de toute demande formulée par l'aménageur relative à la mise en œuvre de la concession d'aménagement.
- Le référent de la collectivité assiste aux réunions du comité de pilotage.

#### **ARTICLE 5 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT**

La concession d'aménagement est rendue exécutoire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. La Collectivité Publique Cocontractante la notifiera à la SEGARD en lui faisant connaître la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'état la rendant exécutoire. Elle prendra effet à compter de la date de la réception par la société de cette notification.

Sa durée prévisionnelle est fixée à 5 années à compter de sa date de prise d'effet. La concession d'aménagement ne pourra être renouvelée par tacite reconduction. Elle pourra être prorogé en cas d'inachèvement de l'opération par un avenant de prorogation approuvé par l'Assemblée Délibérante et exécutoire dans les conditions définies ci-dessus.

Au cas où l'ensemble des missions de la Collectivité Publique Cocontractante et du concessionnaire aurait été accompli avant le terme normal de la concession d'aménagement, la concession d'aménagement expirera de plein droit à la date de constatation de cet accomplissement.

#### **ARTICLE 6 - CHOIX ET REMUNERATION DES HOMMES DE L'ART, TECHNICIENS ET SPECIALISTES**

Pour l'exécution de sa mission, la SEGARD peut, en accord avec la Collectivité Publique Cocontractante, faire appel aux hommes de l'art et aux services techniques, publics ou privés, dont le concours, pour des missions permanentes ou limitées, s'avère utile.

Le concessionnaire peut également faire appel à des spécialistes qualifiés pour des interventions particulières, en accord avec la Collectivité Publique Cocontractante.

La rémunération des hommes de l'art, des services techniques publics ou privés et des spécialistes désignés dans les conditions indiquées ci-dessus est à la charge de l'opération.

Le concessionnaire peut se charger lui-même, en accord avec la Collectivité Publique Cocontractante, de l'élaboration des projets ou/et de la direction technique des travaux prévus au présent contrat. Les rémunérations du concessionnaire pour ces tâches particulières sont fixées par avenant à la présente concession d'aménagement.

#### **ARTICLE 7 - MODALITES D'ACQUISITION ET DE LIBERATION DES IMMEUBLES**

Dès que la concession d'aménagement est exécutoire, la SEGARD peut procéder soit à l'amiable, soit par voie de préemption ou d'expropriation, à l'acquisition ou à la prise à bail des terrains et immeubles bâtis, conformément à la présente concession d'aménagement.

#### **Etablissement d'un plan parcellaire**

Le concessionnaire fait établir un plan parcellaire des terrains et immeubles bâtis situés à l'intérieur du périmètre de la zone ainsi que de ceux des terrains et immeubles bâtis situés à l'extérieur de ce périmètre qui seraient nécessaires à la réalisation de l'opération objet du présent contrat.

Ce plan doit être conforme aux normes fixant les tolérances applicables aux levés à grande échelle effectués par les services publics.

Ce plan et cet état foncier seront mis à jour au fur et à mesure de la réalisation de l'opération afin que la SEGARD puisse d'une part rendre compte annuellement à la personne publique cocontractante des acquisitions et des cessions réalisées et d'autre part être en mesure de donner des descriptions précises du patrimoine de l'opération lors de la liquidation de celle-ci.

Le concessionnaire établit au compte de l'opération tous les documents nécessaires à l'intervention de l'acte déclaratif d'utilité publique et à l'enquête parcellaire si cela s'avère nécessaire.

#### **Acquisitions amiables**

La SEGARD procède aux négociations foncières, préalables aux acquisitions portant sur les terrains bâtis ou non bâtis situés dans le périmètre de l'opération.

Elle s'engage à soumettre pour accord à la personne publique cocontractante les projets de contrats d'acquisition, de location ou de concession d'usage des sols à conclure avec les tiers.

En cas d'acquisition amiable des terrains situés en dehors du périmètre de l'opération mais indispensables à sa réalisation, la SEGARD doit recueillir l'accord formel de la Commune d'assiette.

#### **DUP**

Dans le cas où aucun accord amiable n'aurait pu intervenir entre les propriétaires et le concessionnaire public pour les terrains situés dans le périmètre de l'opération, la SEGARD pourra, après accord de la Collectivité, mettre en œuvre une procédure d'expropriation. Elle établit, dans ce cas, au compte de l'opération tous les documents nécessaires à l'intervention du ou des actes déclaratifs d'utilité publique et aux enquêtes parcellaires.

#### **Acquisition des biens expropriés**

|  |                      |                                |
|--|----------------------|--------------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | VG 23/09/2005<br>Page 9 sur 33 |
|--|----------------------|--------------------------------|

|  |                      |                                 |
|--|----------------------|---------------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | VG 23/09/2005<br>Page 10 sur 33 |
|--|----------------------|---------------------------------|



Le concessionnaire doit démolir ou rendre inutilisables les parties libérées dès que l'opération est techniquement et juridiquement possible.

La gestion des immeubles acquis incombe au concessionnaire.

#### **ARTICLE 10 - CONVENTIONS DE PARTICIPATION**

En application de l'article L31-4 du Code de l'Urbanisme, s'il y a lieu d'établir des conventions de participation avec des constructeurs n'ayant pas acquis leur terrain du concessionnaire, ce dernier sera chargé de préparer et négocier lesdites conventions de participation en application de l'article 2b du présent contrat.

La convention pourra prévoir le versement de la participation directement au concessionnaire et son imputation au bilan de l'opération. Son montant est déterminé par les modalités prévisionnelles de financement de l'opération approuvées par la personne publique cocontractante telles qu'elles résultent des actualisations périodiques.

Dans l'hypothèse où le montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics internes ou externes à l'opération serait fixé par la personne publique cocontractante à un montant inférieur à celui résultant du bilan de l'opération approuvé, la participation de la personne publique au coût de l'opération prévu à l'article 17 ci-après sera augmenté de la différence entre le montant tel qu'il aurait dû résulter du bilan approuvé et la participation effectivement payée par le constructeur.

#### **TITRE II**

|  |                      |                                 |
|--|----------------------|---------------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>3/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | VG 23/09/2005<br>Page 12 sur 33 |
|--|----------------------|---------------------------------|

Les immeubles d'ores et déjà expropriés par la Collectivité sont cédés de gré à gré à la SEGARD. Les cessions s'effectuent alors dans les conditions prévues aux articles L. 21-1 et suivants du code de l'expropriation, le présent contrat, compte tenu notamment de son article 18, valant cahier des charges au sens des articles L. 21-3 et L. 21-4 du code de l'expropriation. Le prix de cession est au moins égal au prix d'acquisition ou à l'indemnité d'expropriation, majoré des frais exposés par la collectivité.

#### **Survi et contrôle des acquisitions foncières**

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SEGARD présente chaque année à la personne publique cocontractante un rapport spécial sur les conditions de l'exercice de ses droits de préemption et d'expropriation. La SEGARD adresse ce rapport spécial au représentant de l'Etat dans le Département.

De façon générale et ainsi qu'il est dit à l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, la SEGARD dresse chaque année un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice, qu'elle présente à la personne publique cocontractante.

Les prix des acquisitions ou des prises à bail et les montants des indemnités doivent être fixés après demande d'avis du directeur des services fiscaux, conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réforme à caractère économique et financier.

Néanmoins, lorsque les prix sont supérieurs au montant des estimations établies par lesdits services fiscaux, il pourra être procédé aux acquisitions ou locations qu'après accord exprès de la collectivité.

Chaque année, l'aménageur informe la collectivité publique cocontractante de ces acquisitions et des conditions auxquelles elles ont été effectuées. Il tient à sa disposition tous les contrats relatifs à ces acquisitions et prises à bail.

#### **ARTICLE 8 - DROIT DE PREEMPTION**

Dans le cadre des articles L. 213-3 et R. 213-1 à R. 213-3 du code de l'urbanisme, la Collectivité délègue au concessionnaire public son droit de préemption urbain sur le périmètre de l'opération tel que délimité au plan joint. Dès que la concession d'aménagement est exécutoire, le concessionnaire peut exercer le droit de préemption dans les conditions fixées par le titre Ier du livre II du code de l'urbanisme et par délégation de la Collectivité, à l'intérieur du périmètre de la zone objet du présent contrat et en vue de la réalisation des missions qui lui sont confiées par le présent contrat.

Le concessionnaire établit chaque année le rapport spécial prévu par l'article L. 1524-3 du Code général des collectivités territoriales.

Les terrains et immeubles bâtis acquis antérieurement par la collectivité cocontractante en vertu du droit de préemption sont, le cas échéant, cédés de gré à gré au concessionnaire, le prix de cession étant au moins égal au prix d'achat majoré des frais exposés par la personne cocontractante.

#### **ARTICLE 9 - RELOGEMENT DES OCCUPANTS**

Le concessionnaire assure en liaison avec la personne publique cocontractante et les administrations intéressées, et dans les meilleures conditions de rapidité, le relogement définitif des occupants des immeubles acquis et, au préalable, pourvoit s'il y a lieu, à leur relogement provisoire. Il empêche par tous les moyens à sa disposition la réoccupation de ces immeubles dans la période pouvant s'étendre entre le début de leur libération et leur démolition effective, sauf s'ils sont susceptibles de recevoir, à la demande de la Commune, une utilisation provisoire. Dans ce cas, les terrains ou immeubles ne peuvent faire l'objet que de conventions d'occupation précaire.

|  |                      |                                 |
|--|----------------------|---------------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>3/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | VG 23/09/2005<br>Page 11 sur 33 |
|--|----------------------|---------------------------------|

Les uns et les autres sont appelés à formuler, s'il y a lieu, leurs observations sur les ouvrages exécutés et le concessionnaire doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour leur donner satisfaction.

#### ARTICLE 14 - DROITS ET OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE

La SEGARD est investie, pour l'exécution des ouvrages faisant l'objet du présent contrat, de tous les droits que les lois et règlements confèrent aux collectivités publiques en matière de travaux publics.

Elle demeure, en même temps, soumise à toutes les obligations qui en découlent.

#### ARTICLE 15 - INDEMNITES AUX TIERS

Le concessionnaire suit les contentieux liés à l'opération objet du présent contrat.

Toute indemnité due à des tiers par le fait du concessionnaire dans l'exécution de la concession d'aménagement est prise en compte, à titre de dépense, au bilan de l'opération objet du présent contrat. Après l'expiration de la concession d'aménagement, ce principe est appliqué conformément aux dispositions de l'article 24 ci-après.

Toutefois, dans le cas de faute lourde du concessionnaire, les indemnités en cause sont à sa charge définitive, à titre de pénalité ainsi qu'il est dit à l'article 29 ci-après.

#### ARTICLE 16 - MODALITES DE CESSON. DE CONCESSON OU DE LOCATION DES IMMEUBLES

I. Les biens immobiliers, bâtis ou non bâtis, acquis ou pris à bail par le concessionnaire, font l'objet de cessions, de concessions d'usage, de locations ou de remises au profit soit des utilisateurs, soit des collectivités publiques, des établissements publics groupant plusieurs communes ayant compétence en matière d'urbanisme, des concessionnaires de services publics ou des associations syndicales ou fondataires intéressées. Chaque année, le concessionnaire informe la personne publique contractante des cessions effectuées pendant l'exercice écoulé en application des dispositions de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme.

II. La SEGARD notifie à la Collectivité Publique Cocontractante, en vue de recueillir son accord, les noms et qualités des attributaires éventuels, le prix, les modalités de paiement ainsi que le programme de construction envisagé. Cet accord est valablement donné par l'exécutif de la collectivité.

III. Les modalités de cession, de location ou de concession d'usage des terrains et immeubles bâtis aux utilisateurs sont définies par un cahier des charges indiquant obligatoirement le nombre de mètres carrés de surface hors œuvre nette dont la construction est autorisée sur la parcelle cédée. Ce cahier des charges de cession ou de concession de terrains est établi par le concessionnaire et comprend trois titres :

1°) Le titre Ier détermine les prescriptions imposées aux utilisateurs des terrains dans le but de veiller au respect de l'utilité publique lorsque l'acquisition des immeubles bâtis ou non à aménager a été déclarée d'utilité publique ; il précise notamment le but de la cession, les conditions dans lesquelles la cession est consentie et résolue en cas d'inexécution des charges ; il doit être conforme aux clauses types approuvées par décret en Conseil d'Etat, en application de l'article L 21-3 du code de l'expropriation.

2°) Le titre II définit les droits et obligations du concessionnaire et des utilisateurs pendant la durée des travaux d'aménagement de la zone et de construction des bâtiments.

|  |                      |                                 |
|--|----------------------|---------------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>3/08 /version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | VG 23/09/2005<br>Page 14 sur 33 |
|--|----------------------|---------------------------------|

#### REALISATION DES OUVRAGES ET EQUIPEMENTS ; MODALITES DE CESSON DES IMMEUBLES

#### ARTICLE 11 - PRESENTATION DES AVANT-PROJETS ET PROJETS D'EXECUTION

9.1 Les équipements d'infrastructure et de superstructure prévus à l'article 2 ci-dessus font l'objet d'un ou plusieurs avant-projet(s) sommaire(s) établi(s) en accord avec les services concernés et, le cas échéant, les concessionnaires de services publics intéressés. Ce ou ces avant-projet(s) sont soumis pour accord à la Collectivité Publique Cocontractante. Il en est de même pour les projets d'exécution.

Chacun de ces avant-projets doit être présenté selon un échéancier établi en accord avec la Collectivité Publique Cocontractante.

9.2 Avant tout début d'exécution, les projets d'exécution présentés par le concessionnaire doivent être acceptés par la Collectivité Publique Cocontractante ou le cas échéant par les autres personnes intéressées.

9.3 Les avant-projets et projets sont réputés acceptés si le représentant de la collectivité cocontractante et le cas échéant les autres personnes intéressées ne formulent pas d'observation dans un délai de 1 mois à compter de leur réception.

#### ARTICLE 12 - MODALITES DE PASSATION DES CONTRATS D'ETUDE, DE MAITRISE D'ŒUVRE ET DE TRAVAUX

Pour l'étude et l'exécution de ces ouvrages, la SEGARD doit traiter dans des conditions de nature à préserver au maximum les intérêts financiers de la Collectivité Publique Cocontractante.

Les contrats de travaux, d'études et de maîtrise d'œuvre conclus par l'aménageur pour l'exécution de la concession sont soumis aux principes de publicité et de mise en concurrence prévus par l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics et les décrets d'application.

La Collectivité Publique Cocontractante sera représentée au sein de la commission d'appel d'offres ou du jury de la société appelé à intervenir dans la procédure de passation conformément à la législation en vigueur.

#### ARTICLE 13 - EXECUTION DES TRAVAUX OBJET DE L'OPERATION

La SEGARD assure le suivi général des travaux et fait vérifier leur parfait achèvement dans les délais prévus. Il assure à ce titre une mission de coordination administrative générale.

Il lui appartient d'établir ou de faire établir, sous son contrôle, quelles que soient les méthodes de planification retenues, le calendrier d'exécution des divers ouvrages concédés et de s'assurer que ce calendrier est respecté.

La Collectivité Publique Cocontractante et ses services compétents pourront avoir communication de toutes les pièces contractuelles et documents qu'ils demanderont ; ils sont autorisés à suivre les chantiers et peuvent y accéder à tout moment. Toutefois, ils ne peuvent présenter leurs observations qu'au concessionnaire et non directement aux entrepreneurs ou maîtres d'œuvre.

Lorsque les ouvrages sont achevés, ils font l'objet d'une réception à laquelle participe la Collectivité Publique Cocontractante, ainsi que, le cas échéant, la personne à laquelle les ouvrages doivent être remis.

|  |                      |                                 |
|--|----------------------|---------------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>3/08 /version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | VG 23/09/2005<br>Page 13 sur 33 |
|--|----------------------|---------------------------------|



**TITRE III**

**REMISE ET ENTRETIEN DES OUVRAGES**

**ARTICLE 17 - RETOUR ET REMISE DES OUVRAGES A LA COLLECTIVITE PUBLIQUE COCONTRACTANTE**

17.1 Ceux des ouvrages réalisés en application de la présente concession d'aménagement qui ne sont pas destinés à être cédés aux constructeurs, et notamment les voiries, espaces libres et réseaux, constituent des biens de retour qui appartiennent à la Collectivité Publique Cocontractante au fur et à mesure de leur réalisation et qui lui reviennent de plein droit dès leur achèvement ; l'achèvement est, au sens du présent article, réputé accompli au plus tard, pour les voies et espaces libres, dès leur ouverture au public et, pour les réseaux et superstructures publiques, dès leur mise en exploitation.

17.2 Dès l'achèvement de ces ouvrages, le concessionnaire doit inviter la Collectivité Publique Cocontractante à participer aux opérations de remise desdits ouvrages ; ces opérations consistent ce retour sans cependant l'opérer. La Collectivité Publique Cocontractante ne peut refuser la remise d'un ouvrage propre à sa destination mais peut, à cette occasion, formuler toutes réserves et inviter le concessionnaire à remédier aux défauts constatés. En cas de refus de la Collectivité Publique Cocontractante de participer aux opérations de remise, celle-ci est considérée comme accomplie de fait.

Les collectivités publiques autres que la Collectivité Publique Cocontractante, les concessionnaires de service public et les associations syndicales ou foncières intéressés par les ouvrages réalisés sont invités aux opérations de remise ; la Collectivité Publique Cocontractante, propriétaire de ces biens de retour, leur remet les ouvrages en présence du concessionnaire.

La SEGARD a l'obligation de faire préparer et de présenter à la signature de la personne publique cocontractante, ou le cas échéant des concessionnaires de service public un acte authentique constatant le transfert de propriété, notamment du terrain d'assiette des voies, espaces plantés ou non plantés, réseaux divers, et autres équipements. La personne publique cocontractante, et le cas échéant, les concessionnaires de service public intéressés, ne peuvent refuser de signer cet acte authentique.

En outre, à la mise en service des ouvrages et au plus tard à leur remise, le concessionnaire fournit à la collectivité contractante et éventuellement aux concessionnaires de services publics et aux administrations publiques compétentes une collection complète des plans des ouvrages tels qu'ils ont été exécutés, ainsi que tous les documents nécessaires à leur exploitation rationnelle. L'ensemble des plans et documents sera remis à la collectivité contractante sur supports informatisés et sur supports papiers.

A compter de la remise des ouvrages, la Collectivité contractante, les établissements publics groupant plusieurs communes ou les concessionnaires de services publics intéressés ont seuls qualité pour engager toute action en responsabilité sur le fondement des principes dont s'inspirent les articles L792 et 2270 du Code Civil.

Le concessionnaire devra le cas échéant transmettre aux collectivités publiques intéressées les documents dont il dispose nécessaires pour que celles-ci puissent bénéficier du FCTVA prévu par l'article L. 1615-11 du Code général des collectivités territoriales.

Le classement des voies à l'intérieur de la zone dans la voirie publique est, s'il y a lieu, opéré par l'autorité compétente et selon les règles en vigueur.

h h  
A

|                                 |             |                |
|---------------------------------|-------------|----------------|
| Convention Publique Aménagement | R. CS       | VG 23/09/2005  |
| J/08/ version 1                 | V. CD - JMN | Page 16 sur 33 |

Si les terrains à bâtir sont cédés avant l'achèvement des équipements prévus, une date prévisionnelle d'achèvement des équipements par le concessionnaire devra être précisée. Les équipements existants devront permettre toutefois l'accès aux chantiers et la poursuite des travaux par les utilisateurs.

3°) Le titre III fixe le cas échéant les règles et servitudes de droit privé imposées aux bénéficiaires des cessions, des concessions d'usage et des locations, à leurs ayants-cause à quelque titre que ce soit, ainsi qu'aux propriétaires antérieurs qui auraient déclaré adhérer au cahier des charges par voie de convention avec le concessionnaire. Il détermine notamment les modalités de la gestion des équipements d'intérêt collectif et précise, le cas échéant, les modalités de création et de fonctionnement d'une ou plusieurs associations syndicales d'utilisateurs.

**IV.**

A. l'exécution de la concession d'aménagement, les terrains et immeubles bâtis situés à l'intérieur du périmètre, qui n'auraient pas pu être revendus constituent des biens de reprise revenant à la Collectivité Publique Cocontractante ainsi qu'il est dit à l'article 24 ci-après.

De même, si, à l'occasion des acquisitions nécessaires à la réalisation de la zone, le concessionnaire a acquis des parcelles situées à l'extérieur du périmètre de la concession d'aménagement, ces terrains sont obligatoirement cédés à la Collectivité Publique Cocontractante, sauf accord exprès de sa part pour qu'ils soient cédés à un tiers.

h h  
A

|                                 |             |                |
|---------------------------------|-------------|----------------|
| Convention Publique Aménagement | R. CS       | VG 23/09/2005  |
| J/08/ version 1                 | V. CD - JMN | Page 15 sur 33 |

**ARTICLE 18 - ENTRETIEN DES OUVRAGES**

Jusqu'à la date pour laquelle la SEGARD a invité la personne publique contractante à participer aux opérations de remise des ouvrages réalisés en application du présent contrat, le concessionnaire a l'obligation de les entretenir en bon état. Les dépenses correspondantes seront prises en compte au bilan de l'opération.

Postérieurement à la date de remise et conformément aux modalités de remise des ouvrages prévus à l'article précédent, la Commune, ou les autres personnes publiques compétentes assureront l'entretien desdits équipements ou ouvrages. La SEGARD pourra être invitée par la personne publique contractante à assurer cet entretien pour le compte de cette dernière par une convention distincte qui réglera les modalités, notamment financières, de cette intervention.

**TITRE IV**

**DISPOSITIONS FINANCIERES EN COURS DE CONTRAT**

**ARTICLE 19 - FINANCEMENT DE L'OPERATION OBJET DU PRESENT CONTRAT**

- I. Les charges supportées par le concessionnaire pour la réalisation de l'opération objet du présent contrat sont couvertes par, notamment, les produits à provenir des cessions, des concessions d'usage de terrains ou d'immeubles bâtis, les participations dues par les propriétaires, les produits financiers, les subventions, ainsi que par la participation définie au VI ci-dessous telles qu'elle apparaît sur les bilans financiers prévisionnels visés à l'article 18 ou sur chaque budget prévisionnel annuel visé à l'article 19 ci-après.
- II. Le concessionnaire contracte tous emprunts et avances nécessaires au financement provisoire de l'opération dans des conditions de nature à préserver au maximum les intérêts de la Collectivité contractante. Préalablement, il doit obtenir l'accord de la Collectivité contractante sur l'organisme prêteur, la nature du prêt, sa durée, son montant et le taux d'intérêt. Cette stipulation vaut également pour des relais de trésorerie exceptionnels.
- III. Le concessionnaire gère ou fait gérer distinctement la trésorerie de l'opération en effectuant les mouvements de trésorerie nécessaires à titre onéreux entre les différentes opérations du concessionnaire, ou avec les comptes propres du concessionnaire, ou avec un établissement financier, en imputant à l'opération ou en la faisant bénéficier des taux d'intérêts débiteurs ou créditeurs au plus égaux à ceux pratiqués par la Caisse des Dépôts et Consignations.
- IV. Le concessionnaire peut recevoir des acomptes des bénéficiaires des cessions de terrains et immeubles bâtis, tels qu'ils se trouvent désignés en vertu de l'article 14-II ci-dessus. De même, il reçoit les participations dues par les propriétaires des terrains ayant signé la convention mentionnée au dernier alinéa de l'article L. 332-9 du code de l'urbanisme.
- V. Le concessionnaire est autorisé à solliciter lui-même, en vue de la réalisation de l'opération objet du présent contrat, l'allocation de toute aide financière directe ou indirecte auprès de tout organisme.

Le concessionnaire est notamment habilité par la Collectivité contractante à solliciter, en ses lieux et place, les subventions afférentes aux ouvrages, constructions et installations qu'il réalise dans le cadre de la concession d'aménagement.

Sous réserve de l'accord préalable de la personne publique cocontractante, la SEGARD pourra notamment bénéficier dans les conditions fixées au dernier alinéa de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme et de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 1523-2 du code général des collectivités territoriales des subventions versées par d'autres collectivités territoriales ou groupement de collectivités territoriales en vue de financer des actions qu'elle aura à mener en application de la présente concession d'aménagement. Une convention signée par la SEGARD et la Collectivité contractante et la Collectivité contractante ou le groupement de collectivités qui octroie la subvention fixera notamment les conditions dans lesquelles la SEM rendra compte de son attribution, de son échéancier, de son encaissement effectif et de son utilisation.

113

|  |                      |                                 |
|--|----------------------|---------------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | VG 23/09/2005<br>Page 18 sur 33 |
|--|----------------------|---------------------------------|

113

|  |                      |                                 |
|--|----------------------|---------------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | VG 23/09/2005<br>Page 17 sur 33 |
|--|----------------------|---------------------------------|



**ARTICLE 20 - COMPTABILITE : BILAN FINANCIER ET PLAN DE TRESORERIE PRE-VISIONNELS GLOBAUX**

Pour permettre à la collectivité contractante d'exercer son droit à contrôle comptable et financier en application des articles L. 1523-3 du Code général des collectivités territoriales et L. 300-5 du Code de l'urbanisme, le concessionnaire doit tenir sa comptabilité de manière à faire apparaître distinctement les comptes propres à l'opération objet du présent contrat.

I. En application de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, le concessionnaire établit chaque année un bilan financier prévisionnel global et actualisé des activités, objet du présent contrat, faisant apparaître l'état, d'une part des engagements réalisés en dépenses et en recettes et, d'autre part des estimations des recettes et dépenses restant à réaliser, estimées en fonction des conditions économiques de l'année en cours ainsi que, éventuellement, la charge résiduelle non couverte par les produits de l'opération en résultant pour la personne publique cocontractante.

II. Le concessionnaire établit chaque année un plan global de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses, en application de l'article L. 1523-3 du Code général des collectivités territoriales.

III. Le concessionnaire adresse à la personne publique cocontractante, pour examen, avant le 15 mai de chaque année, un compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- 1°/ le bilan financier prévisionnel global actualisé défini en I ci-dessus ;
- 2°/ le plan global de trésorerie actualisé de l'opération défini en II ci-dessus ;
- 3°/ un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé ;
- 4°/ une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir.
- 5°/ une note d'information sur l'avancée des dossiers de subventions afférentes à l'opération.
- 6°/ le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances prévues à l'article 17-4/II.

La Collectivité contractante a le droit de faire contrôler les documents fournis, les personnels accrédités pouvant se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification. Dès communication de ces documents et le cas échéant après résultat du contrôle diligenté dans un délai de trois mois, la collectivité contractante mettra l'examen de ces documents à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée délibérante et se prononcera par un vote.

IV. La personne publique contractante peut demander une modification du programme, laquelle s'effectuera selon la procédure prévue par la réglementation en vigueur, ainsi que l'établissement du bilan financier prévisionnel correspondant. Les frais supportés par le concessionnaire pour cette modification sont imputés au compte de l'opération.

VI. En application de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la participation de la collectivité au coût de l'opération est destinée à couvrir l'ensemble des charges de l'opération non couvertes par les produits de l'opération.

*En fonction du bilan prévisionnel tel qu'initialement approuvé, l'opération est équilibrée en dépenses et recettes et rappelle donc pas de participation. Dans l'hypothèse d'une participation, les modalités de la participation (elles peuvent prendre la forme d'apport de terrains) doivent être précisées : montant total et, s'il y a lieu, sa répartition en tranches annuelles.*

Cependant, le montant de cette participation pourra être révisé par avenant à la présente convention approuvé par délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité, prise au vu d'un rapport spécial établi par le concessionnaire.

Dans ce cas la participation fera l'objet de versements échelonnés par tranches annuelles définies en fonction des besoins de trésorerie tels qu'ils apparaîtront sur les prévisions budgétaires définies à l'article XVIII ci après.

Cette participation pourra être affectée en tant que de besoin au financement des équipements publics réalisés dans le cadre de l'opération.

VII. Lorsque les prévisions budgétaires actualisées ne font pas apparaître le besoin d'une participation définitive mais seulement une insuffisance temporaire de trésorerie, le concessionnaire ne sollicite que le versement d'une avance, éventuellement renouvelable et ce, dans les conditions définies à l'article L. 1523-2 4° du code général des Collectivités territoriales, et qui sera remboursée sans intérêts.

L'avance sera remboursée par le concessionnaire au plus tard le 31 décembre de l'exercice au cours duquel l'avance a été consentie, sauf accord express de la personne publique dûment signifié avant le 1<sup>er</sup> décembre dudit exercice.

Il est précisé que le concessionnaire pourra à tout moment procéder par anticipation à un remboursement total ou partiel de l'avance si la situation de trésorerie de l'opération le permet.

L'avance ainsi consentie ne portera ni intérêts au profit de la personne publique cocontractante, ni frais financiers, ni rémunération pour le concessionnaire, par dérogation aux stipulations de la concession d'aménagement.

11/17

Lorsqu'il résulte du budget prévisionnel prévu à l'article 19 que le concessionnaire n'est pas en mesure de faire face aux charges de la quote-part des emprunts garantis en application du présent article, la Collectivité Publique Cocontractante inscrit à son budget primitif de l'année à venir les crédits nécessaires pour remplir ses obligations vis-à-vis des organismes prêteurs.

Les sommes ainsi versées par le ou les garants aux organismes prêteurs ont un caractère d'avances de fonds recouvrables que le concessionnaire doit rembourser, sous réserve de ce qui est dit aux articles 22 et 25 ci-après.

#### **ARTICLE 23 - REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE**

Le concessionnaire n'est pas autorisé à imputer ses charges réelles de fonctionnement au compte conventionnel de concession d'aménagement mais seulement à imputer forfaitairement des charges, en fonction de l'état d'avancement de ses différentes missions ; ces imputations forfaitaires, destinées à couvrir le coût d'intervention du concessionnaire, sont dites "rémunération".

Ces imputations forfaitaires sont déterminées de la façon suivante :

23.1. Pour la mission d'études pré-opérationnelles prévues à l'article 2.a, le concessionnaire aura droit à une rémunération forfaitaire de **45 000 € HT**. Cette rémunération sera perçue à hauteur de :

- 15 000 € HT au démarrage de la mission,
- 15 000 € HT à la remise du dossier de création,
- 15 000 € HT à la remise du dossier de réalisation

23.2. Pour la mission d'acquisition prévue à l'article 2.b, le concessionnaire aura droit à une rémunération de **4 %** par affaire (unité foncière) qui s'appliquera pour chaque unité foncière (à l'exception des unités foncières acquises auprès de la commune ou de la communauté de communes) au prix toutes indemnités comprises, fixé dans les promesses de ventes recueillies et préalablement acceptées par la Collectivité.

Cette rémunération sera perçue à hauteur de :

- 40 % à la signature de l'avant contrat.
- Le solde à la signature de l'acte authentique.

Cas des expropriations

La rémunération sera perçue intégralement à la notification du jugement d'expropriation de 1<sup>ère</sup> instance, une régularisation étant dans ce cas opérée le cas échéant lors de la notification de l'arrêt devenu définitif de la Cour d'Appel.

23.3. Pour les missions de réalisations d'études, de suivi technique et administratif prévues à l'article 2.c - 2.d.1 - 2.e, le concessionnaire aura droit à une rémunération égale à **5 %** de l'ensemble des dépenses HT payées dans l'opération, à l'exclusion cependant de sa propre rémunération et des frais financiers.

23.4. Pour la commercialisation

Pour la mission de commercialisation, conformément à l'article 2.g, outre l'imputation à l'opération des dépenses payées aux tiers, le concessionnaire aura droit à une rémunération égale à **4 %** des montants HT fixés dans les conventions, actes de cessions ou contrat de location longue durée, étant précisé que les loyers des baux emphytéotiques ou de baux à construction sont pris pour leur valeur capitalisée au jour de la signature du bail.

|                                 |             |                |
|---------------------------------|-------------|----------------|
| Convention Publique Aménagement | R. CS       | VG 23/09/2005  |
| J/08/ version 1                 | V. CD - JMN | Page 22 sur 33 |

#### **ARTICLE 24 - PREVISIONS BUDGETAIRES ANNUELLES : DETERMINATION DE LA PARTICIPATION OU/ET DE L'AVANCE ANNUELLE**

Le concessionnaire établit un budget prévisionnel actualisé, pour l'année à venir, des dépenses et des recettes de l'opération, objet de la présente concession d'aménagement, ainsi que le programme correspondant des acquisitions immobilières et des travaux et le plan de trésorerie prévisionnel de l'année à venir.

Ce budget prévisionnel annuel comporte notamment :

- en dépenses, les études pré opérationnelles, les acquisitions de terrains, les études techniques, le coût des travaux de mise en état des sols et d'infrastructure, les frais résultant de l'intervention des personnes prévues à l'article 7, les frais de commercialisation, les indemnités prévues à l'article 13, les frais financiers et l'imputation forfaitaire par le concessionnaire de ses frais, dite "rémunération annuelle".
- en recettes, les prix des cessions ou locations à encasser, les produits financiers, les subventions éventuelles et les participations dues par la Collectivité Publique Cocontractante au cours de l'exercice suivant ainsi que la ou les dates de leur versement et le cas échéant, les participations des constructeurs ou autres collectivités.

Le plan de trésorerie prévisionnel fait ressortir les excédents ou les déficits de trésorerie, le montant des emprunts (annulés à rembourser ou encaissements), des avances reçues de la Collectivité Publique Cocontractante (sommes à rembourser ou avances à renouveler) et, le cas échéant, le montant de la participation définitive ou de l'avance remboursable due par la Collectivité Publique Cocontractante au cours de l'exercice suivant ainsi que la ou les dates de son versement.

La Collectivité Publique Cocontractante devra approuver expressément le montant de la participation et/ou de cette avance qu'elle s'oblige à régler (le cas échéant par transmission d'une avance en participation) au cours de l'exercice suivant, ainsi que les dates de versement de celles-ci.

Ces documents doivent être établis dès que la concession d'aménagement est exécutoire, et par la suite avant le 31 octobre de chaque année s'ils font état d'un versement partiel de la participation ou d'une avance à verser par la Collectivité Publique Cocontractante ainsi que d'une possible mise en jeu de la garantie d'emprunt ou, dans le cas contraire, avant le 31 décembre de chaque année.

#### **ARTICLE 22 - GARANTIE DES EMPRUNTS**

A la demande des organismes prêteurs et compte tenu du montant des emprunts tels qu'ils résultent du plan global de trésorerie défini à l'article 16, mais à l'exclusion des reliefs exceptionnels de trésorerie, la Collectivité Publique Cocontractante accorde sa garantie au service des intérêts et au remboursement des emprunts contractés par le concessionnaire pour la réalisation de l'opération, dans la limite édictée par les textes en vigueur et en application des principes posés par l'article L. 1523-1 du Code général des collectivités territoriales.

Elle s'engage également à mettre à la disposition de la Société le produit des emprunts qu'elle aurait contractés pour la réalisation de ces opérations, la Société ayant l'obligation de prendre en charge le paiement des annuités dans le cadre du bilan de l'opération.

Une garantie peut, en outre, être demandée à d'autres personnes, notamment à tout actionnaire du concessionnaire. Tous les garants peuvent exercer le contrôle financier prévu à l'article 18 au profit de la Collectivité Publique Cocontractante. En outre, les collectivités territoriales ou leurs groupements qui auront donné leur garantie et qui ne seraient pas directement administrateurs de la Société ont le droit de se faire représenter au Conseil d'administration de la Société par un délégué spécial ainsi qu'il est dit à l'article L. 1524-6 du Code général des collectivités territoriales.

|                                 |             |                |
|---------------------------------|-------------|----------------|
| Convention Publique Aménagement | R. CS       | VG 23/09/2005  |
| J/08/ version 1                 | V. CD - JMN | Page 21 sur 33 |



Cette rémunération sera perçue à hauteur de 40% à la signature de l'avant contrat et 60% à la signature de l'acte authentique.

#### 23.5 Convention de participation

Pour les missions concernant la rédaction et la négociation des conventions de participation, le concessionnaire recevra une rémunération égale à 5 % des montants HT fixés dans les conventions de participation conformément à l'article 2/b.

La rémunération sera perçue à hauteur de :

- 40 % à la signature de ladite convention,
- le solde au fur et à mesure des encaissements réalisés.

23.6 Pour les missions définies à l'article 2.f, la rémunération du concessionnaire est fixée à 5 % du total des mouvements de fonds, débits et crédits constatés sur les comptes de liaisons de l'opération et figurant dans les écritures de la société.

23.7 Pour les missions de pilotage et de gestion globale de l'opération définies à l'article 2/i, le concessionnaire aura droit à une rémunération forfaitaire de 12 000 € HT par an. Ce forfait sera imputé à l'opération, à la fin de chaque année civile.

23.8 Pour l'association du concessionnaire à la révision du plan local d'urbanisme définie à l'article 2.d2, le concessionnaire exécutera cette mission à titre gracieux.

Les pourcentages ou montants forfaitaires fixés ci-dessus pourront être révisés par accord entre les deux parties, pour être mieux adaptés, en cas de besoin, aux frais réels de fonctionnement du concessionnaire pour cette opération, notamment dans le cas où la durée de la concession d'aménagement serait supérieure à celle prévue à l'article 5 ci-dessus ou dans le cas d'une modification du programme telle que prévue à l'article 18.IV ci-dessus.

La rémunération annuelle du concessionnaire est calculée en appliquant les règles définies ci-dessus à partir des éléments comptables de l'exercice considéré.

Elle sera imputée mensuellement par le concessionnaire au compte de l'opération, sous forme d'acomptes. Ceux-ci seront calculés, pour les rémunérations au pourcentage, sur les mouvements constatés pendant le mois en cours, et pour les autres, par douzième, à partir des prévisions budgétaires établies conformément aux dispositions de l'article 19.

#### TITRE V

### DISPOSITIONS JURIDIQUES ET FINANCIERES SUR L'EXPIRATION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

#### ARTICLE 24 - REGLEMENT FINAL DE L'OPERATION

Ainsi qu'il est précisé aux articles 24 et 25 ci-après, à l'expiration de la concession d'aménagement, le bilan de clôture est arrêté par le concessionnaire certifié par le commissaire aux comptes et approuvé par la personne publique contractante. Ce bilan détermine le montant définitif de la participation financière de la Collectivité contractante aux dépenses d'aménagement réalisées nécessaires pour équilibrer les comptes.

Lorsque le bilan de clôture des opérations fait apparaître un excédent, celui-ci est versé à la personne publique contractante.

#### ARTICLE 25 - CAS DE RESILIATION, RACHAT, DECHEANCE, RESOLUTION, SUSPENSION

##### 1. RESILIATION SIMPLE

Ni la personne publique contractante, ni le concessionnaire n'ont le pouvoir de prononcer de plein droit la résiliation de la concession d'aménagement, sauf cas de force majeure. La concession d'aménagement peut être résiliée d'un commun accord.

##### 2. RACHAT

Moyennant le respect d'un préavis de douze mois, la Collectivité contractante pourra notifier au concessionnaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de racheter la totalité de la concession d'aménagement. La collectivité contractante n'aura pas à justifier les motifs de sa décision qui devra cependant être prise dans l'intérêt général.

##### 3. DECHEANCE

La collectivité contractante ne peut prononcer de plein droit la déchéance du concessionnaire. En cas de manquement grave de l'une ou l'autre partie dans l'exécution du présent contrat, chacune d'elle peut demander au juge de prononcer la résiliation de la concession d'aménagement aux torts et griefs de l'autre, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de deux mois.

##### 4. RESOLUTION

Au cas où le concessionnaire ferait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure de redressement judiciaire, le contrat ne pourra être résolu, conformément à l'article 37 de la loi du 25 Janvier 1985, que sur décision expresse ou tacite par l'administrateur judiciaire de renoncer à la continuation du contrat d'aménagement.

En revanche, le contrat sera résolu de plein droit en cas de mise en liquidation judiciaire du concessionnaire conformément aux dispositions de l'article L.1523-4 du Code général des collectivités territoriales ou en cas de liquidation amiable régulièrement décidée par son assemblée générale.

##### 5. SUSPENSION

Le contrat sera aussi suspendu, sur la seule décision de l'une des parties, en cas de saisine du Tribunal Administratif par le Préfet du département en application de l'article L. 2131-6 du Code général des collectivités territoriales ou en cas d'avis défavorable de la Chambre régionale des comptes saisie en application de l'article L. 1524-2 du Code général des collectivités territoriales.

## 27.1.1.1 Solde d'exploitation :

## EN PLUS

- l'ensemble des produits, hors TVA, perçus avant l'expiration du de la concession d'aménagement, inclus les subventions et participations, les produits financiers perçus jusqu'au règlement final, ainsi que les créances hors TVA exigibles avant l'expiration de la concession d'aménagement (à l'exception de celles qui ne seraient pas recouvrées à l'arrêté des comptes, et qui seraient alors cédées à la collectivité contractante dans les conditions prévues par les articles 1689 et suivants du code civil).

## EN MOINS

- l'ensemble des charges, hors TVA déductible, exposées par le concessionnaire pour l'exécution de sa mission, payées ou exigibles avant l'expiration du présent contrat, inclus notamment les frais financiers courus jusqu'à complet règlement par la collectivité contractante et les rémunérations du concessionnaire exigibles contractuellement.
- La TVA dont est éventuellement recevable le concessionnaire au titre de cette opération de transfert et d'arrêté de comptes.

## 27.1.2. Solde des financements repris par la collectivité contractante :

## EN RESSOURCES

- Le capital reçu, à la date d'expiration du présent contrat, sur tous les emprunts ;
- Les avances consenties par la personne publique cocontractante, notamment en exécution de sa garantie ou en application de l'article 25.4 ci-après.

## EN EMPLOIS

- Les remboursements en capital effectués par le concessionnaire sur les emprunts et les avances consenties par la personne publique cocontractante.

## 27.1.3 Règlement final :

Si le solde d'exploitation est positif, le concessionnaire est débiteur de son montant ; s'il est négatif, la collectivité contractante est débitrice de son montant à titre de participation ainsi qu'il est prévu aux articles 17 et 22.

Si le solde des financements repris par la collectivité contractante est positif, le concessionnaire doit à la collectivité contractante le remboursement de ses avances et le montant du capital non amorti des emprunts repris par la personne publique cocontractante.

Le règlement final s'opérera, éventuellement par compensation partielle, par celle des parties qui est débitrice, dans les conditions prévues à l'article 25.4 ci-après.

Toutes sommes liées à l'exécution de sa mission d'aménageur, dont le concessionnaire pourrait être personnellement redevable vis-à-vis des tiers ou de l'administration fiscale après cet arrêté des comptes, devraient lui être remboursées par la personne publique cocontractante, sauf cas visé à l'article 28 sur les pénalités.

## 27.2 Opérations de liquidation et rémunération correspondante.

Après l'expiration du présent contrat, le concessionnaire a l'obligation de procéder aux opérations de liquidation : transferts des contrats, des biens, de l'actif et du passif des comptes. Toutefois, en cas de mise en redressement judiciaire ou de liquidation de biens du concessionnaire, ces tâches seront assurées sous le contrôle ou par l'administrateur judiciaire ou, en cas de liquidation amiable, par ou sous le contrôle de son liquidateur.

|                                 |             |                |
|---------------------------------|-------------|----------------|
| Convention Publique Aménagement | R. CS       | VG 23/09/2005  |
| 3/08/ version 1                 | V. CD - JMN | Page 26 sur 33 |

## ARTICLE 26 - CONSEQUENCES JURIDIQUES, POUR L'AVENIR, DE L'EXPIRATION DU TRAITÉ DE CONCESSION D'AMENAGEMENT

Dans tous les cas d'expiration de la concession d'aménagement, pour quelque motif que ce soit, à terme ou avant terme, la Collectivité contractante est, du seul fait de cette expiration, subrogée de plein droit dans les droits et obligations du concessionnaire, selon les modalités suivantes :

- les biens éventuellement cédés gratuitement par la collectivité contractante et non encore revendus lui reviennent gratuitement ;
- sur l'ensemble des autres biens de la concession d'aménagement, à savoir sur l'ensemble des terrains et ouvrages destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus, ainsi que sur l'ensemble des ouvrages devant revenir obligatoirement à la collectivité contractante à leur achèvement, la collectivité contractante exerce ses droits de reprise ou/et de retour ; ainsi, elle devient, dès l'expiration du présent contrat, automatiquement propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus. Les parties doivent signer dans les meilleurs délais un acte authentique constatant ce transfert de propriété. A défaut, chacune d'elle peut solliciter un jugement constatant ce transfert de propriété et susceptible d'être publié ;
- la collectivité contractante est tenue de reprendre, pour l'avenir, l'exécution de la totalité des contrats liant le concessionnaire aux tiers, à la seule exclusion des contrats de travail, et est, le cas échéant, tenue de garantir le concessionnaire des condamnations qui seraient prononcées contre elle postérieurement à l'expiration de la concession d'aménagement sur des actions contractuelles.
- la collectivité contractante est, de la même façon, tenue de garantir le concessionnaire de toute condamnation qui serait prononcée contre lui après l'expiration de la concession d'aménagement, sur des actions non contractuelles ou fait de son activité d'aménageur, sauf faute lourde de sa part ;
- par suite, la collectivité contractante sera seule tenue des dettes exigibles à compter de la date d'expiration du présent contrat, et seule titulaire des créances exigibles à compter de cette même date.
- la collectivité contractante doit se substituer au concessionnaire, qui n'a plus qualité ni pour agir en justice, ni pour suivre les litiges en cours.

## ARTICLE 27 - CONSEQUENCES FINANCIERES DE L'EXPIRATION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

A l'expiration de la concession, pour quelque motif que ce soit, et l'opération d'aménagement étant ou non achevée, il sera procédé aux opérations et versements suivants :

### 27.1 Arrêté des comptes de l'opération d'aménagement.

Dans tous les cas d'expiration du présent contrat, à terme ou avant terme, et compte tenu des dispositions de l'article 22 précédant que le risque financier de l'opération est à la charge de la personne publique cocontractante, il devra être établi un arrêté des comptes de l'opération à la date d'expiration du contrat, d'où il résultera un solde d'exploitation et un solde des financements issus des emprunts et des avances consenties par la personne publique cocontractante.

|                                 |             |                |
|---------------------------------|-------------|----------------|
| Convention Publique Aménagement | R. CS       | VG 23/09/2005  |
| 3/08/ version 1                 | V. CD - JMN | Page 25 sur 33 |





**ARTICLE 28 - SORT DES CONTRATS AVEC LES TIERS**

Pour chacun des contrats afférents à l'opération objet du présent contrat, le concessionnaire fera obligation à chacun de ses cocontractants, à l'exclusion de ses salariés, de s'engager à continuer son contrat avec la personne publique cocontractants, après l'expiration de la concession d'aménagement pour quelque motif que ce soit, si ce contrat n'est pas soldé lors de cette expiration.

Toutefois, au cas où un cocontractant du concessionnaire aurait refusé un tel de son contrat, la collectivité contractante serait tenue de mettre à la disposition du concessionnaire, à bonne date, les fonds éventuellement nécessaires pour lui permettre de respecter ses obligations contractuelles, les mouvements résultant de l'exécution de ce contrat étant alors pris en compte pour l'arrêté des comptes de la concession d'aménagement.

La rémunération due au concessionnaire pour cette tâche particulière accomplie au terme normal du contrat est fixée à 5 % de la demi somme de l'ensemble des dépenses et recettes HT constatées dans l'opération à l'exclusion de sa propre rémunération.

Toutefois, en cas de rachat ou de résiliation, compte tenu de la charge supplémentaire du transfert en cours de contrat, il est dû au concessionnaire une indemnité spéciale de liquidation égale à 50 %, plus TVA, de la rémunération de liquidation prévue ci-dessus en sus de ladite rémunération de liquidation.

Par ailleurs, en cas de résiliation pour mise en redressement judiciaire, liquidation judiciaire ou liquidation amiable du concessionnaire, compte tenu de la nécessité de mettre l'administrateur judiciaire ou le liquidateur en mesure d'effectuer les opérations de liquidation, il sera dû au concessionnaire une indemnité égale au coût réel justifié de ces opérations, plus TVA, cette indemnité devant être versée à l'administrateur judiciaire ou au liquidateur au fur et à mesure des besoins et être exclusivement affectée par eux à la mise en œuvre de ces opérations. Cette indemnité se substituera à la rémunération de liquidation prévue à l'article 25.2 alinéa 2 ci-dessus.

**27.3. Indemnité pour cessation anticipée de la concession d'aménagement.**

27.3.1. En cas de rachat ou de résiliation de la concession d'aménagement :

La collectivité contractante devra en outre au concessionnaire une indemnité égale à 50 % de la rémunération dont le concessionnaire se trouve privé du fait de la cessation anticipée du contrat, calculée sur la base des dépenses et recettes attendues d'après le dernier bilan prévisionnel approuvé, majorée de la TVA. Cette indemnité n'est pas due dans les cas de déchéance ou résiliation énoncés aux articles 23.3 et 23.4.

**27.3.2. En cas de déchéance ou de résiliation prévue à l'article 23.3 ou 23.4 :**

Le concessionnaire n'a pas droit à l'indemnité spéciale de liquidation prévue à l'article 25.2, 3° alinéa, ni à l'indemnité prévue à l'article 25.3.1. ci-dessus.

Il n'y aura lieu qu'à apurement des comptes comme indiqué en 25.1 ci-dessus.

**27.4. Modalités de règlement.**

Ces montants, rémunérations et indemnités, doivent être intégralement versés par le concessionnaire à la collectivité contractante ou par la collectivité contractante au concessionnaire, dans les trois mois de la présentation des comptes de liquidation, étant rappelé que les frais financiers et produits financiers seront pris en compte jusqu'à complet règlement.

Toutefois avant cette date, et dès l'expiration du présent contrat, le concessionnaire aura droit, en cas d'insuffisance de trésorerie de l'opération, à une avance suffisante pour couvrir ce déficit et notamment pour lui permettre d'assurer le paiement des dépenses exigibles avant l'expiration de la concession d'aménagement, le remboursement des avances dont bénéficie l'opération, ainsi que le paiement des frais financiers courus, dans la limite de la valeur Toutes Taxes Comprises des terrains non encore cédés, estimés au vu du dernier bilan actualisé de l'opération.

hif

|  |                      |                                 |
|--|----------------------|---------------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | VG 27/09/2005<br>Page 28 sur 33 |
|--|----------------------|---------------------------------|

R3

|  |                      |                                 |
|--|----------------------|---------------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | VG 23/09/2005<br>Page 27 sur 33 |
|--|----------------------|---------------------------------|

La Société supportera personnellement les dommages Intérêts qui pourraient être dus à des tiers pour faute lourde dans l'exécution de sa mission.

**ARTICLE 32 - PROPRIETE DES DOCUMENTS**

Toutes les études et tous les documents établis en application du présent contrat déviennent la propriété de la Collectivité Publique Cocontractante ou, s'il y a lieu, de la collectivité ou des concessionnaires de services publics intéressés, qui peut les utiliser sous réserve des droits d'auteur qui y sont attachés.

Le concessionnaire s'engage à ne pas communiquer à des tiers autres que les représentants de la personne publique cocontractante, les documents qui pourraient lui être confiés au cours de sa mission.

**ARTICLE 33 - CESSION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT**

Toute cession totale ou partielle de la concession d'aménagement ou tout changement d'aménageur doit faire l'objet d'un avenant à la présente concession d'aménagement, accepté par l'assemblée délibérante de la personne publique cocontractante.

Faute par la SEGARD de se conformer aux dispositions concernant l'obligation d'assurance, elle encourt le retrait de la concession d'aménagement par la personne publique cocontractante.

**ARTICLE 34 - DOMICILIATION**

Les sommes à régler par le Cocontractant à la Société en application de la présente concession, seront versées au compte Code banque 40031, code guichet 00001, n° compte 0000057975 R, c/c RIB 66, ouvert à la CDC, 56 rue de Lille 75356 Paris 07 SP au nom de la Société.

**ARTICLE 35 - LITIGES**

Tout litige né entre la Collectivité et la Société au titre de l'exécution de la présente concession d'aménagement est de la compétence du Juge administratif.

**TITRE VI  
DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 29 - ASSURANCES**

La SEGARD doit souscrire les assurances couvrant ses diverses responsabilités, conformément à la législation en vigueur.

Elle doit fournir des garanties suffisantes.

La SEGARD communiquera à la personne publique cocontractante, sur sa demande, une copie des polices d'assurance souscrites

**ARTICLE 30 - INTERETS MORATOIRES**

Toute somme due par la Collectivité Publique Cocontractante à la Société, comme toute somme due par la Société à la Collectivité Publique Cocontractante, notamment en cas de mise en jeu des clauses relatives aux indemnités dues en cas d'expiration avant terme du contrat, qui ne serait pas réglée à l'échéance, portera automatiquement intérêt dans les conditions prévues en matière de marchés publics.

**ARTICLE 31 - PENALITES**

Dans le cas où le concessionnaire n'exécute pas les opérations projetées dans les délais et conditions prévus et sauf si le retard est dû à un cas de force majeure où est imputable à l'administration, la Collectivité Publique Cocontractante peut le mettre en demeure de procéder à leur exécution dans un délai raisonnable.

A défaut d'exécution, la Collectivité pourra, à titre de pénalités procéder à la résiliation de la concession et / ou demander réparation de son préjudice selon les modalités ci-après:

| Nature de la défaillance   | Montant de la pénalité   | Observations  |
|--|--|---|
| 1/ Absence d'invitation du représentant qualifié de la Collectivité Publique Cocontractante :<br>- A la commission d'attribution des travaux<br><br>- A la réception des travaux | 2 % HT de la rémunération annuelle du concessionnaire pour l'année considérée<br><br>1 % HT de la rémunération annuelle du concessionnaire pour l'année considérée |   |
| 2/ Absence de transmission à la Collectivité Publique cocontractante :<br>- Des éléments permettant la reddition annuelle des comptes<br><br>- Du dossier des ouvrages exécutés  | 2% HT de la rémunération annuelle du concessionnaire pour l'année considérée<br><br>2 % HT de la rémunération annuelle du concessionnaire pour l'année considérée. | A l'expiration d'un délai de deux mois après mise en demeure du concessionnaire<br><br>A l'expiration d'un délai de deux mois après mise en demeure du concessionnaire. |
| 3/ Absence de transmission de la demande d'agrément du concessionnaire   | 2% HT de la rémunération annuelle du concessionnaire sur la vente considérée.  |   |



**ARTICLE 36 – DESIGNATION DU REPRESENTANT DE LA COLLECTIVITE PUBLIQUE COCONTRACTANTE**

Pour l'exécution de la présente concession, la Collectivité Publique Cocontractante désigne son représentant, avec faculté de déléguer toute personne de son choix, comme étant la personne compétente pour la représenter et notamment pour donner l'accord de la Collectivité publique cocontractante sur les avant-projets et projets d'exécution, pour approuver le choix des cocontractants du concessionnaire, pour donner son accord sur les attributaires des terrains, et pour donner son accord sur les remises d'ouvrage. La Collectivité publique cocontractante peut, à tout moment, modifier cette désignation.

Fait à *Montauban*  
Le *25 novembre 2005*.  
En 3 exemplaires

Pour la Société

La Directrice  
*[Signature]*  
Catherine DECAUDIN

Pour la Communauté de Communes Petite Camargue

La Présidente  
*[Signature]*  
Reine BOUVIER

PREFECTURE DU GARD  
Reçu le  
**30 NOV. 2005**  
Bureau du Courrier



CONCESSION D'AMENAGEMENT  
POUR LA REALISATION D'UNE ZONE  
D'AMENAGEMENT CONCERTÉ A VOCATION  
ECONOMIQUE ET COMMERCIALE  
SUR LA COMMUNE DE VAUVERT

AVENANT N°1

COMMUNAUTE DE COMMUNES  
PETITE CAMARGUE

Transmise au représentant de l'Etat par .....  
Accusé de réception en préfecture  
030-243000593-20100511-2009-07-64-A-DE  
adressé par ..... à la société le .....  
Date de signature : -  
Date de réception : 04/08/2010

*10/10*

*Ph*





**CECI EXPOSE,**

**ENTRE D'UNE PART :**

La Communauté de communes de Petite Camargue, représentée par sa Présidente, Madame Reine BOUVIER, agissant en vertu d'une délibération du conseil communautaire en date du 22.11.2011 et déposée en préfecture du Gard le 22.11.2011

Ci-après dénommée « la Collectivité Publique Cocontractante » ou « la Collectivité »

**ET D'AUTRE PART :**

La Société d'Aménagement et d'Équipement du Gard (SEGARD), société anonyme d'économie mixte au capital de 320 000 €, inscrite au R.C. de Nîmes sous le n° 680 200 128, dont le siège social est en l'Hôtel du Département du Gard, à Nîmes rue Guillemette et les bureaux 412 rue Georges Besse à Nîmes, représentée par Madame Catherine DECAUDIN, sa Directrice Générale Déléguée, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration, en date du 28 avril 2008.

Ci après dénommée la « Société » ou « l'Aménageur »

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

13/6

**PREAMBULE**

Par délibération en date du 26 octobre 2005, reçue en Préfecture le 9 novembre 2005, le Conseil Communautaire de Petite Camargue a approuvé la passation d'une Concession d'Aménagement pour la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vauvert.

La concession d'aménagement a été conclue sur le fondement des articles L 300-1, L 300-4 et L 300-5 du code de l'urbanisme.

L'article 5 de ladite concession fixe sa durée prévisionnelle à 5 années à compter de sa date d'effet, soit à compter du 25/11/2005 et, jusqu'au 25/11/2010.

Cette opération connaît aujourd'hui les difficultés suivantes :

- concernant les acquisitions foncières, celles-ci devaient pouvoir s'effectuer à l'amiable pour la majorité d'entre elles, mais les négociations avec les propriétaires concernés par le périmètre de cette ZAC se sont avérées plus longues que prévues initialement. En effet, un recours a été intenté par certains propriétaires. Aujourd'hui, un accord amiable a été trouvé mais l'opération a pris du retard. Par ailleurs, une partie des acquisitions ne pourra pas se faire à l'amiable et nécessitera l'engagement d'une procédure d'expropriation.
- et enfin, le contexte économique étant plus incertain actuellement, la phase de commercialisation sera nécessairement plus longue.

Le présent avenant a donc pour objet de prolonger la durée prévisionnelle de la concession afin de la mettre en adéquation avec le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération d'aménagement. Cette prolongation ayant des conséquences financières, un nouveau bilan financier a été réalisé et annexé au présent avenant.

13/6



**ANNEXE 1**  
**Bilan financier prévisionnel**

**ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet :

- La prolongation de la durée prévisionnelle de la concession entraînant une modification du bilan financier initial

**ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT**

L'article 5 de ladite concession fixe sa durée prévisionnelle à 5 années à compter de sa date d'effet, soit à compter du 01/12/2005 et jusqu'au 01/12/2010.

Le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération d'aménagement prévoit une réalisation en 3 tranches fonction de la maîtrise foncière de la zone. Les travaux se réaliseront en deux tranches. Afin de mettre en adéquation la durée prévisionnelle de la concession avec le calendrier, le présent avenant a pour objet de prolonger cette durée de 4 années.

La date d'expiration de la concession d'aménagement est donc portée au 01/12/2014.

**ARTICLE 3 :**

Sont annexés au présent avenant :

- le bilan prévisionnel réajusté sur une durée de 9 ans englobant ainsi la prolongation de délai et, par conséquent, la modification de la rémunération de l'aménageur calculée en appliquant les règles prévues à l'article 23.7 du traité de concession.

**ARTICLE 4 :**

Les clauses et conditions de la concession non modifiées par le présent avenant demeurent en vigueur sans changement.

Fait à Nîmes le 11-1<sup>er</sup> MAI 2010  
En 3 exemplaires

Pour la Société

La Directrice,

Catherine DECAUDIN

Pour la Communauté de  
Communes Petite Camargue

La Présidente



Reine BOUVIER

Sont annexés au présent avenant les pièces suivantes :

- Annexe 1 : le bilan financier prévisionnel

17/5









CONCESSION D'AMENAGEMENT  
POUR LA REALISATION D'UNE ZONE  
D'AMENAGEMENT CONCERTE A VOCATION  
ECONOMIQUE ET COMMERCIALE  
SUR LA COMMUNE DE VAUVERT

AVENANT N°2

COMMUNAUTE DE COMMUNES  
PETITE CAMARGUE

Transmise au représentant de l'Etat par  
Accusé de réception en préfecture  
030-243000593-20100511-2010-05-37-A-DE  
Date de signature : -  
Date de réception : 11/06/2010

Convention Publique Aménagement  
J108/ version 1  
R. CS  
V. CD - JON  
11/2009  
Page 1 sur 7

RAPporteur : Jean-Paul Franc

EXPOSE :

Par délibération en date du 26 octobre 2005, reçue en Préfecture le 9 novembre 2005, le Conseil Communautaire de Petite Camargue a approuvé la passation d'une Concession d'Aménagement pour la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vauvert.

Le présent avenant a pour objet d'apporter les modifications nécessaires à cette convention conclue entre la Communauté de Communes de Petite Camargue et la SEGARD concernant la durée prévisionnelle de l'opération d'aménagement.

En effet l'article 5 de ladite concession fixe sa durée prévisionnelle à 5 années à compter de sa date d'effet, soit à compter du 25/11/2005 et jusqu'au 25/11/2010.

Cette opération connaît aujourd'hui les difficultés suivantes :

- concernant les acquisitions foncières, celles-ci devaient pouvoir s'effectuer à l'amiable pour la majorité d'entre elles, mais les négociations avec les propriétaires concernés par le périmètre de cette ZAC se sont avérées plus longues que prévues initialement. En effet, un recours a été intenté par certains propriétaires. Aujourd'hui, un accord amiable a été trouvé mais l'opération a pris du retard. Par ailleurs, une partie des acquisitions ne pourra pas se faire à l'amiable et nécessitera l'engagement d'une procédure d'expropriation.
- et enfin, le contexte économique étant plus incertain actuellement, la phase de commercialisation sera nécessairement plus longue.

Le présent avenant a donc pour objet :

- de prolonger la durée prévisionnelle de la concession afin de la mettre en adéquation avec le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération d'aménagement.
- d'apporter toutes les prévisions nécessaires à ladite convention conclue entre la « Collectivité » et la « Société », du fait des modifications précitées.

PROPOSITION :

Il est donc proposé au conseil communautaire

- D'approuver les termes de cet avenant N°1
- D'autoriser la présidente ou le vice président délégué à signer tous documents utiles à ce dossier

DECISION : Le conseil de communauté, entendu l'exposé du rapporteur et après en avoir délibéré

DECIDE

D'adopter, à l'unanimité, la proposition du rapporteur.

POUR EXTRAIT CONFORME

La Présidente,  
Reine Bouvier



Acte exécutoire, en vertu de :  
- son dépôt en Préfecture le  
- sa publication le  
En vertu du Décret n° 83-1205, le présent acte peut faire l'objet  
d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes,  
dans un délai de 2 mois à compter du  
Le directeur général des services J.P. Corompt





**PREAMBULE**

Par délibération en date du 26 octobre 2005, reçue en Préfecture le 9 novembre 2005, le Conseil Communautaire de Petite Camargue a approuvé la passation d'une Concession d'Aménagement pour la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vauvert.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°1, approuvé par une délibération n° 2009/07/64 du 22 juillet 2009 dont l'objet était de prolonger la durée de la concession suite au contexte économique défavorable à la commercialisation jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2014.

L'article 1 de la concession prévoit que le projet d'aménagement retenu porte sur une superficie de 24 ha.

Or le périmètre de l'opération a dû être réduit afin de répondre aux observations émises par un hydrogéologue agréé par le Ministère chargé de la Santé, en raison de l'existence à proximité de son périmètre du captage des Banières, un des principaux points d'alimentation en eau potable de la Commune de Vauvert. Par ailleurs, il s'avère nécessaire de modifier le périmètre pour englober une emprise foncière non prévue initialement afin de permettre la bonne réalisation d'un rond point qui desservira la présente ZAC.

Ce périmètre modifié est ainsi annexé au présent avenant (cf. annexe 1). La réduction du périmètre initial de 24 ha à 19,7 ha environ selon les modifications précitées n'entraîne cependant pas de conséquences financières sur l'opération spécifiquement liées à cette modification du périmètre.

Le présent avenant a donc pour objet d'apporter les modifications nécessaires à cette convention conclue entre la Communauté de Communes de Petite Camargue et la SEGARD concernant la superficie totale de l'opération d'aménagement.

**CECI EXPOSE,**

**ENTRE D'UNE PART :**

La Communauté de communes de Petite Camargue, représentée par sa Présidente, Madame **Reine BOLLIER**, agissant en vertu d'une délibération du conseil communautaire en date du 14/12/2010 et déposée en préfecture du GARD le 14/12/2010

Chapitres dénommés « la Collectivité Publique Cocontractante » ou « la Collectivité »

**ET D'AUTRE PART :**

La Société d'Aménagement et d'Équipement du GARD (SEGARD), société anonyme d'économie mixte au capital de 5 120 252 €, inscrite au R.C.C. de Nîmes sous le n° 680 200 126, dont le siège social est en l'Hôtel du Département du Gard, à Nîmes rue Guillemette et les bureaux 442 rue Georges Besse à Nîmes, représentée par Madame Catherine DECAUDIN, sa Directrice Générale Déléguée, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration, en date du 28 avril 2009.

Ci après dénommée la « Société » ou « l'Aménageur »

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

19/4

19/4



**ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet :

- La modification du périmètre de la ZAC,

Est annexé au présent avenant les pièces suivantes :

- Annexe 1 : le périmètre modifié

**ARTICLE 2 - PERIMETRE DE L'OPERATION**

L'article 1 de la concession prévoit que le projet d'aménagement retenu porte sur une superficie de 24 ha,

Ce projet d'aménagement a été soumis à l'avis sanitaire préalable d'un hydrologue agréé par le Ministère chargé de la Santé, en raison de l'existence à proximité de son périmètre du captage des Banlières, un des principaux points d'alimentation en eau potable de la Commune de Vauvert.

Le rapport remis le 31 octobre 2006 par l'hydrologue agréé conclut à un avis défavorable.

Le projet d'aménagement a donc reçu quelques modifications afin de prendre en compte les observations émises par l'hydrologue agréé pour accorder à ce projet un avis favorable et permettre une protection suffisante du captage des Banlières.

L'une des modifications a consisté à réduire le périmètre de l'opération en retranchant une superficie d'environ 4,7 ha sur la partie septentrionale de la ZAC, ramenant ainsi la superficie totale de l'opération d'aménagement de 28,7 à 19,7 ha.

Le périmètre est augmenté pour englober une emprise foncière non prévue initialement afin de permettre la bonne réalisation d'un rond point qui desservira la présente ZAC.

**ARTICLE 3 :**

Est annexé au présent avenant :

- le périmètre modifié de la concession d'aménagement

**ARTICLE 4 :**

Les clauses et conditions de la concession non modifiées par le présent avenant demeurent en vigueur sans changement.

Fait à Nîmes le 11 MAI 2010  
En 3 exemplaires

Pour la Société

La Directrice,

Catherine DECAUDIN

Pour la Communauté de  
Communes Petite Camargue

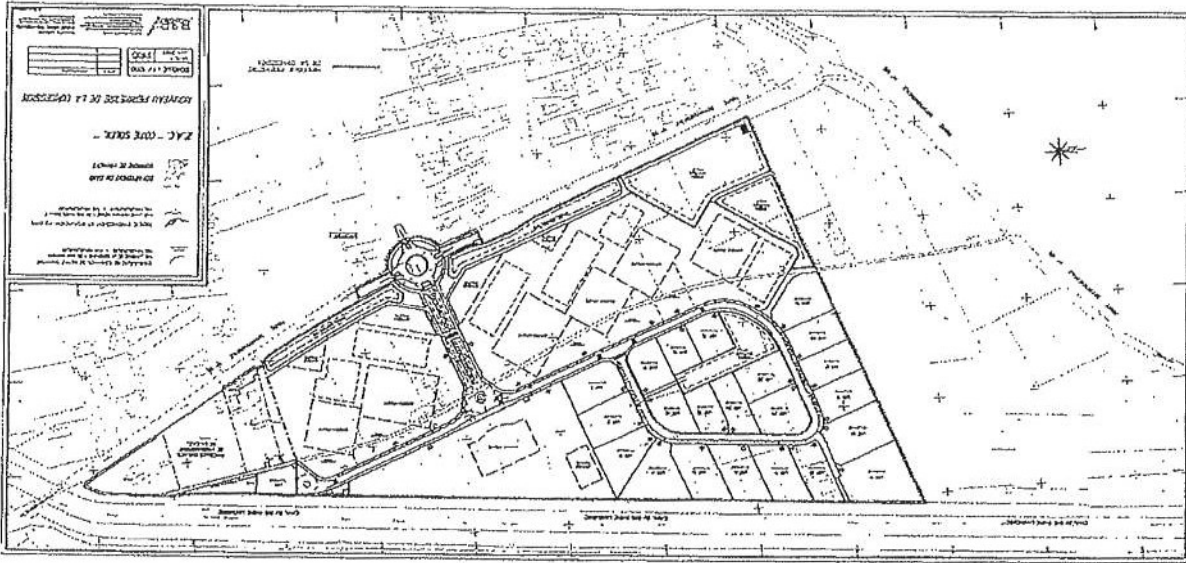
La Présidente



Reine BOUYER

16





36

ANNEXE 1  
Périmètre modifié

36

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ  
DÉLIBÉRATION N°2010/05/37



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
PETITE  
CARMARGUE

**OBJET:**  
Approbation de l'Avenant N°2 au traité de concession de la ZAC  
Côté Soleil à VAUVERT : modification du périmètre

Séance du 19 Mai 2010  
Date de convocation : 12 Mai 2010  
Membres en exercice : 37  
26 présents – 35 votants

L'an deux mille dix, le dix neuf mai, à vingt heures trente, le Conseil de Communauté de Petite Camargue (Gard) dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, en salle de délibérations sur la commune de Vauvert, sous la présidence de Madame Reine BOUVIER, Présidente en exercice.

**Présents :**

Jean-Paul FRANC – Alain MARTIN – Alain DUPONT – André BRUNDU – Bernard CHASSANG – Manuel GABARRI – Franck FLORENT – Alain GRANDRY – Jean-Pierre SAUREL – Aude LEMOUEL – Bernard LAFUMAT – Renée BROYE – Alain VELASQUEZ – Didier LEBOIS – Christine THEJIL – Nicolas LANGREY – Jean-Pierre GUSAI – Pauline MARCAIRE – Remy VALLET – Jean-Luc VELY – Françoise MEYNADIER – René BELIN – Nathalie GIL – Odile MORITZ – Hugues VIDAL –

**Absents avant donné procuration :**

Gérard GAYAUD a donné pouvoir à Jean-Pierre GUSAI  
Joëlle CACHIA-MORENO a donné pouvoir à Nicolas LANGREY  
Jean-Sylvain DE POTTER a donné pouvoir à Franck FLORENT  
Paul LAPORTE a donné pouvoir à Jean-Pierre SAUREL  
Jean-Claude LOMBARD a donné pouvoir à Jean-Paul FRANC  
Vanessa MARGAROT a donné pouvoir à Alain MARTIN  
Hubert MUR a donné pouvoir à André BRUNDU  
Stéphanie BARRE-RATTO a donné pouvoir à Françoise MEYNADIER  
Christelle ROUX a donné pouvoir à Alain VELASQUEZ

**Absents Excusés :** Damien ABAD – Sylvain BLANC

En début de séance et en application de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la désignation du secrétaire de séance : Madame Aude LEMOUEL a été désignée.

**RAPPORTEUR :** Monsieur Jean-Paul FRANC

**EXPOSE**

Monsieur le Vice-Président rappelle que le Conseil de Communauté de Petite Camargue a confié la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concérté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vauvert. Un avenant n°1, acte approuvé par une délibération n° 2009/07/64 en date du 22 juillet 2009, dont l'objet était de prolonger la durée de la concession suite au contexte économique défavorable à la commercialisation.

L'article 1 de la concession prévoit que le projet d'aménagement retenu porte sur une superficie de 24 ha.

Or le périmètre de l'opération a dû être réduit afin de répondre aux observations émises par un hydrogéologue agréé par le Ministère chargé de la Santé, en raison de l'existence à proximité de son périmètre du captage des Banières, un des principaux points d'alimentation en eau potable de la Commune de Vauvert.

Par ailleurs et surtout, il s'avère nécessaire de modifier le périmètre pour englober une emprise foncière non prévue initialement afin de permettre la bonne réalisation d'un rond point qui desservira la présente ZAC.

Ce périmètre modifié est ainsi annexé à la présente délibération. La réduction du périmètre initial de 24 ha à 19,7 ha entrainera selon les modifications précitées (englobant l'emprise pour le rond point) n'entraîne cependant pas de conséquences financières sur l'opération spécifiquement liées à cette modification du périmètre.

**PROPOSITION**

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- D'approuver l'avenant n°2,
- D'autoriser Madame la présidente ou le vice-président délégué à signer toutes pièces afférentes.

**DECISION**

Le Conseil de Communauté, entendu l'exposé du rapporteur et après en avoir délibéré,

**DECIDE**

D'adopter, à l'unanimité, la proposition du rapporteur.

POUR EXTRAIT CONFORME

La Présidente,

Reine BOUVIER



Acte exécutoire, en vertu de :  
- son dépôt en Préfecture le 25/05/10  
- sa publication le 25/05/10  
En vertu du Décret n° 2009-1210 du 15/10/09, le présent acte peut faire l'objet  
d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes,  
dans un délai de 2 mois à compter du 25/05/10  
Le directeur général des services J. P. Caronnet





PETITE  
CAMARGUE

**PREAMBULE**

Par délibération en date du 26 octobre 2005, reçue en Préfecture le 9 novembre 2005, le Conseil Communautaire de Petite Camargue a approuvé la passation d'une Concession d'Aménagement pour la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vauvert.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°1, approuvé par une délibération n° 2009/07/64 du 22 juillet 2009 dont l'objet était de prolonger la durée de la concession suite au contexte économique défavorable à la commercialisation jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2014.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°2, approuvé par une délibération n° \* 2010/05/37 du 12 mai 2010 dont l'objet était de modifier la superficie de l'opération : une réduction du périmètre et notamment englober une emprise foncière non prévue initialement afin de permettre la bonne réalisation d'un rond point qui desservira la ZAC.

Afin que la Communauté de Communes puisse accorder sa garantie au concessionnaire conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent avenant a pour objet de prolonger la durée du traité de concession d'aménagement. Cette prolongation permettra à l'aménageur de contracter un emprunt dont la dernière mensualité est prévue fin 2018.

**CECI EXPOSE,**

CONCESSION D'AMENAGEMENT  
POUR LA REALISATION D'UNE ZONE  
D'AMENAGEMENT CONCERTÉ A VOCATION  
ECONOMIQUE ET COMMERCIALE  
SUR LA COMMUNE DE VAUVERT

**AVENANT N°3**

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
PETITE CAMARGUE

la C.C.P.C. de VAUVERT

Transmise au représentant de l'Etat par

Accusé de réception en préfecture

030-243000593-20101010-2010-10-78-A-DE

Date de signature : 17/11/10

Date de réception : 16/11/2010

|  |                      |                            |
|--|----------------------|----------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | 18/10/2010<br>Page 1 sur 4 |
|--|----------------------|----------------------------|

|  |                      |                            |
|--|----------------------|----------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | 18/10/2010<br>Page 2 sur 4 |
|--|----------------------|----------------------------|



**ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet :

- La prolongation de la durée prévisionnelle de la concession entraînant une modification du bilan financier initial

**ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT**

La date d'expiration de la concession d'aménagement est portée au 31/12/2028.

**ARTICLE 3 :**

Sont annexés au présent avenant :

- le bilan prévisionnel réajusté sur une durée de 13 ans englobant ainsi la prolongation de délai. La rémunération prévue à l'article 23.7 ne sera plus perçue à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**ARTICLE 4 :**

Les clauses et conditions de la concession non modifiées par le présent avenant demeurent en vigueur sans changement.

Fait à VAUVERT le 10/11/2024  
En 3 exemplaires

Pour la Société

Pour la Communauté de  
Communes Petite Camargue

La Directrice, **SEGARD**  
442 Rue Georges Besse  
34000 NIMES  
Tél. 04 66 38 23 40 Fax 04 66 38 09 67  
NCS NIMES 0 680 200 128  
Catherine DECAUDIN

La Présidente

Reine BOUTIER



Est annexé au présent avenant les pièces suivantes :

**ENTRE D'UNE PART :**

La Communauté de communes de Petite Camargue, représentée par sa Présidente, Madame Reine BOUTIER, agissant en vertu d'une délibération du conseil communautaire en date du 23/10/2020 et déposée en préfecture du Gard le 04/11/2020

Ci-après dénommée « la Collectivité Publique Cocontractante » ou « la Collectivité »

**ET D'AUTRE PART :**

La Société d'Aménagement et d'Équipement du Gard (SEGARD), société anonyme d'économie mixte au capital de 5 128 252 €, inscrite au R.C. de Nîmes sous le n° 680 200 128, dont le siège social est en l'Hôtel du Département du Gard, à Nîmes rue Guillemette et les bureaux 442, rue Georges Besse à Nîmes, représentée par Madame Catherine DECAUDIN, sa Directrice Générale Déléguée, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration, en date du 28 avril 2008.

Ci après dénommée la « Société » ou « l'Aménageur »

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT :**

|  |                      |                            |
|--|----------------------|----------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | 18/10/2010<br>Page 3 sur 4 |
|--|----------------------|----------------------------|

|  |                      |                            |
|--|----------------------|----------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | 18/10/2010<br>Page 4 sur 4 |
|--|----------------------|----------------------------|



4  
5

2

| Année     | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Bilan HT |
|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|----------|
| Induit    |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 1   |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 2   |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 3   |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 4   |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 5   |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 6   |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 7   |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 8   |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 9   |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 10  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 11  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 12  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 13  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 14  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 15  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 16  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 17  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 18  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 19  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 20  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 21  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 22  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 23  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 24  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 25  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 26  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 27  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 28  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 29  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 30  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 31  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 32  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 33  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 34  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 35  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 36  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 37  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 38  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 39  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 40  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 41  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 42  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 43  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 44  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 45  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 46  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 47  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 48  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 49  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 50  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 51  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 52  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 53  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 54  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 55  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 56  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 57  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 58  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 59  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 60  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 61  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 62  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 63  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 64  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 65  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 66  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 67  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 68  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 69  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 70  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 71  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 72  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 73  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 74  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 75  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 76  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 77  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 78  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 79  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 80  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 81  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 82  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 83  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 84  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 85  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 86  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 87  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 88  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 89  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 90  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 91  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 92  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 93  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 94  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 95  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 96  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 97  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 98  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 99  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 100 |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |

CR 1262 VAUVERT - ZAC commerciale  
 Concession - Régie HT - Arrêté au 31/12/2009  
 25/10/2010 15:00  
 Chiffres en €  
 CAUDET Michèle

2  
A

1

| Année    | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Bilan HT |
|----------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|----------|
| Induit   |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 1  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 2  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 3  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 4  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 5  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 6  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 7  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 8  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 9  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 10 |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 11 |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 12 |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 13 |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 14 |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 15 |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |
| Année 16 |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |          |





DECISION

Le Conseil de Communauté, entendu l'exposé du rapporteur et après en avoir délibéré,

DECIDE

D'adopter, à l'unanimité, la proposition du rapporteur.

RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Paul FRANC

EXPOSE

Madame la Présidente rappelle que le Conseil de Communauté de Petite Camargue a confié à la SEGARD la réalisation d'une zone d'aménagement concerté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vauvert.

Un avenant n° 1 a été approuvé par une délibération n° 2009/07/64 en date du 22 juillet 2009, dont l'objet était de prolonger la durée de la concession suite au contexte économique défavorable à la commercialisation.

L'avenant n° 2 approuvé par une délibération en date du 12 mai 2010 a eu pour objet de modifier le périmètre pour englober une emprise foncière non prévue initialement afin de permettre la bonne réalisation d'un rond-point qui desservira la présente ZAC et réduira le périmètre afin de répondre aux observations émises par un hydrogéologue agréé par le Ministère chargé de la Santé.

Compte-tenu du montant des emprunts tels qu'ils résultent du dernier compte-rendu annuel, la Communauté de Communes s'était engagée à accorder sa garantie au service des intérêts et au remboursement des emprunts contractés par l'aménageur pour la réalisation de l'opération.

Cependant, la Collectivité se doit de respecter les ratios établis par la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 (dite loi Galliard) et de son décret d'application n° 88-366 du 18 avril 1988 codifiés dans le Code Général des Collectivités Territoriales. Une opération d'aménagement nécessite la réalisation d'emprunt à court terme entraînant des annuités à garantir conséquentes financièrement et dépassant le ratio de 10% entre débiteurs.

Afin que la collectivité puisse garantir l'emprunt contracté par la SEGARD pour la réalisation de l'opération d'aménagement, il s'avère nécessaire de prolonger la durée de la concession d'aménagement afin de respecter les ratios issus des articles L.2252-1 et L.2252-2. Il est proposé de prolonger la concession jusqu'au 31 décembre 2018. Par conséquent, un avenant N°3 doit être passé à la convention afin de prolonger le délai et d'en tirer toutes les conséquences contractuelles. Le présent avenant est annexé à la présente convention.

Madame la Présidente souligne que dans une hypothèse de commercialisation favorable, un remboursement anticipé de l'emprunt pourra avoir lieu et, par conséquent, la concession pourra être clôturée avant la date limite précitée.

PROPOSITION

En conséquence, le Conseil de Communauté est invité à :

ARTICLE 1

Autoriser Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président chargé du Développement Economique à signer l'avenant n°3 à la concession d'aménagement « ZAC Côté Soleil » prolongeant la durée.

ARTICLE 2

Autoriser Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président chargé du Développement Economique à signer tous documents et actes nécessaires se rapportant à cette affaire.



La Présidente,

Reine BOUVIER

Acte exécutoire, en vertu de :  
- son dépôt en Préfecture le 04/11/2010  
- sa publication le 04/11/2010  
En vertu du Décret n° 83-1205, le présent acte peut faire l'objet  
d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes,  
dans un délai de 2 mois à compter du 04/11/2010  
Le Directeur Général des services J.P. Corcorat



**PREAMBULE**

Par délibération en date du 26 octobre 2005, reçue en Préfecture le 9 novembre 2005, le Conseil Communautaire de Petite Camargue a approuvé la passation d'une Concession d'Aménagement pour la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vauvert.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°1, approuvé par une délibération n° 2009/07/64 du 22 juillet 2009 dont l'objet était de prolonger la durée de la concession suite au contexte économique défavorable à la commercialisation jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2014.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°2, approuvé par une délibération n° 2010/05/37 du 12 mai 2010 dont l'objet était de modifier la superficie de l'opération : une réduction du périmètre et notamment englober une emprise foncière non prévue initialement afin de permettre la bonne réalisation d'un rond point qui desservira la ZAC.

Afin que la Communauté de Communes puisse accorder sa garantie au concessionnaire conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'avenant n°3 approuvé par une délibération n°2010/10/78 en date du 27 octobre 2010 a eu pour objet de prolonger la durée du traité de concession d'aménagement.

Considérant la nécessité de mobiliser un prêt complémentaire de 2.5ME programmée pour couvrir la majeure partie des besoins de trésorerie de l'opération de la période 2013-2020. Considérant que la contractualisation de cet emprunt nécessite de prolonger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2020, tel est l'objet du présent avenant.

**CECI EXPOSE,**

**CONCESSION D'AMENAGEMENT  
POUR LA REALISATION D'UNE ZONE  
D'AMENAGEMENT CONCERTÉ A VOCATION  
ECONOMIQUE ET COMMERCIALE  
SUR LA COMMUNE DE VAUVERT  
ZAC COTE SOLEIL**

**AVENANT N°4**

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
PETITE CAMARGUE**

Transmise au représentant de l'Etat par .....

Notifiée par ..... à la Société le .....

17

|  |                      |                            |
|--|----------------------|----------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J70K/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | 18/10/2010<br>Page 1 sur 4 |
|--|----------------------|----------------------------|

|  |                      |                            |
|--|----------------------|----------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | 18/10/2010<br>Page 2 sur 4 |
|--|----------------------|----------------------------|

19





**ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée du traité de concession jusqu'au 31 décembre 2020.

**ARTICLE 2 : CLAUSES DIVERSES**

Les clauses et conditions de la concession et les avenants 1, 2 et 3 non modifiés par le présent avenant demeurent en vigueur sans changement.

Fait à Nîmes le 30 JUILLET 2023

Pour la Société

La Directrice,  
**SEGARD**  
442 Rue Georges Besse  
30000 NÎMES  
Tel. 04 66 30 22 40 Fax 04 66 30 09 67  
BES SIREN 8 680 200 128  
Catherine DECAUDIN

Pour la Communauté de  
Communes Petite Camargue

La Présidente  
  
Reine BOUVIER



**ENTRE D'UNE PART :**

La Communauté de communes de Petite Camargue, représentée par sa Présidente, Madame Reine BOUVIER, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 24 JUILLET 2023 et déposée en préfecture du GARD le 29 JUILLET 2023

Ci-après dénommée « la Collectivité Publique Cocontractante » ou « la Collectivité »

**ET D'AUTRE PART :**

La Société dénommée SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DU GARD par abréviation SEGARD, Société Anonyme d'économie mixte à conseil d'administration au capital au capital de 5 128 252.000 Euros, dont le siège est à NÎMES (30000) l'Hôtel du Département de Nîmes rue Guilleminette, identifiée au SIREN sous le n°680 200 128 et immatriculée au RCS de Nîmes.

Ici représentée par Madame Catherine DECAUDIN, Directrice Générale Déléguée, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'administration en date du 16 mai 2011.

Ci-après dénommée la « Société » ou « l'Aménageur »

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV :**

BS

|  |                      |                            |
|--|----------------------|----------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | 18/10/2010<br>Page 3 sur 4 |
|--|----------------------|----------------------------|

|  |                      |                            |
|--|----------------------|----------------------------|
| Convention Publique Aménagement<br>J/08/ version 1 | R. CS<br>V. CD - JMN | 18/10/2010<br>Page 4 sur 4 |
|--|----------------------|----------------------------|



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
DE PETITE  
CAMARGUE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE DÉLIBÉRATION N°2013/07/52

**OBJET**  
**ZAC Côté Soleil : Autorisation de signer l'Avenant N°4  
à la Concession d'Aménagement de la ZAC Côté Soleil**

Séance du 24 Juillet 2013  
Date de convocation : 17 juillet 2013  
Membres en exercice : 37  
21 présents – 30 votants

L'an deux mille treize, le vingt quatre juillet, à dix huit heures treize, le Conseil de Communauté de Petite Camargue (Gard) dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, en salle de délibérations sur la commune de Vouvert, sous la présidence de Madame Reine BOUVIER, Présidente en exercice.

### Présents

Alain MARTIN – Bernard CHASSANG – Gérard GAYAUD – Alain DUPONT – André BRUNDU – Jean-Pierre SAUREL – Alain GRANDRY – André MEGIAS – Renée BROYE – Joëlle CACHIA-MORENO - Christian CUVIER – Bernard LAFUMAT – Didier-LEBOIS – Paul LAPORTE – Jean-Claude LOMBARDE – Mylène CATZAC – Odile MORITZ – Rémy VALLET – Hubert MUR – Christelle ROUX.

### Absents ayant donné procuration

Jean-Paul FRANC a donné pouvoir à André MEGIAS  
Françoise MEYNADIER a donné pouvoir à Paul LAPORTE  
Alain VELASQUEZ a donné pouvoir à Alain DUPONT  
Claude MONTAIGLOUX a donné pouvoir à Jean-Pierre SAUREL  
Jean-Pierre GUSAL a donné pouvoir à Gérard GAYAUD  
Paule MARCAIRE a donné pouvoir à Christian CUVIER  
Giovanni MATINI a donné pouvoir à Christelle ROUX  
Stéphanie BARRE-RATTO a donné pouvoir à Joëlle CACHIA-MORENO  
Christine THEUIL a donné pouvoir à Odile MORITZ.

### Absents Excusés

Manuel GABARRI – Franck FLORENT – René BELIN – Sylvain BLANC - Jean-Sylvain DE POTTER - Nathalie SAELLE – Vanessa MARGAROT –

En début de séance et en application de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la désignation du secrétaire de séance : Madame Renée BROYE a été désignée.

**RAPPORTEUR** : Madame Reine BOUVIER

### EXPOSE

Il est proposé de proroger la durée de la convention de la Concession d'Aménagement intervenue avec la SEGARD dans le cadre de la ZAC Côté Soleil. Il s'agit d'aligner cette durée sur celle d'un prêt complémentaire souscrit par le concessionnaire.

### PROPOSITION

L'Assemblée délibérante,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération en date du 26 octobre 2005, reçue en Préfecture le 9 novembre 2005, approuvant la passation d'une Concession d'Aménagement pour la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vouvert, dite ZAC Côté Soleil,

**Vu** l'Avenant N°1, approuvé par une délibération N° 2009/07/64 du 22 juillet 2009, dont l'objet était de prolonger la durée de la concession suite au contexte économique défavorable à la commercialisation jusqu'au 1er décembre 2014,

**Vu** l'Avenant N°2, approuvé par une délibération N° 2010/05/37 du 12 mai 2010, dont l'objet était de modifier la superficie de l'opération : une réduction du périmètre et notamment englober une emprise foncière non prévue initialement afin de permettre la bonne réalisation d'un rond point qui desservira la ZAC,

**Vu** l'Avenant N°3, approuvé par une délibération N° 2010/10/78 du 27 octobre 2010, qui a eu pour objet de prolonger la durée du traité de Concession d'Aménagement jusqu'au 31 décembre 2018 pour permettre à la collectivité d'octroyer la garantie d'emprunt par la collectivité dans le respect des ratios,

**Considérant** la nécessité de mobiliser un prêt complémentaire de 2.5 M Euros programmé pour couvrir la majeure partie des besoins de trésorerie de l'opération de la période 2013-2020,

**Considérant** que la contractualisation de cet emprunt nécessite de prolonger la Concession d'Aménagement jusqu'au 31 décembre 2020,

**Considérant** le projet d'Avenant N°4, annexé à la présente, ayant pour objet de proroger la Concession jusqu'au 31 décembre 2020,

### **AUTORISE**

- la Présidente, ou le Vice-Président délégué, à signer l'Avenant N°4 de prolongation de la durée de la Concession d'Aménagement de la ZAC Côté soleil jusqu'au 31/12/2020,

- la Présidente, ou le Vice-Président délégué, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

S<sup>2</sup>LOW

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE



**DECISION**

Le Conseil de Communauté, entendu l'exposé du rapporteur et après en avoir délibéré,

**DECIDE**

D'adopter, à l'unanimité, la proposition du rapporteur.

**POUR EXTRAIT CONFORME**

La Présidente,



Reine BOUVIER

Acte exécutoire, en vertu de : 09/07/13  
- son objet en référence à : 09/07/13  
- sa publication le : 09/07/13  
- le versé en Dotation n° 09/07/13  
- le versé en Dotation n° 09/07/13  
dans un délai de 2 mois à compter de : 09/07/13  
Le Directeur Général des Services J.P. COMPTON



CONCESSION D'AMENAGEMENT  
POUR LA REALISATION D'UNE ZONE  
D'AMENAGEMENT CONCERTÉ A VOCATION  
ECONOMIQUE ET COMMERCIALE  
SUR LA COMMUNE DE VAUVERT  
ZAC COTE SOLEIL

AVENANT N°5

COMMUNAUTE DE COMMUNES  
PETITE CAMARGUE

Transmise au représentant de l'Etat par .....

Notifiée par ..... à la Société le .....



## PREAMBULE

Par délibération en date du 26 octobre 2005, reçue en Préfecture le 9 novembre 2005, le Conseil Communautaire de Petite Camargue a approuvé la passation d'une Concession d'Aménagement pour la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vauvert.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°1, approuvé par une délibération n° 2009/07/64 du 22 juillet 2009 dont l'objet était de prolonger la durée de la concession suite au contexte économique défavorable à la commercialisation jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2014.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°2, approuvé par une délibération n° 2010/05/37 du 12 mai 2010 dont l'objet était de modifier la superficie de l'opération : une réduction du périmètre et notamment englober une emprise foncière non prévue initialement afin de permettre la bonne réalisation d'un rond point qui desservira la ZAC.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°3, approuvé par une délibération n°2010/10/78 en date du 27 octobre 2010 dont l'objet était de prolonger la durée du traité de concession d'aménagement, afin que la Communauté de Communes puisse accorder sa garantie au concessionnaire conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. La date d'expiration de la concession d'aménagement ayant été portée au 31/12/2018.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°4, approuvé par une délibération n°2013/07/52 en date du 24 juillet 2013 dont l'objet était de prolonger la durée du traité de concession d'aménagement, afin de mobiliser un prêt complémentaire de 2,5M€ programmé pour couvrir la majeure partie des besoins de trésorerie de l'opération de la période 2013-2020. La date d'expiration de la concession d'aménagement ayant été portée au 31/12/2020.

Considérant la nécessité de prolonger la durée de remboursement des emprunts en cours, en raison des difficultés de trésorerie dues au rythme de commercialisation trop faible, il est aujourd'hui indispensable de reconduire à nouveau la durée du traité de concession pour pouvoir contractualiser auprès des banques cette prolongation de la durée de remboursement.

## CECI EXPOSE,

## ENTRE D'UNE PART :

**La Communauté de communes de Petite Camargue**, représentée par Monsieur Jean Paul FRANC, en qualité de Président, agissant en vertu d'une délibération N°2014/04/10 et Conseil de Communauté en date du 14/04/2014, et déposée en préfecture du GARD le .....

Ci-après dénommée « la Collectivité Publique Cocontractante » ou « la Collectivité »

## ET D'AUTRE PART :

La Société dénommée **SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DU GARD par abréviation SEGARD**, Société Anonyme d'économie mixte à conseil d'administration au capital de 5 128 252.000 Euros, dont le siège est à NIMES (30000) l'Hôtel du Département de Nîmes rue Guillemette, identifiée au SIREN sous le n°680 200 128 et immatriculée au RCS de Nîmes.

Ici représentée par Madame Catherine DECAUDIN, Directrice Générale Déléguée, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'administration en date du 16 mai 2011.

Ci après dénommée la « Société » ou « l'Aménageur »

## IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024



ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE COMMUNAL  
DÉLIBÉRATION N°2017/09/**



**OBJET**

**Prolongation de la Concession d'aménagement  
de la zone d'activités Côté Soleil à Vauvert**

Séance du 27 Septembre 2017  
Date de convocation : 20 Septembre 2017  
Membres en exercice : 37  
30 présents – 36 votants

L'an deux mille dix-sept, le vingt-sept septembre, à dix-huit heures trente, le Conseil de Communauté de Camargue (Gard) dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, en salle de délibérations sur la commune de Vauvert, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul FRANC.

**Présents**

Monsieur FRANC, Président - Mesdames CACHIA-MORENO, GUYOT et PASQUET, Vice-Présidentes - M<sup>lle</sup> BRUNDU, DUPONT, LEBOS, MEIZONNET, TENA, REBOUL et TICHET, Vice-Présidents - Mesdames BRE CHRISTOL, CHOPARD, DAVENEL, DOUTRES, MICHALSKI, RUIZ et TURRIBIO, conseillères communales - Messieurs AIRAL, CARPENTIER, DENAT, EDWARDS, GRAU, JOUVET, NEGIAS, PASCAL, PETRONIO, RU VELLAS, conseillers communaux

**Absents, avant donné procuration**

- Madame BOUVIER a donné procuration à Monsieur PETRONIO
- Madame EMMANUELLI a donné procuration à Madame GUYOT
- Monsieur MANEN a donné procuration à Madame PASQUET
- Madame PRUYOT a donné procuration à Monsieur MEIZONNET
- Monsieur RIOS a donné procuration à Monsieur DENAT
- Monsieur SCHRAMM a donné procuration à Monsieur TICHET

**Absente**

Madame MAUMEJEAN

En début de séance et en application de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à la désignation du secrétaire de séance : Madame Marie PASQUET a été désignée.

**ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée du traité de concession jusqu'au 31 décembre 2025.

**ARTICLE 2 : CLAUSES DIVERSES**

Les clauses et conditions de la concession et les avenants 1, 2, 3 et 4 non modifiées par le présent avenant demeurent en vigueur sans changement.

Fait à Nîmes le 07/11/2017  
En 3 exemplaires

Pour la Société  
Camargue

La Directrice,  
JÉGARD  
30000 NÎMES  
Tél : 04 66 38 09 67  
FAX : 04 66 38 09 67  
RHM5-B 640 200 128

Pour la Communauté de  
communes Petite  
Le Président  
Jean-Paul FRANC

Envoyé en préfecture le 25/06/2024  
Reçu en préfecture le 25/06/2024  
Publié le 25/06/2024  
ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE



Vu l'Avenant N°4, approuvé par une délibération n°2013/07/52 du 24 juillet 2013 et dont l'objet est de prolonger la durée du traité de concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2020 ;

Vu l'avis favorable de la Commission « Finances-Mutualisation » du 11/09/2017 ;

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 13/09/2017 ;

**il est proposé au Conseil de Communauté :**

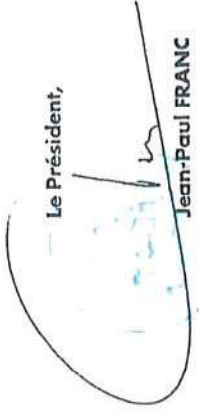
- d'APPROUVER la prolongation de la concession d'aménagement de la zone d'activités Côté Soleil jusqu'au 31 décembre 2025 ;
- d'AUTORISER le Président ou le cas échéant la Vice-Présidente chargée du Développement Economique, de l'Emploi, de la Formation et de l'insertion à signer la convention et tout document afférent à ce dossier.

**DECISION**

Le Conseil de Communauté, entendu l'exposé du Rapporteur et après en avoir délibéré,

**DECIDE**

D'ADOPTER, à l'UNANIMITE, la proposition du Rapporteur.

Le Président,  
  
Jean-Paul FRANC

Acte exécutoire, en vertu de :  
- son dépôt en Préfecture le  
- sa publication le  
En vertu du Décret n° 832/2005, le présent acte peut faire l'objet  
d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes,  
dans un délai de 2 mois à compter de  
Le Directeur Général des Services, Philippe MAUGY

**ORTEUR** : Madame Katy GUYOT

**SE**

ibération du Conseil de Communauté en date du 26 octobre 2005, l'aménagement et l'équipement Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vauvert onfiée à la société « SEGARD », selon les stipulations d'une concession d'aménagement répondant nditions définies aux articles L. 300-4 et L. 300-5 du Code de l'urbanisme.

ai 2007, le Conseil de Communauté de communes de Petite Camargue a décidé de créer la ZAC Soleil », conformément aux articles L. 311-1 et R. 311-2 du Code de l'Urbanisme.

sier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération en date du 13 février 2008 nement à l'article R. 311-7 du Code de l'Urbanisme ainsi que le projet de programme des ments publics de la ZAC conformément à l'article R. 311-8 du Code de l'Urbanisme.

mier avenant a prolongé la durée prévisionnelle de la concession jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2014.

nant N°3 prolonge la durée du traité de concession jusqu'au 31 décembre 2018 afin que la ivité puisse garantir l'emprunt contracté par la SEGARD.

nant N°4 signé le 30 juillet 2013 approuvé par la Délibération N° 2013/07/52 en date du 24 2013 prolonge la durée du traité de concession jusqu'au 31 décembre 2020 afin que la Collectivité garantir l'emprunt contracté par la SEGARD dont la dernière mensualité est prévue en 2019. Cet it complémentaire de 2 500 000 euros avait été mobilisé afin couvrir la majeure partie des besoins orientés de l'opération de la période 2013-2020.

du contexte économique, le bilan prévisionnel de l'opération ZAC Côté Soleil a été réajusté en uence par la SEGARD. Le Compte rendu annuel à la Collectivité de l'opération ZAC Côté Soleil, ivé en Conseil de Communauté du 28 juin 2017, présente une fin d'opération au 31 décembre plus cohérente avec les perspectives actuelles de commercialisation de la ZAC.

prolongation permettra à la SEGARD de rallonger le remboursement de l'emprunt initial de 000 souscrit en 2013, emprunt garanti par la Communauté de communes.

**OSITION**

ode Général des Collectivités Territoriales ;

libération en date du 26 octobre 2005, reçue en Préfecture le 9 novembre 2005, approuvant la on d'une Concession d'Aménagement pour la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à n économique et commerciale sur la commune de Vauvert, dite ZAC Côté Soleil ;

enant N°1, approuvé par une délibération N° 2009/07/64 du 22 juillet 2009, dont l'objet était longer la durée de la concession suite au contexte économique défavorable à la commercialisation u 1<sup>er</sup> décembre 2014 ;

enant N°3, approuvé par une délibération N° 2010/10/78 du 27 octobre 2010, qui a eu pour le prolonger la durée du traité de Concession d'Aménagement jusqu'au 31 décembre 2018 pour tre à la collectivité d'octroyer la garantie d'emprunt par la collectivité dans le respect des ratios ;





**PREAMBULE**

Par délibération en date du 26 octobre 2005, reçue en Préfecture le 9 novembre 2005, le Conseil Communautaire de Petite Camargue a approuvé la passation d'une Concession d'Aménagement pour la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vauvert.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°1, approuvé par une délibération n° 2009/07/64 du 22 juillet 2009 dont l'objet était de prolonger la durée de la concession suite au contexte économique défavorable à la commercialisation jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2014.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°2, approuvé par une délibération n° 2010/05/37 du 12 mai 2010 dont l'objet était de modifier la superficie de l'opération : une réduction du périmètre et notamment englober une emprise foncière non prévue initialement afin de permettre la bonne réalisation d'un rond point qui desservira la ZAC.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°3, approuvé par une délibération n°2010/10/78 en date du 27 octobre 2010 dont l'objet était de prolonger la durée du traité de concession d'aménagement, afin que la Communauté de Communes puisse accorder sa garantie au concessionnaire conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. La date d'expiration de la concession d'aménagement ayant été portée au 31/12/2018.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°4, approuvé par une délibération n°2013/07/52 en date du 24 juillet 2013 dont l'objet était de prolonger la durée du traité de concession d'aménagement, afin de mobiliser un prêt complémentaire de 2,5M€ programmé pour couvrir la majeure partie des besoins de trésorerie de l'opération de la période 2013-2020. La date d'expiration de la concession d'aménagement ayant été portée au 31/12/2020.

Considérant la nécessité de prolonger la durée de remboursement des emprunts en cours, en raison des difficultés de trésorerie dues au rythme de commercialisation trop faible, il est aujourd'hui indispensable de reconduire à nouveau la durée du traité de concession pour pouvoir contractualiser auprès des banques cette prolongation de la durée de remboursement.

**CECI EXPOSE,**

**CONCESSION D'AMENAGEMENT  
POUR LA REALISATION D'UNE ZONE  
D'AMENAGEMENT CONCERTÉ A VOCATION  
ECONOMIQUE ET COMMERCIALE  
SUR LA COMMUNE DE VAUVERT  
ZAC COTE SOLEIL**

**AVENANT N°5**

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
PETITE CAMARGUE**

Transmise au représentant de l'Etat par .....

Notifiée par ..... à la Société le .....



**ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée du traité de concession jusqu'au 31 décembre 2025.

**ARTICLE 2 : CLAUSES DIVERSES**

Les clauses et conditions de la concession et les avenants 1, 2, 3 et 4 non modifiés par le présent avenant demeurent en vigueur sans changement.

Fait à Nîmes le 07/06/2024  
En 3 exemplaires

Pour la Société  
Camargue

Pour la Communauté de  
communes Petite



Le Président  
Jean-Paul FRANC

Catherine DECAUDIN

**ENTRE D'UNE PART :**

La Communauté de communes de Petite Camargue, représentée par Monsieur Jean Paul FRANC, en qualité de Président, agissant en vertu d'une délibération N°2014/04/10 du Conseil de Communauté en date du 14/04/2014, et déposée en préfecture du GARD le .....

Ci-après dénommée « la Collectivité Publique Cocontractante » ou « la Collectivité »

**ET D'AUTRE PART :**

La Société dénommée **SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DU GARD par abréviation SEGARD**, Société Anonyme d'économie mixte à conseil d'administration au capital au capital de 5 128 252.000 Euros, dont le siège est à NIMES (30000) l'Hôtel du Département de Nîmes rue Guillemette, identifiée au SIREN sous le n°680 200 128 et immatriculée au RCS de Nîmes.

Ici représentée par Madame Catherine DECAUDIN, Directrice Générale Déléguée, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'administration en date du 16 mai 2011.

Ci après dénommée la « Société » ou « l'Aménageur »

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAL DÉLIBÉRATION N°2017/09/



## OBJET

**Prolongation de la Concession d'aménagement de la zone d'activités Côte Soleil à Vauvert**

Séance du 27 Septembre 2017  
Date de convocation : 20 Septembre 2017  
Membres en exercice : 37  
30 présents – 36 votants

L'an deux mille dix-sept, le vingt-sept septembre, à dix-huit heures trente, le Conseil de Communauté de Camargue (Card) dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, en salle de délibérations sur la commune de Vauvert, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul FRANC.

## Présents

Monsieur FRANC, Président - Mesdames CACHIA-MORENO, GUYOT et PASQUET, Vice-Présidentes - Me BRUNDU, DUPONT, LEBOS, MEIZONNET, TENA, REBOUL et TICHET, Vice-Présidents - Mesdames BRE CHRISTOL, CHOPARD, DAVENEL, DOJTRES, MICHALSKI, RUIZ et TURRIBIO, conseillères communales - Messieurs AIRAL, CARPENTIER, DENAT, EDWARDS, GRAU, JOUVEI, MEGIAS, PASCAL, PETRONIO, RUVILLAS, conseillers communaux

## Absents avant donné procuration

- Madame BOUVIER a donné procuration à Monsieur PETRONIO
- Madame EMMANUELLI a donné procuration à Madame GUYOT
- Monsieur MANEN a donné procuration à Madame PASQUET
- Madame PRUVOT a donné procuration à Monsieur MEIZONNET
- Monsieur RIOS a donné procuration à Monsieur DENAT
- Monsieur SCHRAMM a donné procuration à Monsieur TICHET

## Absente

Madame MAUMEJEAN

En début de séance et en application de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la désignation du secrétaire de séance : Madame Marie PASQUET a été désignée.

ORIEUR : Madame Katy GUYOT

## SE

Le Conseil de Communauté en date du 26 octobre 2005, l'aménagement et l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vauvert ont été confiés à la société « SEGARD », selon les stipulations d'une concession d'aménagement répondant aux conditions définies aux articles L. 300-4 et L. 300-5 du Code de l'urbanisme.

En 2007, le Conseil de Communauté de communes de Petite Camargue a décidé de créer la ZAC Côte Soleil », conformément aux articles L. 311-1 et R. 311-2 du Code de l'Urbanisme.

Le projet de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération en date du 13 février 2008 conformément à l'article R. 311-7 du Code de l'Urbanisme ainsi que le projet de programme des équipements publics de la ZAC conformément à l'article R. 311-8 du Code de l'Urbanisme.

Le Conseil de Communauté a prolongé la durée prévisionnelle de la concession jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2014.

Par son délibération N°3, le Conseil de Communauté a prolongé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018 afin que la commune de Vauvert puisse garantir l'emprunt contracté par la SEGARD.

Par son délibération N°4 signée le 30 juillet 2013 approuvée par la Délibération N° 2013/07/52 en date du 24 juillet 2013, le Conseil de Communauté a prolongé la durée du traité de concession jusqu'au 31 décembre 2020 afin que la Collectivité de Vauvert puisse garantir l'emprunt contracté par la SEGARD dont la dernière mensualité est prévue en 2019. Ce traité complémentaire de 2 500 000 euros avait été mobilisé afin de couvrir la majeure partie des besoins de la commune de Vauvert pour la période 2013-2020.

Le bilan prévisionnel de l'opération ZAC Côte Soleil a été réajusté en 2017 par le Conseil de Communauté. Le Compte rendu annuel de l'opération ZAC Côte Soleil, présenté en Conseil de Communauté du 28 juin 2017, présente une fin d'opération au 31 décembre 2017 plus cohérente avec les perspectives actuelles de commercialisation de la ZAC.

Le Conseil de Communauté permettra à la SEGARD de rallonger le remboursement de l'emprunt initial de 2 000 000 sousscrit en 2013, emprunt garanti par la Communauté de communes.

## DISPOSITION

Le Conseil de Communauté des Collectivités Territoriales ;

Delibération en date du 26 octobre 2005, reçue en Préfecture le 9 novembre 2005, approuvant la concession d'une Concession d'Aménagement pour la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vauvert, dite ZAC Côte Soleil ;

Delibération N°1, approuvée par une délibération N° 2009/07/64 du 22 juillet 2009, dont l'objet était de prolonger la durée de la concession suite au contexte économique défavorable à la commercialisation de la ZAC Côte Soleil au 1<sup>er</sup> décembre 2014 ;

Delibération N°3, approuvée par une délibération N° 2010/10/78 du 27 octobre 2010, qui a eu pour objet de prolonger la durée du traité de Concession d'Aménagement jusqu'au 31 décembre 2018 pour la commune de Vauvert, sous réserve de la garantie d'emprunt par la collectivité dans le respect des ratios ;

Vu l'Avenant N°4, approuvé par une délibération n°2013/07/52 du 24 juillet 2013 et dont l'objet est de prolonger la durée du traité de concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2020 ;

Vu l'avis favorable de la Commission « Finances-Mutualisation » du 11/09/2017 ;

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 13/09/2017 ;

**Il est proposé au Conseil de Communauté :**

- d'APPROUVER la prolongation de la concession d'aménagement de la zone d'activités Côté jusqu'au 31 décembre 2025 ;
- d'AUTORISER le Président ou le cas échéant la Vice-Présidente chargée du Développement Economique, de l'Emploi, de la Formation et de l'insertion à signer la convention et tout document afférent à ce dossier.

**DECISION**

Le Conseil de Communauté, entendu l'exposé du Rapporteur et après en avoir délibéré,

DECIDE

D'ADOPTER, à l'UNANIMITE, la proposition du Rapporteur.

Le Président,

Jean-Paul FRANC

Acte exécutoire, en vertu de :  
- son dépôt en Préfecture le

- sa publication le

En vertu du Décret n° 83-1205, le présent acte peut faire l'objet

d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes,

dans un délai de 2 mois à compter du

Le Directeur Général des Services, Philippe MAUGY



CONVENTION D'AVANCE DE  
TRESORERIE  
Avenant n°6  
(ART. L.1523-2, 4° DU CODE GENERAL DES  
COLLECTIVITES TERRITORIALES)  
Prorogation de l'avance de trésorerie

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024

ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE

09/11/20

1





**PREAMBULE**

Par délibération en date du 26 octobre 2005, reçue en Préfecture le 9 novembre 2005, le Conseil de Communauté de Petite Camargue a approuvé la passation d'une Concession d'Aménagement pour la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vauvert intitulée ZAC Colis Soleil. Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°1, approuvé par une délibération n° 2009/07/64 du 22 juillet 2009 dont l'objet était de prolonger la durée de la concession suite au contexte économique défavorable à la commercialisation jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2014. Un avenant n°2 a été approuvé par une délibération n°2010/05/37 du 12 mai 2010 afin de réduire le périmètre tout en englobant une emprise foncière non prévue initialement afin de permettre la bonne réalisation d'un rond-point desservant la ZAC. Afin que la Communauté de communes puisse accorder sa garantie au concessionnaire conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'avenant n°3 approuvé par une délibération n° 2010/10/78 du 27 octobre 2010 a eu pour objet de prolonger la durée du traité de concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2018. L'avenant n°4, approuvé par une délibération n° 2013/07/52 du 24 juillet 2013, a pour objet de proroger la durée de la convention d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2020, afin de permettre la mobilisation d'un prêt complémentaire programmé pour couvrir la majeure partie des besoins de trésorerie de l'opérateur de la période de 2013-2020.

Cependant, le contexte de l'opération a nécessité un avenant n°5 à la concession approuvé par une délibération du 27 septembre 2017, a eu pour objet de proroger la durée de la convention d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2025, afin de permettre la renégociation des emprunts.

Une convention d'avance de trésorerie d'un montant de 1 000 000 € a été passée le 15 février 2013 en application de l'article L.1523-2, 4<sup>e</sup> du Code Général des Collectivités Territoriales. Les avenants 1 à 5 ont eu pour objet de reporter le remboursement de l'avance.

Par ailleurs, l'avenant n°5 a complété l'avance portant ainsi son montant à 2 600 000 €. Plusieurs éléments ont entraîné un décalage important dans le planning prévisionnel. En effet, la réalisation des travaux d'aménagement a subi un décalage important par rapport au planning prévisionnel, il en est de même pour la cession des lots.

L'avancement de l'opération et la trésorerie selon le compte rendu financier ne permettant toujours pas de dégager des recettes suffisantes pour effectuer son remboursement, les parties conviennent donc de reconduire cette avance et de proroger sa durée de remboursement jusqu'à la fin de la concession d'aménagement. Les parties sont cependant convenues qu'en fonction des disponibilités de trésorerie de l'opération, l'avance de trésorerie fera l'objet de remboursements partiels.

**CELA EXPOSE****ENTRE :**

**La Communauté de Communes Petite Camargue**, représentée par Monsieur André BRUNDU en qualité de Président agissant en vertu d'une délibération N°2020/07/20 du Conseil de Communauté en date du 15 juillet 2020,

Ci-après désigné « la Communauté de Communes »,

**D'une part,**

09/11/20

2

**ET:**

La société dénommée SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT ET D'ÉQUIPEMENT DU GARD par abréviation SEGARD, société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration au capital de 5 128 252 euros, dont le siège est 442 rue Georges BESSE à Nîmes (30035 Cedex), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nîmes sous le numéro 680 200 128. Représentée par Mme Catherine DECAUDIN, en qualité de Directrice, habilitée aux fins de la présente en vertu d'une délégation de pouvoir de la Présidente Directrice Générale,

Ci-après désigné « la SEGARD »

**D'autre part,**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> – OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet de reconduire l'avance d'un montant de 2 600 000 € et de définir les nouvelles modalités de remboursement de celle-ci.

**ARTICLE 2 – REMBOURSEMENT DE L'AVANCE**

La date de remboursement de cette avance est fixée au plus tard à la fin de la concession d'aménagement. L'avance de trésorerie pourra faire l'objet de remboursements partiels, en fonction des disponibilités de trésorerie de l'opération. Le remboursement effectif de l'avance constitue le terme de la convention.

**ARTICLE 3 – CONDITIONS CONTRACTUELLES**

Toutes les autres conditions non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

**ARTICLE 4 – ENTREE EN VIGEUR**

Le présent avenant est rendu exécutoire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 5 – CLAUSES GÉNÉRALES**

Toutes les clauses et conditions de la convention initiale et des avenants antérieurs demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Fait à Nîmes le 24 NOV. 2020

en deux exemplaires.

Pour la Communauté de  
Communes Petite Camargue

Le Président,

André BRUNDU

Pour la SEGARD

Le Directeur Général  
Délégué,

Vincent DELORME

SEGARD  
42 Rue Georges-Besse  
30000 NÎMES  
Tél. 04 66 23 40 Fax 04 66 23 09 67  
www.segard.fr P.800 200 128

09/11/20

3

**PROPOSITION DE DELIBERATION**

**Objet : Approbation de l'avenant n° 6 à la convention d'avance de trésorerie**

**Monsieur le Président soumet au Conseil de Communauté le rapport suivant :**

Par délibération en date du 26 octobre 2005, reçue en Préfecture le 9 novembre 2005, le Conseil Communautaire de Petite Camargue a approuvé la passation d'une Concession d'Aménagement pour la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vauvert intitulée ZAC Côté Soleil.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°1, approuvé par une délibération n° 2009/07/64 du 22 juillet 2009 dont l'objet était de prolonger la durée de la concession suite au contexte économique défavorable à la commercialisation jusqu'au 1er décembre 2014. Un avenant n°2 a été approuvé par une délibération n°2010/05/37 du 12 mai 2010 afin de réduire le périmètre tout en englobant une emprise foncière non prévue initialement afin de permettre la bonne réalisation d'un rond-point desservant la ZAC. Afin que la Communauté de Communes puisse accorder sa garantie au concessionnaire conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'avenant n°3 approuvé par une délibération n° 2010/10/78 du 27 octobre 2010 a eu pour objet de prolonger la durée du traité de concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2018. L'avenant n°4, approuvé par une délibération n° 2013/07/52 du 24 juillet 2013, a pour objet de proroger la durée de la convention d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2020, afin de permettre la mobilisation d'un prêt complémentaire programmé pour couvrir la majeure partie des besoins de trésorerie de l'opération de la période de 2013-2020. Cependant, le contexte de l'opération a nécessité un avenant n°5 à la concession approuvé par une délibération du 27 septembre 2017, a eu pour objet de proroger la durée de la convention d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2025, afin de permettre la renégociation des emprunts.

Une convention d'avance de trésorerie d'un montant de 1 100 000 € a été passée en date du 15 février 2013 en application de l'article L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les avenants 1 à 5 ont eu pour objet de reporter le remboursement de l'avance. Par ailleurs, l'avenant n°5 a complété l'avance portant ainsi le montant de celle-ci à 2 600 000 €.

La totalité des cessions foncières n'est pas intervenue à ce jour. L'avancement de l'opération et la trésorerie selon le compte rendu financier ne permettant toujours pas de dégager des recettes suffisantes pour effectuer son remboursement, les parties conviennent donc de reconduire cette avance et de proroger sa durée de remboursement jusqu'à la fin de la concession d'aménagement. Les parties sont cependant convenues qu'en fonction des disponibilités de trésorerie de l'opération, l'avance de trésorerie fera l'objet de remboursements partiels.

09/11/20

4

**Le CONSEIL de COMMUNAUTE,**

Vu l'exposé du rapporteur ;

Vu les articles L. 300-4, L. 300-5, L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1523-2,4°,

Vu l'article 19 VII de la Concession d'aménagement

Vu la convention d'avance de trésorerie et ses avenants,

Vu le projet d'avenant n°6 à la convention de trésorerie joint en annexe,

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté :**

**DÉCIDE :**

- D'approuver l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie prévoyant sa reconduction et le report de remboursement au plus tard à la fin de la concession.

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

5

09/11/20



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE COMMUNAUTE  
D'AMÉNAGEMENT N°2020/11/87**



**OBJET**

**Approbation de l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie octroyée à la SEGARD dans le cadre de la Concession d'Aménagement pour la ZAC Côté Soleil**

Séance du 18 novembre 2020

Date de convocation : 12 novembre 2020

Membres en exercice : 37

30 présents – 34 votants

L'on deux mille vingt, le dix-huit novembre, à dix-huit heures trente, le Conseil de Communauté de Petite Camargue (Gard) dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, en salle de délibérations sur la commune de Vauvert, sous la présidence de Monsieur André BRUNDU.

**Présents**

André BRUNDU, Président – Jean DENAT, 1<sup>er</sup> Vice-Président – Jean-Paul FRANC, 2<sup>ème</sup> Vice-Président – Joël TENA, 3<sup>ème</sup> Vice-Président – Mylène CAYZAC, 4<sup>ème</sup> Vice-Présidente – Katy GUYOT, 5<sup>ème</sup> Vice-Présidente – Véronique VALTRIN, 6<sup>ème</sup> Vice-Présidente – Alain REBOUL, 7<sup>ème</sup> Vice-Président – Jean-François THOMAS, 8<sup>ème</sup> Vice-Président – Didier LEBOS, 9<sup>ème</sup> Vice-Président – Bruno PASCAL, 10<sup>ème</sup> Vice-Président – Christiane ESPUCHE, 11<sup>ème</sup> Vice-Présidente – Leila AMROUT, Jean-Paul GERAUD, Christian SOMMACAL – Membres délégués – Misdames Caroline BRESCHIT, Carole CALBA, Francine CHAUMETON, Annick CHOPARD, Laurence EMMANUELLI, Elisabeth MICHALSKI, Rachida OUJEDDOU, Sandrine RIOS, Françoise TURRIBIO, Conseillères communautaires – Messieurs Jean-Louis MEZONNET, Farouk MOUSSA, Jeremy PEREDÉS, Rodolphe RUBIO, Christophe TICHET, Philippe VELLAS, Conseillers communautaires.

**Absents ayant donné procuration**

- Tania LAFOND a donné procuration à Véronique VALTRIN  
- André MEGIAS a donné procuration à Jean-Paul FRANC  
- Isabelle PINON a donné procuration à Françoise TURRIBIO  
- Marine KUFFER a donné procuration à Alain REBOUL  
- Nelly RUIZ a donné procuration à Joël TENA  
- Mohammed TOUHAMI a donné procuration à Jean DENAT

**Absent**

- Véronique BENEZET

En début de séance et en application de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la désignation du secrétaire de séance : Didier LEBOS, a été désigné.

1/4

**RAPORTEUR : Bruno PASCAL**

**EXPOSE**

Par délibération en date du 26 octobre 2005, reçue en Préfecture le 9 novembre 2005, le Conseil de Communauté de Petite Camargue a approuvé la passation d'une Concession d'Aménagement pour la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique et commerciale sur la commune de Vauvert.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant N°1, approuvé par une délibération n°2009/07/64 du 22 juillet 2009 dont l'objet était de prolonger la durée de la concession suite au contexte économique défavorable à la commercialisation jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2014.

Cette concession a fait l'objet d'un avenant N°2, approuvé par une délibération n°2010/05/37 du 12 mai 2010 dont l'objet était de modifier la superficie de l'opération : une réduction du périmètre et notamment englober une emprise foncière non prévue initialement afin de permettre la bonne réalisation d'un rond-point qui desservira la ZAC.

Afin que la Communauté de communes puisse accorder sa garantie au concessionnaire conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, l'avenant N°3 approuvé par une délibération n° 2010/10/78 du 27 octobre 2010 a eu pour objet de prolonger la durée du traité de concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2018.

Un avenant N°4, approuvé par une délibération n°2013/07/52 du 24 juillet 2013, a pour objet de proroger la durée de la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2020, afin de permettre la mobilisation d'un prêt complémentaire de 2,5 M euros programmé pour couvrir la majeure partie des besoins de trésorerie de l'opération de la période de 2013 - 2020.

Une convention d'avance de trésorerie d'un montant de 1 100 000 € a été passée en date du 15 février 2013 en application de l'article L.1523 - 2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales. Cette avance remboursable permet au concessionnaire de couvrir l'achat des parcelles AB10, AB6, AB4, AB3, AB1 et AC24p de la ZAC nécessaires à la réalisation de la ZAC «Côté Soleils à Vauvert».

Cette convention a précisé les conditions de versement et de remboursement de cette avance de trésorerie effectuée par la Communauté de communes cocontractante à la SEGARD, au bénéfice de l'opération d'aménagement.

La commercialisation de la ZAC Côté Soleil rencontrant des difficultés, un avenant n°1 à cette convention d'avance de trésorerie, en date du 02 décembre 2014, approuvé par délibération n°2014/11/86 du 5 novembre 2014, a prolongé le délai de remboursement au 31 décembre 2015.

Par délibération n°2016/03/18 du 16 mars 2016, une prolongation du délai de remboursement d'une année supplémentaire a été octroyée à la SEGARD.

2/4

Par délibération n° 2016/12/103 du 13 décembre 2016, un avenant N°3 à la convention d'avance de trésorerie a prolongé le délai de remboursement au 31 décembre 2017.

Un avenant n°5 à la concession d'aménagement approuvé par une délibération n° 2017/09/85 du 27 septembre 2017, a eu pour objet de proroger sa durée jusqu'au 31 décembre 2025, afin de permettre la renégociation des emprunts.

Par délibération n°2017/12/18 du 14 décembre 2017, un avenant N°4 à la convention d'avance de trésorerie a prolongé le délai de remboursement au 31 décembre 2018.

Par délibération n°2018/05/59 du 30 mai 2018, un avenant N°5 à la convention d'avance de trésorerie a permis l'augmentation du montant de cette avance à 2 600 000 €, soit 1 500 000 € supplémentaires et a prolongé le délai de remboursement au 31 décembre 2019.

Ce financement supplémentaire de la part de la Communauté de communes a permis de lancer les travaux de la deuxième tranche de la partie artisanale et tertiaire de la ZAC et de livrer 7 lots supplémentaires.

Bien que la commercialisation soit dynamique, le bilan de la ZAC Côté Soleil ne permet pas à ce jour un remboursement de l'avance de trésorerie consentie par la Communauté de communes.

Il convient donc de prolonger le délai de remboursement de cette avance à la fin de la concession d'aménagement, soit au 31 décembre 2025.

#### **PROPOSITION**

Vu les articles L. 1521-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1523-2,4° ;

Vu les articles L. 300-4, L. 300-5, L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Vu l'article 19 VII de la Concession d'aménagement ;

Vu la convention d'avance de trésorerie ;

Vu les avenants N°1, N°2, N°3, N°4 et N°5 à la convention d'avance de de trésorerie susmentionnés ;

Vu les avenants N°1, N°2, N°3, N°4 à la concession d'aménagement susmentionnés ;

Vu l'avenant N°6 à la convention d'avance de trésorerie, ci-joint ;

Vu l'avis favorable de la Commission « Développement Economique et Emploi/Politique locale du commerce/Soutien activités commerciales » du 5 octobre 2020 ;

Vu l'avis favorable du Comité Consultatif des Maires du Territoire du 5 novembre 2020 ;

Vu l'examen en Bureau Communautaire du 10 novembre 2020 ;

**Considérant** que la durée de la Concession d'aménagement de la ZAC Côté Soleil court jusqu'au 31 décembre 2025 ;

**Considérant** que la Communauté de communes a octroyé une avance remboursable de 2,6 millions d'euros à la SEGARD ;

**Il est proposé au Conseil de Communauté :**

- d'APPROUVER l'avenant N°6 à la convention d'avance de trésorerie ci-joint ;
- d'APPROUVER, le report du remboursement de l'avance de trésorerie au 31 décembre 2025 ;
- d'AUTORISER Monsieur le Président ou le Vice-Président chargé du « Développement Economique et Emploi/Politique locale du commerce/Soutien activités commerciales » à signer l'avenant N°6 à la convention ainsi et ainsi que tout document afférent à ce dossier.

#### **DECISION**

Le Conseil de Communauté, entendu l'exposé du Rapporteur et après en avoir délibéré,

#### **DECIDE**

D'ADOPTER, à la MAJORITE, par 27 VOIX POUR, 9 ABSTENTIONS (Carole CALBA, Jean-Louis MEIZONNET, Alain REBOUL + 1 procuration : Martine KUFFER, Sandrine RIOS, Joël TENA + 1 procuration : Nelly RUIZ, Christophe TICHET, Philips VELLAS), la proposition du Rapporteur.

Le Président,

André BRUNDU

Acte exécutoire, en vertu de :  
- son dépôt en Préfecture le 7 NOV. 2020  
- sa publication le 7 NOV. 2020  
En vertu du Décret n° E2-1025, le présent acte peut faire l'objet  
d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes,  
dans un délai de 2 mois à compter de  
la signature du présent acte.





Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le 25/06/2024



ID : 030-243000593-20240619-DL2024\_06\_87-DE